



# Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12349 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- MARDI 9 OCTOBRE 1984

## La « rentrée » de M. Tchernenko

Après avoir disparu pendant plus de six semaines pour des vacances qui, selon certaines rumeurs, se seraient passées en partie au moins à l'hôpital, M. Constantin Tchernenko semble vouloir mettre les bouchées doubles. Depuis le début de septembre, il fait montre d'un activisme étonnant pour un homme dont tout laisse à penser qu'il est sérieusement malade. On le voit presque tous les jours à la télévision soviétique remettre des médailles ou en recevoir, faire des discours ou s'entretenir avec des visiteurs étrangers. Or toute cette agitation, qui a culminé avec la célébration du soixante-troisième anniversaire de M. Tchernenko, n'est pas seulement une mise en scène destinée à prouver au bon peuple que le chef de l'Etat et du Parti tient fermement la barre. Tout se passe comme si le retour de M. Tchernenko à Moscou avait coincidé avec une réunion en mouvement de la politique soviétique.

Les membres du bureau politique ont recommencé à voyager ; le verdict est tombé contre les projets de visite de l'Allemagne de l'Est Honecker et du Bulgare Jivkov en Allemagne fédérale ; le chef d'état-major Ogarkov a été démis de ses fonctions ; M. Gromyko a accepté de rencontrer le président Reagan à Washington, et à cette occasion les commentateurs soviétiques sur les relations avec les Etats-Unis ont été légèrement moins agressifs qu'ils ne l'étaient depuis le déplacement des Pershing-2 et des missiles de croisière américains en Europe occidentale. Le Kremlin a voulu donner l'impression, vraie ou fautive, que l'immobilisme des premiers mois du règne Tchernenko appartenait au passé.

Le numéro un soviétique a même cru bon de faire un discours solennel contre la corruption, thème cher à son prédécesseur, et on laisse entendre, à Moscou, de plusieurs sources, qu'une session plénière extraordinaire du comité central pourrait être réunie avant la fin du mois. Elle serait consacrée d'une part à l'examen du nouveau programme du Parti - dont le principe avait été décidé au 26<sup>e</sup> congrès en 1981, pour remplacer celui où Khrushchev promettait de dépasser économiquement les Etats-Unis avant 1980 - et d'autre part à l'agitation des forces au sein de la direction soviétique préparant la relève des générations. Actuellement, la situation paraît la suivante : le « noyau dirigeant » du Parti est formé d'une trilogie de gérontes, avec MM. Tchernenko, Gromyko et Oustinov, auxquels s'ajoutent M. Tikhonov, le chef du Parti à Moscou, et M. Grichine, et surtout les représentants de la « jeune garde » : MM. Gorbachev, numéro deux de fait et M. Romanov, dont les actions sont en hausse.

M. Tchernenko parle beaucoup dans ses interventions du nouveau programme du Parti et du 12<sup>e</sup> plan quinquennal qui seront adoptés au congrès de 1986, comme s'il comptait bien en presider lui-même les travaux. Nul doute pourtant que les grandes manœuvres pour sa succession ont commencé le jour même où il a été élu secrétaire général.

## Le duel Reagan-Mondale

### Léger avantage du candidat démocrate dans un débat télévisé dominé par le déficit budgétaire et l'avortement

Washington. - M. Ronald Reagan a évité de se laisser aller à l'une de ces gaffes dont il est coutumier et que M. Walter Mondale aurait aimé qu'il commette le dimanche 7 octobre dans leur premier débat télévisé de la campagne électorale.

La candidate démocrate n'eut, en conséquence, remporté aucun avantage vraiment spectaculaire ; mais le président sortant, face à un adversaire très maître de lui et relativement décontracté, est néanmoins apparu singulièrement fatigué, souvent tendu, et cherchant quelque peu ses mots - dans sa déclaration finale surtout. S'il faut désigner le gagnant de cette épreuve, disputée devant cent millions d'Américains, ce sera donc plutôt M. Mondale (1).

Il s'est, d'abord, montré plus à l'aise et meilleur qu'à son ordinaire, tandis que le candidat républicain traitait, lui, loin d'être aussi bon qu'il ne l'est dans ses discours télévisés ou en campagne électorale. L'un a fait mieux que prévu, l'autre moins bien. Le président a largement été à la hauteur du tenant du titre. Et cela pourrait peut-être réveiller l'attention

De notre correspondant

de l'électorat, pour lequel, jusqu'à présent, les jeux sont faits.

Dans cette vaste et moderne salle de spectacles de Louisville (Kentucky), les deux candidats, debout derrière des pupitres, ne se regardent pas ; ils ne se répondent qu'à travers leurs réponses aux trois journalistes qui les interrogent. Deux questions vont alors dominer cette double conférence de presse : le déficit budgétaire et l'avortement.

Avez-vous un « plan secret », a-t-il été demandé à M. Reagan, pour réduire ce déficit que vous vous étiez engagé en 1980 à supprimer ?

Oui, dit le président ; mais ce plan n'est pas secret. C'est celui du programme de reprise mis en œuvre avec succès depuis quatre ans. Si nous continuons à suivre ce programme, explique-t-il, l'économie continuera de se rétablir et de croître ; les rentrées d'impôts seront donc supérieures et, comme l'effort de diminution des dépenses publiques continuera, les « deux lignes » se rejoindront. Au passage, M. Reagan rappelle longuement (il le fera à plusieurs reprises) la diminution des taux d'intérêt, de l'inflation et du chômage dont il peut s'enorgueillir, et qui pèsent si lourd dans la balance électorale.

M. Mondale esquive ensuite une question sur l'ampleur du déficit du temps où il était vice-président de M. Carter.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

(1) A plusieurs reprises depuis un quart de siècle, des débats télévisés entre candidats à la présidence des Etats-Unis ont eu un impact sérieux sur le résultat. En 1960, M. Richard Nixon, pourtant considéré comme un excellent débatteur, avait « perdu », selon les sondages, face à son adversaire démocrate, John Kennedy ; celui-ci, moins connu, partant avec peu de chances, avait emporté les élections. En 1976, le républicain Gerald Ford avait affirmé, lors d'un tel débat : « Il n'y a pas de domination soviétique en Europe de l'Est ». M. Jimmy Carter avait été élu. En 1980, face au président démocrate sortant, M. Reagan avait fait meilleure impression aux téléspectateurs américains : il avait battu M. Carter.

## Les métamorphoses du socialisme

### Une enquête de la rédaction du « Monde »

Trois ans après l'élection de M. Mitterrand, la gauche a sérieusement réfléchi sa politique, prenant quelques libertés tant avec ses promesses d'avant 1981 qu'avec les premiers projets mis en œuvre dans les mois qui ont suivi la victoire. Elue sur un programme dont elle a découvert l'irréalisme, elle a peu à peu modifié sa pratique, puis son langage, allant jusqu'à s'exposer au reproche de trahison, formulé aussi bien par ses partisans que par ses adversaires. C'est à mesurer l'étendue réelle de ces révisions, à en préciser la nature et les causes, que s'emploie le Monde, à partir d'aujourd'hui, dans une série de sept articles consacrés aux métamorphoses du socialisme.

Dans un premier article, Thomas Ferenzi montre comment les rebondissements de la « querelle scolaire » ont mis en évidence, au-delà même de

l'école, le vieillissement d'un système de valeurs auquel la gauche s'est longtemps identifiée. Dans les deux articles suivants, Alain Verhulst étudiera les revirements de la politique économique, des illusions du projet socialiste à la découverte du capitalisme réel, et dans le quatrième article Jacques Amelric examinera l'évolution de la politique étrangère. Deux éclairages seront ensuite proposés, l'un géographique par Daniel Vernet, qui analysera les « contre-modèles » appliqués dans les autres pays d'Europe, en particulier en Espagne et en Suède, et l'autre historique par René Rémond, qui rappellera les précédentes expériences socialistes en France. Enfin, Pierre Drouin s'interrogera, en conclusion, sur ce que peut être un socialisme du temps de crise.

(Lire page 8.)

AU JOUR LE JOUR

## Victimes

La guerre que se livrent sur tout le territoire les véritables amoureux de la nature et les maniaques de la gâchette a fait une nouvelle victime.

Dans le Var, des chasseurs de sangliers ont tué un homme pour le punir de s'être opposé à leur présence sur sa propriété.

La victime était membre du Rassemblement des opposants à la chasse. Il a payé sa cause et son bon droit de sa vie.

On attend avec intérêt les réactions politiques à ce drame.

Qui se lèvera pour dénoncer le climat d'insécurité entretenu dans nos campagnes, dimanche après dimanche, par des groupes d'hommes armés jusqu'aux dents ?

BRUNO FRAPPAT.



Serge-Christophe Kolm

## La bonne économie

LA RÉCIPROCITÉ GÉNÉRALE

Le préjugé qu'on ne fait pas de bonne économie avec de bons sentiments est une erreur sinistre. C'est en cessant d'opposer son éthique et son génie que notre civilisation résoudra ses crises douloureuses.

Collection « Politique d'aujourd'hui ». 480 pages - 150 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

## Il n'y a pas de modèle Renault

par BRUNO DETHOMAS

La volonté de la régie Renault de négocier dès le 15 octobre avec les syndicats un pacte social fondé sur la formation, la mobilité et l'acceptation d'un objectif de productivité à quelque peu déformé le danger de l'automobile. C'est si vrai que le rapport Dalle, commandé par M. Mitterrand, a été remis à L'Oréal, naguère jugé trop explosif, sera rendu public dans le courant du mois d'octobre. M. Cresson s'y est engagé. Même s'il est limité entre-temps par de hautes fonctionnaires de ses aspirations les plus douloureuses.

On aurait tort pour autant de croire que la réalité a changé, que tous les travailleurs de Peugeot, de Renault et des équipementiers pourront être formés, que les effectifs en surplus dans l'automobile seront réduits sans difficultés. M. Calvet, le président de Peugeot, a raison de dire que « promettre cela, ce serait faire injure aux 2,5 millions de chômeurs ».

Il n'y a pas de modèle Renault, affirme-t-on d'ailleurs au ministère du redéploiement industriel, où l'on doit commencer à être inquiet des retombées des propos de M. Hanoon. Ne dit-on pas que, dans

le dossier Citroën-Loire, la CGT a laissé entendre que la solution Renault - formation et assurance de reclassement - devrait être appliquée ? Chaque constructeur a des atouts : Talbot et Peugeot d'abord, Citroën ensuite, Renault maintenant. Il n'y a pas de solution globale. Pas question donc de former « les 800 000 travailleurs de la branche automobile » comme on le lit ici ou là. Même si le centre de formation technologique des travailleurs de l'automobile, créé par M. Bérégovoy, pour traiter des 1 950 « licenciés-formés » de Citroën, envisage naturellement d'étendre son activité de formation (en premier lieu avec Renault, même si la Régie entend mettre des moyens propres en place).

De 1978 à 1983, les effectifs de la construction automobile en France ont baissé de 17 % pour atteindre 233 000 personnes. C'est le rapport de M. François Dalle réduit ce nombre de 70 000 d'ici à 1987. Sans doute extrapolé-il trop mécaniquement les tendances. Mais, pour faire

comprendre qu'il ne croit guère au plan Renault - si celui-ci doit être financé par la Régie - M. Calvet fait aussi de l'arithmétique simple. Il est admis - ce fut même un objectif précisé par M. Mauroy devant l'Assemblée nationale - qu'il faut payer entre 6 % et 8 % en productivité chaque année pour rester compétitif au niveau mondial. Peugeot comme Renault ajoutent qu'ils devront embaucher des jeunes (1 % des effectifs par an) pour des raisons de spécialisation comme de pyramide des âges dans leurs entreprises. Face à cela, les départs naturels représentent désormais, sur un marché du travail difficile, à peine 2 % par an, et le marché automobile n'est pas censé croître - en moyenne annuelle - de plus de 1,5 % à 2 % par an (il baissera même de 10 % en France en 1984). Comme les mises en préretraite sont en train, de l'avis même des pouvoirs publics, d'atteindre leurs limites et que l'aide au retour aura bientôt fait le plein de ses volontaires, les effectifs devront inexorablement baisser de l'ordre de 3 % à 4 % par an en

moyenne. Pour ceux-là, M. Dalle, autant qu'on le sache, prévoyait un système proche de celui qui avait permis à Fiat de se défaire de 35 000 salariés - payés ensuite par l'Etat - sans rompre les liens juridiques de ceux-ci avec l'entreprise. Une opération qui aurait coûté à l'Etat français entre 1985 et 1988 un peu plus de 5 milliards de francs.

(Lire la suite page 40.)

## « Le Monde de l'économie »

- Les difficultés du secteur associatif
- L'immigration clandestine

Lire pages 23 à 27

## Le prix Nobel de littérature a-t-il un sens ?

Il y a vingt ans, Jean-Paul Sartre refusait la consécration du prix Nobel, et, depuis, la France a été punie pour cette incartade.

Octobre ramène la saison des prix Nobel. Pour la littérature, les choix de l'Académie suédoise ont souvent été contestés, et sont contestables.

Quel sera l'écrivain, ou le poète, qui, cette année, ralliera les votes des dix-huit académiciens, sans doute, jeudi prochain ? Quel pays,

quel continent, sera distingué ? Comme toujours, toutes les suppositions sont permises.

Dans un pamphlet vigoureux intitulé « Le scandale du prix Nobel », publié dans le dernier numéro du New York Times Book Review (30 septembre 1984), l'auteur de la Mort de la tragédie, George Steiner, qui enseigne actuellement à l'université de Genève, accuse. Voici des extraits de son texte :

par GEORGE STEINER

Prudhomme, pourtant, ne fut pas le pire.

Même en tenant compte de la plus large marge d'erreur humaine, peut-on prendre au sérieux une institution - avec ses procédures - qui a ignoré la majorité des plus grands romanciers et des plus grands innovateurs des temps modernes ? James Joyce, Marcel Proust, Franz Kafka, Thomas Hardy, Joseph Conrad, Henry James, André Malraux, Hermann Broch, Robert Musil, D.H. Lawrence, qu'ils aient été remarqués ou non par les jurés, ont finalement été rejetés. Peut-on prendre la défense d'un jury qui préfère l'art de Pearl Buck (1938) à celui, disons, de Virginia Woolf ? Paul

Claudel, dont nous pouvons comparer les pièces à celles d'Eschyle et de Shakespeare, ne fut jamais remarqué. Paul Heyse fut choisi, pas Bertolt Brecht. Galsworthy est un Nobel, pas Carlo Emilio Gadda, l'un des romanciers les plus originaux et inventifs de ce siècle.

En poésie, les comptes sont sinistres. Pas d'Ezra Pound, pas de Rilke, pas de Valéry, pas de Wallace Stevens, pas de Kazantzakis, pas de Lorca, pas d'Auden, pas de Fernando Pessoa (un poète des poètes), pas de Cavafy, pas de Mandelstam, pas d'Akhmatova.

On trouve de grands noms sur la liste des canonisés du Nobel, des choix qui allient bon sens et vivacité de jugement. J'ai mentionné Yeats.

(Lire la suite page 20.)



Le Monde

# idées

## La survie du peuple français

par le général  
PIERRE BILLOTTE (\*)

### Le poids des armes

La course aux armements continue de plus belle sans que rien, ou presque, soit fait pour protéger les populations : le général Billotte lance à ce sujet un cri d'alarme. Henri Froment-Meurice expose, de son côté, les problèmes, nombreux, que soulève pour les chefs militaires et politiques l'apparition de types d'armements entièrement nouveaux, dont on ne sait pas à quel point ils sont compatibles avec la dissuasion nucléaire.

**A**LORS que les impératifs quotidiens de l'économie écrasent nos responsables politiques, on a le sentiment que les préoccupations à court et moyen terme qui les assaillent les empêchent d'avoir cette vision ample, stratégique et globale qui est la marque des hommes d'Etat s'imposant à leur temps.

En d'autres mots, il est bon et légitime que les gouvernements succèdent de la législature en cours se soient attachés à essayer de résoudre en priorité les engagements problèmes du sous-emploi, de l'inflation, d'un franc hyper-déprimé, d'un déficit du commerce extérieur cumulé vertigineux et d'un endettement qui vont désormais hypothéquer notre marge de manœuvre. Tous problèmes au demeurant infiniment moins graves, pour aussi urgents qu'ils soient, que les grandes questions qui se posent en cette fin de vingtième siècle : l'unité de l'Europe et sa nécessaire et rapide émergence comme une force économique et politique cohérente, et surtout la possibilité de plus en plus grande d'un malentendu entre l'Est et l'Ouest.

Ces menaces ne sont pas vaines et théoriques. On a ailleurs analysé cent fois le rapport des forces, qui ne nous est guère favorable. La Suède amie en est depuis trois ans le témoin privilégié mais impuissant : je tiens à à ce qu'il ne s'agisse pas d'erreurs de naviga-

tion mais d'une série de tests s'inscrivant dans un plan global très précis à la fois de l'Etat-major voisin et à l'endroit d'un neutre possible et n'appartenant à aucun système d'alliances.

Dès le mois de mars 1982, mes amis Jacques Soustelle (UDF) et Claude Delorme (député PS au Parlement européen) sont, sur mes conseils, allés voir Pierre Mauroy à Maastricht pour attirer son attention sur la nécessité urgente pour notre pays de se doter d'une défense civile efficace et de lancer un programme d'abandonnement d'armement s'inspirant de l'exemple helvétique.

Nous tenions à informer le nouveau chef du gouvernement de la naissance du Haut Comité français pour la défense civile, dont mon ami Maurice Schumann a bien voulu assumer la présidence après que j'en eusse établi les structures et qui rassemble maintenant sous son autorité éminente plus de 420 parlementaires des deux Assemblées, majorité et opposition confondues (PC excepté...) et les 250 maires des principales villes de France, ainsi que la quasi-totalité des conseils généraux et régionaux. Pierre Mauroy nous écoute avec cette gentillesse sincère qui est la sienne, opine dans notre sens, nous encourage de la voix d'une incurable mais qu'il est, dans le moins qu'on puisse dire est qu'il ne traitent une certaine lourdeur à com-

prendre nos arguments, pourtant fondés sur le sens le plus commun qui soit. Nous allions donc plus haut, et le président Mitterrand voulut bien recevoir une délégation de notre comité en juillet 1983, parlementaires socialistes et de l'opposition confondues. Le chef de l'Etat nous dit sans réticence qu'il approuvait notre démarche et nos initiatives et qu'il lui paraissait urgent que les Français fussent informés de la nécessité d'une défense civile à la hauteur de nos moyens d'attaque, soulignant lui-même combien le péril à l'Est lui paraissait chaque jour plus inquiétant et qu'il convenait de s'attacher à la défense civile dans le cadre de la menace des euro-missiles.

Sur les moyens et les voies de lancer un tel programme, on fut assez respectueux pour ne pas importuner le président en insistant trop, or nous demandions peu : équiper des familles de familles, mener d'une maison de la culture et une information scientifique et impartiale régulière sur les ondes de la télédiffusion nationale, à l'exemple de ce qu'ont obtenu les organisations de consommateurs pour les

défendre contre certaines distorsions trop criantes du marché.

Deux ans après notre visite à Pierre Mauroy et un an après celle rendue au chef de l'Etat, où en sommes-nous alors que le Haut Comité français pour la défense civile est à la veille (1) de tenir ses deuxième assises parlementaires de la défense civile ?

**Gère plus avancée.**

Guère plus avancée, il convient de le dire. Sous l'œil consterné des sénateurs et députés, la défense civile voit son maigre budget rétrécir de plus en plus et les pouvoirs publics l'ignorer ou ne reconnaître son utilité que de façon tout à fait rhétorique. Certes, Pierre Mauroy, avant de quitter Maastricht, a quand même décidé de faire débiter un demi-million de francs pour permettre au Haut Comité de continuer à faire quelques études, mais quelle insuffisance quand il s'agit de la survie de nos populations civiles en cas de conflit !

Qu'on ne vienne surtout pas nous dire que le programme d'abandonnement d'armement est, nous le résumons, et d'ailleurs qu'il est irréalisable en l'état actuel de nos finances publiques et qu'il faut donc mieux faire une impasse dérisoire. C'est une erreur profonde, et qui peut être fatale, s'il n'y est

remédié. Le Sénat, grâce aux travaux économiques menés par l'université de Bordeaux, prouve au cours de notre journée du 9 octobre que plusieurs dizaines de millions d'armes sont financiables sans toucher au budget de l'Etat. Bien mieux, l'Etat sera bénéficiaire dans l'opération par le produit de la TVA, et au moins deux cent mille emplois sont induits directement ou non par un tel programme d'abandonnement.

**Chiffres contestables ?** Que l'on écoute d'abord les économistes de l'université de Bordeaux, placés sous la direction du professeur Michel Robine, que les pouvoirs publics en discutent avec notre Haut Comité de défense civile et en commissions parlementaires, mais que le débat ait lieu, s'il est démocratique, sans chercher à l'esquiver, car, encore une fois, il s'agit de la survie de millions de Français en cas de conflit. L'enjeu vaut bien que l'on transcende les querelles idéologiques et les préjugés. C'est ainsi que l'ont compris les huit cents parlementaires, élus régionaux et maires qui nous soutiennent, tous horizons politiques confondus. C'est ainsi que nous soulignons désormais une collaboration plus étroite et franche avec les pouvoirs publics, quelle que soit leur philosophie politique.

(1) Le 9 octobre au Sénat, salle Médica.

## Défense et technologie

par HENRI FROMENT-MEURICE (\*)

**F**AUT-IL redouter les nouvelles technologies qui font leur apparition dans le domaine de la défense ? Faut-il au contraire s'en féliciter ? Vont-elles contribuer à renforcer la sécurité ou avoir des effets déstabilisants ? Ces questions ont fourni le thème central du 26<sup>e</sup> congrès de l'Institut international des études stratégiques (IIES), qui s'est tenu le mois dernier.

Disons-le tout de suite : les réponses ont été si loin d'être unanimes que l'impression générale est finalement celle d'une grande incertitude. Que de nouvelles technologies émergent, personne certes ne peut en douter. C'est ainsi que, dans le domaine conventionnel, les armes dites « intelligentes », capables par leur puissance et leur haute précision d'attaquer les points fixes et les concentrations de troupes, peuvent puissamment contribuer à diminuer l'avantage dont disposent actuellement en Europe les forces classiques du pacte de Varsovie. Mais quel en serait le coût ? Et la correction du déséquilibre dont souffre l'alliance en permanence depuis trente-cinq ans peut-elle s'opérer par la seule introduction de ces nouvelles armes ?

S'agissant par ailleurs des armes nucléaires offensives, le fait majeur est sans aucun doute la vulnérabilité croissante des fusées intercontinentales (ICBM) basées à terre. La protection de leur capacité de survie pose donc des problèmes fondamentaux, et si la nécessité de leur maintien dans la « triade » (fusées sol-sous-marins - bombardiers composant l'arsenal stratégique de l'alliance n'est pas mise en question, les moyens pour renforcer cette protection font l'objet d'intenses débats.

Quant à la « guerre des étoiles », ou, pour dire les choses plus simplement, l'introduction de systèmes défensifs capables de détecter puis de détruire les missiles balistiques offensifs, c'est un fait que les techniques sont là, que les Soviétiques les

développent et que le président Reagan a lancé un vaste programme de recherches qui, s'il est élu, a de bonnes chances d'être au moins partiellement mis en œuvre. Mais, sans même parler du coût énorme qu'impliquerait leur déploiement, les avis divergent considérablement sur l'étendue et l'efficacité de la protection réelle qu'on peut attendre de ces systèmes : s'étendrait-elle aux populations des cités ? Serait-elle limitée aux objectifs stratégiques, voire aux seules forces ? La défense irait-elle jusqu'à permettre de s'attaquer aux satellites, y compris à ces satellites qui, placés en très haute altitude, jouent un rôle vital de communication, de contrôle et de commandement, et dont la destruction risquerait d'avoir les effets les plus graves sur l'aptitude à conserver une certaine maîtrise d'un éventuel conflit ?

**Le temps de l'incertitude**

Tout aussi grande est l'incertitude quant aux effets possibles de ces technologies émergentes sur la doctrine d'emploi des forces et la stratégie de la dissuasion, ainsi que sur la réaction des Soviétiques en ce qui concerne tant la structure et la composition de leurs propres forces que l'orientation de leur stratégie. De même l'impact de ces technologies sur l'avenir des négociations de contrôle des armements donne lieu à d'intenses controverses. Même si ces négociations sont loin d'avoir justifié les espoirs mis en elles à l'origine, elles ont introduit un minimum de rationalité dans la course aux armements. Mais leur champ d'application étant celui des systèmes sur lesquels se fonde une dissuasion reposant jusqu'à présent, pour l'essentiel, sur des arsenaux composés d'armes nucléaires offensives, seront-elles en mesure de traiter les

problèmes nés de l'apparition des nouvelles technologies et d'une évolution dont l'une des plus sérieuses conséquences semble devoir être d'atténuer de plus en plus la frontière entre le nucléaire et le non-nucléaire ?

Toutes ces incertitudes ont cependant un lien commun : elles sont, pour l'essentiel, le reflet d'une incertitude plus grave encore, celle qui vient d'une interrogation croissante sur la justice, du moins sur les limites de l'actuelle stratégie de dissuasion nucléaire. Qui agit sur quoi ? La technologie sur la stratégie ou la stratégie sur la technologie ? Il est difficile de trancher, mais quel qu'il soit, l'interaction est évidente. Aujourd'hui, tout se passe comme si les interrogations que suscite l'actuelle stratégie favorisent l'apparition de nouvelles technologies, et comme si celles-ci, pour leur tour, loin de répondre entièrement à ces interrogations, en adressent d'autres à la stratégie. En creusant davantage, peut-être trouverait-on que les nouvelles technologies ont entre elles ceci de commun qu'elles sont non nucléaires, voire antinucléaires, et qu'elles peuvent donc apparaître comme susceptibles de remettre en question la stratégie de dissuasion nucléaire. Peut-être même le fait que la recherche scientifique ait poussé dans ce sens est-il le signe d'un besoin politique et même spirituel. Mais qui peut dire que les progrès ainsi faites doivent être suivies ou, au contraire, qu'il faut d'urgence essayer de les arrêter ?

Distinctions, cependant. A l'avenir, une tendance assez forte s'est manifestée en faveur des nouvelles technologies conventionnelles, jugées en effet aptes à contribuer à la correction du déséquilibre entre les forces classiques des deux alliances sur le continent. Certains qui ne cachent pas leurs critiques envers la dissuasion nucléaire, y voient en outre le moyen de relever le seuil nucléaire et d'éliminer le danger d'une guerre nucléaire limitée en Europe, au risque de provoquer l'acquiescement de ceux qui, en revanche, craignent que pareille orientation n'incite Moscou à penser que, décidément, les Européens ne sont pas prêts à accepter l'emploi de l'arme nucléaire pour leur défense. Néanmoins, les menaces supplémentaires que ces nouvelles technologies peuvent faire peser sur les points sensibles des arrières adverses paraissent suffisamment efficaces pour justifier leur introduction progressive, d'autant que, selon toute probabilité, les Soviétiques s'en doteront en tout état de cause.

Par contre, le congrès de l'IIES a permis de constater à quel point les arguments avancés par l'administration Reagan pour justifier le lancement d'un considérable programme de recherches sur de possibles systèmes défensifs soulevaient de critiques et d'inquiétudes. Entre les sceptiques et les enthousiastes, nombreux sont ceux qui, notamment en Europe, s'interrogent sur les conséquences d'une telle orientation : découplage entre une Europe non couverte par la « bulle » défensive et une Amérique sanctuarisée ? Remise en question fondamentale de la « parité nucléaire » américano-soviétique ? Bref, déstabilisation générale ? Peut-être. Mais il n'empêche que le recours à des systèmes défensifs susceptibles d'offrir au cauchemar nucléaire une autre issue que celle d'une stratégie fon-

dée sur la « destruction mutuelle assurée » (MAD), en proposant l'espérance d'une « protection mutuelle assurée », constitue désormais une option qu'il ne sera pas facile d'enterrer purement et simplement. A sa manière, la « guerre des étoiles » procède, elle aussi, d'une réaction antinucléaire, mais alors que les antinucléaires classiques, si l'on peut dire, cherchent leur solution du côté des interdictions d'emploi ou de déploiement, l'approche Reagan espère découvrir par la voie technologique le moyen de neutraliser l'arme nucléaire.

**Les autres options : complémentaires ou conflictuelles ?**

Devant ces tendances, comment ne pas réfléchir aux très sérieuses implications que leur développement pourrait présenter pour la stratégie de défense de notre pays ? Même si certaines évolutions, dont témoigne par exemple la création de la Force d'action rapide, se font jour, notre système demeure pour l'essentiel fondé sur la dissuasion nucléaire. Ce n'est pas contester le bien-fondé de cette option fondamentale que de constater l'apparition, peut-être sous la poussée de forces politiques nouvelles, de technologies, de nouvelles technologies permettant d'autres options. Complémentaires ou conflictuelles ? Certains tranchent déjà, mais peut-être prématurément.

Ce qui apparaît, en revanche, avec une relative évidence, ce sont les difficultés supplémentaires que ces options nouvelles, en soi, nous vaudraient. Du côté des technologies conventionnelles : l'idée d'une bataille de l'avant, voire de l'extrême-avant, peut en sortir renforcée, accroissant ainsi les pressions pour amener la France à y participer. Les parisiens d'un certain genre nous poussent de nos armes dans une telle bataille et trouveront de solides arguments. Du côté également des systèmes défensifs : pour maintenir l'efficacité de l'élément nucléaire de notre force de dissuasion, ne serions-nous pas obligés de multiplier le nombre des options ? Mais face à la question, plus importante encore, de savoir si nous devrions éventuellement entrer dans la course aux systèmes défensifs qu'allons-nous faire : rien, coopérer avec les Américains, tenter une entreprise européenne ?

Sans vouloir dramatiser, on ne peut nier que les conditions sont réunies pour une sérieuse réflexion, tant au niveau de l'alliance qu'en ce qui nous concerne. De ce dernier point de vue, il apparaît nettement souhaitable que personne ne s'enferme dans des dogmes rigides, mais que, à l'inverse, personne, pour démolir des dogmes qu'il n'aime pas, ne se serve de la légèreté d'opinions nouvelles, peut-être prometteuses mais peut-être aussi dangereuses. Pour assécher la réflexion sur des bases solides, on aimerait qu'elle soit menée en étroite coopération avec les trois partenaires qui ont le plus à dire et à apporter en la matière : les Américains, les Britanniques et les Allemands. La sagesse serait de vérifier si nos options sont bien compatibles avec l'évolution prévisible des technologies et avec les conséquences que l'alliance en tirera quant à sa propre stratégie, à la structure de ses forces et aux objectifs des négociations avec l'Union soviétique.

## LETTRES AU Monde

### Le drame des Indiens Miskitos

Je n'ai pas pu lire sans être profondément choqué le paragraphe que MM. Frédéric Deves et Alain Esnault consacrent, dans leur article sur le Nicaragua publié par le Monde du 29 septembre, à la tragédie dont sont victimes les Indiens Miskitos (ainsi d'ailleurs que les Sumos et les Ramas) sous le régime sandiniste. En tant qu'ethnologue spécialisé dans l'étude des populations mexicaines et centro-américaines, je n'ai pas cessé de suivre avec intérêt d'abord, puis avec inquiétude, enfin avec un sentiment de révolte, les événements qui se sont déroulés dans la zone côtière orientale du Nicaragua.

Tous les témoignages, tous les rapports d'hommes sérieux et honnêtes qui ont été sur place, concordent : le peuple indien vit un drame effroyable, qui n'a d'autre nom que le génocide. La dictature somoziste avait négligé les Indiens. Aussi survivait-il selon leur mode traditionnel d'existence, selon leurs croyances et sur leurs terres. On pouvait s'attendre à ce que le régime nouveau s'efforçât de les aider à améliorer leurs conditions de vie tout en respectant leur identité. Malheureusement, c'est tout le contraire qui s'est produit. Pour ce qui me concerne, j'ai appris avec stupeur, par des témoins indiscutables, la terrible vérité : villages incendiés, récoltes détruites, meurtres, viols, déportations.

C'est la première fois dans l'histoire du Nicaragua, écrivent MM. Deves et Esnault, que l'on se préoccupe de réaliser un véritable développement de ce peuple... à quelle ironie ! Les Miskitos combattent, non point pour un contrôle idéologique, mais pour leurs terres et leur foi, c'est-à-dire pour leur vie même : est-ce que peuple autochtone.

JACQUES SOUSTELLE, de l'Académie française.

### Amalgame

M. Pierre Lefranc, dans un article publié par le Monde du 27 septembre 1984, prodigue un certain nombre de conseils à M. Fabius. Il utilise pour cela un thème à la mode, relatif à la nécessité « d'élargir les dépenses de l'Etat ». A l'appui de cette profession de foi, point d'argumentation, mais des exemples particulièrement mal choisis.

Depuis quand les piscines communales, les routes secondaires, les trottoirs des villages ruraux, sont-ils financés par le budget de l'Etat ? L'administration d'Etat est-elle responsable de l'attitude des élus locaux qui, selon M. Lefranc, « devraient être jugés en fonction du respect qu'ils portent aux exigences de leurs concitoyens » ? Cet amalgame est intolérable et prouve une méconnaissance du droit administratif, sans parler des textes récents sur l'autonomie et la responsabilité des collectivités locales.

PHILIPPE RICHARD, inspecteur principal du Trésor (Paris).

### Toutes les victimes

Je puis encore tout étonné que M. Elie-Wiesel, dans son papier sur la torture (le Monde du 20 septembre), ait réussi ce tour de force de ne pas mentionner le seul pays sur lequel il pouvait avoir une influence décisive : Israël. En effet, dans les territoires occupés depuis 1967, aussi, on déshabille, on promène hommes et femmes les yeux bandés, on se sert de chiens pour les intimider, on prive les prisonniers de leurs familles... ce l'on passe. En ce mois de Roch Hachana (Nouvel An juif), il faut se rappeler les victimes d'aujourd'hui : toutes les victimes d'aujourd'hui ; bien plus que celles du passé.

MAXIM GHILAN (Israélien et juif).

**JACQUES LE SOURNE**  
SOIRS ET LENDEMAINS DE FÊTE

Journal d'un homme tranquille 1981-1984

Une réflexion sereine et passionnée sur les premières années du pouvoir socialiste. Par l'auteur de **LES MILLE SENTIERS DE L'AVENIR**.

**ROBERT LAFFONT**

(\*) Ambassadeur de France.

**Le Monde**

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4087-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 Dir. ; Tunisie, 200 fr. ; Liban, 1,70 DM ; Autriche, 17 Sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Danemark, 300 F ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 50 dr. ; Hongrie, 250 Hg. ; Italie, 1.800 L. ; Japon, 375 ¥ ; Pays-Bas, 3,20 G. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 1,20 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 300 F ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Venezuela, 110 bs.					
Édité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Laffont, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Robert Boyer-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)					
Imprimé au Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-9					
Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037					



AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le duel Reagan-Mondale

(Suite de la première page.)

Pour le candidat démocrate, cette discussion sur le budget offre aux Américains une occasion de « tester » le leadership de M. Reagan. Le leadership, dit M. Mondale, est une qualité consistant à voir clairement ce que sont les problèmes, à les exposer et à les résoudre. Or, poursuit-il, le « problème central et le plus important » qu'il a soulevé, et en faveur duquel il a, lui, avancé des solutions, c'est celui du déficit, dont « tous les économistes s'accordent à prévoir la hausse », qui fait grimper le taux d'intérêt, freine les exportations américaines et porte au bout du compte la menace d'une récession.

Une polémique courtoise

Jamais directe et toujours courtoise, la polémique est lancée. M. Reagan affirme que son adversaire n'a pas « un plan de réduction du déficit mais d'augmentation des impôts ». Il s'insurge avec indignation contre ce rôle du « méchant », acharné à sabrer le budget des retraites, dont on voudrait « démolir » l'édifice. Il reconnaît que le nombre des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté s'est accru sous son mandat — mais, dit-il, à un rythme moins fort que sous M. Carter. Il est faux, assure encore le président, que les réductions d'impôt aient favorisé les riches, car la progressivité du taux d'imposition n'a pas été modifiée. M. Reagan déclare avec solennité qu'il n'envisage pas de relever la fiscalité.

Un journaliste lui demande aussitôt si cela signifie qu'il n'envisage plus, contrairement à ses déclarations antérieures, de le faire, même « en dernier ressort ». Réponse : « Cela signifie seulement qu'une chute de la croissance n'est pas à prévoir le problème ne se pose pas. »

Il se pose bel et bien, rétorque M. Mondale ; mais le président ne veut pas avouer qu'il projette d'imposer un impôt sur la consommation : les électeurs ne peuvent ainsi comparer l'équité respective de ce système et des sacrifices qu'il propose pour sa part de demander seulement aux contribuables les plus aisés. Systématiquement, le candidat démocrate dénonce l'« injustice » et le manque de « moralité » de la politique de M. Reagan. Il en donne à deux reprises pour exemple le fait que le vice-président Bush, qui compara, dit-il, permit les « hommes les plus riches du pays », payait 40 % de ses revenus en impôts en 1981 et moins de 13 % en 1983 — soit moins que « sa femme de ménage ou son chauffeur ».

L'avortement en question

L'avortement maintenant, M. Reagan veut le voir à nouveau interdit par la loi. Ce n'est pas une question de religion, mais de respect de la Constitution : tant qu'il n'a pas été prouvé scientifiquement qu'un fœtus (un « non-né », dit-il) n'est pas un être humain, l'avortement reste un meurtre, qui devrait être réprimé comme tel par les lois en vigueur. Seule exception possible à ses yeux : les cas où la vie de la mère est en danger.

La tradition a toujours été aux Etats-Unis, rétorque M. Mondale, « de laisser chacun trancher des questions morales fondamentales ». Il serait inconcevable que l'Etat veuille résoudre ce problème, qu'il s'arroge le droit d'entrer dans les appartements pour décider à la place des familles, et que l'interruption d'une grossesse, fruit d'un viol ou d'un inceste, soit considérée comme criminelle.

D'une profonde orthodoxe républicaine, cet argument « anti-Etat » M. Mondale justifie par le même biais son opposition au rétablissement de la prière dans les écoles. « Voulez-vous, demande-t-il, que les politi-

● M. Jean-Michel Baylet à Panama. — Le secrétaire d'Etat aux relations extérieures, M. Jean-Michel Baylet, représentera la France aux cérémonies d'investiture du président de la République du Panama, M. Nicolas Ardito Baretta, à annoncé le Quai d'Orsay. M. Baylet a été élu le 6 mai dernier, et les cérémonies auront lieu jeudi 11 octobre. — (AFP.)

ciens locaux aient à rédiger des prières [pour les écoles] ? » M. Mondale démontre que ses convictions religieuses ne sont pas en cause : sa foi profonde, dit-il, est même probablement la raison « de son engagement politique ». Mais il dénonce « une tendance croissante et inquiétante à utiliser en politique sa propre interprétation de la foi pour imposer ses vues aux autres » (...)

« La foi, ajoute-t-il, est forte aux Etats-Unis parce que la politique en est séparée. » En effet, lui rétorque M. Reagan, il faut conserver le « mur » existant entre l'Eglise et la religion. La Constitution ne dit certes pas que l'Etat doit « entraver » l'exercice de la religion. Or c'est, à ses yeux, ce qui se passe actuellement.

Pourquoi, lui demande-t-on, vous voyez-on si rarement suivre un office ?



Le Parti démocrate mis en cause dans ses tréfonds

De notre correspondant

Washington. — Dans son premier débat télévisé avec le président sortant, M. Mondale n'avait pas seulement à essayer de rattraper son propre retard. Dans une certaine mesure, c'est l'avenir même du Parti démocrate qui était en jeu car, si le candidat démocrate ne parvenait pas à convaincre les électeurs de son leadership, le Parti démocrate serait en danger de disparition.

Il y a un an encore, 56 % des Américains — se disaient démocrates — ou, proches des démocrates, alors que 33 % d'entre eux se disaient républicains. Mais, en 1984, ce chiffre est tombé à 37 %, et le Parti démocrate est en danger de disparition.

Une très large majorité des électeurs considère ainsi que le Parti démocrate est plus à même que son adversaire démocrate d'assurer la force de l'économie (54 % contre 27 %). Le Parti démocrate est aussi plus à même que son adversaire démocrate de réduire le déficit budgétaire (44 % contre 29 %) et de doter le pays de « solides » capacités de défense (64 % contre 18 %).

Les démocrates n'arrivent à peu près à égalité (34 % contre 37 %) que pour ce qui est d'éviter les dangers de guerre. Ils sont, en revanche, considérés comme davantage susceptibles de défendre les retraites et l'assistance médicale (54 % contre 24 %). Ils sont aussi plus à même que son adversaire démocrate de réduire le déficit budgétaire (44 % contre 29 %) et de doter le pays de « solides » capacités de défense (64 % contre 18 %).

Argentine

M. ALFONSO CONFIRME QUE LES MILITAIRES COUPABLES DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SERONT POURSUIVIS EN JUSTICE

Buenos Aires (AFP). — Les quelque mille trois cents officiers argentins accusés de violations des droits de l'homme durant le régime militaire « seront poursuivis en justice », a réaffirmé, samedi 6 octobre, M. Raúl Alfonsín, en écartant la possibilité de « menaces militaires » contre la démocratie.

Selon le président argentin, les militaires mis en cause dans l'enquête de la commission officielle pour les personnes disparues (CONADEP) doivent être jugés en tirant tout « esprit de vengeance ou de revanche ». La CONADEP a présenté à M. Alfonsín, le 20 septembre, un rapport sur la disparition de milliers de citoyens à l'époque de la répression militaire contre l'extrême gauche, après 1976.

Bolivie

LE PC QUITTERAIT LE GOUVERNEMENT

La Paz (Reuter, UPI). — Le Parti communiste bolivien, membre de la coalition gouvernementale, pourrait quitter le gouvernement de M. Siles Zuazo, selon des informations de bonne source recueillies à La Paz, dimanche 7 octobre. Le ministre des affaires étrangères, M. Mario Rueda, a lui-même déclaré que le cabinet remettrait sa démission collective afin de permettre au président de réorganiser son équipe dirigeante.

[M. Siles Zuazo a accédé au pouvoir le 10 octobre 1982, il y a juste deux ans, et il est soumis depuis plusieurs mois à de violentes pressions des groupes d'opposition qui réclament sa démission. La coalition gouvernementale, qui comprend quatre formations, dont le PCB, est elle-même déchirée et divisée. M. Siles Zuazo a déjà procédé à trois remaniements ministériels en deux ans.]

A cause des risques d'attentat qui pourraient coûter tant de vies, répond-il. Et si l'Eglise me manque, je crois que le Seigneur comprend. Conclusion du candidat républicain : « Nous avons à recommencer encore le monde. » Conclusion du candidat démocrate : « Nous sommes grands, mais nous pouvons être plus grands encore. »

En près d'une heure trois quarts, M. Mondale ne s'en est pas pris une seule fois à M. Reagan personnellement. Il a au contraire déclaré qu'il « aimait bien » le président et qu'il fallait porter à son crédit le renouveau d'enthousiasme sensible dans le pays. Mais il n'aime pas sa politique !

Les compliments de M. Mondale tenaient beaucoup du discours d'hommage au retraité méritant ! Et la presse américaine dans ses premières réactions s'accorde à juger la prestation de M. Mondale meilleure que celle de M. Reagan. C'est le début d'un suspense, bien absent jusqu'à lors.

BERNARD GUETTA.

LÉGÈRE BAISSE DU CHOMAGE EN SEPTEMBRE

Le chômage, aux Etats-Unis, a de nouveau diminué en septembre, mais légèrement, tombant à 7,4 % de la population active, contre 7,5 % en août. Cette baisse s'est produite malgré un accroissement du nombre des personnes sans emploi pour la première fois depuis le début de la récession (automne 1982).

Il s'agit du taux le plus bas enregistré depuis août 1981, excepté celui de juin dernier, qui avait atteint 7,1 %. Le chômage est maintenant inférieur à ce qu'il était quand M. Reagan est arrivé au pouvoir, en janvier 1981 (7,5 %).

Environ 105,2 millions d'Américains avaient un emploi le mois dernier et 8,46 millions étaient au chômage, selon les statistiques du département du travail, qui précise que 270 000 emplois ont été créés en septembre.

Le taux de chômage américain était demeuré stable en août et avait augmenté de 0,4 point en juillet, une hausse considérée comme temporaire par certains économistes.

La plupart des experts estiment que le chômage ne devrait plus baisser de façon notable au cours des prochains mois en raison du tassement relatif de la reprise économique américaine.

LE GÉNÉRAL WESTMORELAND CONTRE LA CHAÎNE CBS

Un procès en diffamation intenté par le général Westmoreland, ancien commandant des forces américaines au Vietnam (1964-1968), contre la chaîne de télévision CBS, doit s'ouvrir le mardi 9 octobre à New-York. L'officier réclame 120 millions de dollars, en réparation de la diffusion, en 1982, d'un documentaire de 90 minutes intitulé « Les ennemis non recensés », dans lequel l'auteur, le journaliste Mike Wallace, assurait que les plus hauts responsables militaires en poste à Saigon avaient caché au président des Etats-Unis la force réelle des effectifs vietcongs engagés face aux G.I.s. L'objectif aurait été de persuader l'opinion et l'opinion que la guerre pouvait être gagnée, au prix d'envois de renforts somme toute modestes.

Une autre dimension de ce procès est qu'il met en cause le pouvoir des médias américains. Actuellement, la presse est, aux Etats-Unis, protégée par un arrêt de la Cour suprême de 1964, décidant qu'une personnalité publique ne peut obtenir des dommages et intérêts d'un organe d'information que si la malveillance et le caractère délibérément mensonger sont prouvés.

Les dirigeants de la CBS et les journalistes américains estiment, dès lors, qu'une victoire du général Westmoreland réduirait gravement la capacité de la presse à faire un travail d'enquête véritable. Pour l'officier et son entourage — notamment une fondation conservatrice qui l'a constamment appuyé — il s'agit bel et bien de rappeler aux journalistes, considérés comme trop arrogants, trop puissants, trop libéraux, qu'ils ne sont pas au-dessus des lois. — (AFP, Reuter.)

PROCHE-ORIENT

EN BUTTE A L'HOSTILITÉ DE DAMAS

M. Arafat continue à chercher un pays d'accueil pour le Conseil national palestinien

Le colonel Kadhafi a souligné, le dimanche soir 7 octobre, l'« impérieuse nécessité » pour la résistance palestinienne de s'unifier sous le commandement d'un chef unique d'un « acier bien trempé » et l'a invitée à diriger ses coups contre le régime jordanien pour « punir » le roi Hussein d'avoir renoué avec l'Egypte. Le souverain jordanien doit « payer le prix de sa bassesse et de son inconséquence », a affirmé M. Kadhafi, qui a ajouté : « Un seul chef palestinien doit unifier les organisations palestiniennes, par le fer et le feu si nécessaire, et tout Palestinien qui ne s'acquiesce pas de l'impôt du sang et de l'argent doit être tué. »

Cette prise de position a coïncidé avec une nouvelle attaque de M. Georges Habbache, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), contre M. Yasser Arafat, dont il a souhaité la « chute ». « Puisqu'il ne représente pas un dénominateur commun pour le peuple palestinien », M. Habbache a dit : « Nous sommes prêts à prendre une position claire au sujet de M. Arafat, à condition que l'Alliance nationaliste (coalition d'organisations palestiniennes pro-syriennes) soit disposée à mener la lutte contre celui-ci par les moyens démocratiques et à l'intérieur des institutions légales palestiniennes. »

L'échec de la médiation algérienne

Nullement découragé par les attaques dont il est l'objet, M. Arafat cherche toujours un pays d'accueil pour le Conseil national palestinien. Devant les réticences de l'Algérie à accueillir la dix-septième session du Parlement palestinien en raison du veto de la Syrie et des organisations palestiniennes qui lui sont proches, le chef de l'OLP examinerait actuellement diverses options pour réunir le CNP avant la fin de l'année, en passant outre à l'hostilité de ses adversaires. Une des possibilités les plus sérieusement envisagées serait de convoquer la prochaine session du CNP dans un « pays méditerranéen libre » qui pourrait être la Grèce, Chypre ou Malte. Il n'est pas exclu que le choix du chef de l'OLP

se porte sur Bagdad, qui se serait proposé en effet, ou même sur Tunis, le siège de la Ligue arabe.

A ce propos, l'un des proches de M. Arafat, M. Abou Iyad, a confirmé dimanche, dans une interview au journal *Al Wasat* publié à Koweït, que la médiation algérienne entre l'OLP et la Syrie avait échoué. Celle-ci, a-t-il dit, a posé une condition inacceptable pour une rencontre avec des dirigeants palestiniens : que le comité central du Fath « renie et destitue Arafat ».

Le dirigeant palestinien a indiqué que la mission de réconciliation menée par le président algérien Chadli Bendjedid et son collègue sud-yéménite, M. Ali Nasser, avait tourné court, et il a ajouté que ce dernier était en Union soviétique pour chercher à convaincre le Kremlin d'amener les Syriens à un rapprochement avec M. Arafat. Il a précisé que ce dernier avait, pour sa part, abordé cette question avec M. Andreï Gromyko en Allemagne de l'Est, en ajoutant : « Nous et les Syriens, nous n'avons pas d'autres choix que de nous unir afin de faire face à l'offensive américano-sioniste. »

Une nouvelle campagne d'arrestations

Il ne semble pas toutefois que ces tentatives de rapprochement avec Damas puissent réussir dans l'immédiat. Au contraire, selon l'agence palestinienne d'information Wafa, les rapports entre la Syrie et l'OLP se sont encore tendus à la suite d'une nouvelle et vaste campagne d'arrestations « de dizaines de cadres du Fath en Syrie et au Liban du Nord ». « Au moment où la révolution palestinienne fait tous ses efforts en vue de limiter le différend qui l'oppose à la Syrie, et au moment où des efforts sont déployés par les frères algériens et sud-yéménites auprès d'elle, nous avons été surpris par les mesures prises par les autorités syriennes », a indiqué un porte-parole palestinien, qui a ajouté que les militants arrêtés subissaient « les tortures les plus sauvages ». — (AFP, Reuter.)

M. Paul Marc-Henry a reçu le Prix de l'amitié franco-arabe

A l'issue de l'assemblée générale de l'ASFA (Association de solidarité franco-arabe), le Prix de l'amitié franco-arabe a été remis, le samedi 6 octobre, à M. Paul Marc-Henry, ancien ambassadeur de France au Liban, pour son livre *Les Soudans de l'enfer* (prix décerné à un auteur français). Bouzid pour la Marche, voyage à travers la France profonde (prix décerné à un auteur d'origine arabe), et à M. Nadia Benjelloun-Olivier pour la Palestine, des stratégies, un destin (prix Mahmoud-Hamchani).

La résolution politique adoptée par l'assemblée générale « regrette que la France... semble avoir renoncé à jouer un rôle de premier plan » au Proche-Orient. Elle demande au gouvernement français de prendre l'initiative de convoquer dans les prochains mois à Paris « une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient » sous l'égide des Nations unies et « sur la base de toutes leurs résolutions ». L'Association souhaite la « participation de tous les Etats intéressés, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de l'OLP ».

Le nouveau livre de Jean-François Revel



Le Rejet de l'Etat

GRASSET



# AFRIQUE

## LE CONFLIT TCHADIEN

### Les divergences entre Paris et N'Djamena demeurent

Après plusieurs jours de confusion et d'incertitude, l'application de l'accord franco-libyen du 16 septembre sur le Tchad a été relancée, alors que M. Hissène Habré regagnait N'Djamena, le dimanche 7 octobre, à l'issue d'une visite de trois jours à Paris. Avant de quitter la capitale française, le président tchadien nous a déclaré, samedi soir, que ses entretiens, notamment avec M. François Mitterrand, s'étaient déroulés dans une « atmosphère très amicale », que les problèmes avaient été abordés « avec beaucoup de sérieux et de franchise », que « rien n'avait été laissé dans l'ombre » et que les points de vue de la France et du Tchad s'étaient « rapprochés ».

Des divergences demeurent entre Paris et N'Djamena, mais les explications fournies ont permis d'assainir le climat. Tout ce ne s'estimant pas concerné par l'accord franco-libyen, puisqu'il en a été tenu à l'écart, M. Hissène Habré a fait un geste en assurant qu'« une solution satisfaisante pour tous le monde sera trouvée et annoncée en son temps » à propos des observations du désengagement militaire. Cette « solution » pourrait être révélée à l'issue d'un conseil extraordinaire des ministres qui devrait se réunir rapidement à N'Djamena.

De son côté, la France fournit une aide exceptionnelle au Tchad, non seulement dans le domaine de l'assistance militaire, mais également dans la lutte contre la famine. Lundi matin, un appareil transportant 35 tonnes de blé - premier d'une série de navires chargés de ravitailler le Tchad - s'est envolé du Bourget à destination de N'Djamena.

Cet effort accru de coopération joint à une meilleure compréhension réciproque sont à porter à l'actif de la série de consultations dont la capitale française a été le théâtre en fin de semaine dernière.

#### « Libyens blancs » et « Libyens noirs »

A la lumière des discussions dont la capitale française a été le théâtre la semaine dernière, notamment à l'occasion du « mini-sommet » de vendredi à l'Élysée, l'ambiguïté de l'accord franco-libyen semble concerner le point crucial de savoir qui se retirera du nord du Tchad d'ici à la mi-novembre, soit avant la fin du délai de quarante-cinq jours prévu par Paris et Tripoli. N'Djamena fait une distinction, jugée fondamentale entre « Libyens blancs » et « Libyens noirs ». Les premiers

sont faciles à repérer et se retirent. Mais les seconds - « des descendants de Tchadiens installés depuis plusieurs générations en Libye » - qui servent dans les rangs de la légion islamique recrutée par Tripoli, resteront dans le nord du pays avec l'important matériel de guerre fourni récemment par la Libye. Tel est le sentiment des officiels tchadiens.

N'Djamena en est d'autant plus persuadé que, à ses yeux, l'opposition tchadienne - les « coalisés » de M. Goukouni Oueddei n'ayant plus de troupes, - « n'existe plus sur le terrain en tant qu'armée ». Les officiels estiment qu'il faut, certes, discuter avec cette opposition, ce qui devrait être l'objet d'une première réunion d'experts avec participation de ministres tchadiens, dont M. Hissène Habré souhaite la tenue avant la fin de l'année à Brazzaville. Mais, sur le plan militaire, « les Libyens noirs sont baptisés opposition tchadienne », et N'Djamena redoute qu'ils demeurent sur place afin de former, au sud de la bande d'Aouze - occupée par l'armée libyenne - le « glacis » méridional recherché par le colonel Kadhafi.

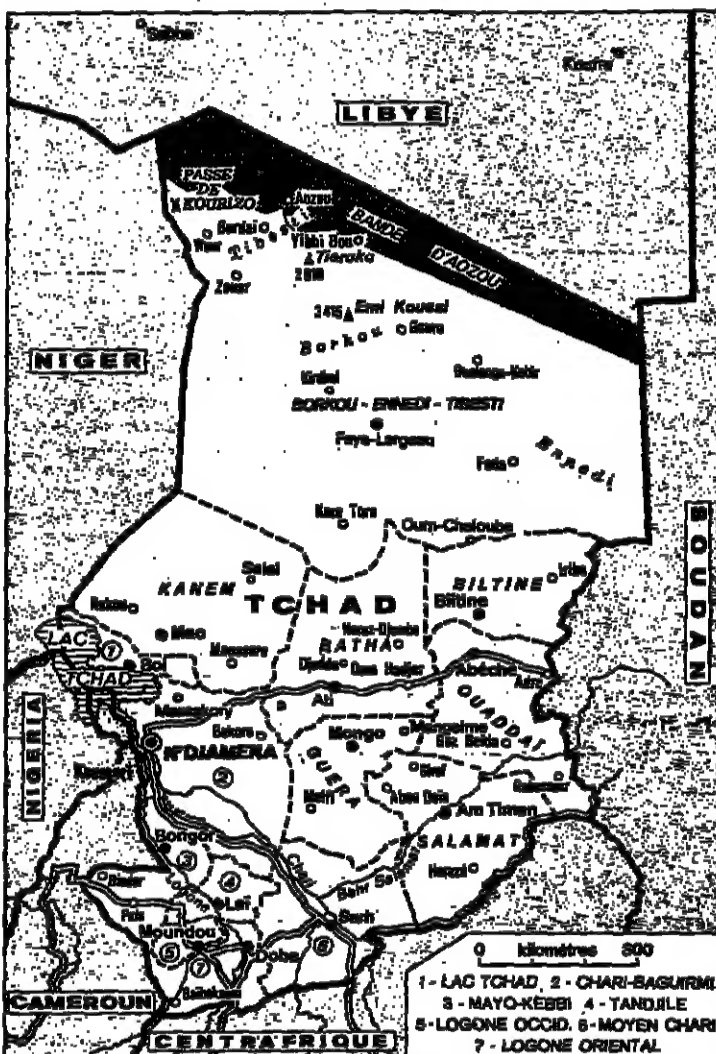
L'accord du 16 septembre entre la France et la Libye prévoit un retrait « simultané et concerté » des « forces françaises » et des « éléments d'appui libyens ». A tort ou à raison, la formule adoptée pour qualifier la présence militaire libyenne dans le Nord (« éléments d'appui au GUNT ») a été interprétée comme une concession à la Libye, le colonel Kadhafi n'ayant jamais reconnu officiellement que ses troupes étaient stationnées dans cette partie du Tchad. Si l'on en croit de bonnes sources, les Français ont fait valoir à leurs partenaires tchadiens que cette formulation signifiait qu'avec les troupes régulières la légion islamique se retirait du Nord. Les Tchadiens demeurent sceptiques à cet égard, et c'est pourquoi, vendredi, sur le paron de l'Élysée, le président Hissène Habré a eu la « petite phrase » : « L'avenir dira s'ils sont partis ou pas ».

Les officiels tchadiens ne veulent pas toutefois « mettre en doute la parole de M. Mitterrand » - surtout dans cette première phase d'application de l'accord avec Tripoli. Ils semblent, d'ailleurs, toujours persuadés que Paris, négociant en position de force, aurait pu imposer des conditions plus draconiennes au colonel Kadhafi, aux prises avec de sérieux problèmes internes, liés pour une part à ses interventions militaires au Tchad.

### Les troupes françaises ont commencé à évacuer Biltine

N'Djamena. - Une phase importante de l'opération Silex a été déclenchée le dimanche 7 octobre. Le colonel Le Fichon, qui commande le 2<sup>e</sup> RIMA à Biltine, a, en effet, reçu l'ordre, samedi soir, de commencer l'évacuation de ses troupes sur Abbeché. L'opération de repli a débuté dimanche en milieu de journée. De source militaire française, on indique qu'il ne s'agit, dans un premier temps, que d'un « allégement des stocks et des matériels ». Cette précision, qui traduit l'habituel souci des militaires français de souligner que le processus de retrait est à la fois progressif et souple (il peut, à tout moment, être stoppé), ne saurait occulter le caractère hautement significatif de la décision qui vient d'être prise par Paris. De façon lapidaire, on peut dire que si la force Manta se retire de Biltine, c'est que les Libyens commencent eux aussi à

JEAN-CLAUDE POMONTI.



### Les troupes françaises ont commencé à évacuer Biltine

#### De notre envoyé spécial

évacuer leurs positions. En quittant, le 25 septembre, les postes avancés de Salal (axe ouest) et Arada (axe est) - de façon ostentatoire - la France voulait montrer qu'elle avait fait le premier geste. La réaction, du côté libyen, s'est fait attendre.

La situation ne s'est débloquée que dans les dernières quarante-huit heures. Le service des courtes françaises chargé d'intercepter les faibles radios des Libyens a, en effet, capté vendredi en fin d'après-midi, un message de Tripoli, probablement adressé aux commandants des différentes unités, ordonnant le début des opérations de retrait. Cette information a été confirmée par l'observation de courriers de camions-citernes se dirigeant du territoire libyen vers les positions libyennes les plus septentrionales du Tchad, sans doute les grandes palmiers de Faya-Largeau et Fada.

Enfin, il semblerait - selon une source non encore confirmée - que le démontage des batteries de missiles sol-air installées à Faya a déjà commencé. L'évacuation des matériels libyens se fera lentement, dans la mesure où certains d'entre eux, notamment les avions qui n'ont pas été utilisés depuis longtemps - ne sont pas, selon certaines informations, en parfait état de marche.

Du côté français, on indique que l'évacuation des troupes s'effectuera par « un mouvement tournant » d'est en ouest. Les sept cents cinquante hommes et les deux cents véhicules basés à Biltine vont se replier sur le « plot logistique » d'Abbeché (100 kilomètres au sud de Biltine) où sont stationnés cinquante hommes. Lorsque l'ordre d'évacuer cette dernière localité interviendra, l'ensemble des troupes se repliera sur Ai, base qui commande l'axe central du dispositif de Manta et où sont stationnés trois cents hommes, ainsi que l'escadron de douze chars AMX-10 RC. De là, le repli se poursuivra sur N'Djamena, la base de Moussoro étant la dernière à être évacuée. Théoriquement, la base de Biltine peut être remplie sur Abbeché en trois ou quatre jours.

Le centre logistique qui a été installé à N'Djamena, à côté du camp Dubut, est, d'ores et déjà, prêt à accueillir les troupes qui transiteront par la capitale tchadienne avant de regagner la France. Un spécialiste de logistique, le colonel Cardinal, de la FAR (Forces armées rapides) est arrivé de Paris il y a une quinzaine de jours pour superviser toute l'opération.

La capacité d'hébergement de cette base (composée de tentes) est de huit cent cinquante hommes à la fois. Les unités ne doivent toutefois y séjourner que de un à trois jours. Enfin, l'ensemble du dispositif de Manta pourrait - théoriquement - quitter le Tchad en quinze ou vingt jours ; pour 90 % le matériel partirait

par la route, via le Cameroun. Les convois devaient mettre une dizaine de jours avant d'atteindre le port de Douala. De là, ils gagneront la France par bateau. Les 10 % de fret restants seront évacués par voie aérienne (il s'agit de matériel dit « sensible » : transmission, missiles).

Bref, pour rapatrier les 3300 tonnes hors véhicules) de fret qui ont été acheminées au Tchad lors de la mise en place de l'opération Manta, trois cent cinquante camions de 30 tonnes cubes chacun seront nécessaires. Depuis le 25 septembre, soit le début de l'opération Silex, les avions Transall ont déjà effectué cinquante rotations des bases situées sur les axes à N'Djamena.

Le dispositif militaire de Manta ne sera toutefois pas intégralement rapatrié en France. Il semble, en effet, que le contingent militaire français stationné à Bouar, en Centrafrique, sera notablement étoffé par des éléments de Manta. Il se confirme, d'autre part, que les avions Jaguar et Mirage présents au Tchad resteront - pour un laps de temps indéterminé - dans le pays, sous double surveillance de Libreville, en Gabon, et de Bouar, cette dernière étant aussi un important centre d'écoutes. Le maintien des avions français non loin du territoire tchadien, pourrait faire partie des « garanties » que M. Hissène Habré ait, notamment, allé chercher à Paris, avec également la confirmation de l'assistance militaire technique (AMT) française au Tchad, qui pourrait de toute façon servir aux coopérations militaires.

De côté français, on affichait ce week-end un certain optimisme quant au bon déroulement du processus en cours, qui contrastait avec le pessimisme des dernières semaines. Le 7 octobre, il semble, d'autre part, que la visite à N'Djamena du général Jean-Louis Lacaze, chef d'état-major général des armées, qui est attendu ici en fin de semaine, soit liée au problème des observations. Sur ce point, l'hypothèse d'observations libyennes appuyées pour le moins surprenante : On voit mal, en effet, comment le gouvernement tchadien pourrait admettre sur son sol un détachement d'officiers libyens, alors même qu'il a refusé la présence d'observateurs libyens, qualifiés de « mercenaires » de Tripoli.

Enfin, on indiquait à N'Djamena que les chances de tenir une conférence de réconciliation entre Tchédiens à Brazzaville n'avaient jamais été si grandes. Divers opposants au régime de M. Habré séjourneraient actuellement dans la capitale congolaise, notamment le colonel Kotiga, chef des « codes » rouges, ces militaires du Sud tchadien, ainsi que M. Djogo, ex-chef d'état-major du GUNT de M. Goukouni Oueddei.

LAURENT ZECCHINI.

#### PIÈCES DÉTACHÉES - ALGÉRIE

Prix réduits - Livraisons rapides  
**ELYSÉES** Scos  
53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris Tél. : 270615 FLY 211

### L'AFRIQUE CÔTÉ URBAIN

autrefois  
BAKAR-ADJIAN-LACROS-DJOUALA-KONKASSA  
**CAPITALES DE COULEUR**  
En librairie : 320 pages - 75F.  
autrefois

#### LE VOYAGE A TRIPOLI DU GÉNÉRAL LACAZE

C'est le 17 septembre, au lendemain donc de la signature de l'accord franco-libyen, que le général Lacaze s'est rendu à Tripoli pour avoir des entretiens avec son homologue libyen. Le chef d'état-major des armées était « uniquement » chargé de mettre au point le volet militaire de l'accord, indique-t-on de bonne source à Paris. Le général Lacaze reste d'ailleurs en contact avec son homologue libyen. On peut se demander pourquoi ces précisions n'ont pas été fournies plus tôt par Paris. Et constater, une fois de plus, qu'en matière de politique africaine les diverses autorités compétentes se livrent à une petite guerre dont l'information fait les frais.

Tous travaux bâtiment du sous-sol à la toiture. Intérieur. Extérieur. Longue expérience. Exactitude, loyauté. Meilleures références.  
**Entreprise KEUKDJIAN,**  
18, rue Marbeuf, Paris 8<sup>e</sup>.  
Tél. : 723-55-47.  
Dans toute la France. Conservez mon adresse.

#### Maroc DES PRISONNIERS POLITIQUES ONT REPRIS LEUR GRÈVE DE LA FAIM

Une quinzaine de personnes ont observé une grève de la faim de vingt-quatre heures, à partir du samedi soir 6 octobre, dans un local attenant à l'église Saint-Merri, à Paris, à l'appel du Collectif des étudiants progressistes marocains. Ce mouvement entend à protester contre le fait que les grévistes de la faim détenus à Safi, Essaouira et Marrakech, n'ont pas obtenu satisfaction. Frappés de peines de un à quinze ans de prison pour leur participation aux « émeutes de la vie chère », en janvier, les détenus avaient observé une grève de la faim de deux mois afin d'obtenir le statut politique et trois d'entre eux sont morts. Ils avaient suspendu leur mouvement début septembre à la suite des promesses que leur avaient été faites. Selon le Collectif, les grévistes de la faim de Safi, Essaouira et Marrakech ont cessé à nouveau de s'alimenter dimanche 7 octobre. Le Collectif précise aussi que les prisonniers politiques d'Oujda font une grève de la faim par roulement depuis le 2 octobre et que treize d'entre eux, tuberculeux, sont hospitalisés. - (AFP.)

#### République sud-africaine

### L'armée prête main-forte à la police pour restaurer l'ordre dans les cités noires

Des soldats ont, pour la première fois, prêts main-forte à la police afin de restaurer l'ordre le samedi 6 octobre, à Johannesburg, l'une des « townships » noires, où des émeutes ont fait plus de soixante-quinze morts en un mois, a annoncé, dimanche, l'état-major de la police à Pretoria. Vendredi soir, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis le Grange avait annoncé que l'armée serait désormais appelée en renfort chaque fois que la situation s'aggraverait pour mettre fin aux violences. Plusieurs hebdomadaires dominicaux ont critiqué cette décision, affirmant qu'elle était de nature à aviver les tensions. M. Ephraïm Tshabalala, maire de Soweto, a exprimé la même crainte en déclarant que « le nombre des morts augmenterait » si la troupe intervenait. Il a ajouté dans une interview à l'hebdomadaire City Press que le 21<sup>e</sup> bataillon d'infanterie serait désormais affecté au maintien de l'ordre dans la « township » de 1,5 million d'habitants située à une quinzaine de kilomètres de Johannesburg.

D'autre part, trois des six dirigeants anti-apartheid réfugiés depuis le 13 septembre au consulat britannique de Durban (Natal), afin d'échapper à un ordre de détention, ont été arrêtés après avoir quitté les locaux diplomatiques. Ils voulaient, selon leur avocat, défier Pretoria, qui refuse de livrer à la Grande-Bretagne quatre Sud-Africains accusés de trafic d'armes en représailles à l'assaut offert par Londres aux six militants anti-apartheid. Le ministre de la loi et de l'ordre a jusqu'ici refusé d'indiquer les raisons des poursuites engagées contre les six hommes, une première fois interrompue puis relancée par la justice en août. Lundi, la Cour suprême du Natal a rejeté l'appel contre les ordres de détention des cinq opposants indiens membres du Congrès indien du Natal (NIC) et du président noir du Front démocratique uni (UDF), composé d'environ sept cents associations anti-apartheid, M. Archie Gumede. - (AFP.)

**BOITISSIERE RIVOLI**  
HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS  
Quand je fais escale à Paris, mon point d'attache, c'est la Rôtière.  
Eric du Pave  
3, RUE DE CASTIGLIONE - 75001 PARIS - TEL. 260.3280 - ENTRÉE DIRECTE, 234 RUE DE RIVOLI



# EUROPE

## Grèce

### DÉMISSION D'UN DES FONDATEURS DU PARTI DE M. PAPANDRÉOU

Athènes (AFP). — M. Assimakis Fotilas, qui avait quitté au mois de juin dernier son poste de secrétaire d'Etat chargé des Grecs de l'étranger, a démissionné samedi 6 octobre du PASOK (mouvement socialiste panhellénique), dont il était un membre fondateur, à la suite de désaccords politiques avec M. Papandréou.

Dans une lettre à M. Andréas Papandréou, président du PASOK et premier ministre grec, M. Fotilas (cinquante-deux ans) explique « qu'il ne veut plus participer aux responsabilités, non seulement du gouvernement mais aussi du PASOK dans sa tentative d'appliquer la politique gouvernementale ».

M. Fotilas a précisé qu'il ne partageait plus les options de politique intérieure et étrangère telles qu'elles sont appliquées et qui ne correspondent pas aux promesses électorales de M. Papandréou.

M. Fotilas, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le premier gouvernement de M. Papandréou, avait été limogé en janvier 1982 pour avoir voulu associer la Grèce à des sanctions prises par les Dix à Bruxelles contre l'URSS dans l'affaire polonaise. Il avait été ensuite chargé des Grecs à l'étranger.

D'autre part, le secrétaire américain adjoint à la défense, M. Richard Perle, se rendra, du 13 au 16 octobre, en Grèce, où il visitera la base navale américaine de Souda (nord-ouest de la Crète).

« Il est possible qu'il se rende à Athènes quand une rencontre avec un membre du gouvernement grec sera prévue », a ajouté seulement le porte-parole d'Athènes.

La presse grecque relève que la visite de M. Perle intervient après la déclaration faite mercredi par M. Papandréou selon laquelle le Boeing sud-coréen abattu par un chasseur soviétique « effectuait une mission d'espionnage pour le compte de la CIA ». Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils demandaient à ce sujet « une clarification officielle » au gouvernement grec.

## Norvège

### UN INCIDENT AÉRIEN AVEC L'URSS A ÉTÉ ÉVITÉ DE JUSTESSE

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Deux chasseurs F-16 de l'armée de l'air norvégienne sont intervenus le dimanche 30 septembre dans le nord de la péninsule scandinave pour empêcher un avion civil américain de pénétrer dans l'espace aérien soviétique. L'appareil, un Boeing-707 de la compagnie South Pacific Island Airway, avec deux cents passagers à bord, venait de l'Alaska et se dirigeait vers Amsterdam. Il transportait un contingent des îles Fidji mis à la disposition de l'ONU.

Il n'était qu'à quinze minutes de vol de la frontière soviétique et de la base militaire de Mourmansk, au moment où l'erreur de navigation a été observée. Le Boeing s'était alors écarté de 800 kilomètres de sa route, a annoncé, samedi 6 octobre, un porte-parole du ministère de la Défense à Oslo.

Selon le pilote américain, le radar de l'avion était défectueux. L'URSS a, rappelle-t-on, concentré à Mourmansk et dans les ports avoisinants de la péninsule de Kola les deux tiers de sa flotte de sous-marins stratégiques.

## Turquie

Exécution d'un militant d'extrême gauche. — Un extrémiste de gauche, Ilyas Has (vingt-neuf ans), militant de Dev-Yol (la voie révolutionnaire, principale organisation clandestine de l'extrême gauche turque), a été pendu dimanche 7 octobre dans la prison civile de Bursa, à Izmir.

Condamné à mort en octobre 1982 par un tribunal militaire d'Izmir, il est le vingt-sixième extrémiste exécuté depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Il avait été reconnu coupable du meurtre d'un garde, en juin 1980, à Izmir, lors d'une tentative de vol.

Cela faisait seize mois qu'aucune peine capitale n'avait été appliquée en Turquie, où dix-sept militants d'extrême gauche et neuf d'extrême droite ont été pendus depuis le coup d'Etat. La condamnation à mort d'Ilyas Has avait été approuvée jeudi par le Parlement turc et confirmée par le président Evren. — (AFP).

## Italie

### Le Parti communiste exige à son tour la démission de M. Andreotti

De notre correspondant

Rome. — M. Giulio Andreotti, ministre italien des affaires étrangères (démocrate-chrétien), a répondu, pour la première fois, le dimanche 7 octobre, par un article publié en première page du quotidien romain *Il Tempo*, aux accusations dont il est l'objet. Trois jours auparavant, en effet, au cours d'un débat parlementaire sur l'affaire du banquier failli Michele Sindona, homme de confiance de la Mafia, et lié à l'époque de sa splendeur à une bonne partie de l'establishment politique, M. Andreotti avait été durement mis en cause par les néofascistes, les radicaux et l'extrême gauche. Cent quatre-vingt-dix-neuf — demandant sa démission, dont une cinquantaine de « francs-tireurs » provenant des rangs mêmes de la majorité. Seule l'abstention des communistes lui sauva alors la mise.

Mais, le lendemain, désavouant de fait l'attitude du groupe parlementaire, la direction du PCI demandait, à son tour, le départ du dirigeant démocrate-chrétien. Ainsi, ce qui n'était encore qu'un incident parlementaire devenait une affaire politique risquant de compromettre sérieusement la carrière de M. Andreotti et notamment l'éventualité de sa candidature à la présidence de la République en juin prochain.

« Mélancoïque autonome. » C'est sur ce titre que le ministre des affaires étrangères commence sa mécolieuse mise au point sur l'affaire Sindona. Il affirme ainsi que jamais le banquier « ne [lui] demanda aucun titre de faveur » et ajoute : « Je ne me suis jamais trouvé dans la situation de devoir prendre des décisions ministérielles ou collégiales qui le concernaient, alors qu'à l'époque, d'ailleurs, son prestige, aussi bien tel qu'aux Etats-Unis, était très élevé. » Il s'attribue, en revanche, le mérite d'avoir obtenu l'extradition en Italie du financier après la signature du traité entre la péninsule et les Etats-Unis, le 13 octobre 1983.

Mis en cause par ailleurs dans le livre de M. Nando Dalla Chiesa, fils du général-préfet assassiné à Palermo le 3 septembre 1982, M. Andreotti nie formellement toutes les

accusations de l'auteur et ajoute : « J'espère que ce rejeton pourra revenir sur ses imprudences et troubles affirmations. » Pour M. Andreotti, cette affaire n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques, à la fois dans la perspective de l'élection du chef de l'Etat, mais aussi et surtout pour « mettre en échec une certaine ligne de politique étrangère ».

La Démocratie chrétienne a, bien entendu, pris fait et cause pour M. Andreotti, qualifiant les accusations portées contre lui « d'infondées et calomnieuses ». Le chef du gouvernement, M. Ciriaco De Mita, a, pour sa part, décidé une brève « pause de réflexion ». En revanche, certains partis de la majorité, comme le Parti social-démocrate par le vote de son secrétaire, M. Pietro Longo (démission du cabinet pour ses liens supposés avec la loge P2), profitent de l'occasion pour exiger une « mise au point » sur une politique étrangère trop ouverte au monde arabe et aux pays de l'Est qu'ils n'ont jamais acceptée.

La situation de M. Andreotti est d'autant plus délicate que, désormais, l'opposition communiste exige sa démission. Un éditorial de *l'Unità* soulignait ainsi dimanche que le ministre doit « aller » parce que, sur une question de moralité publique d'extrême importance, il n'a eu en sa faveur que 199 voix sur les 435 députés présents.

Les communistes — tout comme les radicaux et les néo-fascistes — soulignent que, au travers des documents et témoignages examinés par la commission parlementaire d'enquête sur l'affaire Sindona, transparaissent de continues références à M. Andreotti, qui, pendant six ans, aurait été ainsi l'interlocuteur privilégié du banquier et de son groupe, voire, à certains égards, leur protecteur. Le principal agent de liaison entre M.M. Andreotti et Sindona aurait été d'abord l'ingénieur Fortunato Federici, puis, après le mort de ce dernier, l'avocat Rodolfo Guzzi. Celui-ci a, par exemple, affirmé de-

vant la commission d'enquête avoir eu huit rencontres avec le ministre démocrate-chrétien et diverses conversations téléphoniques. Ces faits sont niés par M. Andreotti. C'est en s'appuyant sur diverses dépositions et documents de cet ordre qui concordent sur la réa-

lité et la continuité des liens entre l'homme politique et le banquier failli que communistes et radicaux dressent leur réquisitoire. La majorité de la commission d'enquête parlementaire, en revanche, a rendu des conclusions opposées.

(Interim.)


Une nouvelle collection d'Histoire :

## La femme au temps de...

dirigée par Laurence Pernoud

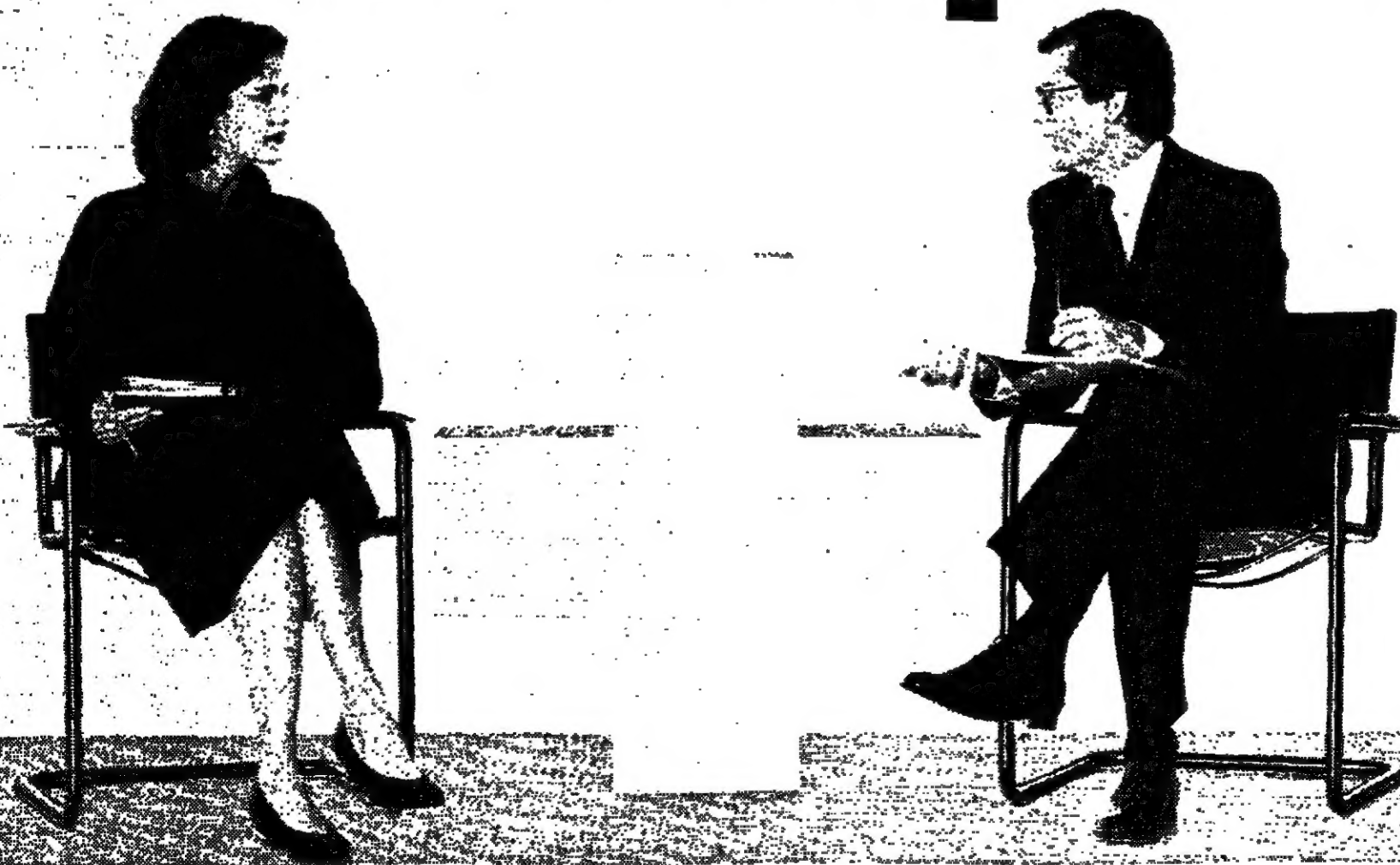
Régine Pernoud

### La femme au temps des Cathédrales



Stock

# Le courant passe.



Entre Plus Interim  
et les entreprises  
le courant passe.

Secrétariat, secrétariat bilingue, traitement de textes, comptabilité, informatique.

Plus Interim, spécialiste de l'interim administratif, a depuis toujours une politique de dialogue et de qualité.

Des contacts réguliers, justifiés et précis, une très grande rigueur au niveau de la sélection, de la formation, de la délégation des intérimaires, et du suivi des missions, font de Plus Interim le partenaire efficace de l'entreprise.

Chaque des agences Plus Interim gère un effectif très important d'intérimaires fidèles, ce qui permet une grande rapidité d'intervention.

Le courant passe vraiment. Vite. Et bien.

Agence St-Lazare, 522.01.79.  
Agence Muette, 524.04.99.  
Agence Denfert, 322.47.22.  
Agence Nation, 373.05.06.  
Agence La Défense, 774.70.70.

Agence Rueil-Albert, 732.02.86.  
Agence Vélizy 2, 946.27.00.  
Agence Belle-Epine, 686.30.48.  
Agence Créteil-Saï, 898.11.22.  
Agence Evry 2, 079.04.99.

Agence Rosny 2, 854.77.11.  
Plus Informatique, 522.01.79.  
Plus International (secrétariat toutes langues, traduction), 522.01.79.

## Plus Interim.

L'Interim Administratif



# EUROPE

## Espagne

### Le président de l'Institut national de l'industrie a été destitué

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement espagnol a démis de ses fonctions, en conseil des ministres, le président du holding d'Etat INI (Institut national de l'industrie) M. Enrique Moya, dont les deux ans de gestion se soldent par des pertes importantes. M. Moya est remplacé par un « jeune » du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), M. Luis-Carlos Croissier, trente-quatre ans.

M. Croissier, qui était jusqu'à présent sous-secrétaire à l'Industrie, est notamment l'un des auteurs du programme économique électoral du Parti socialiste présenté avant les élections législatives du 28 octobre 1982.

Il est également considéré comme un « homme d'Alfonso Guerra », le vice-président du gouvernement, défenseur de thèses économiques plus équilibrées que celles soutenues par certains de ses collègues, notamment en ce qui concerne la difficile reconversion industrielle.

Avec la nomination de M. Croissier, prend fin également une tradition qui consistait à confier la direction de l'INI à un chef d'entreprise indépendant, et non à un responsable politique. M. Moya était, par exemple, secrétaire général d'un cercle de dirigeants industriels.

Le renvoi du patron de l'INI, organisme qui dépend du ministère de l'Industrie, peut par ailleurs laisser penser que les chefs d'entreprise publique qui ne satisfont pas le gouvernement pourraient bien subir le même sort dans le futur.

En 1983, les soixante-cinq entreprises — plus de 200 000 personnes — contrôlées par l'Institut national de l'Industrie ont perdu près de 10 milliards de francs, en augmentation de plus de trois milliards de francs par rapport à 1982.

Les deux tiers de ce déficit avaient été le fait de seulement sept entreprises, dont la firme nationale Seat et Iberia, la compagnie d'aviation nationale. Il y a quelques mois, M. Moya avait annoncé que l'INI allait perdre 8,5 milliards de francs en 1984.

En février dernier, M. Felipe Gonzalez avait déjà demandé des explications sur ces pertes à M. Moya et au ministre de l'Industrie lui-même, M. Carlos Solchaga.

La destitution du président de l'INI intervient aussi à un moment où le problème du déficit du secteur public espagnol est devenu « une obsession du gouvernement socialiste », selon les propres termes de M. Gonzalez, mais aussi un cheval de bataille de l'opposition conservatrice et du patronat.

(Interim.)

### Le patronat et le syndicat socialiste ont conclu un accord économique et social

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement socialiste de M. Gonzalez a finalement arraché au patronat et à l'un des deux principaux syndicats l'accord économique et social (AES) nécessaire à la reprise économique après de laborieuses négociations. L'accord doit être signé mardi 9 octobre.

Il prévoit la création d'un fonds de solidarité pour l'emploi, doté de plus de 3 milliards de francs (financés conjointement par l'Etat, les entreprises et les salariés), la baisse de 0,3 % des cotisations à la Sécurité sociale, l'augmentation de 7 % des pensions, l'attribution à l'Institut national de l'emploi (un organisme dépendant du ministère du travail) d'environ 1,6 milliard de francs supplémentaires pour l'embauche de cent quatre-vingt-dix mille personnes dans le secteur public. Les salaires augmenteront de 5,5 % à 7,5 % en 1985 et de 5,4 % à 6,4 % en 1986.

Sur le plan économique, le gouvernement a aussi fixé ses ambitions : taux de croissance de 3 % en 1985, de 3,5 % en 1986, un déficit public de 5 % en 1985 et de 4,5 % en 1986, une hausse de 7 % de l'indice des prix l'année prochaine et de 6 % en 1986 (cette année, l'objectif de 8 % annoncé ne semble pas devoir être atteint).

Par ailleurs, dans le but évident de relancer l'investissement privé et donc de favoriser l'embauche, l'AES prévoit pour les entreprises un dégrèvement fiscal de 15 % à 25 % pour les investissements réalisés. L'investissement public augmen-

tera, quant à lui, d'au moins 5 % en 1985.

Le gouvernement, le patronat (CEOE) et l'Union générale des travailleurs (UGT), pro-socialiste, ont donc réussi à sortir les négociations de l'ornière dans laquelle elles étaient enlisées depuis plusieurs mois, en parvenant à se mettre partiellement d'accord sur le point le plus controversé : les modalités de licenciement.

La presse espagnole résume l'accord par la formule « Ni voluntarios ni voluntarios ». En effet, la CEOE apprécie que le gouvernement reconnaisse la nécessité d'harmoniser la législation espagnole en matière d'emploi à celle qui est en vigueur dans l'Europe communautaire (art. 116 de l'accord). De son côté, le syndicat UGT estime que le document énonce la possibilité de licenciements libres.

En fait, le patronat revendique la possibilité non de licencier librement mais plus vite. Actuellement, tout licenciement collectif doit obtenir, après audition des parties, l'autorisation de l'administration, en l'occurrence du ministère du travail, ce qui augmente les délais et le montant des indemnités.

Pour le syndicat communiste, les Commissions ouvrières (CC.OO) de M. Camacho, le patronat est le grand gagnant de l'accord. Le syndicat communiste a classé la porte des négociations en septembre et est hostile à tout assouplissement des conditions de licenciement. Le gouvernement, le patronat et l'UGT se sont, certes, engagés à soumettre l'accord aux Commissions ouvrières, mais on voit mal comment celles-ci pourraient y soulever, alors que la direction générale de l'emploi a déjà donné son accord pour la suppression de mille sept cent quatre-vingt-quatre postes de travail aux Hauts Fourneaux de la Méditerranée (AHM) de Sagunto (près de Valence).

(Interim.)

### VIOLENTS AFFRONTEMENTS A BILBAO ENTRE LA POLICE ET DES MANIFESTANTS

Bilbao (AFP). — De nombreuses personnes ont été blessées lors de violents incidents survenus samedi 6 octobre à Bilbao entre la police et plusieurs centaines de manifestants qui dénonçaient les récentes extraditions vers l'Espagne de trois Basques espagnols réfugiés en France. La police a effectué plusieurs arrestations. Parmi les blessés figure un dirigeant de la coalition Herri Batasuna (HB, proche de l'ETA-militaire), M. « Txomin » Ziluaga, qui a dû être transporté dans un hôpital; trois autres manifestants ont été assez sérieusement atteints.

### L'Espagne dans la CEE

IL FAUDRA DIX ANS DE RÉGIME PROVISOIRE estime M. Roland Dumas

Al cours d'une réunion de travail avec des représentants des organisations agricoles, samedi 6 octobre à Montauban (Tarn-et-Garonne), M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, a déclaré que « l'entrée de l'Espagne dans la CEE se fera progressivement sur une période de dix ans et ce qui concerne les produits agricoles sensibles ».

Le ministre a précisé qu'il y aurait deux périodes : une de quatre ans, pendant laquelle rien ne sera changé aux frontières, mais qui sera mise à profit pour adapter le système économique espagnol aux règles de la CEE.

La seconde période de six ans permettra une diminution progressive des droits de douane.

M. Dumas a indiqué que le gouvernement étudierait la mise en place d'une action directe pour aider les régions du Midi de la France à se préparer pour cet élargissement de la CEE.

Enfin, toujours selon le ministre, une année encore sera nécessaire afin que le traité d'adhésion soit rédigé et ratifié par les gouvernements membres de la CEE.

Les négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne devaient être terminées le 30 septembre 1984. L'Espagne avait fait connaître officiellement son intention d'adhérer à la CEE le 28 juillet 1977 et les négociations officielles avaient commencé en février 1979.

# DIPLOMATIE

## LA COMMÉMORATION DE LA FONDATION DE LA RDA

### MM. Honecker et Gromyko ont insisté sur l'inviolabilité de la frontière inter-allemande

La célébration du trente-cinquième anniversaire de la fondation de la RDA a débuté hier, samedi 6 et dimanche 7 octobre à Berlin-Est, à l'imposante cérémonie, en présence de nombreux dignitaires des autres pays socialistes et des « partis frères » occidentaux. Le traditionnel défilé militaire, que les Occidentaux considèrent toujours comme une violation du statut international de Berlin, a rassemblé cette année un nombre exceptionnel de soldats — plus de deux mille cinq cents — ainsi que des véhicules lance-missiles et des chars. Pour la première fois ont en outre été présentés les missiles sol-air qui équipent actuellement les bâtiments de la marine est-allemande dans la Baltique.

Une commémoration de cette nature esquisse une trop longue préparation pour que le geste exceptionnel qui l'a entourée puisse servir à constituer une riposte directe et immédiate des autorités de Berlin-Est aux événements dont l'ambassade de RDA à Prague est actuellement le théâtre.

Ni même, sans doute, aux déclarations à peine plus anodines de Bonn sur les perspectives de réunification de l'Allemagne. Mais plusieurs allusions ont été faites à ce second thème par MM. Honecker et Gromyko, avec une insistance qui devait probablement choquer ceux, elle, à l'actualité.

Devant la Chambre du peuple, le ministre soviétique des affaires étrangères a souligné que la création de la RDA avait été d'une grande importance pour le sort de l'Europe. « L'inviolabilité des frontières européennes, telles qu'elles ont été fixées à Yalta et à Potsdam, est très importante. Toute attaque contre ces accords internationaux (...) est vouée à l'échec », a-t-il ajouté.

Quant au chef de l'Etat est-allemand, il a déclaré à l'intention du gouvernement de la République fédérale : « Entre la RDA et la RFA, il ne peut exister comme relations — et plus tôt on le comprendra en Allemagne fédérale, mieux cela vaudra — que celles qui sont inhérentes dans l'ordre international entre deux Etats souverains, indépendants l'un de l'autre et jouissant de droits égaux ».

Bien que Berlin-Est garde un mystère total sur le sort de ses quelque cent quarante ressortissants réfugiés à l'ambassade de RFA à Prague, c'est sans doute pour répondre à la réprobation soviétique contre son régime par cette affaire que M. Honecker a ajouté : « La RDA est un Etat dans lequel les droits de l'homme sont appliqués, notamment le droit au travail et à la protection sociale ».

Les observateurs présents à Berlin-Est ont en tout cas noté le caractère plus nettement nationaliste et patriotique qu'à l'accoutumée des manifestations organisées pour cet anniversaire. Il est vrai que, samedi, un grand défilé aux flambeaux des jeunes communistes est longuement passé devant la grande statue équestre de Frédéric le Grand, roi de Prusse.

Outre cet avertissement à la RFA — ou plutôt, pour reprendre l'expression en usage à Berlin-Est, aux « milieux militaires et réactionnaires occi-

BERNARD BRUGOULEX.

### L'afflux de réfugiés est-allemands à l'ambassade de RFA à Prague embarrasse le gouvernement de Bonn

Correspondance

Bonn. — La police tchécoslovaque a renforcé les contrôles autour de l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Prague pour empêcher de nouveaux Allemands de l'Est de s'y réfugier. Malgré la fermeture des locaux au public, samedi 4 octobre, plusieurs personnes avaient en effet réussi à pénétrer dans le bâtiment.

En l'absence de toute information officielle, la presse de la RFA estime à cent quarante le nombre d'Allemands de l'Est ayant trouvé refuge dans l'ambassade.

Ce brusque afflux pose d'énormes problèmes aux autorités de Bonn. Fidèle à son attitude constante dans ce genre d'affaire, le gouvernement demeure extrêmement discret sur les négociations en cours, avec Berlin-Est. « Nous faisons tout ce qu'il est humainement possible de faire », s'est borné à déclarer samedi le chancelier Kohl avant son départ pour Pékin.

A plusieurs reprises, dans des cas similaires, le gouvernement est-allemand s'était engagé cette année à donner ultérieurement une autorisation de sortie aux réfugiés si ceux-ci rentraient d'abord chez eux. La semaine dernière, cependant, la RDA avait seulement offert de ne pas engager de pourparlers contre la RFA et de reconnaître la Constitution de la RFA.

La seule citoyenneté allemande, tous les ressortissants est-allemands ont droit à un passeport ouest-allemand, et il ne saurait être ques-

tion de remettre purement et simplement les réfugiés, contre leur gré, à la police.

Depuis plusieurs mois, Bonn a essayé par tous les moyens de dissuader les Allemands de l'Est d'obtenir la possibilité d'émigrer en se réfugiant dans les ambassades occidentales. Bonn avait déjà, le 26 juin dernier, fermé sa représentation à Berlin-Est pendant plusieurs semaines, et les contrôles pratiqués devant le bâtiment avaient fini par provoquer des rumeurs dans l'opinion publique ouest-allemande à la suite de plusieurs incidents : un homme avait été arrêté au moment où il tentait de s'immoler par le feu et plusieurs autres avaient été condamnés à des peines de prison pour avoir pris contact avec des membres de la représentation ouest-allemande.

Trente mille personnes ont été autorisées officiellement à quitter la RDA depuis le début de l'année, faisant naître dans la population est-allemande des espoirs souvent déçus. Pour Bonn comme pour Berlin-Est, qui a continué depuis à distribuer ses autorisations, au compte-goutte, la situation est en pleine incertitude. Rien ne permet, surtout après le refus de la visite de M. Honecker en RFA, de penser que les autorités est-allemandes soient en mesure d'assouplir la législation sur l'émigration.

HENRI DE BRESSON.

# I.C.S. “La Passion a du goût”



ICS, Apple. Un coup de passion, un goût de pomme ! Quand la passion a du goût, c'est la meilleure raison pour réunir Apple ordinateurs et le conseil informatique ICS.

### Passion de la performance

Apple IIe, Apple IIc. Ils sont déjà célèbres pour la gestion, la tenue des stocks, ou le traitement de textes... Apple leur a créé des milliers de logiciels très souples, très simples. Et puis, il y a Lisa et Macintosh. Plus de capacité, plus de performance... et plus de simplicité avec la petite souris ! Quant aux logiciels, ils sont tout simplement géniaux.

### Passion de la technique

Avec 128 ou 256 ko, la mémoire vive Apple est un véritable autoroute de travail... ou de loisir. Avec une résolution de 512 x 342 pixels sur Macintosh, et un micro-processeur qui travaille à 32 bits, les courbes s'affichent vite et nettes.

### Passion de l'évolution

Pour ICS, comme pour Apple la simplicité est fondamentale. Pour être simple, il faut maîtriser totalement la technique : pour Apple, c'est la souplesse d'utilisation pour ICS, c'est la clarté du conseil judiciaire.

La passion, c'est l'interface entre ICS et Apple... Branchez la vôtre avec ICS !

ICS

INFORMATIQUE, CONSEILS, SYSTEMES  
141-143, av. de Wagram - 75017 Paris - Tél. 763.12.55



ASI

Philippines  
MANIFESTATION  
MANNES D'AFFAIRE  
CONTRE LE RÉGIME

Pakistan  
DÉTENTEMENT  
ENTRE  
SUNITES ET CHITES

Cinq morts  
à trois cents blessés

Une nouvelle  
la femme  
drapée par l

Elisabeth H  
La femme  
Casa

هكذا من الرجل



سكنى من القمل

# ASIE

# A TRAVERS LE MONDE

## Philippines

### MANIFESTATION D'HOMMES D'AFFAIRES CONTRE LE RÉGIME

Répondant à l'appel du chef de l'Eglise catholique philippine, le cardinal Jaime Sin, d'importants hommes d'affaires ont participé, dimanche 7 octobre à Manille, à une manifestation de protestation contre le régime du président Ferdinand Marcos et les interventions particulièrement violentes des forces de l'ordre lors de précédents rassemblements. Depuis l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino, en août 1983, c'est la deuxième fois que des membres des milieux d'affaires philippins descendent dans la rue.

Cette manifestation a débuté par un office religieux célébré par l'archevêque de Manille. Puis, les manifestants, estimés à trente mille, ont défilé dans un quartier de Manille, où de graves incidents avaient eu lieu le mois dernier entre manifestants et forces de police. L'un des principaux dirigeants industriels philippins, M. Jaime Ongpin, président du consortium minier Benguet et frère d'un des membres du gouvernement, a déclaré à l'issue du rassemblement : « *Fait essentiellement cause de me dire que j'avais des choses plus importantes à faire. L'important, c'est désormais de se lever et de prendre place au sein du Parlement des rues.* » - (AFP, Reuters).

## Pakistan

### VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE SUNNITES ET CHITES

#### Cinq morts près de trois cents blessés

Le calme semblait revenu, ce lundi 8 octobre, dans certaines villes du Pakistan, après les violents affrontements des deux jours précédents entre musulmans chites et sunnites. Les incidents les plus graves, qui ont fait au total cinq morts et près de trois cents blessés, ont eu lieu dans les quartiers les plus pauvres de Karachi. Cette ville est soumise en partie au régime du couvre-feu pour une durée indéterminée.

Ces affrontements ont commencé samedi lorsque un groupe d'extrémistes sunnites a forcé une procession de quelques trois cents chites célébrant l'Achoura, qui se dirigeait vers le centre de Karachi, à retourner chemin et à retourner dans le quartier de Linqatbad.

Des chites (30 % de la population), réunis au parc de Nishtar pour la cérémonie traditionnelle des flagellations, ont organisé une contre-manifestation. Selon une information non confirmée, l'armée aurait ouvert le feu pour disperser les manifestants.

Deux jeunes chites ont été tués par balles dans le quartier de Linqatbad par des sunnites et deux autres personnes sont mortes brûlées vives dans le quartier de New-Town.

Les chites exigent que le gouvernement militaire reconnaisse la spécificité de leur tradition religieuse dans l'enseignement, la vie politique et culturelle. - (AFP).

## Algérie

M. NATTA ET M. PONOMAREV EN VISITE A ALGER. - M. Alessandro Natta, secrétaire général du Parti communiste italien, est arrivé samedi 6 octobre à Alger pour une visite officielle de quatre jours, la première qu'il effectue à l'étranger depuis son élection à la tête du PC italien, en juin dernier. Il a précisé que les conversations porteront sur « les relations entre les deux pays et les questions intéressant la situation en Méditerranée et l'affirmation du droit à l'indépendance des peuples en lutte, tels les peuples palestiniens et sahraouis ».

Par ailleurs, M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique du PC de l'URSS, effectue également une visite en Algérie à la tête d'une délégation et a remis au président Chadli Bendjedid un message du président Tchernomerkov. - (AFP).

## Belgique

ATTENTAT A BRUXELLES. - Un attentat a détruit lundi 8 octobre, vers 5 heures, les locaux de la société américaine Honeywell à Bruxelles, située non loin du siège de l'OTAN. L'explosion d'une bombe, placée contre la façade des bâtiments, n'a pas fait de victime, mais a causé d'importants dégâts matériels. L'attentat, le troisième commis en moins d'une semaine dans la capitale belge, n'avait pas été revendiqué ce lundi matin. De sources judiciaires, on s'attendait pas qu'il soit l'œuvre des Cellules combattantes communistes (CCC), qui avaient déjà revendiqué les deux attentats de la semaine dernière contre des entreprises travaillant au déploiement des missiles en Europe. - (AFP).

## Chili

ATTENTAT A LA BOMBE DANS UNE EGLISE DE PUNTAARENAS. - L'évêque de cette ville de l'extrême Sud chilien a accusé les autorités d'être responsables de l'attentat à la bombe perpétré dimanche 7 octobre dans l'église et qui a fait un mort. L'attentat est attribué à un mouvement d'extrême droite, l'Al-Franca chilienne anticomuniste (ACAH). - (AFP).

## Guinée

LE SORT DES DÉTENUÉS POLITIQUES. - En visite en Guinée depuis le début du mois afin d'enquêter notamment sur les personnes disparues du temps de Sékou Touré, une délégation d'Amnesty International a reçu, samedi 6 octobre, du président Lansana Conté, l'autorisation de rendre visite aux dignitaires de l'ancien régime détenus après le coup d'Etat du 3 avril. Le chef de l'Etat guinéen a classé ces détenus en trois catégories : « Les criminels qui ont enfreint les droits de l'homme, les survivants dans le mal, considérés également comme des criminels, et ceux qui, après le coup d'Etat du 3 avril, ont voulu prendre les armes. » - (AFP).

## Libéria

LIBERATION DU PROFESSEUR SAWYER. - Les autorités ont libéré toutes les personnes qui avaient été arrêtées à Monrovia en août (le Monde du 29 août), sous l'accusation d'avoir complotté pour renverser le gouvernement de M. Samuel Doe, a annoncé samedi 6 octobre la radio nationale. Parmi les personnes libérées figurent le professeur Sawyer, président du Parti du peuple libérien, dont l'arrestation avait provoqué de violentes manifestations le 22 août à l'université du Libéria, et l'ancien adjoint du président Doe, le général Nicholas Podier. M. Sawyer avait présidé à l'élaboration de la nouvelle Constitution libérienne. Les deux hommes faisaient partie d'un groupe de huit personnalités

politiques et militaires qui avaient été incarcérées peu après l'annonce par le gouvernement libérien de la découverte d'un complot en vue d'installer un gouvernement socialiste, dans lequel des pays étrangers (dont les noms n'avaient pas été précisés) étaient impliqués, selon M. Samuel Doe. - (AFP).

## Mozambique

DEUX ITALIENS ASSASSINÉS. - Les corps de deux ressortissants italiens, qui avaient été enlevés le 12 septembre et assassinés deux jours plus tard, ont été retrouvés dans la brousse, à 50 kilomètres au nord de la capitale, a-t-on annoncé, officiellement, samedi 6 octobre, à Maputo. Le porte-parole à Lisbonne de la RNM (Résistance nationale du Mozambique, mouve-

ment rebelle) a rejeté, dimanche, toute responsabilité de son organisation dans ce crime, à propos duquel le gouvernement italien a « vigoureusement protesté » auprès des autorités mozambicaines. - (AFP, Reuters).

## Pérou

ATTENTAT DU SENTIER LUMINEUX AU COURS D'UNE FÊTE RELIGIEUSE. - Cinq personnes ont été tuées dimanche 7 octobre au cours d'une fête religieuse dans une petite ville du littoral, à 450 kilomètres au nord de Lima, par l'explosion de grenades lancées par un commando du Sentier lumineux. La télévision péruvienne a présenté, d'autre part, pour la première fois, un entretien avec des militants de cette organisation terroriste de tendance maoïste.

## Sénégal

QUATRE MORTS AU COURS D'AFFRONTEMENTS AU SEIN DU PS. - Le dernier bilan des affrontements, qui ont opposé la semaine dernière des tendances rivales du Parti socialiste sénégalais (au pouvoir), est de quatre morts (deux à Bignona, dans le sud, et deux à Kafrine, dans le centre-ouest) et de nombreux blessés. Ces affrontements, qui ont été dénoncés par le bureau politique du PS, ont eu lieu à l'occasion des élections pour le renouvellement des instances dirigeantes départementales et régionales, dont le principal enjeu est la désignation des candidats du parti gouvernemental aux élections municipales et rurales du 25 novembre prochain. - (AFP).

UN FESTIVAL DE CADEAUX

**PARTICIPEZ TOUS AU GRAND JEU NATIONAL\***

*\* sans obligation d'achat, bulletin de participation chez tous les concessionnaires et agents du réseau Peugeot Talbot.*

**12 205 XR 3 portes 1124cm<sup>3</sup>.**

**36 voyages pour 2 personnes.**

**10002 baladeurs-lecteurs stéréo.**

**7743 sacs de sport.**

**8138 sacs de voyages.**

**5717 sacs reporter.**

**RÉSEAU PEUGEOT TALBOT**

TÉLÉcopieur PARTAGÉ  
ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 347.21.32

UN FESTIVAL DE NOUVEAUTÉS AVEC EN VEDETTE...

**... La 205 3 portes**

7 versions, 4 à 7 CV fiscaux,  
boîte 4 ou 5 vitesses, un sacré look à partir de

**42900F\***

*\* Année modèle 85. Prix clés en main. Tarif au 6.09.84 sauf Corse.*

**RÉSEAU PEUGEOT TALBOT**

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES  
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> 347.21.32

UN FESTIVAL D'OFFRES DE FINANCEMENT

**Sur les véhicules neufs CRÉDIT TOTAL\* JUSQU'A 5 ANS**

- Sans apport initial
- 1<sup>re</sup> échéance à 3 mois.

**Sur les véhicules d'occasion\*\* CRÉDIT TOTAL\* JUSQU'A 5 ANS**

- Sans apport initial
- 1<sup>re</sup> échéance à 3 mois.

**RÉSEAU PEUGEOT TALBOT**

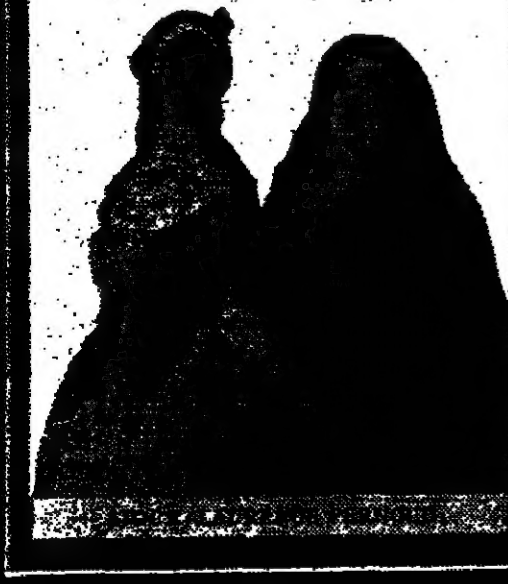
Une nouvelle collection d'Histoire :

**La femme au temps de...**

dirigée par Laurence Pernoud

Elisabeth Ravoux-Rallo

**La femme au temps de Casanova**



Stock



Le Monde

# politique

## Les métamorphoses du socialisme

### 1. - Les mythes en question

par THOMAS FERENCZI

Recevant à l'Elysée, à la mi-juin, un chef d'entreprise, M. Mitterrand aurait affirmé, selon son visiteur : « En 1986, je choisirai un premier ministre libéral. » Peut-être cette anticipation avait-elle valeur de pronostic sur les résultats des élections législatives. Il n'empêche : sensible, à la fois, au poids des réalités et à la progression des idées libérales, elle jetterait résolument le socialisme aux orties, étendant à l'ensemble de ses terrains d'action le retournement déjà amorcé sur celui de l'économie.

#### L'école et ses dogmes

Partisans du tout-Etat avant mai 1981, et encore pendant la première année du septennat, les socialistes auraient découvert, à l'épreuve du pouvoir, les vertus de l'initiative individuelle. Planificateurs attardés, ils auraient pris conscience des avantages du marché. Doctrinaires irresponsables, ils auraient appris à tenir compte des données de l'expérience. S'il est vrai que ces métamorphoses ont commencé dès 1982 avec le plan de rigueur, l'acte symbolique par lequel le gouvernement a confirmé spectaculairement le renversement de sa politique fut, en 1984, l'abandon du projet Savary sur l'école privée. Décision d'autant plus significative qu'elle mettait en cause l'un des plus puissants dogmes de la gauche, forgé au fil d'une histoire pleine de bruit et de fureur, qu'elle frappait de plein fouet la « base sociale » de la gauche, formée, on le sait, d'une forte proportion d'enseignants, et qu'enfin, au

delà du différend proprement dit, elle touchait à des valeurs constitutives de l'identité socialiste.

La « querelle scolaire » met en effet en jeu tous les grands mythes à travers lesquels se vit l'appartenance au « peuple de gauche » : le rôle tutélaire de l'Etat, garant de la diffusion des lumières et de l'égalité des chances, l'affirmation de l'unité nationale et de l'espérance collective, la croyance au progrès indéfini des connaissances et l'attente d'un avenir meilleur. L'école et la gauche ont vraiment partie liée, au point que les principes dont elles sont porteuses, chacune pour elle-même, viennent à se confondre et que la foi suscitée par l'une est si proche de celle qu'inspire l'autre qu'elles sont pareillement atteintes quand vacillent les certitudes.

Or voici que les socialistes sont invités à abjurer leur foi, à renier leurs convictions, et à accepter des idées, des règles, en un mot une morale, qui ne sont pas les leurs et qui sont même souvent à l'opposé. Voici que l'accent est mis sur les particularismes, les différences, les hiérarchies, qu'à l'uniformité se substituent la dispersion et le fractionnement, que les stratégies individuelles prennent le relais des projections de masse. Un nouvel élitisme se fait jour, qui se soucie davantage de compétence, de savoir.

#### Les prérogatives de l'Etat

Cette idéologie irradie dans la société tout entière. Elle a notamment pour effet de modifier le rôle de l'Etat, qui était chargé d'assurer la cohésion du système mais qui a moins de raison d'être, dès lors que celui-ci tolère les écarts et les inégalités.

Le dévouement de la querelle scolaire fut ainsi pour le gouvernement de M. Fabius l'occasion de marquer officiellement les limites de l'action de la puissance publique.

La longue controverse entre tenants de l'école publique et partisans de l'école privée, ou plutôt entre défenseurs du monopole et champions du pluralisme, a fait apparaître en effet une divergence fondamentale : pour les premiers, les enfants, selon une formule malheureuse de quelques-uns d'entre eux, appartiennent à l'Etat ; pour les seconds, ils ne seraient être soustraits à leurs parents. En donnant finalement satisfaction à ceux-ci après avoir tenté de répondre aux aspirations de ceux-là, la gauche a reconnu, sous la pression tenace de l'opinion, que l'Etat devait préserver la part des familles. Ce n'était pas une mince concession.

Le langage que tient désormais M. Chevènement sur l'éducation témoigne du même esprit d'ouverture : le successeur de M. Savary a rappelé en effet que l'enseignement consiste avant tout à transmettre des connaissances. Ainsi mettrait-il un frein à des expériences pédagogiques - encore bien rares, il est vrai - dont la philosophie implicite était de confier aux professeurs des responsabilités relevant plutôt des parents.

Qu'est-ce en effet que la fonction de l'Etat proposée aux enseignants du collège par le rapport Legrand, nouvelle bible de la pédagogie, sinon une façon pour eux de se substituer aux familles en allant au-delà d'une relation purement « professionnelle » avec les élèves ? C'est ainsi, en tout cas, que l'ont compris beau-

coup de professeurs, peu désireux de devenir des parents de remplacement. M. Chevènement a donné un coup d'arrêt à ce mouvement.

Dans le domaine de l'école, les prérogatives de l'Etat ont donc été nettement circonscrites et celles des familles soigneusement affirmées. La conception traditionnelle de la gauche s'est trouvée mise en échec, mais à travers le débat sur l'enseignement se sont révélées les mutations idéologiques dont l'ensemble de la politique socialiste a subi le contre-coup.

La réforme de l'Université, accompagnée, elle aussi, d'une aspiration égalitaire (le « collège unique » des enseignants, reflet affaibli de la revendication syndicale du « corps unique ») a dû, plus discrètement, se voir, composer avec cette nouvelle perception des réalités, et les notions de sélection, de concurrence, de diversification, écartées par la loi, gagnant du terrain.

A travers la réflexion sur l'éducation, ce sont bel et bien les modèles culturels de la gauche qui ont été remis en cause. Cette évolution, qui affecte les comportements globaux des « acteurs du changement », a eu pour expression politique privilégiée la controverse déjà classique sur les rôles respectifs du secteur public et du secteur privé. Et c'est sur cette question que la pensée socialiste, victime de ses illusions d'antan, a subi l'ébranlement le plus sévère.

Pourtant, en dépit de l'apparente ampleur de ce retournement, la gauche peut faire valoir, non sans raisons, que la transition n'a été ni aussi brusque ni aussi radicale qu'il pourrait le paraître. Après tout, le projet Savary tentait déjà d'établir un compromis, et la soixantaine des cent dix propositions du candidat François Mitterrand précisait que la mise en place du fameux « service public unifié et laïque » serait « négociée sans spoliation ni monopole ». La mutation doctrinale était en cours, révélant les premières contradictions.

Ces contradictions, le débat sur la pédagogie les a fait aussi apparaître, car si les socialistes ont en général encouragé les innovations, celles-ci ont toujours été un objet de controverse au sein même de la gauche. En sorte que les révisions d'aujourd'hui prolongent souvent des tendances inscrites en germe dans les idéologies de naguère.

#### L'esprit d'entreprise

Considérons par exemple la vision du système économique que propose le « projet socialiste » de 1980. On y trouve des éléments contradictoires. Bien sûr, le dogme des natio-

nalismes y est dominant et, avec lui, la méfiance à l'égard de l'initiative privée, du profit, de l'aventure individuelle. Le texte dénonce avec vigueur « l'idéologie dominante », qui « fait volontiers l'éloge du risque, de l'initiative et de la responsabilité du chef d'entreprise individuelle », et la politique giscardienne, qui « entend multiplier les « petits capitalistes », souvent endettés jusqu'au cou mais participant même modestement, à la plus-value sur la terre, la pierre ou les valeurs mobilières » (p. 154). Mais un autre passage affirme que l'« impératif industriel » passe par « la reconnaissance et l'encouragement de l'esprit d'entreprise et d'innovation » (p. 191). Et, dans le large débat, soulevé ces derniers temps par de nombreux auteurs, sur le retour de l'individualisme face aux contraintes de la société contemporaine, le même texte prend position en précisant que « l'individu et la société, loin de s'opposer, sont complémentaires » (p. 146) et que « la restauration des valeurs collectives est inséparable de la grande idée de responsabilité » (p. 153).

Ce n'était là, dira-t-on, que discours trompeurs, aussitôt contredits par les actes. Mais il est des domaines où les actes ont été d'une portée réelle.

#### Deux réformes majeures

La décentralisation, l'un des grands projets du régime, a été mise en œuvre. Le manifeste présentait les cent dix propositions de François Mitterrand la considérant comme « le point central » de l'action des socialistes contre un « Etat omnipotent, uniforme et tracassier ». Une profession de foi que ne rendait pas les « libéraux ». La fin du monopole de l'Etat, inscrit noir sur blanc dans la loi de 1982, en dépit de toutes les réserves qui accompagnent son application, va dans le même sens. C'est ainsi un acquis important.

Pourquoi ces deux réformes majeures n'ont-elles pas été conduites plus loin ? « Nous avons fait le bon choix, mais nous nous rendons compte que nos conséquences politiques, économiques, sociales, culturelles, sont énormes. Autrement dit, nous sommes prêts à « libérer » les ordres, à condition d'en conserver le contrôle. Les difficultés de la Haute Autorité face aux pressions de l'encadrement ne nous ont pas fait perdre de vue cette analyse.

Le sort de la décentralisation relève apparemment de la même démarche. On est d'accord pour desserrer le carcan des bureaux parisiens. On hésite encore à accepter sous les transferts de pouvoirs, qu'implique une telle entreprise. Deux pas en avant, un pas en

arrière ! Le vieux mot d'ordre semble refluer.

Un seul domaine paraissait préservé, celui de la justice et des droits de l'homme : or l'action de M. Badier a tendu, contre vents et marées, à accorder les « espaces de liberté » des citoyens contre l'Etat. Las ! Voici que l'extradition de trois séparatistes basques vient infléchir à son tour cette politique. Et l'on annonce des mesures sévères contre l'immigration clandestine...

#### La nouvelle cible

« Il y a la doctrine et il y a la réalité gouvernementale », a déclaré M. Roland Dumas, le 23 septembre, au cours de l'émission « Le Grand Jury RTL-Réponse ». On ne saurait mieux dire que des accommodements sont parfois nécessaires.

Les socialistes ont dû se résigner depuis trois ans à de tels accommodements. Ils ont constaté que la doctrine et la réalité étaient loin d'être concordes. Les revirements ont été plus ou moins amples selon les secteurs : aucun n'a été égaré. Reculs tactiques, certes, mais aussi l'occasion de sévères mises à jour idéologiques.

Pour M. Mitterrand, l'objectif prioritaire est assurément de reconquérir l'électorat centriste. La visée est sans ambiguïté et il apparaît clairement que tout, ou presque, lui est subordonné. L'union de la gauche permet au chef de l'Etat, qui n'avait jamais caché ses intentions, d'affaiblir le parti communiste. Autres temps, autres priorités. Il faut aujourd'hui commencer la nouvelle « cible » du changement dans le

changement. A la faveur de ce repli, la gauche tente de renouer son langage et de rejoindre sa pensée. Elle se tente de libéralisme et se pique de modernité. C'est peut-être sa chance historique. Pourtant, si l'on ne peut exclure que les socialistes français se foudroyent enfin dans le courant de la social-démocratie européenne, on imagine mal que disparaissent les grands mythes mobilisateurs qui semblent indispensables en France pour assurer la victoire de la gauche.

#### Prochain article :

LA DÉCOUVERTE DU CAPITALISME par ALAIN MERVIN

**en jeu**

LE VERTIGE DE LA FORCE

En les éditions de Didier Martens, F. Guérin, Frédéric Jau, J.-P. Garnier, C. Broussard, C. Truchet, B. Cassin.

UN GRAND MENSUEL POUR TOUTE LA GAUCHE

N° 16, OCTOBRE 84

Abonnements : 1 an : 220 F  
CCP n° 17 897 Paris  
Editeur de 18 Mal  
32 rue de Bourgogne, 75007 Paris

EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE

## SCIENCE & VIE

Un grand quotidien américain, le Wall Street Journal, dénonce la fabrication par les Soviétiques, de terribles armes biologiques. Des savants auraient intégré dans des virus courants, celui de la grippe par exemple, les gènes responsables de la fabrication du venin de cobra. Tellement épouvantable, que l'on a du mal à imaginer ! Science & Vie raconte... et commente cette enquête explosive. Découvrez aussi dans le même numéro :  
• Les enfants du froid, ou comment la cryobiologie est en train de créer une nouvelle race de hors-la-loi.  
• Télécom, la France contre l'Europe... à 36 000 km d'altitude.  
• Les scanners, ces récepteurs radio maudits.

En vente partant 12,50 F.



Jean BOISSONNAE  
Gérard Carreyrou  
Jean-Damien  
Alain Duhamel  
Frédéric Grondel  
Claude Jonckheere

LES 12 GRANDES  
SIGNATURES  
D'EUROPE 1

SERGE JULY  
Jean François Kahn  
Ivan Lwaj  
Jean MATOUK  
René Rimsch  
Guy THOMAS

Les N°s  
revient en  
EUROPE 1



## M. LIONEL JOSPIN A VALENCE

### Attention au thème de la « nouvelle » pauvreté

De notre correspondant régional

Valence. — « Périodiquement, les militants ont besoin de conforter leurs analyses, de passer à la pompe pour remplir leur réservoir d'arguments », observe le secrétaire de la section socialiste de Portes-les-Valence. Le samedi 6 octobre, M. Lionel Jospin a consacré plus de deux heures et demie à dialoguer avec les militants et les sympathisants de la Drôme, département où le PS a établi, depuis une bonne décennie, de solides têtes de pont. Trois de cinq cents personnes avaient répondu à l'invitation de la fédération départementale. La réunion, à laquelle participaient les parlementaires et M. Georges Filliaud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication, ancien maire de Romans, était ouverte à la presse.

Sur le plan économique, a dit M. Jospin, aucun gouvernement ne peut prétendre qu'il a des résultats miraculeux en période de crise. Aussi ne faut-il pas « laisser la droite développer le thème d'une « nouvelle » pauvreté ». « Il y a », dit M. Jospin, des phénomènes de pauvreté. Ils ne sont pas nés en 1981 ni en 1984. Et, sur ce plan, mieux vaut regarder du côté de l'Angleterre ou des Etats-Unis.

Le premier secrétaire a observé ensuite, au cours d'une brève conférence de presse, l'ambiguïté du comportement des socialistes. Dans les réunions internes, « les militants mettent surtout en avant les critiques », a-t-il dit, mais dans leur milieu de travail ou dans leur environnement quotidien « ils mettent en avant les réussites ». Au cours de son dialogue avec la salle, les premiers applaudissements reçus par M. Jospin ont salué une critique de la stratégie du pouvoir dans la répartition de la charge fiscale entre les impôts directs et indirects.

Le premier secrétaire s'est refusé

à chercher une « définition idéale » du rôle du PS. Seule certitude : « Si le parti se tait, il ne joue plus son rôle ». A un militant qui lui demandait comment il pouvait « administrer » les déclarations récentes de MM. Michel Rocard ou de Didier Motchane, le premier secrétaire a répondu que la contribution du ministre de l'Agriculture est « très estimable et intéressante », et qu'il n'est pas « choqué » par des interventions extérieures au parti.

La question de l'immigration ne domine pas l'air d'une approche unanime. M. Jospin a opposé les deux seules questions qui abordent ce sujet : « Où en est-on du droit de vote pour les immigrés ? », s'interrogeait une adhérente. « Je ne suis pas raciste mais je me sens devenir xénophobe », confessait un ouvrier de la vallée du Rhône. La voie médiane est encore à trouver entre ces deux sensibilités. L'extradition de trois réfugiés basques a suscité elle aussi des questions, auxquelles M. Jospin a répondu longuement avant de résumer brutalement sa position : « Est-ce que la motivation politique justifie la balle dans la nuque ou l'attentat aveugle ? »

Les questions de politique intérieure n'ont pas retenu l'attention des militants. Une seule des cent cinquante questions posées sur carte postale portait sur les vertus comparées des modes de scrutin majoritaire et proportionnel. Cinq cartes postales posaient le problème de la stratégie à adopter par rapport aux communistes. L'unanimité semblait acquise, dans la salle, sur le refus de « pleurer à la porte de la belle ». Le responsable socialiste a invité les adhérents à faire porter le débat sur des thèmes très simples. Dans les entreprises, dans les bureaux, on peut désormais s'attendre à des interpellations du type : « Comment peut-on être si indulgent avec Tchernomir et si sévère avec François Mitterrand ? »

CLAUDE RÉGENT.

La lutte contre la pauvreté. — Le MRG propose une « contribution volontaire ». Les radicaux de gauche suggèrent de financer « une série de mesures d'urgence », grâce à une contribution volontaire des citoyens, accompagnée d'une incitation fiscale suffisante. Soixante-dix pour cent des fonds récoltés seraient utilisés par chaque département pour son propre plan de lutte contre la pauvreté, tandis que 30 % seraient affectés à un fonds national pouvant bénéficier d'un complément de crédit d'Etat. Ce fonds serait géré par une mission nationale « composée de parlementaires, de représentants, d'associations déjà engagées dans de telles actions, et de représentants de l'Etat ».

## Le PCF dresse un bilan négatif des nationalisations

Trois cent cinquante militants communistes du secteur public et nationalisé ont participé à la rencontre nationale organisée à Pantin (Seine-Saint-Denis), le samedi 6 octobre, par la section « entreprises » du comité central du PCF. Les débats ont illustré les critiques résumées, dans son discours de clôture, par M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du PCF. Selon M. Gayssot, « le trait dominant, c'est une sorte de dérive négative du secteur public et nationalisé, qui tourne le dos aux espoirs que les salariés et le mouvement ouvrier avaient placés en lui ».

Ce jugement est justifié, a dit M. Gayssot, par le « bilan des trois premières années pour les entreprises nouvellement nationalisées » et par les « blocages sérieux qui entravent le fonctionnement de l'ancien secteur nationalisé ». Le reproche principal que les communistes adressent au secteur public et nationalisé est de s'en tenir aux « vieux choix de gestion capitalistes, comme si le CNPF tenait toujours les leviers de commande », ce qui aboutit à des réductions d'activité et d'effectifs. « Près de deux cent mille emplois sont directement menacés par les opérations de « dégraissage » dans les entreprises nationalisées », a affirmé M. Gayssot.

En second lieu, les communistes estiment que les entreprises nationalisées « fonctionnent », en fait, « comme des entreprises étatisées ». « L'Etat est entré, mais la démocratie, elle, est restée à la porte », a dit M. Gayssot. Il a expliqué, au cours d'une conférence de presse qui a suivi la réunion, que « le fait que la majorité des membres du conseil d'administration soit désignée par le gouvernement est un vecteur d'étatisme et de tutelle bureaucratique ». En déconçant, à la fois, les

« décisions unilatérales » des directions et leur absence d'« autonomie de gestion » par rapport au gouvernement, les communistes mettent en cause, au nom du refus de l'« étatisme », la consigne donnée par le pouvoir aux entreprises nationalisées : rétablir les équilibres financiers. Interrogé sur cette question, M. Gayssot s'est borné à déclarer que « s'attaquer aux déficits par des suppressions d'emplois, c'est archaïque ».

Les militants communistes du secteur public et nationalisé sont invités à établir entre eux « des relations militantes nouvelles », visant à promouvoir la « solidarité », que ce soit « au sein des groupes » ou « entre groupes et banques ».



l'homme  
le plus long  
s'habille  
chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
26, boulevard Malesherbes Paris 8  
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

## Une nouvelle collection d'Histoire : La femme au temps de...

dirigée par Laurence Pernoud

Dominique Desanti

### La femme au temps des ANNÉES FOLLES.



Stock

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs  
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

## ELLE VOUS ATTEND. ILS VOUS ATTENDENT.

Les nouvelles Honda 85 sont arrivées chez vos concessionnaires. Venez les essayer. Vous commenterez avec des passionnés d'automobiles les dernières innovations technologiques Honda. Une des voitures à découvrir : la nouvelle Accord EX 1,8 L, 12 soupapes.



Nouvelle Accord 1,8 L



Pour la région parisienne et la province appelez Honda France : 16 (4) 005.90.12.

PARIS 5°  
Garage Sainte Geneviève  
6, Place du Panthéon  
Tél. : (1) 354.29.96

PARIS 11°  
Garage de l'Alhambra  
5, Av. de la République  
Tél. : (1) 805.78.07

PARIS 15°  
Cambronne Automobiles  
2, rue Cambronne  
Tél. : (1) 783.70.25

PARIS 16°  
Japauto  
27, Av. de la Grande Armée  
Tél. : (1) 500.14.51

PARIS 17°  
Legendre Auto Sport  
97, rue Legendre  
Tél. : (1) 627.86.30

PARIS 17°  
G.P.A.  
11, Av. de la Porte d'Asnières  
Tél. : (1) 622.44.66

PARIS 19°  
Super Car's  
Tél. : (1) 840.69.87.

## Vincent, François, Paul et les autres... tous réunis page 15

Une nouvelle inédite des Télécommunications.

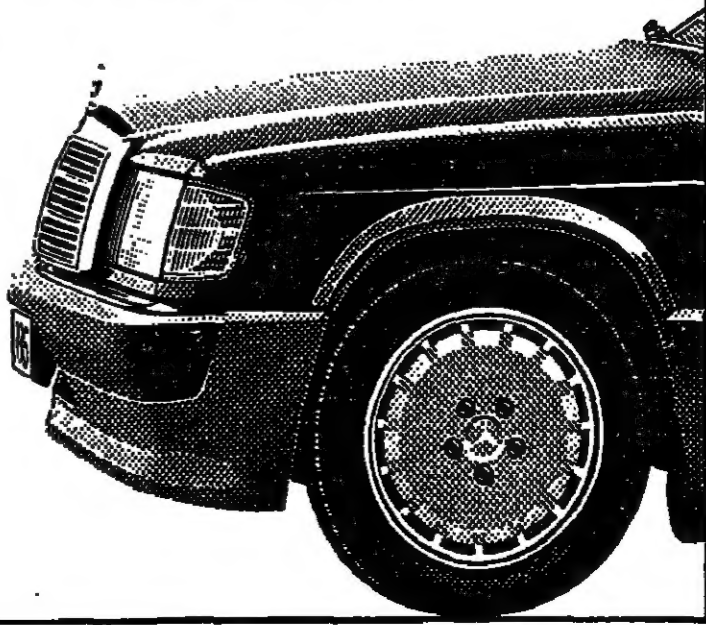
# LA FIEVRE DES RECORDS A LA GRANDE CASCADE.

A la Grande Cascade du Bois de Boulogne  
du 4 au 14 Octobre 84.

Venez découvrir la Nouvelle 190E 2.3-16  
qui a battu 12 records du monde  
et essayer tous les autres modèles 85:  
la gamme des 200,  
les 4 x 4, les Classes S et les 190.



MERCEDES-BENZ









*Une nouvelle inédite des Télécommunications.*



EN 1985

## Le budget de la santé progressera légèrement moins que l'ensemble des dépenses de l'Etat

La santé sera-t-elle l'un des parents pauvres du budget de 1985 ? La question peut se poser puisque, selon le projet de budget, ses crédits progresseront de 5 % en 1985, soit moins que l'ensemble des dépenses de l'Etat (6 %) : leur total atteindra, en année pleine, 5,14 milliards de francs.

Mais cette appréciation doit être nuancée de deux remarques : en premier lieu, les crédits affectés au poste santé ne constituent qu'une fraction du vaste budget de la solidarité et des affaires sociales : celui-ci, qui atteindra pour 1985 près de 31 milliards, comporte, avec l'administration de la santé, quelques « parties communes ». Ensuite et surtout, les 5 milliards soumis au vote du Parlement ne représentent qu'une partie infime de ce que les Français dépensent effectivement pour leur santé et qui ne fait bien évidemment l'objet d'aucun vote. Les prescriptions des médecins de ville, les dépenses hospitalières, la consommation pharmaceutique, se décident en dehors des hémicycles. Au total, la « consommation médicale finale », soit l'ensemble des dépenses engagées en France au titre de la santé, a atteint, en 1983, 319 milliards de francs, ce qui représente 8,1 % du produit intérieur brut et situe la France dans une position médiane par rapport aux autres pays industrialisés.

Cela dit, la manière dont l'Etat utilise cette modeste enveloppe - celle de budget - n'est nullement

indifférente pour l'évolution et l'orientation de la politique sanitaire : définissant une orientation gouvernementale, elle permet d'encadrer certaines actions ou, au contraire, d'en ralentir d'autres.

Sur ces 5,14 milliards de francs, plus de la moitié (3 milliards) sont absorbés par les « dépenses obligatoires de santé », qui augmentent, selon le projet de budget, nettement plus que l'enveloppe santé tout entière.

Cette augmentation s'explique essentiellement par l'appui que le gouvernement est décidé à apporter, en 1985, à la psychiatrie « de secteur » (extra-hospitalière), aujourd'hui entièrement à la charge de l'Etat et que l'exercice 1984 avait fait sacrifier en l'ampuntant de 350 millions. Le rétablissement dans ce domaine, pour la fin de l'exercice en cours (le Monde du 4 octobre), de 290 millions de francs, marque un redressement de la politique sociale. Cet effort devrait continuer en 1985 puisque le projet de budget affecte à ce seul poste 375 millions de francs.

### Baisse des subventions aux hôpitaux

Dans les « dépenses obligatoires de santé » figurent aussi les interventions sanitaires dans les départements et territoires d'outre-mer, la lutte contre les épidémies, l'alcoolisme et les toxicomanies, toutes activités qui, à la suite de l'application des lois de décentralisation, sont placées - au même titre que la psychiatrie de secteur - à la charge de l'Etat (alors que d'autres types de dépenses, tel que la lutte contre la tuberculose, certaines actions de soutien aux personnes âgées et la protection maternelle et infantile sont placées à la charge des départements).

La deuxième volet du budget de la santé se compose des subventions proprement dites de l'Etat aux équipements lourds - notamment aux

hôpitaux - et aux établissements de formation des médecins et des paramédicaux. Cette partie du budget va souffrir nettement plus que la première. En effet, les autorisations de programme, c'est-à-dire la participation de l'Etat à des investissements à long terme, fléchissent de 25 % selon le projet de budget ; les crédits de paiement, quant à eux, c'est-à-dire les dépenses à court terme, baissent de 4 %.

Ces chiffres montrent qu'aucun des travaux et chantiers déjà engagés dans le domaine hospitalier ne devraient être interrompus au cours de l'année 1985 et que la priorité accordée par le gouvernement à l'acquisition de certains équipements lourds tels que les scanners, pourra être maintenue. En revanche, l'équipement de la France en lits et en « murs », jugé quantitativement suffisant, ne devrait plus augmenter. Ce qui correspond aux objectifs du IX<sup>e</sup> Plan, où figure même la suppression de vingt-huit mille lits.

Autres domaines sur lesquels s'exprime le resserrement budgétaire : la formation des personnels, certains programmes régionaux de prévention, diverses actions en faveur de la maternité et de l'enfance, ou de la protection de l'environnement. En revanche, ne seront amputés ni les crédits accordés à l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes, ni ceux que l'Etat destine aux statistiques sanitaires et à l'épidémiologie, dont l'insuffisance en France est reconnue.

Budget d'austérité, donc. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter la mesure qu'a prise le gouvernement au début d'octobre en décidant d'accorder 1,25 milliard de francs supplémentaires aux hôpitaux publics pour la fin de l'exercice 1984 (le Monde du 4 octobre). Un geste destiné à montrer aux gestionnaires des établissements de soins que le gouvernement n'est ni aveugle, ni sourd à leurs préoccupations.

CLAIRE BRISSET.

LES MEDECINS ET LA SOUFFRANCE

## L'appel du 19 septembre a recueilli une centaine de signatures

Le docteur Claudine Bouchet, psychanalyste, était l'un des cinq signataires de l'appel de médecins en faveur de l'accompagnement des mourants, publié le 19 septembre dernier (le Monde du 20 septembre). Elle s'explique ci-dessous sur cette initiative qui a déjà recueilli une centaine de signatures.

La grande vertu de l'analyse n'est-elle pas l'écoute ? N'est-elle pas aussi, à travers l'apport de sa propre analyse, d'être en mesure de mieux comprendre le sens de ses propres mouvements intérieurs ?

Qui me dira alors ce qui anime aujourd'hui nos « nouveaux moralistes » pour qu'ils ne puissent entendre tout discours qui n'est pas le leur ? Si la psychanalyse nous enseigne ce que sont ces besoins (ceux « des malades et des mourants »), comment se fait-il qu'elle serve si peu, ou si mal, à ceux qui se l'accaparent, pour comprendre le besoin des vivants rassemblés à Nice, lors du congrès des Associations pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD). De quoi s'agissait-il, sinon de faire entendre leur angoisse face à la mort, certes,

mais plus encore face aux conditions de la fin de la vie, face à la crainte de ne pouvoir établir avec le médecin, dans le dernier temps de l'existence, le dialogue qui trop souvent, hélas ! ne s'est jamais mis en place.

Plus étrange encore, comment se fait-il qu'ils n'entendent pas et ne se réjouissent pas de l'appel lancé par cinq médecins à leurs confrères pour la prise en compte globale des conditions de la fin de la vie, non pas manifeste en faveur de l'euthanasie comme la presse dans son besoin de sensationnel l'a trop dit, mais « déclaration » (en vue d'un manifeste) (1) dont l'esprit est si près de ce qu'ils disent défendre.

Car, oui, la psychanalyse peut apporter beaucoup (mais pas tout) dans le travail que nous avons tous à faire, soignants, parents, enseignants, pour lever le refoulement que le consensus social s'est employé à mettre en place sur la vérité que, quels que soient les progrès de la médecine, nous sommes tous mortels et que cela n'empêche rien à la valeur de la vie.

(1) Les médecins en accord avec le contenu de ce texte peuvent adresser leur signature à M<sup>me</sup> Falcet, 65, rue de la Tombe-Isidore, 75014 Paris.

## Les rémunérations des internes des hôpitaux généraux sont majorées

Un arrêté publié au Journal officiel du 7 octobre fixe les modalités de rémunération des internes des régions sanitaires (c'est-à-dire les internes des hôpitaux non universitaires), qui font grève depuis deux semaines pour protester contre le « manque à gagner » que leur fait subir la réforme du troisième cycle des études médicales (le Monde daté 7-8 octobre). Il résulte de cet arrêté que les internes des régions sanitaires de première et de deuxième année percevront le même salaire que les internes de première année du nouveau régime. D'autre part, les internes des régions sani-

taires de troisième et de quatrième année seront rémunérés comme les internes de deuxième année du nouveau régime, avec une majoration annuelle d'ancienneté de 1 200 francs. Cette majoration sera portée à 2 400 francs, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1985.

Les internes des hôpitaux non universitaires, jugent ces mesures « nettement insuffisantes », puisqu'elles ne compensent pas intégralement le manque à gagner que leur fait subir la réforme. Ils devaient décider lundi 8 octobre dans l'après-midi de la suite à donner à leur mouvement.

## QUATRE GÉNÉRALISTES SE DÉCLARENT SOLIDAIRES DU DOCTEUR FOURNIER

Après la parution de l'article intitulé « Hippocrate et les drogues » (le Monde du 3 octobre), relatant la suspension d'un médecin des Alpes-Maritimes pour infraction à la législation sur les stupéfiants, quatre médecins parisiens nous ont adressé la lettre suivante :

Nous, médecins généralistes, nous sentons particulièrement émus, indignés et menacés dans notre liberté d'exercice par la procédure absurde et infamante de suspension d'exercice, pour une durée indéterminée, dont vient d'être victime le docteur Jean-Claude Fournier, médecin généraliste à Tourrettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes) : perquisition arbitraire, notification de suspension immédiate sans possibilité de défense, expertise médicale à la demande du parquet, etc. Nous rappelons que le docteur Fournier est sous le coup d'une inculpation qui met en cause son honneur et sa dignité de médecin pour avoir prescrit comme il le devait des drogues antalgiques opiacées à un malade mourant et avoir tenté d'aider comme il le pouvait avec ces mêmes drogues de jeunes toxicomanes.

Nous nous déclarons entièrement solidaires du docteur Fournier pour avoir eu dans de semblables circonstances la même attitude conformément à ce que nous impose notre éthique médicale. Nous affirmons que nous continuerons. Nous appelons tous les médecins à manifester leur émotion et leur soutien (y compris financier) au docteur Fournier en nous adressant leur signature : 5-15, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris, tél. : 540-51-14.

Docteurs Jean-Pierre Lhommé, Dominique Mouchonnet, Philippe Van Es et Anne Valéry-Léves.

● *Servants du cœur* - Contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'encadré « L'encadré public » (le Monde daté 7-8 octobre), la Fédération de cardiologie ne délivre pas gratuitement le numéro spécial de sa revue *Cœur et santé* consacré à l'infarctus. Il coûte 15 F.

### TRANSIT INTERNATIONAL

#### AUTOMOBILES - BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGERIE - TUNISIE  
MAROC - AFRIQUE - DOM-TOM  
MOYEN ORIENT etc.

#### TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP SAIL - 11600-03-04  
20, rue la Sœur - 75116 Paris

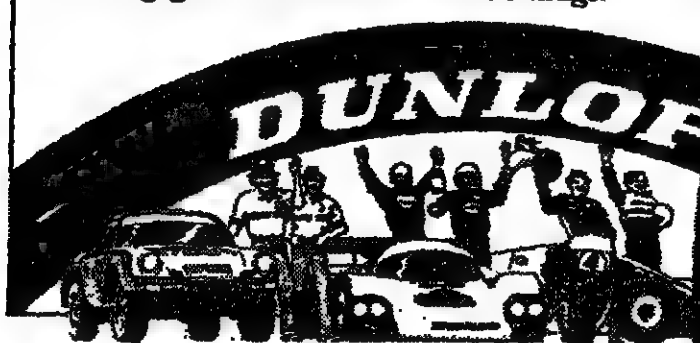
# Dunlop gagne. Vous aussi.

### 1984. Dunlop gagne :

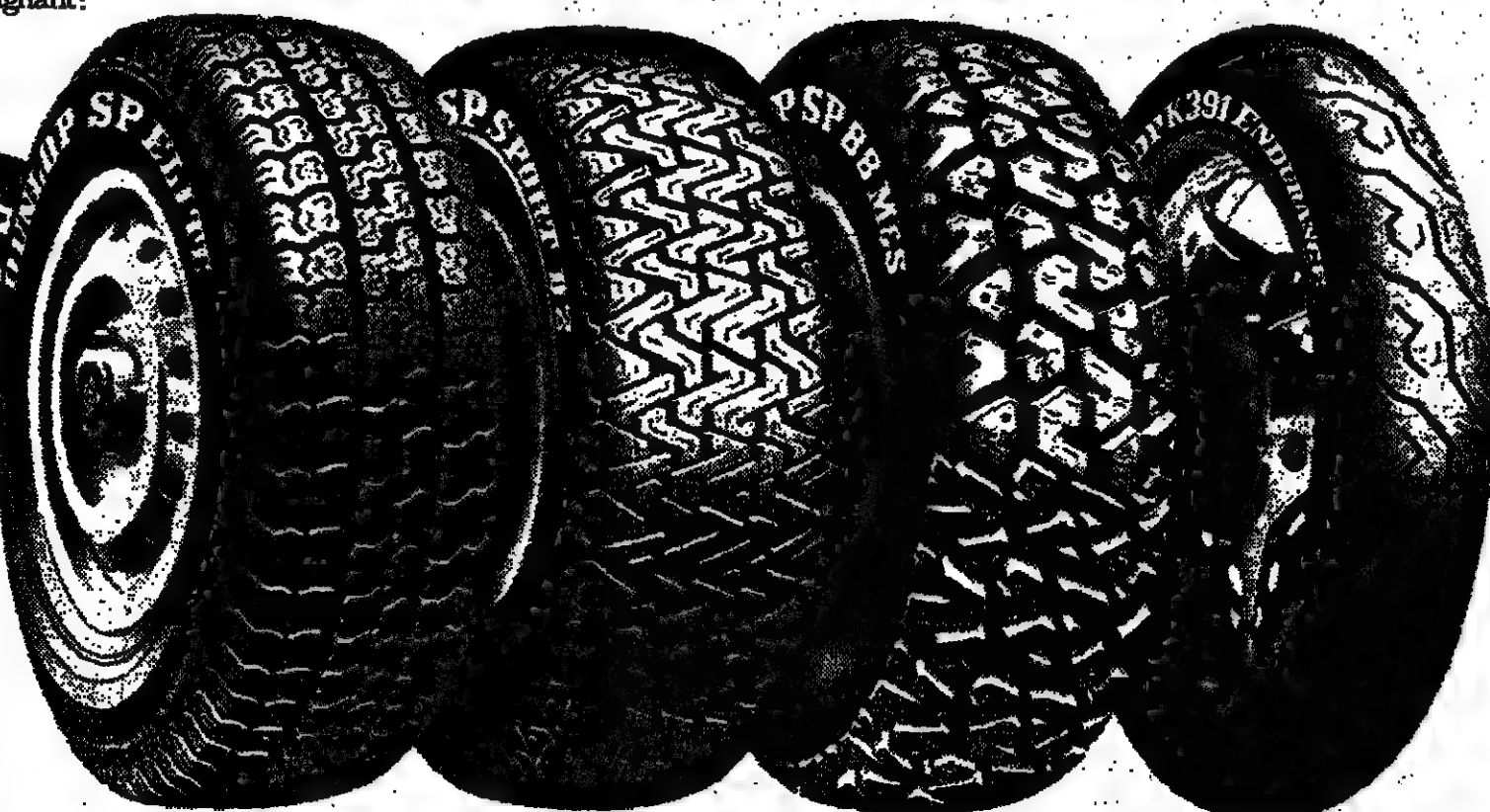
- Paris-Dakar
- Metge-Lemoyne
- 24 heures du Mans
- Pescarolo-Ludwig
- Championnat du Monde Moto 500
- Lawson
- Championnat du Monde des Marques
- Porsche

A chacune de ces victoires, Dunlop confirme les progrès de ses technologies.

A chacune de ces victoires, vous aussi, vous êtes gagnant : vos pneus bénéficient de l'expérience compétition. SP Elite, SP Sport, SP 88 "hiver", K 391. Vous gagnez en sécurité. Et en kilométrage.



**DUNLOP**  
L'ESPRIT DE COMPETITION





## Faits divers

### Un chasseur sachant tuer

Ce samedi après-midi 6 octobre, Cosimo Liperoti, un artisan maçon de quarante-huit ans, originaire du sud de l'Italie, jouait aux cartes dans son jardin de La Valette (Var) avec trois amis lorsque survinrent deux chasseurs, en battue pour le sanglier. Cosimo avait été légionnaire en Algérie. Depuis, il s'était promis de ne plus toucher une arme. Il est membre du Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) et il veut faire respecter une circulaire du ministère de l'Intérieur qui interdit de chasser à moins de 150 mètres des habitations.

Les deux chasseurs - deux frères, - entrés dans la propriété du maçon, sont en infraction. Il leur demande de passer leur chemin. Mais le « chef de battue » ne l'entend pas ainsi. M. Michel Thibaud, trente-trois ans, maçon, lui aussi, et son frère d'armes frappent Cosimo Liperoti. Sa compagne appelle la police. Les deux chasseurs regagnent leur voiture, mais, avant de décamper M. Michel Thibaud

épaulé et tira. L'ancien légionnaire reçoit une décharge de chevrons au bras et au ventre. Il meurt après son transfert à l'hôpital de Toulon.

Sur le portail de sa propriété, Cosimo Liperoti avait placé un écriteau : « Ici commencent le respect de la vie et l'amour de la nature ».

Le ROC, dans un communiqué, demandant aux pouvoirs publics de prendre des mesures « pour la sécurité des non-chasseurs confrontés à l'agressivité du lobby chasse ». Et Brigitte Bardot, dans une « lettre ouverte aux chasseurs », dénonce la tyrannie des « tueurs agréés » et constate qu'« une minorité - 1 800 000 porteurs de fusil - agit en dictateur devant l'écrasante majorité des non-voleurs ».

Les deux chasseurs devaient être défrétés au parquet le lundi 8 octobre.

ROGER GANS.

### L'enquête sur la mort d'un adolescent dans l'Oise

#### Les deux policiers n'ont pas été suspendus

De notre correspondant

Beauvais. - M<sup>me</sup> Peignot, juge d'instruction à Senlis, chargée de l'affaire de Montataire (Oise), qui a coûté la vie à un adolescent de seize ans tué par un brigadier de police de corps urbain de Creil (le Monde daté 7-8 octobre), a incipé, vendredi 5 octobre, les trois compléments de la victime, MM. Jean Ducrot, Gilles de Vallens et Michel Tavinot, de vol avec violence. Seul M. Michel Tavinot, vingt-neuf ans, qui était sorti le 27 septembre de la prison de Liancourt, où il purgeait une peine pour cambriolage, a été écroué vendredi soir. M. Ducrot et M. de Vallens ont été placés sous contrôle judiciaire. Déserteur, le second a été reconduit à son lieu d'incorporation, la caserne de Montataire.

Après avoir été placés en garde à vue et entendus par l'inspection générale de la police nationale (IGPN), le brigadier Gérard Crouquet (un revolver 357 magnum) ne lui a pas été restitué.

Cette affaire a été évoquée dimanche matin par M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui s'était rendu au château de Montvillargne à Gouvieux (Oise), où il participait à un colloque. Sans doute mal informé, M. Chirac a affirmé : « Il est inadmissible que les deux policiers soient suspendus de leurs fonctions, alors qu'ils faisaient leur métier. C'est désormais donner la part belle aux voleurs ».

Le soir même, au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Chirac est revenu sur l'affaire : « Le découragement de la police, n'est-il dit, est un problème capital pour un État républicain et pour une démocratie. Or c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons [...] ». Après avoir rappelé les circonstances du drame, M. Chirac a ajouté : « Instantanément, on suspend les deux policiers, et on ouvre une enquête. Qu'on fasse une enquête, c'est tout à fait légitime. Mais que l'on préjuge de ce qui devait être fait en suspendant ces policiers et, par conséquent, en les condamnant un peu à priori est tout à fait scandaleux. S'il apparaît très clairement que les policiers ne peuvent plus utiliser leurs armes en cas de légitime défense, soit pour rattraper les délinquants qui fuient, alors il ne faudra pas s'étonner si les délinquants n'obéissent absolument plus aux injonctions de la police et si la police renonce totalement à faire son métier ».

PHILIPPE LACOCHE.

## A ROUBAIX

### Une marche pour la sécurité

De notre correspondant

Lille. - Cinq cents personnes environ ont participé, dimanche 7 octobre à Roubaix, à une marche pour la sécurité. En organisant cette manifestation, le mouvement Roubaix aux Ronbaisiens, qui compte deux élus au conseil municipal depuis les élections de mars 1983 (il avait obtenu 10 % des suffrages) et l'Association des chevaliers de Roubaix, qui se présente comme une association d'aide aux victimes et de vigilance, réclamaient la « protection des personnes et des biens » et entendaient « libérer la ville de la peur ».

On pouvait craindre que ces mots d'ordre, lancés dans une agglomération où la population immigrée est nombreuse et où la liste de M. Le Pen a obtenu 19 % des suffrages aux élections européennes en juin 1984, ne provoquent des affrontements teintés de racisme.

En fait, les cinq cents manifestants (c'est peu par rapport aux mille deux cents adhérents que revendique la seule association des chevaliers de Roubaix) ont défilé entre le commissariat central et l'hôtel de ville dans le calme, au son d'une musique militaire à peine amplifiée par un haut-parleur, au milieu de passants presque indiffé-

rents. Une délégation a été reçue par le sénateur et maire, M. André Diligent (CDS).

« Nous voulons retrouver notre liberté de vivre autrement que dans la peur », lui a déclaré M. Marcel Lecluse, chef de file de Roubaix aux Ronbaisiens, qui demandait également des effectifs et des moyens supplémentaires pour permettre à la police « de répondre au coup par coup aux assassins, aux lâches qui sont les délinquants ».

Cette manifestation se voulait aussi un hommage aux policiers morts en service. Une gerbe a été déposée devant la façade du commissariat central par M<sup>me</sup> Catherine Carton, la fille du policier tué à Auxerre le 30 août dernier, Claude Schaeffer (le Monde du 6 septembre).

A l'annonce de cette marche, plusieurs organisations de gauche (dont le PS, la CGT, la CFDT) avaient, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, dénoncé le caractère démagogique de l'appel et mis en garde la population « contre l'exploitation que l'extrême droite pourrait faire de cette initiative ». Mais elle s'était refusée à organiser une contre-manifestation. De son côté, l'attitude de M. Diligent était très prudente et réservée. Sans condamner l'organisation de cette marche, il n'a pris que très tard la décision de recevoir une délégation. La veille, le sénateur, et maire avait rendu publique une proclamation des travailleurs étrangers de Roubaix demandant « la paix dans la ville » et notamment de donner « à la police et à la justice les moyens d'accomplir pleinement leur mission de répression ». « Je constate, pouvait ainsi affirmer M. Diligent, un consensus entre tous les Roubaixiens honnêtes pour réclamer la sécurité et en chercher les moyens ».

JEAN-RENE LORÉ.

## SCIENCES

### LA MODIFICATION DU PROGRAMME DES ASTRONAUTES DE CHALLENGER

#### Bricolage en orbite

Des antennes défectueuses ont conduit, samedi 6 et dimanche 7 octobre, les astronautes de Challenger à modifier leur programme. L'une de ces antennes est censée envoyer les images de la Terre vers le satellite-relais TDRS-1, en orbite géostationnaire, ce qui permet leur retransmission, quand la navette n'est pas en vue d'une station terrestre. Le système de pointage de l'antenne ne fonctionnait pas et l'antenne était agitée de mouvements in-

contrôlés. Sally Ride et Kathryn Sullivan, les deux astronautes féminines de Challenger, ont ouvert le boîtier de commande et, en coupant une connexion, ont pu immobiliser l'antenne. Le commandant de bord Robert Crippen et le pilote Jon McBride ont ensuite fait tourner la navette sur elle-même pour qu'à certains instants l'antenne pointe en direction du satellite. Sont alors émises les images prises auparavant et enregistrées sur bande magnétique.

L'autre antenne, de beaucoup plus grande taille, est celle du radar d'observation de la Terre. Elle est constituée de trois panneaux. L'un d'eux refusait de se déplier. Sally Ride a utilisé le bras télémanipulateur pour le pousser, et il s'est finalement mis en place. Mais la sortie dans l'espace de David Leetsma et Kathryn Sullivan a été reportée de mardi à jeudi. Ils doivent au cours de cette sortie répéter des opérations de bricolage qui permettront au cours de futures missions de remplir d'hydrazine les réservoirs de satellites qui auraient épuisé leur stock. Ils profiteront de leur présence dans la soute pour replier manuellement l'antenne si celle-ci n'obéit pas correctement à la télécommande.

Le reste du programme s'est effectué sans incident. En préparation à ces « ravitaillements spatiaux », un transfert d'hydrazine a été fait entre deux réservoirs présents dans la soute de la navette. Le Canadien Marc Garneau a commencé de mettre en œuvre les nombreuses expériences qu'il doit réaliser. Et l'orbite de Challenger a été abaissée à 219 kilomètres d'altitude, de manière à affiner les images prises par la caméra à grand champ et par le radar. - (AP, UPI, Reuters, AFP.)

## RELIGION

### LE PÈRE SCHILLEBEECKX A ÉTÉ CONVOQUÉ AU VATICAN

Le théologien belge Edouard Schillebeeckx a déclaré, dimanche 7 octobre, à la radio néerlandaise, qu'il avait été convoqué le mois dernier au Vatican pour s'expliquer sur son livre *Le Ministère ecclésiastique*, et qu'il risquait d'être condamné pour les thèses qu'il y développe.

C'est la troisième fois que Rome se tourne contre ce dominicain, âgé de soixante-dix ans, qui a été de 1958 à 1982 professeur à la faculté de théologie de Nimègue (Pays-Bas). Il a cependant échappé à la condamnation jusqu'à présent.

Dans l'ouvrage contesté, paru en 1980, le Père Schillebeeckx plaide en faveur de la possibilité de faire administrer l'eucharistie par les laïcs dans certains cas exceptionnels. Il y défend l'ouverture du ministère aux femmes et aux personnes mariées et la désignation des responsables du clergé par la paroisse locale. - (AFP)

## Vincent, François, Paul et les autres... tous réunis page 15

Une nouvelle inédite des Télécommunications.

# VCR

GRANDISSEZ  
AVEC UN GRAND DE  
L'INFORMATIQUE

Depuis 100 ans, NCR offre au monde des affaires les grands moyens de sa réussite. Du plus petit micro-ordinateur aux systèmes informatiques les plus puissants, NCR révolutionne les méthodes de gestion. Quelle que soit votre branche d'activité, NCR dispose de terminaux spécialisés : finance, distribution, télécommunication, industrie.

Depuis 100 ans, les innovations technologiques constantes de NCR en font un géant de l'informatique implanté dans 120 pays. En France, NCR met à votre service ses 36 agences et centres techniques, ses 900 ingénieurs et spécialistes de maintenance et de support logiciel. Pour faire grandir votre entreprise, n'attendez pas 100 ans, rejoignez un grand.

**NCR**

1884-1984

NCR France, Tour Neptune, 20, place de Saïe, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense. Tél. 779.13.33. Telex : NCR 3.200 D.E. Stand 5467.

jeune  
**afrique  
ECONOMIE**

le n° 48 vient de paraître  
Au sommaire :

**COMMENT CREER  
SON ENTREPRISE**  
en Tunisie, au Maroc et en Algérie.

**AIR AFRIQUE : K.O.**

En vente chez votre  
marchand de journaux

**les éditions jeune afrique**  
3, rue de la République, 92000 Nanterre







# Vincent était à New-York, François à Montpellier, Paul en Angleterre, et moi à mon bureau, comme d'habitude...

Sur l'autoroute qui le ramène vers New-York, Vincent peste contre cette limitation de vitesse qui rend interminables ces trajets déjà si longs. Sa grosse américaine de location se traîne parmi les autres voitures, en longues files qui paraissent immobiles.

Cette lenteur inhabituelle fait naître chez Vincent une impatience nerveuse. Pour éviter tout risque de se faire arrêter, sirènes hurlantes, par ces voitures de police jaillies de nulle part, Vincent a enclenché le "cruise control".

La voiture s'est stabilisée aux 55 mph réglementaires et Vincent pense à son rendez-vous à New-York. Pas question de le manquer : toute la conduite à tenir lors de la négociation de demain va se décider là, tout à l'heure, tous ensemble. Une affaire importante, qui va donner un nouveau souffle à la société et qui va, surtout, lui ouvrir tout le marché du Mexique. Et pour lui, responsable de l'export, la réalisation d'objectifs qui vont pulvériser les prévisions.

En même temps qu'il approche de la ville, Vincent réalise que cette réunion ne l'oblige pas réellement à regagner son hôtel.

Totalement détendu, il sait qu'il atteindra tout de même New-York assez tôt et qu'il passera une bonne nuit avant sa réunion. Ensuite dès 6 heures du matin, il sera à pied d'œuvre pour décoller vers Toronto, les idées claires...

Tout près de Montpellier, dans le patio d'une grande villa, François relit son rapport pour la quatrième fois. Pour la quatrième fois, il pianote sur sa calculette solitaire qu'il a rapportée de Hong-Kong. C'est lui qui va, tout à l'heure, défendre le montage financier de ce projet qui mobilise toute la société depuis plusieurs mois. Pas question de bégayer sur un ratio, d'hésiter sur un pourcentage. Il faudra, pourtant, faire preuve de beaucoup de souplesse. L'entreprise est en concurrence, et François le sait.

Il y a une heure à peine, François achevait d'animer un séminaire de gestion pour les cadres de sa société. La bâtisse est maintenant silencieuse comme un pensionnat que les élèves en vacances viennent de quitter.

Réunion dans une demi-heure. Cette atmosphère de grande maison vide, que d'autres trouveraient trop calme, ne déplaît pas à François. Elle lui rappelle ces soirées de préparation au concours, et il revit les mêmes émotions, rajeuni en quelque sorte à l'idée de l'oral qui l'attend.

La troisième éprouvette vient de casser avec un bruit sourd qui fait sursauter cinq blouses blanches présentes autour du banc.

Paul a tenu à faire tester des échantillons de l'alliage par un laboratoire officiel. Et puis, la caution d'un institut britannique constitue un argument de poids face à une opposition fortement anglo-saxonne.

Tout près de la machine d'essai, cinq visages viennent de se pencher sur la feuille de l'enregistreur. Cette troisième mesure le confirme : ce matériau tient ses promesses.

Bien sûr, Paul aurait pu faire confiance aux experts, mais il tient trop à sa réputation dans la société. Technicien infatigable, ingénieur perfectionniste, théoricien tâtillon : ses collègues en rajoutent volontiers lors des réunions habituelles. Et si Paul le prend parfois mal, il le fait plutôt par jeu car il serait déçu, dans le fond, d'être pris pour un ingénieur comme un autre.

Dans le taxi qui le ramène vers le centre de Londres, où il est sûr de trouver une cabine téléphonique, Paul relit les diagrammes d'essais et encadre les chiffres importants. Il a ren-

dez-vous dans vingt minutes. Il lui faudra aller vite, à l'essentiel, car les autres ne partagent pas toujours sa passion de la technique...

Voilà deux jours que Catherine est arrivée à Strasbourg, deux jours qu'elle n'a pas quitté ce bureau que la Salle des Congrès a mis à sa disposition. La conférence de presse a lieu jeudi : Catherine a besoin, aujourd'hui même, des derniers éléments qui vont compléter ses dossiers d'information.

La société qui a convoqué la presse doit annoncer ses nouvelles structures et ses ambitions à l'étranger. Mais si la négociation en cours aboutit, l'annonce, à chaud, de ce contrat fabuleux, va à coup sûr attirer les grands noms de la presse et de la TV.

Responsable des plus gros dossiers dans un cabinet de relations publiques, Catherine a conscience de jouer ici un grand tournaant dans sa carrière. Il est question, en effet, de lui confier la direction de l'agence de Bruxelles...

Dans vingt minutes, réunion. Une réunion où elle devra beaucoup écouter et poser toutes les questions essentielles, sur un sujet technique qui lui est maintenant bien familier.

Plus que dix minutes. Catherine commence à rassembler les questionnaires qu'elle a préparés...

Je viens de passer l'après-midi dans les encombrements. Mon avion qui avait du retard, pour commencer. Et puis, cette manifestation qui m'a fait décaler ma réunion avec notre conseil juridique. Enfin...

J'attends avec impatience notre rendez-vous de tout à l'heure. Je ne suis pas inquiet, non. J'ai le pressentiment que tout le monde sera là, à l'heure, détendu, et que tout va bien se passer.

Tiens, plus que cinq minutes avant de se retrouver... Derrière moi, les tours de la Défense, grises en cette fin de matinée ordinaire. Devant moi, l'ordre du jour et mon éternelle calculatrice.

Je compose le numéro. J'ai le répondeur, ça marche : - "Bonjour. Au top sonore vous entrez en réunion-téléphone... Bonne réunion et à bientôt."

Ça y est. Ils vont tous arriver. La réunion va commencer. Je parle le premier :

- Allô, Vincent ?  
- Présent. Je viens de me faire réveiller. Il fait encore nuit à New-York. Ça va ?  
- Très bien. François est là ?  
- Je suis là, plein soleil à Montpellier.  
- Bonjour ! C'est Paul, je saute d'un taxi, je suis dans une cabine.  
- Oui ! Catherine au bout du fil. Drôlement heureuse de vous entendre...

- Bravo. Tout le monde est à l'heure. On peut commencer... Vous avez tous l'ordre du jour. François, peux-tu le résumer ?

- O.K. Premier point...

Cette fois, la réunion est commencée. Jamais je ne me suis senti aussi proche de Vincent, François et Paul. Ils sont là, le sujet sur le bout du doigt.

Cette présence au bout du fil prend une consistance qui me rassure, m'ennivre presque. Les questions partent, les réponses viennent, rapides, précises. Très vite, ça se construit. Tout le projet prend corps, la proposition se verrouille. A s'entendre ainsi, tous sur la même ligne, jamais on ne s'est senti aussi forts.

Je repense à ces réunions mouvementées, anarchiques, où chacun, bien malgré lui, arrivait en retard, se laissait dériver. Je repense au temps, à l'énergie gaspillés et à certains dossiers insuffisamment préparés qui nous ont sûrement fait manquer des marchés.

Notre réunion-téléphone se poursuit. Je découvre que Paul, plutôt réservé d'habitude, s'explique avec assurance. Vincent, curieusement, n'abuse pas de ses talents de vendeur. François, au téléphone, n'a rien perdu de sa rigueur. Et Catherine, que nous ne connaissions pas, a l'air diablement efficace.

J'ai l'impression que chacun se rend compte de cet équilibre quasi parfait et pense déjà reprendre à son compte cette idée de la réunion-téléphone.

Pour ma part, j'ai bien envie de l'instituer. La réunion par téléphone, il faudra recommencer.

## Trois gestes simples pour organiser une réunion-téléphone.

La réunion-téléphone : un nouveau service des Télécommunications pour établir un dialogue immédiat entre 3, 4... jusqu'à 20 interlocuteurs dispersés partout en France ou à l'étranger et disposant d'un simple poste téléphonique. Vous êtes en France et abonné au téléphone : vous pouvez organiser une réunion-téléphone en 3 gestes simples.  
- Vous composez le N° vert : 16 05 300 300 pour indiquer, quelques heures à l'avance, la date et l'heure de votre réunion ainsi que la durée prévue et le nombre de participants.  
- Un numéro de téléphone confidentiel vous est immédiatement attribué pour la réunion par le service de réservation. Vous le communiquez aux participants.  
- A l'heure fixée chacun compose ce numéro, de son bureau, d'une cabine publique ou d'une voiture. Tous les appels se regroupent. La réunion commence.

## Où vous adresser pour en savoir plus sur la réunion-téléphone

Composez le 14, ou passez à l'agence commerciale des Télécommunications la plus proche de vous, son adresse est indiquée sur votre facture.



**LA RÉUNION-TÉLÉPHONE**  
UN NOUVEAU SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

*Tous sur la même ligne*









Le Monde

# culture

## ROCK

LE PLUS GRAND GROUPE FRANÇAIS

### Quel avenir pour Téléphone ?

Il est 18 h 30. La pluie, la nuit, le froid, il fait triste à Reims autour du chapiteau spécialement planté pour le concert de Téléphone. Depuis 7 heures ce matin, l'équipe s'affaire. Depuis 7 heures ce matin, les petits commerçants du coin vivent à son rythme : les camions qu'on décharge, les échafaudages qu'on construit, le matériel qu'on teste, les ravitaillements de dernière minute.

Dehors, devant les barrières, ils sont déjà une centaine qui attendent en écoutant les répétitions, cet écho lointain et sourd en forme de bouillie sonore, sans âme et sans voix. Un bon pas trop prestigieux qu'on vole quand même, parce que, après tout, ce n'est pas tous les jours... Le service d'ordre (ils sont neuf régiments, plus des locaux selon les villes), frileux, en retrait, se fait discret. Et la pluie qui n'en finit pas de tomber.

Téléphone termine la balance du son. Tout à l'heure, avant de monter sur scène, il y aura le rituel des interviews avec les radios libres et le moment où on se retrouve à quatre pour se changer, se concentrer. Dans la petite roulotte qui sert de loge, Richard, le batteur, se plaint à François, le manager : « Rien n'est prêt, on ne s'entend pas, il faut tout faire ».

Reims est la dernière étape d'une série de trente-six concerts. On en est encore à essuyer les plaques. On a beau avoir l'habitude, c'est toujours la même chanson. Pas forcément accordée. Une tournée qui débute, c'est un mélange pressurant et tonique d'angoisses et d'enthousiasme.

Cette fois, la barre est placée haut : 42 personnes, 3 bus, 3 semaines, une sono (36 kilowatts) et un système d'éclairage de pointe loués aux Anglais, une structure de scène sophistiquée avec un beau décor qui rappelle la pochette du nouvel album.

Le coût de production s'élève à 350 000 francs. De plus un plus difficile à rentabiliser. La précédente tournée avait reçu onze mille personnes, cette année on en espère cent cinquante mille. A Paris, vingt et un mille spectateurs avaient vu Téléphone à l'Hippodrome de Paris; au Zénith, on en attend le double du 9 au 14 octobre.

Pourtant, la situation ne se présente pas sous le meilleur jour. « Même Frank Zappa s'est planté récemment en tournée », déplore François. Le succès est plus difficile, et Téléphone doit se battre avec les chiffres. Le nouveau 33 tours (*Un autre monde*) s'est vendu à ce jour à deux cent mille exemplaires, soit soixante-dix mille de moins que le précédent (*Dure limite*) à la même époque — ce dernier avait coté 120 000 francs, plaçant le seul de rentabilité à deux cent mille exemplaires; avec les 700 000 francs d'un autre monde, il est heureusement réduit de moitié.

Bien sûr, les sept cent mille exemplaires de *Dure limite* ont établi un record. Avec *Un autre monde*, on estime atteindre les scores des trois autres albums, aux environs de cent mille. La tournée va être décisive. A ces chiffres, on peut ajouter ceux des deux vidéo-clips (*Un autre monde*: 350 000 F, et *Electro-Cité*: 50 000 F) réalisés respectivement par Jean-Baptiste Mondino et François Sévén, avec l'espoir de toucher l'étranger et surtout la fameuse MTV aux États-Unis.

« Que fait la France ? demande Corinne, la bassiste. Il fait froid sous ce chapiteau, c'est triste, le son est mauvais, la tente est pour basse pour installer la totalité de notre matériel et les gens paient 80 F. Alors, que faut-il faire, ne pas jouer, rayer Reims parce qu'il n'y a pas de salle ? » Cette année, Téléphone a tourné au Japon, en Scandinavie, ils reviennent d'Allemagne. Leur première visite, ils l'avaient faite dans des salles de trois cents personnes, cette année six cents personnes, la prochaine fois peut-être mille. Les circuits existent à tous les stades de popularité. En France, du plus petit au plus grand, c'est le néant. Même pour Téléphone, qui est pourtant, toutes nationalités confondues, le groupe de rock qui attire le plus de monde. A Lyon, le Palais des Sports est désormais fermé au rock. Il va falloir jouer sous chapiteau. Six villes de la tournée vont connaître le même sort. La location de l'emplacement à la mairie, celle de la tente aux gens du cirque et son transport : les coûts et les problèmes de sécurité en sont augmentés d'autant pour un confort et une structure d'accueil plus précieuses.

« On est seul, tout seul, explique Richard. A nos débuts au moins, on était une dizaine de groupes. Au bout de huit ans, notre seule concurrence, c'est la variété. En Angleterre, ils sont des milliers. Il existe une émulation, il faut se dépasser continuellement au risque de disparaître. Nous, si on disparaît, ce sera pour avoir été seuls. Les nouveaux groupes n'ont aucune chance de se faire entendre. Ils n'ont même pas d'endroits pour ça. Et où est le public ? Les gros concerts en ce

moment, c'est France Gall, Eddy, Johnny. La France est le pays de la variété.

Arrivé au sommet, Téléphone se heurte continuellement à ça. Ils passent à la télé, à la radio, font une des magazines, mais on les approche un peu comme l'alle gauche de la variété. « Les médias grand public s'intéressent à nous parce qu'on vend beaucoup, qu'on attire du monde, qu'on représente un phénomène social, mais ils ne nous connaissent pas », explique Jean-Louis, le chanteur et guitariste. Certains en sont à découvrir qu'il y a une fille qui joue de la basse. Pour eux, on est encore « les vedettes que vos enfants écoutent », au point que, nous interviewe, c'est presque un scoop. On vend plus de disques que Johnny, mais ça reste : « Téléphone deux-points-ils existent-entre-guilles ». Et cette impression ridicule de faire encore peur. Jacques Martin nous a présentés en disant : « J'espère que vos enfants ne leur ressembleront pas ». En 1984 et après huit ans, c'est un peu navrant, mais, au fond, tant mieux si notre image reste polémique en dépit du succès.

#### La différence avec Johnny

Alors, après cinq albums, si Téléphone ne parvient pas à exister en dehors des frontières, franchement jouer le jeu, l'inscrire dans le circuit variété ? On approche de la crise de maturité. Leur devenir se résumera-t-il à rester trois mois au Zénith comme Johnny Hallyday ? Est-ce compatible avec l'esprit d'un groupe de rock ? A propos, où est la différence entre les quatre de Téléphone et notre rocker national ? Pour Jean-Louis, elle est dans l'attitude et l'autodestruction. La différence entre Jagger et Presley, peut-être, rocker coïssant et inconscient. « Johnny, on l'a pris à dix-sept ans, dit-il, il est devenu une vedette sans avoir connu la vie. Nous avons décidé ensemble ce que nous voulions faire. Apprendre petit à petit. Écrire nos chansons. Nous sommes beaucoup plus responsables. Indépendants. Johnny nous voyait le chanteur : la voix et la dégringolade pour passer des chansons qui correspondaient à des modes. Ce qu'il porte de rock en lui, c'est un comportement de mauvais garçon par rapport au business, mais quand il monte sur scène, tout ce qui l'enlève lui échappe. C'est aussi pour ça qu'on lui pardonne tout, parce que s'il était responsable, alors il serait encore pire que Dave.

A une journaliste américaine de l'agence United Press International venue le voir pour faire une enquête sur le phénomène, Jean-Louis avoue : « Je ne suis pas sûr que ce soit le rock français. En ce moment, c'est moi qui suis le rock. La réponse, aujourd'hui, c'est beaucoup de petits groupes qui espèrent et qui rêvent, et Téléphone qui continue, qui voyage à l'étranger et qui réalise à peu près ses rêves. Il existe un énorme mouvement qui fait que le monde entier écoute la même musique, chaque pays ayant ses petits groupes « ethniques ». Téléphone fait partie de ce courant international : enfin, il n'y a encore que comme ça que j'arrive à trouver mon identité. »

Qu'ont-ils fait, enchaîne la journaliste américaine, pour adapter la langue française au rock ? « J'ai écouté les gens parler, répond Jean-Louis, dans la rue, dans les cafés. J'ai écouté la chanson que ça faisait. Quand un Parisien parle aujourd'hui, il ne parle plus comme Piaf. Il parle un peu plus comme je chante, je crois. Un langage rapide qui n'appelle pas forcément l'argot. Avant, les paroles étaient toujours ventripotentes, c'était la vieille méthode des alexandrins et des rimes forcées. Ça fait partie de nos

traditions en France : une chanson doit être écrite. Même Gainsbourg parlant de cul, c'est écrit. Avec le rock, il y a eu tout une question de rythme. Ce rythme, c'est parler vite, manger les mots. Ne pas avoir peur de dire « j'te », les compressions comme en anglais. Ma culture est moins littéraire qu'audiovisuelle : la télé, la radio, le cinéma, la BD.

Jean-Louis explique que le principal obstacle pour Téléphone aux États-Unis, outre celui de la langue, qu'ils ne savent toujours pas comment contourner, c'est sa petitesse par rapport à la grandeur du pays : « Un groupe américain est trop gros quand il vient en France. Parfois, il ne peut même pas transporter la totalité de son matériel. Pour nous, c'est l'inverse. La clé, c'est une structure qui nous ferait assez gros et omniprésente pour attaquer un aussi grand pays. »

Il est clair, aujourd'hui, que l'objectif à venir pour Téléphone, c'est celui-là. On en vient à se demander si le coup de pouce ne devrait pas venir des ministères de la culture et du commerce extérieur. Soutenir Téléphone ce serait ouvrir la brèche à-bas, mais, bien sûr, la première étape voudrait avant tout qu'on l'ouvre ici.

Pour le reste, ce qu'on peut dire du nouveau spectacle, c'est que Téléphone est encore loin d'être le plus grand groupe du monde, mais, quand il sont sur scène, là, sur leur terrain, devant leur public, pendant au moins deux heures ils sont le meilleur groupe du monde. Pas un autre monde. Le leur. Et, après tout, le rock n'a jamais promis autre chose.

ALAIN WAIS.

★ Du 9 au 14 octobre au Zénith à 20 h 30.

## THÉÂTRE

« DE SI TENDRES LIENS », de Loleh Bellon

### Une enfant grandit, une femme vieillit

La pièce de Loleh Bellon, *De si tendres liens*, ressemble à ces gravures que l'on trouve parfois chez les brocanteurs. Elles représentent deux escaliers qui se rejoignent au sommet. A la base de celui de gauche, il y a un berceau. Sur la deuxième marche, un enfant qui joue avec un cerceau. Sur la troisième un adolescent. Les degrés montent lentement vers le mariage. Au point culminant, un homme et une femme se sourient. C'est la maturité. Puis l'escalier redescend. Les cheveux blanchissent. Les visages se creusent. De petits enfants entourent sur l'avant-dernière marche un vieillard appuyé sur une canne. Au pied de l'escalier de droite, un ange tient par la main celui dont la vie se termine. On appelle ces gravures « les âges de l'homme ».

De si tendres liens, c'est cela. Une enfant qui grandit, une femme qui vieillit doucement, sans s'en apercevoir. Au début, Jeanne a peur du noir, l'enfer des enfants. A la fin, Charlotte aussi a peur de l'obscurité. Le noir, chez une vieille dame, c'est la mort. Charlotte a escaladé tous les degrés de l'escalier. L'ange lui tend la main. Entre ces deux pellicules, il y a un amour. Le plus beau qui existe au monde : celui d'une mère pour son enfant. Un amour jamais remis en question et qui se traduit ici par des mots simples : « conviens-toi », « sois prudente », « avertis-moi ».

Le texte de Loleh Bellon goule paisiblement. Murmures au goût de sucre d'orge qui évoquent mille souvenirs, mille regrets pour ceux qui les écoutent. Phrases quotidiennes derrière lesquelles se cachent des trésors de tendresse mais que l'enfant n'entend pas, lui qui demande incessamment « reste

avec moi », « raconte-moi une histoire », « comment m'aimes-tu ? ».

Amour égoïste de la petite fille puis de l'adolescente qui oublie les instants de bonheur. Jeanne, à quinze ans, est agacée, boudeuse, en pleine révolte. Le monde est figé contre elle. Age ingrat que l'on oublie trop facilement, car on en a honte, et que Loleh Bellon nous rappelle, sans colère, car la vie d'une mère, c'est aussi supporter l'injustice et les reproches de son enfant. L'homme a peu de place ici. Intrus, rival, compagnon de passage. Même le mari de Jeanne est exclu de cet amour inexplicable, de chair et de sang, mis en scène par Jean Bouchaud, exprimé à la perfection par deux comédiennes, Dominique Blanchard et Nelly Borgesaud. Elles portent tout au long du spectacle une robe, toujours la même. Elles évoluent dans la même pièce. Malgré les modes et les décors, rien ne change, au fond. C'est pourquoi elles n'ont pas besoin de maquillage. L'âge, ce n'est pas seulement des rides, un dos qui se voûte, des douleurs dans les jambes. C'est un ensemble de gestes, plus doux, plus lents, des sourires, des phrases aussi qui n'ont l'air de rien mais qui déchirent.

Loleh Bellon possède cet art de la suggestion. Elle frôle la tristesse de Charlotte qui reste digne, parfois douloureusement amusée. *De si tendres liens*, ce sont des rides et des larmes. Merveilleux instants de théâtre à la fin duquel on se dit « qu'ai-je fait ? » « ai-je su aimer ? ». « comment saura-t-on m'aimer ? ».

CAROLINE DE BARONCELLI.  
★ Studio des Champs-Élysées, 20 h 45.

## Un nouveau

### « Diable au corps »

Marco Bellocchio, sous contrat pendant cinq ans avec Achille Maresca, producteur de *Le futur est femme*, de Marco Ferreri, s'apprête à réaliser, trente-sept ans après le film de Claude Autant-Lara, une nouvelle adaptation du roman de Raymond Radiguet, *Le diable au corps*. A défaut d'Alain Delon, inaccessible, son fils Anthony Delon reprendrait le rôle illustré par Gérard Philipe. L'interprète féminine n'a pas encore été désignée. L'action sera transposée de la première à la seconde guerre mondiale et aura pour cadre l'Italie. Marco Bellocchio, après avoir achevé pour l'IMA l'impression d'un film sur la corvée en France, tourné à Nîmes et programmé bientôt à l'antenne, travaille actuellement au scénario du ble au corps.

## David en Angleterre

La National Gallery de Londres a acquis pour 1,5 million de livres (10 milliards de francs) un portrait par David de Jacob Blauw, ambassadeur de Hollande en France pendant les années révolutionnaires. Ce portrait vient de France où la licence d'exportation lui avait été refusée en 1982. L'autorisation de sortie finalement accordée serait une étape dans un échange de bons procédés entre la France et l'Angleterre.

## Chet Baker

### au New Morning

Le trompettiste américain Chet Baker a joué avec Cal Tjader, Dave Brubeck, Paul Desmond, Charlie Parker, et participe au quartet sans piano de Gerry Mulligan... Il forme souvent son propre groupe, et tourne à partir de 1955 en Europe où il devient une sorte d'archétype du musicien de jazz : vie agitée, petits problèmes avec les stupéfiants, scandales. Tant pour la pureté de son jeu que pour sa façon de chanter, influent et délicat, Chet Baker vaut qu'on le découvre, comme s'il débarquait aujourd'hui sur la planète du jazz. (Les 8 et 18 octobre au New Morning).

## Ouverture

### des Athénaïens

Compagnie théâtrale professionnelle depuis 1972, les Athénaïens se sont installés en 1979 dans le XI<sup>e</sup> arrondissement. Pendant quatre ans, sous la direction d'Anne-Marie Lazzarini, la compagnie s'est employée à concilier un travail d'animation et de création. Fermé en 1983 pour rénovation, le théâtre présente, à partir du 12 octobre, la *Ville marine* de Jacques Guizem, une histoire qui se passe près de Marseille, dans une villa où six personnages se retrouvent pour régler des comptes... « Un spectacle au fort de bon sens, dit Anne-Marie Lazzarini, qui propose un jeu d'images et de fictions parmi lesquelles le spectateur devrait pouvoir choisir sa propre lecture. »

## Le conservatoire

### de Caen renoué

Les nouveaux locaux du conservatoire national de région de Basse-Normandie, dirigés de puis trente ans par M. Jean-Pierre Dautel, ont été inaugurés, le 5 octobre à Caen, par le ministre délégué à la culture, M. Jack Lang. A cette occasion, le ministre a annoncé la prochaine transformation de la Compagnie de danse moderne Quentin-Rouiller, implantée à Caen depuis quatre saisons, en centre chorégraphique national. Les graves problèmes de locaux de la Comédie de Caen, centre dramatique national, ne sont toujours pas résolus, mais il semble qu'une amélioration de ses conditions de travail puisse être espérée rapidement. — (Corresp.)

## Vidéo et muséographie

Le premier Festival national de l'audiovisuel muséographique, qui avait lieu à Mont-de-Marsan du 24 au 27 septembre, a décerné son premier prix à la vidéo *Vidéo de G. Perle*, tourné pour le Musée d'Art moderne de Villeneuve-d'Ascq. Ce festival a été lancé par A.-T. Amann, conservateur des musées des Landes, et il est né d'une convention passée entre l'Etat et le département.

## MUSIQUE

« RÉPONS » AUX RENCONTRES DE METZ

### L'ample respiration de Boulez

Les Rencontres de musique contemporaine de Metz ont, cette année, immédiatement succédé à Musica 84, alors que depuis douze ans elles déroulaient à la fin novembre. N'y voyez pas la résurgence d'une quelconque rivalité (Musica accueillait récemment au programme du Centre de recherche de Metz), car les deux manifestations ont des moyens, des méthodes et des objectifs assez différents. Il s'agit seulement de présenter la création française, dans sa nouvelle version, de *Répons*, et pour cela de se soumettre au calendrier de l'IRCAM.

L'importance de cette création est sans doute amoindrie par la série d'auditions qui sera bientôt donnée à Paris de l'œuvre de Pierre Boulez (1) ; mais elle a l'inconvénient de faire paraître quelque peu étique le programme des premières journées, alors que Metz nous avait habitués (l'été passé notamment) à plantureux festins. Les Messias ont pu, en outre, se sentir frustrés du beau concert d'ouverture (Lutoslawski, Holliger, Zimmermann), offert à Nancy, même si c'est de saine démocratisation régionale.

Mais ils ont eu de maigres potages en attendant l'événement : une séance confiée à de jeunes Allemands, fort bien dirigés par Michael Zilm (lauréat du concours de Besançon l'an passé), comprenait une œuvre de Marc Monnet (*Pastorals*, la bien-nommée), dont le talent devrait se refuser à de tels débuts, quelques *Chants de Sappho*, de Hans-Jürgen von Bose, d'un assez

beau sentiment parfois, *Bouchara*, de Claude Vivier (le compositeur canadien mort tragiquement il y a quelques temps), œuvre vocale colorée et originale, mais d'une substance musicale un peu mince, et une *Étude d'exécution transcendante* de Reinhard Bebel, dont la bonne facture ne pouvait dissimuler le manque d'intérêt.

A un autre programme, Tristan Murail faisait jouer avec les monstrueuses machines et les claviers de lumière du rock pour un ouvrage d'une mise au point très professionnelle (*Random Access Memory*), qui lui promet de marquer sur les traces de Jean-Michel Jarre, ce qui est dommage pour un musicien aussi doté, tandis que Michel Zbar utilisait, dans le *Voyage décalé*, un matériel instrumental et électronique réduit avec plus de rigueur sonore, sans parvenir à maîtriser une forme d'élégance à l'écou.

Que n'ont-ils pris modèle sur Boulez, dont les œuvres de vingt et un ans (*Première Sonate pour piano et Sonatine pour flûte et piano*), fort bien jouées par Michael Levinas, Pierre-Yves Artaud et Jacqueline Méfano, restent un exemple de concision et de musicalité à la pointe de l'intelligence, nullement indigne de *Répons* dans sa haute maturité !

Cette dernière partition reste en chantier : de vingt minutes à Donaueschingen, elle est passée à trente-deux, à Londres (*Le Monde* des 20 octobre 1981 et 8 septembre 1982) et aujourd'hui atteint quarante et une minutes ; la première partie se trouve ainsi achevée. Mais l'objectif reste un peu élevé, et le travail doit être avancé, puisque le compositeur nous a promis l'œuvre enfin complète pour les derniers mois de 1985.

Rappelons brièvement le dispositif général : les vingt-quatre instrumentistes (non sonorisés) en position centrale, qui concertent avec six solistes (deux pianos et orgue électronique, harpe, cymbalum, xylophone et glockenspiel, vibraplane), éparpillés autour de la salle, dont les jeux sont captés et prolongés par la machine 4X (ordinateur de l'IRCAM travaillant en temps réel, pour s'adapter à la souplesse de l'exécution).

Les neuf minutes nouvelles s'insèrent vers la fin (provisoire) de l'œuvre, avant la très belle coda toute en traits montants et parallèles des solistes, dont chacun a cependant son caractère propre et sa couleur ; conclusion en résonances pures, qui fait songer à celle des quatre pianos dans *Noëce*, de Stravinsky.

Mais reprenons le fleuve à sa source, avec ce grand exorde où,

pendant six ou sept minutes (selon les exécutions), l'orchestre joue seul. Une ouverture vigoureuse empreinte d'une sorte d'alerte conquérante, où le discours, très fourré et complexe, riche en événements de toutes sortes, est d'une pureté de ligne et d'une lisibilité parfaites ; le mouvement très souple, avec des retards, des suspensions, des ondes poétiques frissonnantes en tremolos, est soutenu par une impulsion dynamique de plus en plus bondissante.

Alors éclate le feu d'artifice des solistes, en coulées de lumière et superbes tremolos qui jaillissent de tous côtés, renforcés par les prodigieuses orgues de la 4X ; l'orchestre, un instant submergé, reparait avec des dessins serrés et développe une musique dynamique ponctuée par les explosions des solistes. Au bout de sept à huit minutes, un temps de calme marque le début d'un crescendo éblouissant sur lequel s'achève la pièce initiale en 1981.

La partie « londonienne » est marquée surtout par de rapides toccatas déchaînées sur tous les claviers, d'abord seuls, puis rivalisant avec l'orchestre, en une sorte de fantasmagorie sonore, jeux multipliés de fontaines lumineuses qui défilent à une vitesse vertigineuse. L'entrée dans la nouvelle version (vingt-neuf minutes environ après le début) se caractérise par un changement de rythme et d'orientation, des trames plus légères, un dialogue plus ouvert de l'orchestre avec les solistes, et peu à peu un ralentissement du tempo, qui prépare la belle coda suspendue.

Toute l'œuvre reflète le caractère vif, la pensée active, l'optimisme suraigu de Pierre Boulez : son goût pour l'« éclat » des timbres a pris aujourd'hui une nouvelle dimension avec les énormes possibilités de la 4X, dont Hugues Dufourt remarque justement qu'elle donne aux sonorités aiguës la même plénitude sonore qu'aux graves. Si le travail du compositeur reste toujours aussi serré, il s'y ajoute maintenant une sorte d'ample respiration lyrique par ce jeu de « réponses », de séquences alternées à l'écriture lâche et dense tout à tour, d'où naît cette impression d'une dialectique merveilleuse entre la liberté et la rigueur.

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Répons* sera donné au Centre Pompidou les 13, 15, 16, 17, 18 et 19 octobre.

■ PALMARES. — Les deux premiers grands prix du trentième Concours international de chant de Toulouse ont été emportés le 6 octobre par Bamba Chihiro (Japon) et Juan Carlos Morales (Venezuela).

## FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

ZSIGMOND SZATHMARY, orgue

LIGETI BRUHNS FRESCOBALDI BACH

10 OCTOBRE EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

LOC. FNAC 549.05.28

GYÖRGY LIGETI  
QUATUOR ARDITTI

Karl-Hermann Mroongovius Jean-Claude Pennerier, pianos

Coréalisation : Centre Georges-Pompidou

10 OCTOBRE CENTRE POMPIDOU GRANDE SALLE

IANNIS XENAKIS  
CLAUDE HELFFER, PIANO QUATUOR ARDITTI

Coréalisation : Centre Georges-Pompidou

10 OCTOBRE CENTRE POMPIDOU GRANDE SALLE

LOC. AN CENTRE 274.42.19 ET FNAC 549.05.28



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LE MARIAGE DE FIGARO** : H. B. (357-23-23), 21 h.  
**LE JOUR OU MARY SHELLEY** : Neuilly, MJC (624-03-43), 20 h 30.  
**POUR THOMAS** : L'Académie (222-26-50), 20 h 15.  
**LA MER BLANCHE** : les Déchargeurs (238-00-12), 21 h.  
**COMME IL VOUS PLAÎT** : Châtelet-18, Gai (727-81-13), sam., dim. à 20 h 30.  
**L'ORESTE** : Carrousel de la temple (328-36-36), 20 h.  
**NOUVEAU** : Point virgule (278-67-03), 18 h.  
**OFFENBACH TU CONNAIS** : Huchette (326-38-99), 21 h 30.  
**LA NEF DES FOUS** : Lys (327-88-61), 22 h 30.  
**LE PAVÉ DANS L'ÉCRAN** : Versailles, Mousnier (950-71-18), 21 h.

### Les salles subventionnées

**OPERA** (742-57-50), 19 h 30 : Macbeth.  
**SALLE FAVART** (296-06-11), 19 h 30 : L'Étoile.  
**COMÉDIE FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Iphigénie.  
**BOULEVARD** (777-12-33), 20 h 30 : Les Femmes d'Albi.  
**OPERA** (742-57-50), 19 h 30 : Macbeth.  
**SALLE FAVART** (296-06-11), 19 h 30 : L'Étoile.  
**COMÉDIE FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Iphigénie.  
**BOULEVARD** (777-12-33), 20 h 30 : Les Femmes d'Albi.

**THEATRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83). Concerts : 19 h 30 : V. Cortes, A. Garcia, S. Zapolsky (piano) (Donizetti, Ravel, Tchaïkovski...); 20 h 30 : Orchestre du Mal (Berlioz, E. Meta, C. Gaudin (Rondelet, Mozart, Mahler)).  
**CARRE SILVIA MONFORT** (331-28-34) : 20 h 30 : Dole Pa'Ve (musique et danse de Cokambie).

### Les autres salles

**CAFE DE LA GARE** (278-52-51), 20 h 30 : L'Apologie.  
**CARTOUCHE** : Épi de Bois (906-39-74), 20 h : Parodie sur le comédien.  
**COMEDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : Revue d'actualité.  
**DECHARGEURS** (236-00-12), 19 h : La Prophète.  
**DIX HEURES** (606-07-48), 22 h : La Montagne et le Pénit.  
**ESPACE-GAITE** (327-95-94), 20 h 30 : Le Rêve.  
**ESPACE KIRON** (373-50-25), 20 h 30 : Confusion.  
**FONTAINE** (874-74-00), 20 h 15 : Les Trois Femmes.  
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice aveugle; 20 h 30 : La Leprieux.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 18 h 30 : Pas; 20 h 15 : Une soirée; 22 h 15 : Héroïdes non amou; 22 h 15 : Du côté de chez Collette. Petite salle, 18 h 15 : Le Sang des fleurs; 22 h 30 : Le Scandale rendez-vous.  
**LYS-MONTMARTRE** (327-88-61), 20 h : L'École des Filles.  
**MATHURINS** (265-00-00), 20 h 45 : Le Dernier Classe. Petite salle 21 h : Attention à la piste marche. Samedi, 18 h 30 : Pafala mas.

## Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

### Lundi 8 octobre

**MUSEE GREVIN** (608-04-32), 20 h 30 : Les Enfers terribles.  
**NOUVEAUTES** (770-42-76), 20 h 30 : L'Enfermement.  
**POINTE-VIRGULE** (278-67-03), 21 h 30 : La Répartition dans la forêt.  
**TAI TEL DESSAI** (278-10-79), 20 h 30 : L'Enfermement.  
**THEATRE D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : Les Babouins; 22 h : Noms ou fait ou nous dit de faire.  
**THEATRE DE LA VILLA** (236-56-57), 21 h : Le Fédéralisme (dern.).  
**Les cafés-théâtres**  
**AU BEC FIN** (296-29-35), 20 h 15 : Rêve; 21 h 30 : Baby or not baby; 22 h 45 : Le Président.  
**BLANCS-MANTEAUX** (887-15-44), 18 h 15 : Aroux; 21 h 30 : Les Dames de Louvre; 22 h 30 : Les Surcils; 22 h 30 : Super Lacton; 22 h 30 : Limite!  
**CAFE D'EDGAR** (322-11-02), 18 h 15 : Tiers voilà deux bouillies; 21 h 30 : Mousquetaires d'homme; 22 h 30 : Ordes de secours; 22 h 30 : Impérie pour un

**LE MEILLEUR** (A. v.a.) : Gaumont Hall, 1<sup>er</sup> (297-49-70); Quintess, 5<sup>e</sup> (633-79-38); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (225-10-20); Colisée, 8<sup>e</sup> (359-29-46); Publicis Champs Elysées, 9<sup>e</sup> (720-76-23); (V.L.) : Gaumont Bastille, 2<sup>e</sup> (742-50-33); Gaumont Richelieu, 2<sup>e</sup> (742-50-33); Gaumont Sud, 14<sup>e</sup> (327-84-50); Miramar, 14<sup>e</sup> (323-42-27); Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (323-42-27); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (322-46-01).  
**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Paris, 6<sup>e</sup> (326-58-00); Saint-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-89-16).  
**LE MOMENT DE VERITE** (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (297-49-70); Impérial, 2<sup>e</sup> (742-50-33); Marignan, 3<sup>e</sup> (359-29-46); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (225-10-20); Parisienne, 14<sup>e</sup> (323-42-27); (V.L.) : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93); Lumière, 9<sup>e</sup> (346-49-07); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (742-50-33); La Bastille, 11<sup>e</sup> (307-44-00); UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-51-59); Favette, 13<sup>e</sup> (331-56-86); Paramount Galaxie, 13<sup>e</sup> (580-18-03); Mistral, 14<sup>e</sup> (359-52-43); Paramount Montparnasse, 14<sup>e</sup> (323-42-27); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (374-93-40); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (322-46-01).  
**LES NUITS DE LA FLEINE LUNE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (297-49-70); Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93); Belpas, 2<sup>e</sup> (742-50-33); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (225-10-20); UGC Montparnasse, 14<sup>e</sup> (323-42-27); (V.L.) : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93); Lumière, 9<sup>e</sup> (346-49-07); Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (742-50-33); La Bastille, 11<sup>e</sup> (307-44-00); UGC Gare de Lyon, 12<sup>e</sup> (343-51-59); Favette, 13<sup>e</sup> (331-56-86); Paramount Galaxie, 13<sup>e</sup> (580-18-03); Mistral, 14<sup>e</sup> (359-52-43); Paramount Montparnasse, 14<sup>e</sup> (323-42-27); UGC Convention, 15<sup>e</sup> (374-93-40); Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (322-46-01).  
**LES FILMS NOUVEAUX**  
**AMERICA RAPPORTS DE CLASSES**, film allemand de L.M. Staudt et D. Heide, V.L. 14-Juillet Paris, 6<sup>e</sup> (326-58-00); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (359-19-08).  
**BROADWAY DANNY ROSE**, film américain de Woody Allen, V.L. 14-Juillet Paris, 6<sup>e</sup> (326-58-00); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (359-19-08).  
**EMMANUELLE IV** (V. Ang. V.L.) : Gaumont V, 5<sup>e</sup> (562-41-46).  
**ET VOUE LE NAVIRE** (It. v.a.) : Studio Galaxie, 5<sup>e</sup> (354-72-71).  
**L'ETOFFE DES HEROS** (A. v.a.) : UGC Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95).  
**LA VIERGE PURPURE** (Fr.) : Studio Galaxie, 5<sup>e</sup> (354-72-71).  
**LA FILLE EN ROUGE** (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6<sup>e</sup> (225-10-20); V.L. : Paramount Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95); Gaumont V, 5<sup>e</sup> (562-41-46); UGC Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95).  
**LA FUTURE EST FEMME** (It. v.a.) : UGC Danton, 6<sup>e</sup> (225-10-20); UGC Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95).  
**LA GARCE** (Fr.) : Belpas, 2<sup>e</sup> (742-50-33); (A. v.a.) : Paramount Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95).  
**LE GÉNÉRAL** (A. v.a.) : UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (225-10-20); V.L. : Paramount Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95).  
**HISTOIRE D'UN NOIR** (Fr.) : Gaumont V, 5<sup>e</sup> (562-41-46); Maxville, 9<sup>e</sup> (770-72-86); Miramar, 14<sup>e</sup> (323-42-27).  
**MOTEL NEW HAMPSHIRE** (A. v.a.) : UGC Bastille, 2<sup>e</sup> (742-50-33); Impas Gaumont, 14<sup>e</sup> (323-42-27).  
**IL ÉTAIT UN POIS EN AMERIQUE** (A. v.a.) : UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (225-10-20); UGC Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95).  
**INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT** (A. v.a.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-49-70); 14-Juillet Paris, 6<sup>e</sup> (326-58-00); 14-Juillet Paris, 6<sup>e</sup> (326-58-00).  
**ALAIN V. EL CONDOR** (Nécessaire, v.a.) : Danton, 14<sup>e</sup> (321-41-01).  
**L'AMOUR A MORT** (Fr.) : Gaumont Hall, 1<sup>er</sup> (297-49-70); Gaumont Richelieu, 2<sup>e</sup> (742-50-33); Saint-Germain V.L., 14<sup>e</sup> (323-42-27); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (359-19-08); 14-Juillet Paris, 6<sup>e</sup> (326-58-00); 14-Juillet Paris, 6<sup>e</sup> (326-58-00).  
**LE BAL** (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5<sup>e</sup> (634-25-32).  
**LA BELLE CAPTIVE** (Fr.) : Danton, 14<sup>e</sup> (321-41-01).  
**NESSON D'AMOUR** (A. v.a.) : Ambassade, 8<sup>e</sup> (359-19-08); V.L. : Richelieu, 2<sup>e</sup> (742-50-33).  
**CARMEN** (Esp. v.a.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-03-11).  
**CARMEN** (Franco-It.) : Vendôme, 2<sup>e</sup> (742-50-33); Publicis Matignon, 9<sup>e</sup> (359-19-07).  
**CONAN LE DESTRUCTEUR** (A. v.a.) : V.L. : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93); Tourlles, 20<sup>e</sup> (364-51-98).  
**LES GLADIATEURS** (A. v.a.) : UGC Marbut, 5<sup>e</sup> (361-04-95); V.L. : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93); UGC Boulevard, 9<sup>e</sup> (374-93-40).  
**DIVA** (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4<sup>e</sup> (273-63-32).

# LES RIPOUX

un film de CLAUDE ZIDI

Une vérité et une saveur réjouissantes. ZIDI lance sur les écrans un pavé d'humour noir taillé dans la masse.

René BERNARD L'EXPRESS

"LES RIPOUX" devraient faire date dans le comique français par la nouveauté du ton, la drôlerie et la finesse des dialogues.

Didier VALLEE VSD

"LES RIPOUX" a l'effet d'un euphorisant.

Michel PEREZ LE MATIN

Ni une caricature, ni une leçon de morale, une espèce de coup de gueule anarchiste et bien français. Le film est franchement réussi.

Olivier SEGURET L'ESPRESSO

Avec raison ZIDI préfère en rire et faire rire. On rit.

Michel MARDORE OBSERVATEUR

On rit sans arrêt.

Robert CHAZAL France-Soir

Dans la grande tradition, fondée sur une observation et des personnages vrais, il s'agit d'une comédie de belle et bonne humeur tout à fait réussie.

Dominique JAMET le quotidien

Une merveille, un régal ! Voilà le type parfait de la comédie tous azimuts.

Claude Baignières LE FIGARO

Un divertissement pleinement réussi, une comédie urbaine trépassée à la parisienne.

José-M. BESCOS MATCH



### THÉÂTRE FIRMIN GÉMIER

Place Firmin-Gémier

ANTONY - 666-02-74

« 6 heures au plus tard »

De Marc FERRIER

Mise en scène de et avec

Claude PIÉPLU

et Franck CAPILLERY

Mardi 9 octobre, 21 h

### FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS

**PIERRE BOULEZ / RIPOUX**  
**ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN**  
**DIRECTION : PIERRE BOULEZ**  
 Coproduction IRCAM et Ensemble Intercontemporain en collaboration avec le Festival d'Automne  
 CENTRE GEORGES-POPIDOU  
 GALERIE CONTEMPORAINE  
 100, rue de la Harpe, 75005 Paris  
 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 OCTOBRE

PIERRE RICHARD

MILLE JUMEAUX

YVES ROBERT



## LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A. v.o.) : Ciné Boursin, 3 (271-52-36) ; George-V, 8 (362-41-66) ; V.I. : Capri, 2 (308-11-69) ; Renaissance, 14 (320-30-19).

BARREROUSS (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (332-91-58).

BARRY LYNDON (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Bette à films, 17 (622-44-21).

BLADE RUNNER (A. v.o.) : Studio Galante, 5 (354-72-71).

LA CINQUÈME COLONNE (A. v.o.) : Arden Rive Gauche, 5 (325-44-40) ; Mac Mahon, 17 (380-24-81).

CITIZEN KANE (A. v.o.) : Calypso, 17 (380-03-11).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT DÉTÊ (A. v.o.) : Tanguis (Lap.), 3 (322-02-56) ; Club de l'école, 17 (380-47-05).

CORRESPONDANT 27 (A. v.o.) : Égée de Bois, 5 (337-57-47).

LE CRI (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (382-64-66).

CUL DE SAC (A. v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

DÉLIVRANCE (A. v.o.) : Bette à films, 17 (622-44-21).

DES GENS COMME LES AUTRES (A. v.o.) : Ciné-13 Première, 16 (329-62-52).

LES DIABOLIQUES (Fr.) : Champ, 5 (354-51-40) ; Lucarne, 6 (544-57-34).

LES DEUX BONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (A. v.o.) : Capri, 2 (308-41-66).

DON GIOVANNI (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; Ciné Palace, 5 (354-07-16) ; Gaumont Colisée, 8 (359-29-40).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A. v.o.) : Écran, 13 (707-28-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LES ENFANTS DU N° 67 (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (A. v.o.) : Saint-André, 11 (700-85-16).

ERENDIRA (A. v.o.) : Calypso, 17 (380-03-11).

ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Bette à films, 17 (622-44-21).

EXCALIBUR (A. v.o.) : Opéra Night, 2 (574-93-50).

LA FILLE DE RYAN (A. v.o.) : Espace Gédé, 14 (327-95-94).

FITZCARALDO (A. v.o.) : Cinéma Présent, 19 (203-02-55).

FONTAMARA (A. v.o.) : Latine, 6 (278-47-86).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (382-64-66).

FRITZ THE CAT (A. v.o.) : Cinéma, 6 (633-10-82).

FURYD (A. v.o.) : St-Germain Studio, 5 (633-63-20) ; Lucarne, 6 (544-57-34) ; Elysée-Louvre, 8 (339-36-14).

GILDA (A. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.o.) : Écran, 13 (707-28-04).

LE GOUFFRE AUX CHIMÈRES (A. v.o.) : André Bata, 13 (337-54-39).

HAIR (A. v.o.) : Bette à films, 17 (622-44-21).

HALLÉLUJAH (A. v.o.) : Fantôme, 5 (354-15-04).

LES HAUTS DE BUREAU (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

L'HÉRITIÈRE (A. v.o.) : Studio Quai de la Seine, 5 (326-44-65).

HIBERNIA MON AMOUR (Fr.) : St-Séverin, 9 (334-00-91).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A. v.o.) : Action Écran, 5 (325-72-07).

L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE ROI (A. v.o.) : Espace Gédé, 14 (327-95-94).

L'IMPORTANT C'EST D'ÊTRE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Bette à films (Lap.), 17 (622-44-21).

JESUS DE NAZARETH (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

LA VERTIGE (A. v.o.) : Cinéma, 6 (633-10-82).

LIQUID SKY (A. v.o.) : Cinéma, 6 (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

LILI MARLEEN (A. v.o.) : Rivoli, 4 (272-63-32).

LOS OLVIDADOS (A. v.o.) : Latine, 6 (278-47-86).

LA MAIN AU COLLET (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

MEAN STREETS (A. v.o.) : Bette à films, 17 (622-44-21).

MERLIN L'ENCHANTEMENT (A. v.o.) : Napoléon, 13 (267-65-42).

METROPOLIS (A. v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5 (633-63-20) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Elysée-Louvre, 8 (339-36-14).

MURDERE D'UN BOUCHERON CHINOIS (A. v.o.) : Égée de Bois, 5 (337-57-47).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.) : Capri, 2 (308-41-66).

LES NUITS DE CARRERA (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-40).

OEIL POUR OEIL (A. v.o.) : Paroissien City, 8 (362-43-76) ; V.I. : Paroissien Montmartre, 19 (606-34-25).

L'OMBRÉ D'UN DOUTE (A. v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30) ; Action Lafayette, 9 (329-79-35).

PARAFAL (A. v.o.) : Calypso, 17 (380-03-11).

RASHOMON (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (332-91-58).

LE RETOUR DU JEDI (A. v.o.) : Écran, 13 (707-28-04).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Saint-André, 11 (700-85-16) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85).

LE SALON DE MUSIQUE (A. v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12) ; Cinéma, 6 (633-10-82).

SCUSCIA (A. v.o.) : Logis, 5 (354-42-34).

LA SOIF DU MAL (A. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

THE HEELS BROTHERS (A. v.o.) : Égée de Bois, 5 (337-57-47).

THE ROSE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1 (508-94-14).

TRISTANA (Fr., A. v.o.) : Égée de Bois, 5 (337-57-47).

WEST SIDE STORY (A. v.o.) : Babar, 5 (561-10-60).

ZABRISKIE POINT (A. v.o.) : Studio Médias, 5 (633-25-97).

ZELIG (A. v.o.) : Club de l'école, 17 (380-47-05).

## Lundi 8 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : le Juge Fayard dit « le Shérif ». Film français d'Y. Boisset (1976), avec P. Dewaere, A. Clément, P. Létard, M. Anclair, J. Bouise, J.-M. Thibault (Rediffusion). Dans une ville de province, un jeune juge d'instruction, idéaliste et incorruptible, s'attaque à des industriels et à des notables qui ont partie liée avec des truands. Scénario inspiré de divers scandales politiques des années 70, dont la technique de choc de Bresson cultive l'aspect d'un jeu manichéen. Le juge, c'est Patrick Dewaere.

22 h 25 Étoiles et toiles. Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jossano. Le corps féminin au cinéma : des extraits du Miroir de J.-L. Godard, avec Brigitte Bardot ; Glida, de C. Vidor, avec Rita Hayworth. Autres stars : Ava Gardner, Marilyn Monroe. Portraits de Russ Meyer, interview de Kim Basinger.

23 h 20 Journal.

23 h 35 C'est à lire. Le Veilleur de Kronstadt, de F. Reichmann.

23 h 40 Cigognant. Yves Simon, Via Maria.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmermé-moi au théâtre : Croque Monsieur. De Marcel Mithois, réal. Y. André, avec J. Maillet, H. Virlojeux, J. Jouanneau.

Réuni par la nationalisation de ses mines, un millier de personnes se suicide et laisse une femme, Coco, qui a toujours aimé le luxe. Après cinq mariages, Coco cherche à se refaire un portefeuille. Comment s'y prendra-t-elle ?

22 h 15 Carnets de la danse. Émission de J.-J. Fourgeaud.

Avec Maurice Béjart à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Ballet du XX<sup>e</sup> siècle au Théâtre de la Monnaie à Bruxelles. Des extraits des spectacles signés Murray Louis, Alvin Ailey, Mats Ek et Maurice Béjart.

23 h Journal.

23 h 30 Bonsoir les clips.

TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : la Gueule du loup. (Cyclé : Le grand frisson).

Film français de M. Lévinas (1981), avec Mico-Mico, P. Granchet, Anémone, G. Sergues, Y. Bureau, G. Duran.

Une infirmière s'estime responsable de la mort d'un homme gravement blessé, mis en réanimation pendant son service de nuit, à l'hôpital. Elle recherche en famille et s'attire beaucoup d'ennuis. Sur le prétexte d'un sujet « policier » traditionnel, une étude de mœurs des marginaux dans la « zone » de Nanterre. Et la dérive psychologique de Mico-Mico.

22 h 10 Journal.

22 h 40 Théâtres. Magazine de la mer, de G. Pernod.

23 h 25 Une bonne nouvelle par jour. Émission de Brice Lalonde.

Déprime : une nouvelle pilule pour lutter contre la dépression.

23 h 30 Prélude à la nuit. Mélothes de Sate, par Mady Masplé.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, L'histoire de France en BD : 17 h 15, Debout les Jazzi : 17 h 40, Jeu : Chansons pures : 17 h 55, Espace Carole : vivre et jouer à Carole : 18 h 5, Dessin animé : Inspecteur Gadget : 18 h 30, Magazine des sports : 18 h 55, Humour, humour : 19 h, Feuilleté : Monsieur Benjamin : 19 h 15, Informations : 19 h 58, Avant PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'œuvre seule ou les vivants et les morts.

22 h 30 Musique : Les nouvelles partitions : OCORA.

22 h 30 Naïfs magiques : La moto.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 20 août 1984 en l'église Saint-Séverin) : Sunrise of the planetary dream collector, de Riley ; Quatuor à cordes n° 8, de Schubert ; Quatuor à cordes n° 3, de Beethoven ; Livre pour quatuor, de Boulez ; Quatuor à cordes n° 8, de Chostakovich, par le quatuor Kronos, avec J. Sherrin, violon, D. Harrington, violon, H. Durr, alto, J. Jeannerod, violoncelle.

23 h Les sélections de France-Musique : Mélothes : E. Schumann, piano.

## Mardi 9 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 20 TF1 Vision plus.

11 h 30 La une chez vous.

12 h Feuilleté : Nana le berger.

12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.

13 h Journal.

13 h 45 A pleine vie.

13 h 50, 14 h 30, 15 h 45, 16 h 45, 17 h 45, 18 h 45, 19 h 45, 20 h 45, 21 h 45, 22 h 45, 23 h 45, 24 h 45, 25 h 45, 26 h 45, 27 h 45, 28 h 45, 29 h 45, 30 h 45, 31 h 45, 32 h 45, 33 h 45, 34 h 45, 35 h 45, 36 h 45, 37 h 45, 38 h 45, 39 h 45, 40 h 45, 41 h 45, 42 h 45, 43 h 45, 44 h 45, 45 h 45, 46 h 45, 47 h 45, 48 h 45, 49 h 45, 50 h 45, 51 h 45, 52 h 45, 53 h 45, 54 h 45, 55 h 45, 56 h 45, 57 h 45, 58 h 45, 59 h 45, 60 h 45, 61 h 45, 62 h 45, 63 h 45, 64 h 45, 65 h 45, 66 h 45, 67 h 45, 68 h 45, 69 h 45, 70 h 45, 71 h 45, 72 h 45, 73 h 45, 74 h 45, 75 h 45, 76 h 45, 77 h 45, 78 h 45, 79 h 45, 80 h 45, 81 h 45, 82 h 45, 83 h 45, 84 h 45, 85 h 45, 86 h 45, 87 h 45, 88 h 45, 89 h 45, 90 h 45, 91 h 45, 92 h 45, 93 h 45, 94 h 45, 95 h 45, 96 h 45, 97 h 45, 98 h 45, 99 h 45, 100 h 45, 101 h 45, 102 h 45, 103 h 45, 104 h 45, 105 h 45, 106 h 45, 107 h 45, 108 h 45, 109 h 45, 110 h 45, 111 h 45, 112 h 45, 113 h 45, 114 h 45, 115 h 45, 116 h 45, 117 h 45, 118 h 45, 119 h 45, 120 h 45, 121 h 45, 122 h 45, 123 h 45, 124 h 45, 125 h 45, 126 h 45, 127 h 45, 128 h 45, 129 h 45, 130 h 45, 131 h 45, 132 h 45, 133 h 45, 134 h 45, 135 h 45, 136 h 45, 137 h 45, 138 h 45, 139 h 45, 140 h 45, 141 h 45, 142 h 45, 143 h 45, 144 h 45, 145 h 45, 146 h 45, 147 h 45, 148 h 45, 149 h 45, 150 h 45, 151 h 45, 152 h 45, 153 h 45, 154 h 45, 155 h 45, 156 h 45, 157 h 45, 158 h 45, 159 h 45, 160 h 45, 161 h 45, 162 h 45, 163 h 45, 164 h 45, 165 h 45, 166 h 45, 167 h 45, 168 h 45, 169 h 45, 170 h 45, 171 h 45, 172 h 45, 173 h 45, 174 h 45, 175 h 45, 176 h 45, 177 h 45, 178 h 45, 179 h 45, 180 h 45, 181 h 45, 182 h 45, 183 h 45, 184 h 45, 185 h 45, 186 h 45, 187 h 45, 188 h 45, 189 h 45, 190 h 45, 191 h 45, 192 h 45, 193 h 45, 194 h 45, 195 h 45, 196 h 45, 197 h 45, 198 h 45, 199 h 45, 200 h 45, 201 h 45, 202 h 45, 203 h 45, 204 h 45, 205 h 45, 206 h 45, 207 h 45, 208 h 45, 209 h 45, 210 h 45, 211 h 45, 212 h 45, 213 h 45, 214 h 45, 215 h 45, 216 h 45, 217 h 45, 218 h 45, 219 h 45, 220 h 45, 221 h 45, 222 h 45, 223 h 45, 224 h 45, 225 h 45, 226 h 45, 227 h 45, 228 h 45, 229 h 45, 230 h 45, 231 h 45, 232 h 45, 233 h 45, 234 h 45, 235 h 45, 236 h 45, 237 h 45, 238 h 45, 239 h 45, 240 h 45, 241 h 45, 242 h 45, 243 h 45, 244 h 45, 245 h 45, 246 h 45, 247 h 45, 248 h 45, 249 h 45, 250 h 45, 251 h 45, 252 h 45, 253 h 45, 254 h 45, 255 h 45, 256 h 45, 257 h 45, 258 h 45, 259 h 45, 260 h 45, 261 h 45, 262 h 45, 263 h 45, 264 h 45, 265 h 45, 266 h 45, 267 h 45, 268 h 45, 269 h 45, 270 h 45, 271 h 45, 272 h 45, 273 h 45, 274 h 45, 275 h 45, 276 h 45, 277 h 45, 278 h 45, 279 h 45, 280 h 45, 281 h 45, 282 h 45, 283 h 45, 284 h 45, 285 h 45, 286 h 45, 287 h 45, 288 h 45, 289 h 45, 290 h 45, 291 h 45, 292 h 45, 293 h 45, 294 h 45, 295 h 45, 296 h 45, 297 h 45, 298 h 45, 299 h 45, 300 h 45, 301 h 45, 302 h 45, 303 h 45, 304 h 45, 305 h 45, 306 h 45, 307 h 45, 308 h 45, 309 h 45, 310 h 45, 311 h 45, 312 h 45, 313 h 45, 314 h 45, 315 h 45, 316 h 45, 317 h 45, 318 h 45, 319 h 45, 320 h 45, 321 h 45, 322 h 45, 323 h 45, 324 h 45, 325 h 45, 326 h 45, 327 h 45, 328 h 45, 329 h 45, 330 h 45, 331 h 45, 332 h 45, 333 h 45, 334 h 45, 335 h 45, 336 h 45, 337 h 45, 338 h 45, 339 h 45, 340 h 45, 341 h 45, 342 h 45, 343 h 45, 344 h 45, 345 h 45, 346 h 45, 347 h 45, 348 h 45, 349 h 45, 350 h 45, 351 h 45, 352 h 45, 353 h 45, 354 h 45, 355 h 45, 356 h 45, 357 h 45, 358 h 45, 359 h 45, 360 h 45, 361 h 45, 362 h 45, 363 h 45, 364 h 45, 365 h 45, 366 h 45, 367 h 45, 368 h 45, 369 h 45, 370 h 45, 371 h 45, 372 h 45, 373 h 45, 374 h 45, 375 h 45, 376 h 45, 377 h 45, 378 h 45, 379 h 45, 380 h 45, 381 h 45, 382 h 45, 383 h 45, 384 h 45, 385 h 45, 386 h 45, 387 h 45, 388 h 45, 389 h 45, 390 h 45, 391 h 45, 392 h 45, 393 h 45, 394 h 45, 395 h 45, 396 h 45, 397 h 45, 398 h 45, 399 h 45, 400 h 45, 401 h 45, 402 h 45, 403 h 45, 404 h 45, 405 h 45, 406 h 45, 407 h 45, 408 h 45, 409 h 45, 410 h 45, 411 h 45, 412 h 45, 413 h 45, 414 h 45, 415 h 45, 416 h 45, 417 h 45, 418 h 45, 419 h 45, 420 h 45, 421 h 45, 422 h 45, 423 h 45, 424 h 45, 425 h 45, 426 h 45, 427 h 45, 428 h 45, 429 h 45, 430 h 45, 431 h 45, 432 h 45, 433 h 45, 434 h 45, 435 h 45, 436 h 45, 437 h 45, 438 h 45, 439 h 45, 440 h 45, 441 h 45, 442 h 45, 443 h 45, 444 h 45, 445 h 45, 446 h 45, 447 h 45, 448 h 45, 449 h 45, 450 h 45, 451 h 45, 452 h 45, 453 h 45, 454 h 45, 455 h 45, 456 h 45, 457 h 45, 458 h 45, 459 h 45, 460 h 45, 461 h 45, 462 h 45, 463 h 45, 464 h 45, 465 h 45, 466 h 45, 467 h 45, 468 h 45, 469 h 45, 470 h 45, 471 h 45, 472 h 45, 473 h 45, 474 h 45, 475 h 45, 476 h 45, 477 h 45, 478 h 45, 479 h 45, 480 h 45, 481 h 45, 482 h 45, 483 h 45, 484 h 45, 485 h 45, 486 h 45, 487 h 45, 488 h 45, 489 h 45, 490 h 45, 491 h 45, 492 h 45, 493 h 45, 494 h 45, 495 h 45, 496 h 45, 497 h 45, 498 h 45, 499 h 45, 500 h 45, 501 h 45, 502 h 45, 503 h 45, 504 h 45, 505 h 45, 506 h 45, 507 h 45, 508 h 45, 509 h 45, 510 h 45, 511 h 45, 512 h 45, 513 h 45, 514 h 45, 515 h 45, 516 h 45, 517 h 45, 518 h 45, 519 h 45, 520 h 45, 521 h 45, 522 h 45, 523 h 45, 524 h 45, 525 h 45, 526 h 45, 527 h 45, 528 h 45, 529 h 45, 530 h 45, 531 h 45, 532 h 45, 533 h 45, 534 h 45, 535 h 45, 536 h 45, 537 h 45, 538 h 45, 539 h 45, 540 h 45, 541 h 45, 542 h 45, 543 h 45, 544 h 45, 545 h 45, 546 h 45, 547 h 45, 548 h 45, 549 h 45, 550 h 45, 551







## CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES

RALLYE DE SAN-REMO. 30 SEPTEMBRE/5 OCTOBRE

# 205 TURBO 16.

# ENCORE SACRÉE UNE VICTOIRE !

### CLASSEMENT GÉNÉRAL

- 1<sup>er</sup> A. VATANEN - T. HARRYMAN  
PEUGEOT 205 TURBO 16
- 2<sup>e</sup> A. BETTEGA - M. PERISSINOT  
LANCIA 037
- 3<sup>e</sup> M. DIASION - P. SIVIERO  
LANCIA 037
- 4<sup>e</sup> F. TABATON - L. TEDESCHINI  
LANCIA 037
- 5<sup>e</sup> J.P. NICOLAS - Ch. PASQUIER  
PEUGEOT 205 TURBO 16

Avec le concours de :

Shell  
BILSTEIN - CHAMPION - SKF - SPEEDLINE - VALEO



**PEUGEOT TALBOT SPORT** 

*Un constructeur sort ses griffes*



# INFORMATIONS « SERVICES »

## TROISIÈME AGE

### LA SÉCURITÉ DES PERSONNES AGÉES

#### « Démythifier l'agression »

Informé sans dramatiser, mettre en garde sans effrayer : deux mots d'ordre qui président aux campagnes pour la sécurité des personnes âgées que le CCAS (Centre communal d'action sociale) de Marseille organise chaque année.

Les personnes âgées sont souvent la cible des « petits délinquants » dans la rue, et, facilement crédulés, elles accueillent sans méfiance, chez elles, des visiteurs suspects.

« Il faut démythifier l'agression et donner des conseils aux personnes âgées pour qu'elles ne redoutent pas de sortir, dans la rue, de leur appartement, et, renouant avec la vie, ne se cantonnent pas chez elles en se coupant de toute vie sociale », déclare M. Georges Silvy, directeur du CCAS.

Depuis 1975, Marseille lance, pendant un mois et demi, une série d'actions ne négligeant aucun des moyens d'information. Des brochures gratuites rappellent quelques conseils de base : « Assurez votre sécurité : marchez le long du mur, ne portez pas votre sac à main côté trottoir, ne retirez pas ostensiblement de l'argent de la banque ou de la caisse d'épargne, ne conservez pas trop d'argent chez vous ; la nuit, fermez bien vos volets... »

Au cours de conférences et de tables rondes, ouvertes à toute la population âgée, le personnel de la police urbaine et des assistants sociales prodiguent ses avis. Les personnes âgées, qui font fièvre pour éviter l'agression et la « dédramatisation » si elle a lieu, « Les gens doivent se défendre », dit M. Silvy, « et ne pas se laisser faire. Il n'y a pas à hésiter : il faut crier. Personne ne risque rien en hurlant, et les cris alertent le voisinage. »

Le CCAS a même distribué, il y a quelques temps, des... sillets aux personnes âgées de la ville. L'insécurité a fait sourdre. « Mais, ajoute M. Silvy, si peu d'entre elles ne s'en sont jamais servi, ce qui signifie qu'elles ont un sentiment de sécurité presque complet. En revanche, nous avons renoncé aux bombes

lacrémogènes par crainte de fausses manœuvres. »

#### Faux policiers

Des « encadrés » dans la presse locale répètent que le personnel municipal qui peut se présenter au domicile ne parait jamais d'argent et qu'il est muni d'un document permettant de l'identifier. Car, les vieux scénarios demeurent toujours valables pour s'introduire chez les personnes âgées. Par exemple : « Je viens de la part de l'aide sociale vérifier si vous bénéficiez bien de tous vos droits », annonce une pseudo assistante sociale. Qui visiterait à tant de sollicitude ? Plus nouveau : les faux policiers qui viennent vérifier si la vieille dame n'a pas été cambriolée. Pendant qu'elle introduit ses visiteurs, l'un d'eux subtilise un libellot. Il sera la preuve que le vol a bien eu lieu. La vieille dame court alors directement à ses économies et ses bijoux pour constater, satisfaite, qu'elle est toujours là. Rien de plus facile, alors, pour l'un des « policiers » de revenir sur ses pas et de s'en emparer.

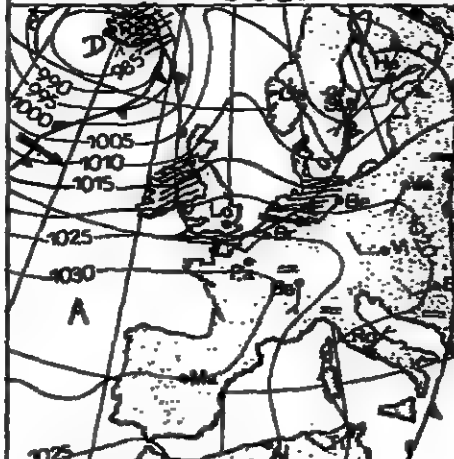
Pour dissuader les visites frauduleuses, le CCAS distribue des « autocollants » des entreteneurs de porte, des chaînes de sécurité. Autant de moyens de vérifier, sans précipitation, l'identité des visiteurs. De même un système de téléalarme, installé chez les personnes âgées disposant du téléphone (1) est raccordé à une centrale d'écoute permanente située chez les marins-pompier. L'alerte donnée, ceux-ci en vérifient la gravité et envoient, si besoin est, le médecin, la police, les pompiers... Et, enfin, si le drame s'est produit, des assistants sociaux se précipitent pour épauler et calmer les victimes et leur faire obtenir une aide financière si la pension a disparu au cours de l'agression.

CHRISTIANE GROUVER.

(1) Le téléalarme est gratuit pour les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité et pour les personnes âgées dont le revenu avoisine 2.600 F par mois (4.300 F pour un couple). Ensuite, ce système est tarifié progressivement.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 08-10-84 À 0 h GMT.



Évaluation probable du temps en France entre le lundi 8 octobre à 0 heure et le mardi 9 octobre à 24 heures.

Établissement d'un temps plus stable et calme sur le pays. Le courant des perturbations passera au niveau des îles Britanniques, ne débordant que par sa partie sud sur la France.

Mardi matin, sur les régions au nord de Bordeaux-Geneve, ciel couvert avec pluies ou bruines intermittentes. Au lever du jour, 12 degrés en général, localement 9 à 10 degrés dans l'Est et 13 à 14 degrés en Bretagne.

Sur les régions méditerranéennes, temps brumeux avec bancs de brouillard locaux s'éclaircissant que le littoral méditerranéen où le ciel sera clair dès le lever du jour. Il fera frais : 3 à 5 degrés dans l'intérieur et 7 à 10 degrés sur les côtes méditerranéennes et landaises.

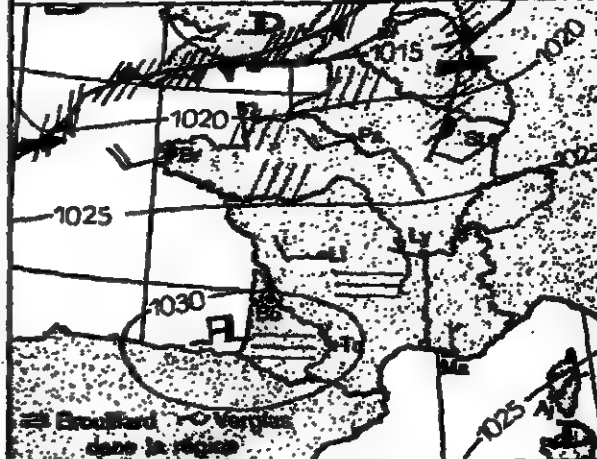
As cours de la journée, de belles éclaircies sur toutes les régions. Au sud d'une ligne Bordeaux-Strasbourg, il fera 18 degrés en milieu d'après-midi et même 20 à 22 degrés près de la Méditerranée. Sur les régions au nord de Bordeaux-Strasbourg, persistance du temps très nuageux avec des pluies passagères en bordure de la Manche.

La température maximale sera comprise entre 15 et 17 degrés. Le vent d'ouest à sud-ouest soufflera en rafales au nord de la Loire.

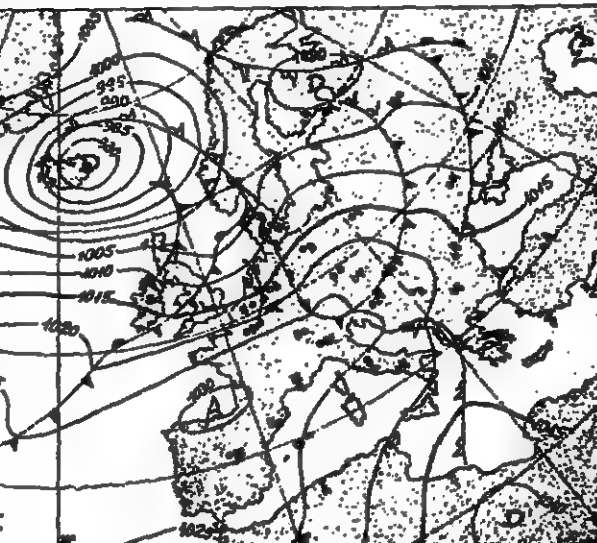
La pression atmosphérique restera au niveau de la mer à Paris, le 8 octobre à 5 heures, de 1026,9 millibars, soit 770,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 octobre; le second le minimum de la nuit du 7 octobre au 8 octobre) : Alsace, 20 et 9 degrés; Biarritz, 16 et 7; Brest, 14 et 13; Caen, 16 et 11; Clermont-Ferrand, 13 et 2; Dijon, 14 et 3; Grenoble-St-M.-M., 13 et 6; Grenoble-St-Gervais, 11 et 4; Lille, 13 et 11; Lyon, 13 et 4; Marseille-Marseille, 17 et 7; Nancy, 15 et 7; Nantes, 16 et

### PRÉVISIONS POUR LE 9-10-84 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 9 OCTOBRE À 0 HEURE (GMT)



13: Nice-Côte d'Azur, 18 et 12; Paris-Montsouris, 16 et 11; Paris-Orly, 16 et 10; Pau, 13 et 4; Perpignan, 17 et 13; Rennes, 15 et 13; Strasbourg, 15 et 6; Tours, 15 et 11; Toulouse, 15 et 4; Poitiers-Poitiers, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 10 degrés; Amsterdam, 14 et 7; Athènes, 29 et 16; Berlin, 14 et 8; Bonn, 15 et 10; Bruxelles, 14 et 11; Le Caire, 33 et 18; Les Canaries, 25 et 21; Coppenhague, 14 et 8; Dakar, 31 et 27;

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 10 OCTOBRE

« Le Palais des Rois de France et la Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, M<sup>me</sup> Dubessac.  
« L'Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.  
« L'église des Blancs-Manteaux et la cloître des Billettes », 15 heures, 12, rue des Blancs-Manteaux, M<sup>me</sup> Saint-Giron.  
« Caisse nationale des monuments historiques », 11 heures, Musée de Louvre, (M<sup>me</sup> Casati).  
« La Gare Saint-Lazare », 14 h 30,

devant le Monument aux morts (Marion Raguenau).

« Marais, place des Vosges illuminés », 20 h 30, métro Pont-Marie, (M<sup>me</sup> Jassat).

« Les Cours des Miracles », 15 heures, métro Bonne Nouvelle (M<sup>me</sup> Jassat).

« Le couvent et le jardin des Carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes.

« Balzac et sa villa de Passy », 15 heures, 47, rue Raymond (Paris et son histoire).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 7 octobre :

### UN DECRET

« Soumettant la société Régie Inter-oceans au contrôle économique et financier de l'Etat. »

### DÉS ARRÊTÉS

« Fixant les taux de la taxe parafiscale perçue au profit de la Caisse nationale de l'énergie. »

« Relatif à la rémunération des internes en médecine et en pharmacie des régions sanitaires nommées antérieurement à la réforme des études médicales. »

## CONFÉRENCES

20 à 30, 26, rue Bergère, Jacques Barjotier : « La Kabbalah ou Tradition Cosmique », (l'Homme et la Cosmologie).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

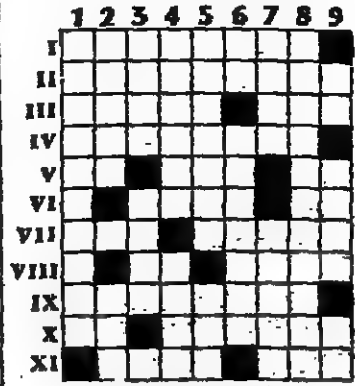
« De Saint-Roch aux Hôtels de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, métro Ternes (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra », 13 h 30 (M<sup>me</sup> Pobyer).

« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins, (Tourisme culturel).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3814



### HORIZONTALEMENT

I. Ne pas se précipiter du tout de son avancement. - II. Risquent de se produire là où il y a trop de vapeurs. - III. Peut être assimilée à une balade. Est difficile à piéger. - IV. Disposer le couvert. - V. Andalous. Cri dans un cirque. Pronom. - VI. Un coin perdu. Qui a donc circulé. VII. Pronom. Porter en terre. - VIII. Vieille ville. La cinquième est inutile à celui qui roule carrosse. - IX. Mettrais dans l'ennui. - X. Préposition. Se voit au bord de l'eau. - XI. La vandoise, par exemple. Direction.

### VERTICALEMENT

1. Un escroc papillon. - 2. Un vrai gouffre. Indique la sensibilité des couches photographiques. - 3. Un Berbère, autrefois. Son culte exigeait des sacrifices humains. - 4. Dans le Bugue. Déjoua la conspiration de Cadoudal. - 5. Qui ne peuvent donc pas être dépassées. Est parfois dangereuse à traverser. - 6. Mot d'enfant. Qualifie un quartier où l'on trouve des légumes. - 7. Un père qui s'abstient pour son fils. A été réprimandé d'être très gros. - 8. Des femmes qui faisaient surtout leur travail en bas. - 9. Note. Sur l'Ogoun. Abréviation.

### Solution du problème n° 3813

Horizontalement : I. Purgatoire. Dada. - II. Analphabète. Gila. - III. Rivières. Ennuyé. - IV. Eau. Emigration. - V. Relais. An. - VI. Reg. Bn. Eta. - VII. Sully. Aréoles. - VIII. Miroir. Ra. - IX. Et. Et. Etre. - X. Cap. Rallément. - XI. Outiller. Lr. - XII. Estrovert. SE. - XIII. Ale. l'imité. Dts. - XIV. Néant. NS. Noces. - XV. Traisme. Artiste.

### Verticalement

1. Pater. Méchant. - 2. Université. Nier. - 3. Ravaler. Potou. - 4. Gila. Igloo. Ur. Ni. - 5. Après-ki. Toita. - 6. Thème. Yttrium. - 7. Ousia. Alvine. - 8. Ib. Barilota. - 9. Réor. Caillera. - 10. Etna. Résistent. - 11. Entame. Sol. - 12. Ein. Oremus. Cl. - 13. Agio. Entéridés. - 14. Dignité. RN. Lba. - 15. Anes. Aséche.

GUY BROUTY.

## JEUX

### LE GRAND TOURNOI « LES CHIFFRES ET LES LETTRES »

La McEnroe des chiffres et des lettres (comme l'appelle Armand Jammot) a gagné ! C'est Etienne Chazal, le jeune et timide employé de mairie de vingt-deux ans, qui a remporté dimanche soir, 7 octobre, à Nîmes, la deuxième édition du grand tournoi « Les chiffres et les lettres », l'un des jeux les plus populaires de la télévision, organisé chaque année par Antenne 2.

Devant une dizaine de millions de téléspectateurs retenant leur souffle, Etienne Chazal, qui était considéré comme le grand favori de l'épreuve par l'ensemble des cinquante-quatre petits génies qui se sont illustrés depuis dix ans - et qui se sont opposés pendant une semaine dans le cadre de ce « masters », a battu son adversaire, Benjamin Hennaux, trente et un ans, un gérant jovial aux nerfs pourtant plus solides, enseignant à temps partiel, parisien lui aussi et passionné de jeux (il a écrit de nombreux livres sur le poker, le tarot, le backgammon et une encyclopédie en neuf volumes sur le scrabble) : 159 points à 116. Score sévère. Etienne Chazal recevait une somme de 25.000 F et Benjamin Hennaux la moitié.

### Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

1, rue de la Harpe, 75001 PARIS

## LOTO

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

PROCHAINES TIRAGES : 10 OCTOBRE 1984

TRIMES DU SAMEDI 10 OCTOBRE 1984

9 12 21 24 41 43

## TÉLÉMATIQUE

### Contesse Publicité lance un service d'offres d'emplois

Contesse Publicité lance le 8 octobre un service télématique destiné à renforcer l'efficacité des annonces d'emploi publiées dans la presse par son intermédiaire. Accessible gratuitement par Minitel, ce service renseignera les usagers en indiquant l'avance les titres de journaux où paraissent des annonces les intéressant. Il pourra être interrogé par type de fonction, secteurs d'activité ou région.

Après parution des annonces dans

la presse, le service télématique continuera à proposer ces annonces en indiquant le nom de l'entreprise et les principaux critères de sélection des candidats. Le service donnera accès à d'autres informations sous forme d'un magazine télématique : chiffres-clés de l'emploi, calendrier social, les moindres informations sociales de l'étranger. Les entreprises pourront accéder par le même canal à des informations sur les supports de presse et adresser par Minitel le texte de leurs annonces à Contesse Publicité.

Le groupe Contesse, qui réunit neuf entreprises du secteur de la communication, est un des leaders de l'annonce de recrutement. Il publie chaque semaine dans la presse 20 à 30 pages d'annonces pour environ 600 postes à pourvoir.

Le Monde

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 605 F 859 F 1 080 F

ÉTUDIANTS (joindre un justificatif)

310 F 490 F 670 F 850 F

Prière de joindre le règlement à la commande (chèque bancaire ou chèque postal 3 volants).



# Le Monde ECONOMIE

LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS

## Après le mécénat

UNE « reconnaissance d'utilité sociale », c'est ce que réclamait en janvier 1981 l'Association pour le développement des associations de progrès (ADP), présidée par M. François Bloch-Lainé, au moment de se saborder. Une disparition certes prévue dès la création — pour cinq ans — de cet organisme, mais qui aboutissait, une fois de plus, à un constat de carence : les difficultés de convaincre le pouvoir en place d'instituer de nouvelles règles du jeu face à un phénomène associatif qui n'a plus qu'un lointain rapport avec les congrégations religieuses et les amicales de pêcheurs à la ligne nées dans la mouvance de la célèbre loi de 1901.

Trois ans et demi après ce rendez-vous manqué avec le « mécénat populaire », selon l'expression de l'époque, ce grand commis de l'Etat (après avoir occupé plusieurs postes dirigeants dans le monde de la finance, M. Bloch-Lainé qui vient de mettre un point final à un rapport du commissariat du Plan sur l'intermédiation financière, préside en même temps l'établissement public chargé d'installer le nouveau Opéra à la Bastille) s'est à nouveau penché sur ce sujet qu'il connaît bien. Cette fois, il ne s'agit pas tant de réfléchir aux nouveaux rapports qui pourraient être instaurés entre ces deux parties à la communication difficile que de chercher à remédier

aux problèmes financiers croissants que connaissent les associations à vocation économique qui ne disposent pas de la base financière nécessaire à leur développement.

Dans le vaste monde de l'économie sociale, les associations occupent une place à part aux côtés d'un réseau mutualiste relativement riche et bien structuré et d'un ensemble coopératif qui dispose, depuis la loi Delors de janvier 1983, d'un titre participatif émis dans le public pour recueillir de l'argent frais — une formule déjà expérimentée par la centrale de magasins Cadeo-Una. Le secteur associatif, qui emploie au bas mot 65 % des quelque 1,19 million de salariés répertoriés au sein de l'économie sociale (en compre-

nant les comités d'entreprise, les syndicats et les fondations), ne dispose, lui, que des dons, legs, cotisations, concours bancaires réduits, voire contributions de particuliers tentés, depuis 1984, par une déduction fiscale récemment majorée — autant de formules qui empêchent toute véritable gestion — et des subventions publiques dont la source peut être tarie à tout moment pour cause de crise économique ou d'incompatibilité d'intérêts.

Vers qui alors se tourner pour contribuer à financer — sur une base assainie — ces véritables monstres que sont devenues certaines ligues ou fédérations regroupant des milliers de salariés et des dizaines de milliers d'associations dans chaque coin de France dont les budgets restent « alimentés en grande partie, grâce aux fonds publics » (1) ? Vers les banques ? Elles ont déjà fort à faire pour essayer de répondre — avec le moins de risques possibles — aux besoins pressants des entreprises commerciales et industrielles.

### L'appel à l'épargne

Vers les épargnants ? C'est bien à cette « clientèle » qu'ont songé les auteurs du rapport Bloch-Lainé en proposant un vaste dispositif législatif qui permettrait à ce secteur d'émettre des obligations ou mieux des titres associatifs dont les modalités auraient été étudiées en fonction de la spécificité des associations. Celle-ci les contraint de rester dans le cadre de la loi très favorable de 1901, ce qui leur interdit, en revanche, toute clause d'intéressement susceptible d'aboutir à un partage des bénéfices.

Si on voit bien l'intérêt de ces nouveaux produits pour les associations, on peut s'interroger sur les motivations de leurs souscripteurs éventuels. « A première vue, il s'agit d'un titre de mécénat,

reconnait M. François Bloch-Lainé ; mais, dans la mesure où il est négociable, il peut devenir un titre de marché financier et intéresser des entreprises qui préféreraient détenir des titres sur un organisme reconnu d'utilité publique et au rôle économique indéfectible plutôt que continuer à lui verser des dons à fonds perdus. »

Même en comportant une rémunération inférieure à celle du marché, ces titres associatifs peuvent attirer également des institutions qui disposent de conditions fiscales particulières, telles les compagnies d'assurances et les caisses de retraite. Il peut s'agir aussi des collectivités locales très liées aux activités de tourisme social et de formation permanente, à l'échelon régional, mais qui disposent d'une marge de manœuvre financière progressivement réduite en raison de contraintes budgétaires accrues.

Le produit est bon. Tous les intervenants sont d'accord, y compris dans l'administration et dans les divers cabinets ministériels concernés — le fait est suffisamment exceptionnel pour être signalé, — et les récentes déclarations de M. Pierre Bérégovoy ont, semble-t-il, donné l'imprimatur à ce qui n'était encore qu'un rapport d'études. Intervenant lors d'un forum organisé par le Crédit coopératif (lequel contribue au financement des coopératives, des mutualités et des associations), le ministre de l'économie et des finances a assuré que le gouvernement allait arrêter « dans les prochaines semaines » sa position sur ces nouveaux instruments financiers (le Monde du 20 septembre), à commencer par le titre associatif.

SERGE MARTI  
(Lire la suite page 24.)

(1) Les Donateurs de la République. Que fait l'Etat de votre argent ? Jean-Pierre Gaudard. Editions Belfond, 260 pages, 89 F.

## Un secteur éclaté

UNE association naît toutes les douze minutes en France ; telle est la seule chose à peu près sûre dès lors qu'il s'agit d'évaluer le développement de ce secteur très important de l'économie sociale. Cette statistique — ou cette image — résulte tout simplement des déclarations obligatoires faites à la préfecture de police, l'an dernier, quarante-sept mille associations (contre vingt mille en 1983, à titre de comparaison) sont venues grossir un bataillon dont les effectifs ne s'élèvent entre trois cent mille et cinq cent mille (le chiffre exact étant sans doute plus proche de cette dernière évaluation).

La seule étude fiable résulte de la comptabilisation tenue par l'INSEE à partir des déclarations de personnel salarié faites par les associations. Il en ressort qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1984 on comptait cent trente-quatre mille associations employant dans cent cinquante et une mille établissements un total de sept cent soixante-seize mille salariés à plein temps, soit un peu plus de 1 % de l'ensemble des salariés (contre deux cent

quarante-sept mille salariés pour les coopératives et cent trente-cinq mille pour les mutualités). La plupart des associations reposent sur de très petites équipes : seuls douze mille organismes emploient chacun plus de dix salariés et trente-trois plus de mille personnes.

Toutefois, la principale caractéristique de ces dernières années a été la véritable explosion des associations liées au secteur productif, à la formation professionnelle, à l'insertion des jeunes. Il s'agit de secteurs où l'on s'efforce de concilier la notion d'« entreprise » et celle de « mouvement social », avec un rôle particulièrement marqué dans trois domaines :

● Le domaine sanitaire et social, où les associations gèrent la plupart des établissements et services sociaux et médico-sociaux, ainsi que plus de 18 % du potentiel hospitalier métropolitain. Le chiffre d'affaires est évalué à 40 milliards de francs pour l'année 1983, dont une trentaine versée par les collectivités publiques et les caisses de sécurité sociale.

● Le domaine éducatif et sportif, où elles gèrent près de trente-sept mille clubs sportifs (qui emploient plus de cent mille salariés). Dans le secteur de la formation continue, par exemple, 50 % du chiffre d'affaires est réalisé par plus de deux mille associations.

● Le secteur touristique, dont la part « tourisme social » représente 12 % de l'activité totale, soit environ 5 milliards de francs de chiffre d'affaires avec plus de soixante-dix mille emplois saisonniers et permanents.

On ne saurait évaluer, à grands traits, le poids économique du secteur associatif sans parler des milliers de bénévoles, non compris dans les statistiques, qui contribuent aussi à créer et à animer ces associations, « instrument particulièrement utile en période de mutation profonde, pour assurer des services nouveaux ou traditionnels qui ne sont pris en charge ni par les collectivités publiques ni par le secteur commercial. »

## L'IMMIGRATION CLANDESTINE

# Les Tamouls, réfugiés fantômes

LES immigrés ont changé, mais aussi les réfugiés et les travailleurs clandestins : plus nombreux — ou plus basés, donc plus visibles — et plus démunis qu'il y a une décennie. La France également a changé : sous la pression de la crise, elle a fermé théoriquement ses frontières à l'immigration en 1974, comme la plupart des pays voisins. Mais une clôture radicale de l'espace national demeure illusoire. Comment déterminer par là la différence entre un étranger qui demande le droit d'asile pour des raisons réellement politiques et un réfugié « économique » d'abord en quête d'un travail rémunérateur ? Le cas des Tamouls du Sri-Lanka illustre ce genre de difficulté.

Le mois dernier, à l'aéroport de Roissy, une quarantaine de réfugiés tamouls de Sri-Lanka (ex-Ceylan) étaient réembarqués de force à destination de Berlin via Vienne. L'affaire fit quelque bruit, car ni les familles que certains d'entre eux tentaient de rejoindre à Paris, ni les avocats de la communauté tamoule en France, ni les journalistes, n'avaient pu entrer en contact avec ce groupe de voyageurs sans visas, composés en majorité de femmes et d'enfants.

Arrivés le dimanche 16 septembre au matin, avec un billet « circulaire » de l'UTA, ils avaient profité de l'escale pour déposer une demande d'asile enregistrée le soir même par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). En attendant la décision du ministre de l'Intérieur formulée après consultation du Quai d'Orsay, ils furent « hébergés » trois jours à l'hôtel Sofitel de Roissy, en zone internationale, aux frais de l'UTA. Le refus du ministre de l'Intérieur montre que la France, en la matière, est moins sensible à l'oppression des Tamouls dans leur patrie qu'à la croissance de la population immigrée sur son territoire.

En un an, il est vrai, un millier de Sri-Lankais, la plupart d'origine tamoule, seraient entrés clandestinement dans notre pays. Il s'agit là, déclare la police et des frontières (PAF), d'une simple estimation, car une centaine seulement ont pu être interceptés. Le mouvement, toutefois, a tendance à s'accroître.

Selon l'OFPRA et les organisations de bienfaisance qui les reçoivent, le Service social d'accueil des émigrants (SSAE), Secours catholique, CIMADE, CFDT, etc., — les Tamouls du Sri-Lanka se situent dans le peloton de tête des demandeurs d'asile. Mais un grand nombre restent des réfugiés fantômes, qui n'apparaissent pas dans les statistiques.

Officiellement, les autorités de Colombo ne veulent pas entendre parler de ces réfugiés. Et pour cause. Depuis des siècles au Sri-Lanka (15 millions d'habitants aujourd'hui), les deux communautés s'affrontent : les Cinghalais, majoritaires (59 % de la population), d'origine indo-aryenne, sont bouddhistes ; les Tamouls, ethnies minoritaires (23 %), de race noire, originaires de l'Inde du Sud, sont hindouistes, le reste de la population étant surtout constitué de musulmans.

### Plusieurs filières de faux touristes

Après quatre cent cinquante ans d'occupation portugaise, hollandaise, puis britannique, des troubles ont éclaté, les Cinghalais accusant les Tamouls d'avoir été favorisés par l'ancien colonisateur. Après l'indépendance accordée en 1948, le gouvernement de Ceylan a imposé dès 1956 le cinghalais comme langue officielle, puis le bouddhisme comme religion en 1972. De violents affrontements s'ensuivirent, marqués en 1981 par l'incendie de la ville de Jaffna — capitale des provinces du Nord où les Tamouls sont majoritaires et revendiquent l'indépendance — et plus récemment par le sacage de plusieurs grandes usines de Colombo appartenant à de riches familles tamoules. « Depuis deux ans, sous déclare M. Manickam Kulenthiran, avocat de Colombo, président de l'association des réfugiés tamouls de Sri-Lanka (1), plus de deux mille Tamouls ont été assassinés par la police au Sri-Lanka. D'autres sont torturés ou mis au secret, mais on ne peut rien prouver. »

A Paris, on se joint de ce contexte historique. On se borne à constater

que les Tamouls fuyant le Sri-Lanka empruntent depuis 1981 des filières de « passeurs » qui les prennent en charge soit à Singapour, destination Paris, soit à Colombo, destination Berlin. Les filières de la capitale allemande, via Sofia ou Moscou, demandent un visa touristique de vingt-quatre heures et en profitent pour aller visiter Berlin-Ouest, où les autorités s'emparent de leur dossier et leur délivrent un visa de quatre jours contre la promesse de quitter les lieux avant l'expiration de ce délai.

Vienne et Berlin-Ouest sont les plaques tournantes de ce trafic qui profite à des professionnels de la main-d'œuvre clandestine, simples intermédiaires ou employeurs abusifs, qui exploitent des immigrés sans payer aucune cotisation sociale.

Depuis deux ans, la police française a intercepté plus d'un millier d'immigrés illégaux aux marches de l'est, dont six en septembre dernier au point de passage du cimetière de Sarnbrück. Moyennant 600 F par personne, deux passeurs — un chauffeur de taxi d'Alsting (Moselle) et un jeune Sri-Lankais résident à Metz — leur faisaient franchir l'une des portes de ce cimetière, qui donne sur la France.

D'autres filières de faux touristes existent en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, en Italie et même en Grèce. Dans ce dernier pays, on le sait, la chronique des faits divers s'est enrichie récemment de l'affaire des clandestins transportés par des bateaux de pêche et jetés par-dessus bord.

A Paris, dans une officine de traduction de tamoul installée rue d'Orsel à Barbès, on estime que sur les quelque sept mille Sri-Lankais présents en France (quatre mille sept cents environ selon le ministère de l'Intérieur : quatre mille cartes de séjour, sept cents cartes de réfugiés), plus de deux mille sont des clandestins ou des personnes entrées illégalement — pour la plupart, des réfugiés tamouls. Ces derniers, qu'ils soient faux touristes, faux étudiants, munis de faux passeports ou au contraire sans papiers, vivent une existence pleine d'aléas.

Les autres, les « réguliers » candidats à l'asile politique, arrivent tout aussi démunis, car ils ont payé le

prix fort aux passeurs — jusqu'à 10 000 francs par personne pour un voyage aller simple. Beaucoup n'ont d'autres documents que l'autorisation provisoire de séjour renouvelable tous les trois mois délivrée par la préfecture de police aux demandeurs d'asile. Dans le meilleur des cas, certains ont obtenu l'autorisation provisoire de travail qui leur permet de s'inscrire dans une agence pour l'emploi où ils percevront l'allocation forfaitaire de quelque 1 500 francs par mois.

Le drame de ces hommes transplantés, souvent assez jeunes, c'est que leur statut social actuel, à l'inverse de bon nombre d'immigrés, est généralement moins élevé qu'il l'était dans leur patrie. Plus de 50 % étaient des agriculteurs, petits propriétaires terriens, planteurs de thé : environ 35 % étaient des employés, des cadres ou des techniciens ; les autres étaient des commerçants.

« Ici, dit Jeyarajah, étudiant en droit, nous sommes manœuvres, louches de nosseilles ou balayeurs. Carte de réfugié ou pas, le chômage et le racisme sont toujours là. Mais l'obstacle majeur, pour l'immigré tamoul, ce n'est pas tellement sa couleur de peau que sa méconnaissance du français. A Sri-Lanka, en dehors de nos langues vernaculaires, nous ne parlions que l'anglais. »

Pour M. Kulenthiran, le sort des Tamouls, et d'une façon générale de tous les Sri-Lankais, serait plus supportable si la France leur accordait plus aisément le statut légal de réfugiés — ce qu'elle fait, selon lui, dans moins de 50 % des cas. La France, rétorque la PAF, compte 2 875 kilomètres de frontières terrestres, 3 035 kilomètres de frontières maritimes, 24 ports de commerce, 581 ports de plaisance et 115 aérodromes ouverts au trafic international. Mais c'est en toute légalité que les touristes franchissent nos postes de douane. Faudra-t-il établir un jour le visa pour tous les étrangers ? Impensable, sans doute. Une récente étude du Bureau international du travail (BIT) (2) estime le nombre des immigrants en situation irrégulière à 300 000 en France, 400 000 en RFA, 600 000 en Italie, 300 000 en Espagne et 400 000 en Grèce — ces

trois derniers pays devant faire face, à leur tour, à un afflux croissant de travailleurs étrangers.

Que faire ? La vraie solution, estime le BIT, ne peut être recherchée qu'à la source même du problème. Car le phénomène de l'immigration illégale peut être considéré comme une démonstration particulièrement dramatique de l'écart des revenus entre pays nantis et pays pauvres. Si les pays nantis acceptaient de dépenser davantage pour le tiers-monde, ils pourraient passer des accords qui lieraient l'aide au développement à des projets de créations d'emplois dans les pays pauvres.

JEAN BENOIT.

(1) Sri-Lanka Tamil Refugee Resettlement Association.  
(2) Serge Rica : L'administration du travail de l'immigré en situation irrégulière en Espagne, en Grèce et en Italie, BIT, Genève 1984.

## Nationalisation à l'américaine

L'ORSQU'AU mois de juin dernier, la First National Bank of Chicago avait envisagé de racheter la Continental Illinois, passée depuis lors sous contrôle de l'Etat américain faute d'avoir trouvé des acheteurs privés, on ne savait pas encore qu'il s'agissait de l'aveugle offrant ses services au paralytique. C'est, semble-t-il, avec la même imprudence que sa devancière en infortune que la First National de Chicago (le Monde du 5 octobre et daté 7-8 octobre) avait consenti des prêts considérables à diverses sociétés, américaines et étrangères (saoudienne notamment) dont la prospérité était liée directement ou indirectement à la persistance d'une tendance haussière sur le marché du pétrole. Les pertes essuyées, qui viennent d'être révélées, sont lourdes, mais l'affaire n'a pas, comme ce fut le cas au printemps avec la Continental, tourné à la panique.

Quelques jours avant l'annonce des difficultés de la First National Bank of Chicago, un haut fonctionnaire de l'administration, le contrôleur de la monnaie (comptroller of the currency) avait déclaré qu'il était hors de question pour les autorités fédérales de laisser les dix ou onze plus grandes banques du pays (dont les deux déjà citées font partie) tomber en faillite. Ces propos ont probablement eu dans l'immédiat un effet positif en ce sens qu'ils ont sans doute contribué à circonscrire les retombées de la nouvelle affaire de Chicago. Mais ils ont produit une impression durable de malaise dans un pays qui, à juste titre, attache la plus haute importance au respect de l'ordre juridique. Sur quels principes de droit s'appuyer pour justifier un traitement de faveur à l'égard des plus gros établissements ? On a beau faire remarquer que maintes petites et moyennes banques ont également été renflouées, le fait demeure que plusieurs dizaines d'entre elles sont aidées encore cette année au tapis et que celles qui ont été sauvées de la banqueroute l'ont été par suite d'opérations de fusion avec d'autres banques (par définition privées).

Il ne faudrait tout de même pas pousser trop loin les conclusions à tirer de cet ensemble de réactions plus ou moins contradictoires. Si on peut légitimement parler d'une « nationalisation » (un mot que plusieurs commentateurs américains ont, eux aussi, employé en la circonstance) de la Continental Illinois, il convient d'ajouter aussitôt que, dans l'esprit de l'Agence fédérale d'assurance des dépôts (FDIC), il s'agit d'une prise en charge provisoire. Au cas, aujourd'hui vraisemblable, où la Continental serait remise à flot, les actions détenues par la FDIC seraient revendues, sans doute avec un bénéfice qui lui permettrait de se rembourser en totalité ou en partie (la remontée spectaculaire des actions Chrysler constitue un précédent encourageant). Les théoriciens du libéralisme le plus sourcilieux ont toujours admis l'idée d'une aide temporaire destinée à faire face à un renversement de situation trop brutal. A cela s'ajoutent les faits suivants : si la FDIC a garanti tous les déposants (y compris, ce qu'elle n'était pas tenue de faire, les plus gros d'entre eux), elle a laissé les actionnaires mordre la poussière, et, autre façon de procéder également conforme à l'esprit du système libéral, elle n'a pas ménagé les dirigeants responsables. L'agence fédérale en a nommé d'autres à leur place, choisis, il n'est pas non plus surprenant de le souligner, en raison de leurs compétences éprouvées.

PAUL FABRA.

**CNAM**  
**INTEC**

CONSERVATOIRE NATIONAL  
DES ARTS ET MÉTIERS  
292, Rue St-Martin - 75003 PARIS

SEMINAIRES DE 3<sup>e</sup> CYCLE  
A ORIENTATION PROFESSIONNELLE

TECHNIQUE FINANCIERE  
ET COMPTABLE DES ENTREPRISES

Professeur C. PEROCHON  
avec le concours d'une équipe d'experts comptables  
directeurs de comptabilité, directeurs financiers

C1 DIAGNOSTIC ET GESTION FINANCIERE  
C2 CONTROLE DE GESTION  
C3 AUDIT-REVISION  
C4 PRINCIPES ET NORMES COMPTABLES

Pour chaque séminaire, deux formules au choix  
- 10 samedis  
- ou journées groupées  
Ces séminaires s'adressent aux cadres comptables, financiers,  
gestionnaires et experts comptables stagiaires

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS  
CNAM 271-24-14 Postes 773 et 828



## LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS

LE RAPPORT BLOCH-LAINÉ ET « L'INSUFFISANCE DES RESSOURCES PROPRES »

## Une nouvelle catégorie de titres

## Après le mécénat

(Suite de la page 23.)

Encore faut-il, tout le monde en convient, que la demande existe réellement du côté des associations. La « base » n'a pas réagi très clairement à l'égard du contenu du rapport Bloch-Lainé, estime-t-on Rue de Rivoli, où l'on confirme que ce document va faire l'objet d'une étude interministérielle. « Dans l'ensemble du monde associatif, l'urgence n'est pas ressentie de la même façon », admet M<sup>me</sup> Geneviève Rey, chargée de mission au Conseil national de la vie associative. « A part l'UNIONS (Union interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux, qu'animait, d'ailleurs, M. Bloch-Lainé), l'un des grands coordinateurs du monde associatif, qui a été naturellement informé du déroulement des travaux, les autres grandes associations gestionnaires prennent connaissance peu à peu du projet. Mais il reste encore tout un pan du monde associatif — un domaine très atomisé — qui mettra beaucoup plus de temps à faire connaître sa réponse », explique-t-elle.

« Pourtant, ajoute M<sup>me</sup> Rey, avec ce rapport, nous disposons d'un outil d'évaluation qui nous permettra de savoir combien nous pesons (cela se chiffre en dizaines de milliards de francs) et d'une possibilité de voir notre rôle économique et notre compétence reconnus. » Et de citer l'exemple de cette Fédération des associations de protection de la nature qui revient régulièrement à la charge pour introduire l'élevage des truies et des saumons en France, un secteur totalement dépendant des importations étrangères (774 millions de francs en 1983), alors que les pouvoirs publics s'acharnent mois après mois à rétablir l'équilibre des comptes extérieurs.

Ce n'est là qu'un exemple de ces associations dynamiques, de plus en plus au fait des réalités et n'hésitant pas à utiliser les techniques modernes dans leur activité quotidienne. Témoin le Groupe pour l'insertion des personnes handicapées (GIPH), une association qui emploie trois cent vingt-cinq salariés répartis dans seize délégations régionales avec un chiffre d'affaires annuel de 3,5 milliards de francs, dont 1,5 milliard réalisé en Picardie.

C'est dans cette région qu'a été lancé — pour la première fois en France — un journal télématique, appuyé sur le réseau Transpac et destiné aux handicapés équipés en terminal Minitel. Une initiative qui a valu à cet organisme d'obtenir un prix de 50 000 F décerné par le Crédit coopératif à des associations du secteur social. Voilà peut-être une simple illustration de l'union heureuse que peuvent parfois célébrer l'économie et le social, au nom de ces nouvelles « solidarités collectives » que préconise le IX<sup>e</sup> Plan.

SERGE MARTI.

## Conseils...

Ce livre, destiné aux promoteurs et responsables du secteur associatif, regroupe sous la signature de Raymond Carnus les chroniques hebdomadaires de ce dernier, parues dans le Monde Dimanche de 1982 à 1984. Classées et remises à jour, ces documents, qui sont précédés d'un rappel historique du phénomène associatif, précisent ce qu'il faut savoir sur la loi de 1901, et abordent notamment le problème des ressources et de la fiscalité des associations avec, en conclusion, les modalités de déclaration à fournir à l'administration.

★ Conseils aux associations. Raymond Carnus. 1984, le Monde. 125 pages. 40 F.

## NOUS échangeons vos FACTURES contre de L'ARGENT FRAIS !

L'argent « frais » est aussi indispensable à la croissance des entreprises que le second souffle au cœur de l'entreprise.

Une entreprise moyenne, surtout s'il s'agit d'une entreprise de main d'œuvre doit en effet, régler comptant les salaires, les charges sociales, etc... C'est si vrai qu'aux Etats-Unis par exemple, le factoring, que les Français appellent affacturage est considéré comme l'une des composantes essentielles du financement des entreprises.

**Votre argent dans les 48 heures**  
La Banque Sofirec occupe une place privilégiée sur le marché français de l'affacturage.

Sofirec échange les factures émises par ses adhérents contre de l'argent « frais » disponible dans un délai de 48 heures.

Sofirec leur remet soit un chèque, soit un billet à ordre négociable auprès de leur banquier.

Le volume du financement accordé tient compte des besoins réels des entreprises et n'est pas limitatif. Sofirec laisse son client libre de choisir des créances à financer.

**Gestion « à la carte » de votre facturation**  
Sofirec accepte de gérer à la carte le portefeuille des entreprises qui lui font confiance. Ses adhérents peuvent donc confier à Sofirec les seuls clients correspondant à leurs besoins.

Sofirec assure pour eux les relances, le recouvrement et l'imputation des règlements.

**Assurance de vos créances**  
Sofirec garantit le paiement des créances qu'il lui sont confiées et assure tous les risques d'impayés liés à une mauvaise situation financière des débiteurs.

**Le Club Sofirec**  
Le Club Sofirec est ouvert à tous ses clients.

En plus de certaines informations économiques et commerciales, le Club Sofirec offre à ses adhérents une assistance juridique et comptable : Sofirec leur offre en particulier un diagnostic annuel, réalisé gratuitement par un auditeur spécialisé.

Le Club propose aussi à ses membres, dont il est le lien essentiel, des contacts et des rencontres amicales susceptibles de favoriser le développement de leurs entreprises.

Pour recevoir, sans engagement, le Dossier Spécial « Affacturage Sofirec », écrivez à :

**SOFIREC**  
PARIS 8<sup>e</sup> 16, rue d'Assommoir 75472-73-97  
MARSEILLE 24, rue F. Dore 13231 Cedex 01.  
Tél : 01 54 92 76

**APPELÉ** à présider, le 6 février 1984, un groupe de travail chargé d'examiner les modalités d'émission « d'une valeur mobilière nouvelle analogue au titre participatif créé par la loi du 3 janvier 1983 », d'une façon plus générale, les problèmes de financement des associations gestionnaires, M. François Bloch-Lainé devait remettre son rapport aux autorités de tutelle, le 13 juin dernier. Ce document, dont le contenu, résultat d'une large concertation entre les différentes plates-formes associatives, les cinq ou six ministères concernés et des organismes financiers (Association française des établissements de crédit et boursiers (Commission des opérations de Bourse), comporte en préambule un vaste panorama du monde associatif, dont le rôle économique est indéniable à pour corollaire une « fragilité financière due à l'insuffisance des ressources propres par rapport aux besoins ».

Pour se constituer des fonds propres, une association ne peut utiliser les instruments dont disposent les entreprises commerciales, constate la Commission, rappelant qu'elle ne peut compter que « sur les aides privées ou publiques » ou sur « les résultats positifs de son exploitation, en toute hypothèse limitée puisque elle n'a pas vocation à réaliser des bénéfices ». Face à des apports privés qui « plafonnent et qui sont mal répartis entre les associations » — même en tenant compte de la majoration (de 3 % à 5 % du revenu imposable) depuis la loi de finances de 1984 des déductions fiscales sur les dons consentis à des associations reconnues d'utilité publique, — et à des aides publiques « de plus en plus décentralisées et limitées par la crise économique », la contribution du système bancaire reste faible.

Si les différentes procédures permettant le financement des be-

soins de trésorerie ou des investissements fonctionnent « de façon assez satisfaisante malgré un coût souvent plus élevé que pour le secteur productif », les auteurs du rapport constatent que :

« Les procédures de crédit-bail mobilier et immobilier ne sont que faiblement utilisées « du fait notamment de leur coût élevé » ;

« Les crédits de reconstitution de la réserve de trésorerie autorisés pour certains organismes se sont épuisés à « la résurgence des établissements de crédit » (à l'exception des Caisses d'épargne, de la Caisse des dépôts et de la Caisse centrale de crédit coopératif) à l'égard de cette formule qui doit être assortie de garanties, alors que « les collectivités locales hésitent à donner leur caution sur ce type de prêt » ;

« Les prêts « quasi participatifs » envisagés par l'Institut pour le développement de l'économie sociale (IDES), à l'image de ce qui est déjà pratiqué pour les sociétés coopératives, « n'ont pas encore été mis en place », notamment en raison des délais intervenus pour la signature de la convention nécessaire entre l'Etat et l'IDES, « relative à sa gestion du fonds de garantie de l'économie sociale ».

## L'inscription au registre du commerce

Face à ce constat globalement négatif, la loi de 1901, par sa grande souplesse, a certes permis l'essor de beaucoup d'activités, mais elle n'avait pas prévu un tel développement des responsabilités économiques de nombreuses associations. Force est de constater qu'aucune disposition de portée générale « n'est venue jusqu'ici sanctionner le poids économique important pris par les associations ».

Dans une double démarche, la commission Bloch-Lainé suggère :

« D'abord, de mieux cerner le cas des associations exerçant une activité économique, étant entendu que l'« absence de finalité » de cette nature « a empêché la mise en place de structures de collecte de données et donc d'un véritable suivi statistique » dans un secteur complètement éclaté. De plus, les règles de fonctionnement de ces mêmes associations exerçant une activité économique étaient jusqu'ici très disparates, sans parler de la grande diversité des prescriptions comptables et du travail d'information — plus ou moins bien fait — des partenaires associés à la vie — et à l'avenir — de ces organismes ».

Ensuite, au vu des besoins exprimés par ce paysage associatif aux contours mieux dessinés, de mettre à sa disposition de « nouveaux instruments de financement ».

Fidèle à ce schéma, le rapport préconise « l'identification par l'inscription volontaire au registre du commerce des sociétés » (sur une liste à part), plutôt que de recourir à la « création d'un registre spécifique », une formule « trop lourde » et qui serait nécessairement « centralisée ». Cette inscription impliquerait notamment : la publication annuelle des comptes ; l'existence d'une assemblée générale approuvant chaque année les comptes présentés par le conseil d'administration, sur le rapport d'un commissaire aux comptes ou d'un censeur non membre du conseil ; l'existence d'un conseil d'administration ou d'un organe collégial chargé du contrôle de la gestion de l'association.

En contrepartie de cette inscription, qui aurait pour triple avantage d'obtenir « un mode de gestion plus homogène, une meilleure information des partenaires et les informations statistiques de base qui font défaut actuellement », les associations pourraient avoir accès à l'émission d'obligations ou de titres associatifs, grâce à un texte de loi définissant les conditions et modalités de l'émission de ces valeurs mobilières.

Pour les obligations, deux expériences ont eu lieu dans le passé :

avec la garantie de l'Etat (Association diocésaine de Rodéz et Association nationale pour le financement d'équipement scolaire privé), mais la réglementation actuelle demande à être précisée sur ce point. Pour les titres associatifs : ils peuvent, seuls, permettre de recueillir « des ressources véritablement permanentes » puisque les ressources obtenues seraient des créances de dernier rang.

Comme le titre participatif (réservé aux sociétés du secteur public et aux sociétés anonymes coopératives), le titre associatif serait une valeur négociable, qui ne serait remboursable qu'en cas de liquidation de la société, ou à l'initiative de celle-ci, à l'expiration d'un délai qui ne pourrait être inférieur à sept ans. Pour ce qui est de la rémunération de cette valeur mobilière nouvelle, elle pourrait comporter : « avec beaucoup de prudence et dans les limites à fixer par décret », une partie variable calculée sur un « indicateur d'activité », sans référence aux résultats de l'association, ce qui serait contraire à l'esprit de la loi de 1901.

A la condition de « justifier d'une activité économique permanente leur permettant de faire face à leurs engagements à l'égard de leurs souscripteurs », les associations disposeraient alors d'un éventail de possibilités financières aussi large que l'exige leur grande diversité. Et surtout du moyen adéquat de renforcer leurs fonds propres, sous réserve — c'est le dernier chapitre du rapport — de mesures supplémentaires susceptibles d'améliorer le mode de financement des associations, notamment par une meilleure utilisation des instruments bancaires existants.

S. M.

## L'investissement des PME c'est la modernisation de la France

### souscrivez aux emprunts du Crédit d'équipement des PME.

Garantis par l'Etat

<p><b>Emprunt à taux fixe</b> 1 milliard de francs Durée : 12 ans Prix d'émission : 3000 F Taux actuariel brut : 13 %</p>	<p><b>Emprunt à taux variable</b> 2 milliards de francs Durée : 10 ans Prix d'émission : 4915 F Taux d'intérêt variable égal à 60 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat ou assimilés (TRAC) (minimum 7 %).</p>
<p><b>Les PME investissent</b> 32000 PME ont fait appel au Crédit d'Équipement des PME depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 1984. 15,5 milliards de francs ont été mis à leur disposition pour financer leurs investissements à moyen et long terme.</p>	<p>Une note d'information (Visa COB n° 84240 du 3 octobre 1984) est disponible sans frais au Crédit d'Équipement des PME, 14 rue du 4-Septembre 75002. SAJO du 8 octobre 1984.</p>

Renseignements et souscription dans les banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Caisses d'Épargne, les bureaux de poste et chez les agents de change.  
Clôture sans préavis.

# C.E.P.M.E.

**Dunod**  
la comptabilité nationale en accusation  
Jean Roux  
l'inventaire des richesses françaises  
les chiffres clés dans un cadre comptable rénové

## Halte au Vol

**PICARD**  
+ 2 autres marques  
Matériel GARANTI 5 ANS  
+ 1 blindage acier 15/10  
+ 4 goupilles d'acier anti-dégénération  
+ 3 cornières anti-pince  
à l'extérieur sur le pourtour de la porte  
OFFRE EXCEPTIONNELLE  
**3.600 F TTC**  
Pose et dépose, com. PARIS BANLIEUE  
**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.58.08  
554.41.95  
FACILITES DE PAIEMENT

**Votre consolidation sur mini ou micro ordinateur**  
Aéropostale, Bis, Casino, Ciments Français, Compagnie du Midi, Eurocom, Framatome, GTM Entrepôts, Lainière de Roubaix, Legrand, Lyonnaise des Eaux, Pétichère, Renault-Crédit International, 3 Suisses... font déjà confiance au Progiciel CONCEPT 1 immédiatement exploitable par des non informaticiens.  
Appelez-nous, nous pouvons sûrement vous aider !  
Olivier SPIRE  
CONCEPT SA  
604.49.88  
Pour en savoir plus :  
M. Mme Société  
Tel. donnez une commande à une présentation  
**CONCEPT S.A.** 8 bis, rue Lemoine - 92100 BOULOGNE



PLUS D'UN MILLIARD DE CHINOIS

La difficile maîtrise de la population

La Chine n'en a pas fini avec les problèmes démographiques, après plus de trente ans d'une histoire heureuse, marquée notamment par les « années noires » (1959-1961), consécutives au Grand Bond en avant et ses millions de morts (1). Dans les années 70, elle a réussi à ralentir la croissance de sa population en réduisant considérablement le taux de fécondité, contribuant ainsi à infléchir le taux de la croissance démographique mondiale (2).

Parviendra-t-elle à stabiliser le nombre d'habitants dès l'an 2000 à 1,2 milliard, comme le veulent les dirigeants de Pékin ? La situation actuelle et l'évolution récente permettent d'avoir certains doutes : c'est la conclusion de M. Gérard Calot, directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), qui donne dans la revue *Population* les éléments de l'évolution contrainte de la population chinoise depuis 1950.

Cette évolution est restée longtemps mal connue, les statistiques étant rares et incomplètes (ainsi les dernières données sur la répartition par âge excluent toujours les militaires). Mais la publication du recensement de 1982, les travaux menés par des chercheurs étrangers, notamment américains, permettent aujourd'hui de la retracer. Elle a été marquée par des baisses considérables de la natalité et de la mortalité, interrompues par la « crise des années noires », mais accélérée après 1970.

● **NATALITÉ.** — De plus de 40 pour mille dans les années 50, elle est tombée à 18 pour mille en 1980. La fécondité (nombre d'enfants par femme), passée de 5 à 6,4 entre 1940 et 1950, est redescendue à 2,2 en 1980, chiffre comparable à celui de pays développés. La baisse s'est faite essentiellement à partir de 1970 : elle a été « la plus rapide qu'aucun pays au monde ait jamais enregistrée ».

M. Calot note seulement que le gouvernement chinois a mené « avec la plus grande rigueur » sa politique de limitation des naissances. Mais on sait que les autorités ont non seulement fait un effort de propagande, de persuasion et de mobilisation considérable (300 000 personnes y ayant été employées à temps plein), mais ont eu aussi recours à l'une ou l'autre forme de contrainte (pressions sur les couples et même parfois stérilisations forcées) (3).

La baisse du nombre d'enfants a été particulièrement forte chez les femmes les plus « âgées » (plus de trente et un ans) et chez les plus jeunes (moins de dix-huit ans). Une campagne systématique a été menée

en particulier pour retarder l'âge du mariage, qui était passé, pour les femmes de dix-huit ou dix-neuf ans en moyenne en 1950 à vingt-trois ans en 1979 : avec insistance, les médias ont défini comme norme que la somme des âges des deux époux atteigne cinquante ans.

L'infanticide féminin

Les effets de la politique gouvernementale ont été particulièrement spectaculaires dans les villes, où le contrôle gouvernemental peut être beaucoup plus étroit : le taux de fécondité y avait commencé à baisser plus tôt (dès le début des années 60) ; il y est descendu aujourd'hui à 1,15 enfant par femme, pratiquement comme dans les pays industrialisés.

Les autorités chinoises, elles-mêmes, font valoir que la politique de limitation des naissances est moins strictement appliquée dans les campagnes : les ruraux peuvent avoir un deuxième enfant si le premier n'est pas un garçon, afin de donner satisfaction à un vœu traditionnel des familles. Peut-être craint-on les effets d'une éventuelle mauvaise humeur paysanne sur le ravitaillement du pays.

● **MORTALITÉ.** — Déjà descendue de 25 pour mille (habitants) en 1953 à 18 pour mille en 1957, elle a baissé régulièrement, une fois passées les « années noires » de 1958-1961, pour arriver au-dessous de 8 pour mille dès 1976. Ce taux tout à fait remarquable résulte notamment d'une baisse de la mortalité infantile : « De 150 (décès) pour mille (naissances vivantes), au début des années 50, souligne le directeur de l'INED, elle est parvenue à un niveau de l'ordre de 40 pour mille » (atteint en France au début des années 50).

Si ces chiffres placent la Chine actuelle au même niveau que les États industrialisés, ce pays n'en a peut-être pas moins conservé des traits archaïques : comme une « mortalité féminine » pendant l'enfance. L'examen des chiffres ne permet pas d'écarter l'hypothèse d'une survie d'un infanticide féminin, évoquée par la presse chinoise elle-même. Et le fait que la proportion de garçons ait augmenté depuis 1979, date de lancement de la campagne pour l'enfant unique, amène à se demander si celle-ci n'a pas relâché cette pratique.

Le Grand Bond en avant a entraîné une grande coupe dans l'évolution de la natalité et de la mortalité. Il a provoqué, notamment en 1960, une chute vertigineuse de la natalité (22 pour mille contre

38 pour mille en 1958) et de la fécondité (3,3 pour mille contre 5,7) — « effondrement qui, souligne M. Calot, ne peut s'expliquer que par une famine d'une exceptionnelle gravité dans une population essentiellement rurale qui ne devait guère pratiquer la contraception » — et, parallèlement, a fait bondir la mortalité à près de 45 pour mille.

On peut en évaluer le coût à 27 millions de décès supplémentaires et à 29 millions de naissances en moins (4) soit, au total, 8,6 % de la population chinoise de la période, perte supérieure à celle qu'a provoquée en France la guerre 1914-1918.

Mais l'effondrement de la natalité a été suivi d'une remontée très forte, la fécondité est restée supérieure à 6 jusqu'en 1968, tandis que la mortalité est revenue à 23 pour mille dès 1961 et n'a plus cessé de descendre. La baisse de la natalité a donc repris nettement plus tard que celle de la mortalité.

Résultat de ce décalage : le taux de croissance de la population qui avoisinait 2 % dans les années 50 a continué à augmenter, après la coupure des années 1960 et 1961 pour atteindre 3 % environ vers 1968, avant de retomber aujourd'hui à 1,2 % ou 1,3 % (et même au-dessous de 1 % l'espace de l'année 1980) diminuant de plus de moitié en dix ans. Cependant, le nombre total d'habitants a augmenté de 75 % en trente ans, dépassant aujourd'hui le milliard (1 024 millions fin 1983, selon une récente déclaration de M. Wang Wei, ministre de la planification familiale).

Une flambée de mariages

Aujourd'hui l'objectif du gouvernement de Pékin est d'obtenir une stabilisation de la population à 1,2 milliard d'habitants. Pour M. Calot, « ce double objectif paraît très difficile à atteindre » — M. Wang Wei convient d'ailleurs que « la régulation de la démographie n'est pas facile ». Déjà on a constaté en 1981 et 1982 une légère remontée de la natalité (à 21 pour mille) et de la fécondité (jusqu'à 2,6-2,7, selon des sources américaines). Elle tient à une « flambée » de la nuptialité (la proportion des premiers mariages a doublé entre 1974 et 1981) et à une baisse de l'âge du mariage depuis 1980, paradoxalement accentuée par l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi portant l'âge légal du mariage à vingt ans pour les filles et vingt-deux ans pour les garçons (contre dix-huit et vingt auparavant) : cet âge est nettement inférieur à celui que préconisent la presse et la propagande officielles.

Ce mouvement va-t-il durer ? A en croire M. Wang Wei, le taux de natalité serait redescendu à 18,6 pour mille fin 1983.

Mais dans les dix prochaines années, le nombre de femmes arrivant en âge d'avoir des enfants va augmenter, après une pause due au passage des « classes creuses » nées pendant les « années noires » 1959-1961 ; il doit passer de 7,9 millions à 10,8 millions vers 1995. Ce n'est qu'ensuite que pourra se faire sentir l'effet de la baisse de la fécondité intervenue depuis 1970.

Autre question que soulèvent les données rassemblées et analysées par le directeur de l'INED : le gouvernement chinois parviendra-t-il à maîtriser les migrations internes et la croissance urbaine ? La Chine n'est pas seulement un pays très jeune (un habitant sur deux a moins de 22 ans et un sur vingt plus de 62,3 ans) ; elle reste un pays très rural. Les villes, qui accueilleraient 10 % seulement de la population en 1980, n'en représentent encore que 20 %.

Cependant, les autorités, qui contrôlent très strictement les déplacements à l'intérieur du pays, ont plutôt encouragé dernièrement le développement urbain, peut-être parce que les campagnes ne peuvent employer davantage de travailleurs. Les villes ont absorbé les trois quarts de la croissance de la population entre 1979 et 1982. Fin 1982, onze d'entre elles comptaient déjà plus de 2 millions d'habitants (les plus peuplées étant dans l'ordre : Shanghai, 8,27 millions ; Pékin, 5,55 ; Tianjin, 5,13 ; Shenyang, 4 ; Wabai, 3,23 et Guangzhou, 3,12). Pourront-elles continuer ?

GUY HERZLICH.

- (1) Anita Rind : « De récentes études révèlent le coût démographique du Grand Bond en avant de 1958 et des années noires qui ont suivi », *Le Monde* du 10 avril.
- (2) Jean Bourgeois-Pichat : « La Démographie de la transition démographique », *Le Monde* du 1<sup>er</sup> août.
- (3) Anita Rind : « Le Contrôle des naissances en Chine » (I. « Surveiller et punir la fécondité », II. « Un gigantesque défi démographique »), *Le Monde* des 23 et 24 avril 1982 et « L'enfant unique est-il du progrès chinois », *Le Monde* du 21 février 1983.
- (4) Ces chiffres sont calculés en prolongeant les taux de natalité et de mortalité antérieurs et en faisant la différence avec les nombres de naissances et de décès constatés entre 1958 et 1961. Ils tiennent aussi compte de la « récupération » des naissances et de la moindre mortalité entre 1962 et 1963.

● *Population*, n° 2-5 et 6, 1984, publiée par l'INED, 27, rue du Commandeur, 75675 Paris-Cedex 14.

**Affaires à saisir avant le 15 octobre !**

**Offre exceptionnelle sur les derniers modèles 84 encore disponibles !**

1 Cab. SAMBA • 2 385 GR • 1 305 GL • 1 305 GT / Dir. ex.  
2 505 GR • 2 505 GL • 2 505 SR • 1 505 GTI • 2 505 Fam. GR

**PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER**  
M. GÉRARD 82160.21  
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

**ANALYSES DE COMPORTEMENTS**

Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur **LES ENTREPRISES MONDIALES DE LA CONSTRUCTION AUTOMOBILE**.

Entre 1977 et 1982, les dix-sept constructeurs automobiles étudiés (1) évoluent pour la première fois dans un environnement marqué par la baisse durable de la production automobile mondiale (2) et la montée régulière des groupes japonais.

Face à ces éléments défavorables, les firmes européennes et américaines adoptent une même ligne de conduite qui consiste à remodeler l'organisation de la production. Les normes en la matière seront celles fixées par les japonais et aboutissent, pour la plupart des constructeurs, à une nette hausse du coefficient de capital de cette activité, traditionnellement très utilisatrice de main-d'œuvre. Cette modification du processus de production s'accompagne d'évolutions tout aussi importantes dans la conception du produit et dans les relations avec les fournisseurs.

Une association plus forte entre ces derniers et les constructeurs permet, comme au Japon, de réduire le poids des stocks et de limiter le champ d'activité (d'une d'investissement) des firmes de l'automobile.

Cependant, la séparation est nette entre ceux qui combinent croissance élevée et/ou fortes marges (Japais, Allemands, General Motors) et ceux qui présentent des caractéristiques plus défavorables. Ces derniers sont obligés, pour financer des investissements très lourds et en progrès depuis 1977-1978, d'avoir recours à l'endettement dans des proportions importantes.

Tous les constructeurs de l'échantillon accroissent donc leur intensité capitalistique (3) avec des progrès marqués de productivité, ce qui n'était pas le cas sur la période 1974-1977.

L'effort d'investissement, élevé malgré l'érosion que subissent les ressources internes et au premier chef les marges d'exploitation, est très supérieur à ce qui est requis (4) pour tous les groupes, excepté Citroën et Ford AG.

Néanmoins, les rythmes d'investissement observés étant différenciés, les anticipations de croissance possible sur les marchés sont également différenciées.

Il en découle qu'on assiste à l'heure actuelle à un creusement des écarts que l'on a pu quantifier ; ainsi, si General Motors, Renault, les constructeurs allemands et japonais se donnent les moyens d'une croissance à venir, le devenir des autres firmes passe probablement soit par des accords, soit par des retraits de certains segments de marché.

(1) Qui représentent les trois quarts de la construction mondiale.  
(2) Celle-ci se redresse légèrement en 1983.  
(3) Mesurée par le ratio immobilisations brutes/valeur ajoutée.  
(4) Calculé sous la forme de la croissance attendue des marchés et de la durée de vie des immobilisations (voir page 70 et résumé de l'étude).

Le prix de cette étude est de 5 000 F HT - 5 350 F TTC  
Cette étude est disponible à DAFSA  
7, rue Bergère, 75009 PARIS. Tél. (1) 233-21-23

**Prêter :** pour nous cela veut dire dialoguer, rencontrer, comprendre, imaginer, prévoir, suivre, réfléchir, encourager, participer, stimuler, innover, oser, développer, conseiller, examiner, expertiser, anticiper, agir.

Pour un chef d'entreprise, cela signifie plus que de l'argent, n'est-ce pas ?

**Crédit National**

45, rue Saint-Dominique, 75001 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon.





## L'EMPLOI DES JEUNES

Dans tous les pays occidentaux on mesure, le chômage des jeunes est devenu une préoccupation majeure. L'OCDE, pour la deuxième année consécutive, a attiré l'attention sur la gravité du phénomène, à l'occasion de la publication de son rapport intitulé « Perspectives de l'emploi » (le Monde du 28 septembre).

En 1984, on comptait 10,25 millions de jeunes à la recherche d'un emploi, au total, dans douze pays

(Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Australie, Finlande, Norvège, Espagne et Suède) qui représentent 16,75 % de la population active des moins de vingt-cinq ans.

Face à cette situation, de nombreux gouvernements ont imaginé des politiques particulières. Ils ont tenté de favoriser l'emploi des jeunes, leur

formation et ont parfois prévu des mesures pour leur fournir une occupation.

En Grande-Bretagne et en Suède, par exemple, sont nées des actions originales (le Monde du 29 septembre). La Belgique s'est engagée dans un programme très volontariste qui n'a pas, il faut le dire, changé fondamentalement la situation, ce pays restant un des plus durement touchés par le chômage. Il en est de même du Québec (où le taux

de chômage est un des plus élevés du Canada). On a tardivement découvert dans la Belle Province que créer artificiellement des « occupations » n'est pas du tout offrir de vrais emplois. C'est la raison pour laquelle les solutions préconisées par le Français M. Bertrand Schwartz, qui séjournait aujourd'hui le gouvernement Fabius, ont été remises en question à-bas.

## QUÉBEC : l'influence de M. Schwartz

ENTRE le Québec et la France, un curieux chassé-croisé s'est produit ces dernières années, dont a encore témoigné un colloque franco-québécois qui s'est tenu du 21 au 23 septembre à Poitiers avec pour sujet l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Alors que les thèmes et les propositions que devait développer M. Bertrand Schwartz, délégué interministériel à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté, dans son rapport n'étaient pas suivis en France, le Québec mettait en place entre 1980 et 1982 un programme qui s'inspirait largement de ses idées.

A leur tour les Français regardèrent vers Montréal pour découvrir des formules aussi originales que les PIL (projet d'initiative locale) et les PECEC (programme expérimental de création d'emplois communautaires), ou celle des « chantiers Québec », très proches de nos entreprises intermédiaires. Surtout, on observait avec curiosité les « bons emplois », qui permettaient à un jeune sans emploi de proposer ses services à un employeur qui se ferait remettre 3 000 dollars (11) représentant la moitié de son salaire.

Ce dispositif de création d'emplois temporaires obtint un grand succès. 70 000 jeunes en trois ans en bénéficièrent, alors que le Québec, tout comme aujourd'hui pratiquement, comptait 200 000 chômeurs de vingt-cinq ans et moins (48 % des demandeurs d'emploi) et 100 000 assistés sociaux, lesquels percevaient une indemnité de 157 dollars par mois, le seuil de paiement étant fixé à 11 000 dollars par an.

Pourtant il fut interrompu, car les Québécois se rendirent compte que si le programme était justifié socialement, il entraînait un « cycle vicieux », selon l'expression de M. Guy Rousset, directeur général du secrétariat à la jeunesse, organisme sous la tutelle du premier ministre québécois. « On s'est aperçu qu'il ne résolvait en rien le problème de l'insertion », explique l'homologue de M. Schwartz, et qu'il débouchait seulement sur de

l'occupation. « En effet, après vingt semaines passées dans le cadre de l'un ou l'autre de ces projets, le jeune demandait à bénéficier de l'assurance-chômage pendant un an et recevait une rétribution correspondant au salaire minimum. Puis on le retrouvait dans un PIL, un PECEC ou un « chantier Québec ». L'intégration professionnelle ne se réalisait pas.

En novembre dernier, un nouveau programme fut élaboré, qui, tout en s'appuyant sur les analyses du rapport Schwartz, diverge sur les conclusions. Notamment les mesures furent adaptées au contexte nord-américain où l'esprit d'entreprise est plus fort. L'accent fut mis sur la souplesse du dispositif, plus déconcentré encore que décentralisé, pour coller au plus près des réalités et des besoins locaux.

Peu à peu ce système se met en place. Il comporte deux axes principaux, l'un en direction des jeunes « les plus démunis », l'autre s'adressant aux jeunes « les mieux nantis ».

● Aux premiers, il est proposé une série de programmes qui ressemblent parfois aux dispositions que le gouvernement français vient d'adopter. On y trouve les stages dans l'industrie de vingt heures par semaine, d'une durée allant de deux mois à douze mois. Le stagiaire perçoit 150 dollars par mois, qui s'ajoutent aux 157 dollars de son allocation d'assisté social; l'entreprise reçoit 100 dollars (objectif : 30 000 jeunes en deux ans). Les travaux communautaires sont, eux, à la disposition des municipalités et des établissements publics avec le même mode de rémunération pour le stagiaire (objectif : 10 000 bénéficiaires).

Plus original est le programme « jeunes volontaires », qui s'adresse à ceux qui ont un projet et peuvent

se regrouper à douze au maximum pour le réaliser. Chacun recevra 157 dollars et 150 dollars à titre personnel, mais leur micro-entreprise ou projet est doté de 100 dollars par participant et par mois, à concurrence de deux mois, ce qui constitue un capital de départ.

## Les « butineuses »

Ainsi, les « butineuses », à Montréal, récupèrent les vieux vêtements et les confectionnent à nouveau avant de les revendre aux personnes âgées : leur société est devenue auto-suffisante. 700 projets ont été acceptés, et 1 500 sont actuellement en attente. Le budget, qui était de 15 millions de dollars en 1984, a été élargi, et des crédits supplémentaires sont attendus.

Enfin, un dernier programme vise à faire revenir dans le système scolaire, pour y compléter leurs études, les deux tiers des jeunes qui n'achèvent pas le cycle de l'école secondaire. Pour rendre le dispositif plus attractif, ces jeunes, qui peuvent avoir jusqu'à trente ans, continueront à recevoir les 157 dollars et les 150 dollars par mois.

Quant au second axe, en faveur des plus nantis, il a pour objectif d'encourager l'initiative. Le principe d'une bourse pour les jeunes entrepreneurs a été adopté. Un ou plusieurs jeunes diplômés de l'université ou du collège professionnel sont aidés s'ils créent une entreprise ou participent à une entreprise existante.

Le gouvernement garantit aux deux tiers un emprunt de 25 000 dollars accordé sur des périodes allant de cinq à vingt ans par jeune (à titre personnel), le tiers restant étant garanti par l'organisme prêteur. La première année, le gouvernement prend à sa charge la totalité des inté-

rêts et la moitié des deux années suivantes. La formule présente en outre l'avantage de ne pas hypothéquer les capacités d'emprunt de l'entreprise naissante.

Dans le même ordre d'idées, le programme SAJE (Service d'aide aux jeunes entreprises) a été établi de telle sorte qu'un jeune puisse poursuivre une nouvelle entreprise créée par un jeune et qu'il puisse lui proposer ses services et ses conseils à titre bénévole. Les cadres, surtout, sont très intéressés par cette possibilité.

Toutes ces mesures, pourtant, ne suffiront pas à régler le problème québécois, et M. René Lévesque devrait annoncer prochainement d'autres dispositions pour la création d'emplois. Au cours de ces dernières années, à l'image de bien des pays, le Québec a protégé le noyau dur des salariés adultes et formés, au détriment des jeunes, victimes de fait d'une exclusion massive.

Aujourd'hui, fait observer M. Guy Rousset, le vieillissement dans les grandes entreprises ou dans la fonction publique est devenu un phénomène préoccupant. « Les dockers de Montréal ont une moyenne d'âge de cinquante-six ans, remarque-t-il. Comment ça se passera dans dix ans ? »

A Poitiers, les spécialistes français et québécois ont pu procéder à des échanges de vues, les uns et les autres ont en le sentiment d'évoquer des solutions identiques et de faire des constats similaires. « Nous sommes restés sur notre faim », dit M. Rousset. « On nous nous trompons tous de la même façon, on nous avons tous raison... » Le chassé-croisé continue.

ALAIN LEBEAURE

(1) - 1 dollar canadien = 7 F.

## BELGIQUE : l'apprentissage industriel

M. MICHEL HANSEN, le ministre belge de l'emploi et du travail, n'est visiblement pas mécontent des résultats obtenus par son gouvernement dans la lutte contre le chômage des jeunes. Depuis le début de 1983, le nombre des jeunes employés âgés de moins de vingt-cinq ans a été ramené de 200 000 à 150 000, alors que globalement les personnes à la recherche d'un travail sont toujours aussi nombreuses (450 000).

Ce résultat appréciable masque difficilement la gravité de la situation : un tiers des chômeurs en Belgique sont des jeunes. Dans ce pays aussi, les remèdes administrés font essentiellement appel à l'allongement de la scolarité, aux stages, à la formation professionnelle en alternance avec l'enseignement général et aux travaux d'utilité publique.

## Un contrat

Depuis 1978, le plan belge de réorption du chômage donne obligation aux administrations et aux entreprises privées comptant plus de cinquante postes de travail d'engager des stagiaires à concurrence de 3 % de leurs effectifs. Cette possibilité est offerte aux personnes âgées de moins de trente ans. L'indemnité de stage à la charge de l'employeur est d'une durée maximale de douze mois et égale à 90 % du salaire habituel pour la fonction exercée. Dans le cas d'un engagement au terme du contrat annuel, l'entreprise est soumise au paiement de 10 % de la part patronale des cotisations sociales.

Toutefois le cheval de bataille de M. Hansen est la loi de juillet 1983 sur l'apprentissage industriel. Au cours des deux dernières années de la scolarité obligatoire - qui a été portée de quatorze à dix-huit

ans - il est offert aux élèves pendant une période de six à vingt-quatre mois un contrat d'apprentissage dans l'industrie. Il appartient aux partenaires sociaux de définir les modalités de cette formation (conditions de travail et rémunérations qui sont à la charge de l'employeur).

Les efforts de la nouvelle législation, dont la mise en œuvre est, il est vrai, toute récente, ne sont pas encore significatifs. Aujourd'hui, le patronat et les syndicats de trois secteurs seulement (habillement et confection, industrie et commerce du diamant, boulangerie) ont créé des comités paritaires d'apprentissage.

L'effort demandé à l'industrie belge est la contrepartie de la décision de 1982 du gouvernement de M. Wilfried Martens de mettre fin à l'indexation des salaires sur le coût de la vie. Au plan des finances publiques, il a pour objectif d'alléger la charge de l'Etat. Quelques mois après la fin de sa scolarité, l'élève belge touche en effet une indemnité de chômage qui croît avec l'âge et le niveau de formation (de 1 000 à 3 700 F par mois).

La protection offerte aux stagiaires est particulièrement élevée en Belgique. Depuis des années, l'ONEP (Office national pour l'emploi) (ONEP) finance la réalisation des travaux d'utilité collective. Ces offres offrent une rémunération égale à 90 % - parfois 100 % selon la qualification - de celle d'un agent de l'Etat. Les contrats conclus avec les administrations nationales, régionales ou communales, portent sur une durée de deux à vingt-cinq mois. Ce dispositif ne concerne pas uniquement les jeunes sans emploi, mais il contribue aussi à faire baisser les statistiques du chômage.

MARCEL SCOTTO

## POINT DE VUE

## Un remède contre le chômage : allonger la durée d'utilisation du capital

Le reflux du chômage apparaît comme le point aux idées des gouvernements français, et particulièrement du présent gouvernement socialiste. M. Laurent Fabius, lors de sa récente émission télévisée à « L'heure de vérité », a déclaré qu'il n'y avait pas de recette miracle contre le chômage et que celui qui prétendait le contraire était « malheureusement un menteur ». On ne pouvait s'empêcher de penser qu'il jetait ainsi une pierre dans le jardin de son prédécesseur et même dans celui du président de la République, qui, l'un comme l'autre, ont à plusieurs reprises promis le miracle.

Il y a du vrai et du moins vrai dans l'affirmation de M. Fabius : du vrai en ce sens que la plupart des remèdes préconisés et utilisés jusqu'ici sont des faux remèdes; du moins vrai car il semble qu'on n'ait pas fait l'effort d'imagination et d'analyse suffisant pour trouver et mettre en œuvre des solutions sinon miraculeuses, du moins bénéfiques.

Les faux remèdes au chômage sont légion. Ce sont hélas tous ceux auxquels a recouru jusqu'ici le gouvernement socialiste. D'abord le traitement social du chômage auquel M. Mauroy a ajouté son tour. Les diverses modalités d'intervention regroupées sous ce terme ont pour point commun d'être très coûteuses, d'alourdir les prélèvements obligatoires et les charges des entreprises et, par le fait, de diminuer la compétitivité de celles-ci, alors que le problème n° 1 de notre économie est constitué par la contrainte extérieure consécutive au déséquilibre de nos échanges avec l'étranger et à l'importance de notre endettement.

La réduction du temps de travail, « le motif » de la CFDT, risque fort d'avoir l'effet inverse de celui recherché. Ou elle s'accompagne d'une compensation intégrale des salaires comme lors du passage des quarante aux trente-neuf heures, et dans ce cas la rentabilité des entreprises se trouve diminuée de la hausse des salaires horaires, dans la mesure où celle-ci n'est pas intégralement compensée par un accroissement équivalent de la productivité du travail. Ou bien il n'y a pas de compensation salariale à la réduction des horaires, et la masse des salaires diminue et avec elle le pou-

voir d'achat, la consommation et l'activité économique.

Car il est bien évident que le travail n'est pas parfaitement divisible et que tous les travailleurs ne sont pas interchangeables. Comme l'a fort bien expliqué M. Alfred Sauvy, il n'existe pas à un moment donné une quantité donnée de travail interchangeable. Au contraire, le travail se développe dans les deux sens de façon cumulative : plus on travaille, plus on crée de richesses, plus on crée de revenus, plus on consomme et plus on embauche. Inversement moins on travaille, moins on crée de richesses et de revenus réels, moins on consomme et moins on embauche.

Aussi aberrante est l'annonce de l'âge de la retraite. Elle aggrave le poids financier des retraites et constitue un gaspillage de capital humain tragique pour un pays comme la France qui souffre de déséquilibre extérieur et aurait besoin de toutes ses ressources humaines pour rétablir la situation.

Plus pertinentes sont les solutions préconisées par M. Gattaz, qui veut que les entreprises qui embauchent bénéficient de contraintes fiscales et sociales allégées. L'allègement des contraintes fiscales et sociales est assurément un remède valable, mais outre qu'il se heurte à l'idéal socialiste du gouvernement actuel, il conviendrait pour qu'il ait des effets bénéfiques sur notre économie qu'il soit étendu à toutes les entreprises et non à certaines d'entre elles seulement. Faute de quoi, il jouera comme une subvention plus ou moins déguisée aux entreprises qui en bénéficient, entraînera des distorsions de concurrence par le fait de faibles choix économiques et de mauvaises allocations de ressources allant ainsi à l'encontre de la vraie concurrence, de la transparence économique et de l'intérêt général, même s'il permet quelques embauches.

Plus raisonnables aussi que ceux de son prédécesseur sont les propositions de M. Fabius, qui veut lutter contre le chômage sur cinq fronts : 1° celui de la croissance, mais la contrainte extérieure ne permet guère d'agir dans ce domaine qu'essentiellement par l'exportation faite d'aggraver notre déficit extérieur, et reste à

par PHILIPPE ROBERT (\*)

savoir comment développer les exportations, sinon par une compétitivité accrue de nos produits ; 2° celui de la création et du développement des entreprises, mais c'est là une des modalités de la croissance économique et on se trouve ramené au premier point ; 3° celui de la flexibilité, qui certes, à condition que les tabous des avantages acquis et des conquêtes sociales le permettent, ce qui sera difficile à faire accepter par les syndicats et le « peuple de gauche » ; 4° celui des travaux d'intérêt collectif, mais ceux-ci ne pourront être financés sans aggraver la charge des entreprises et donc diminuer leur compétitivité ; 5° celui de la formation enfin, mais celle-ci coûte cher également, elle est longue pour ceux qui n'ont pas de culture de base et, elle aussi, elle respecte les critères de rentabilité. On peut peut-être à force de formation faire d'analphabètes des polytechniciens, comme on peut transformer le désert en pâturage en l'arrosant suffisamment, mais dans ce cas comme dans l'autre à quel prix pour la collectivité !

## La nuit, le week-end les vacances

Tout le monde sait qu'il y a deux facteurs de production : le travail et le capital, et que plus une économie est développée plus le facteur du capital est important. Parallèlement, la diminution du temps de travail (on travaillait soixante heures par semaine au début du vingtième siècle en Europe, comme aujourd'hui encore en Corée du Sud) a réduit considérablement la durée d'utilisation des machines et du capital en général. Cette double évolution - toujours plus de capital utilisé de moins en moins longtemps - est l'une des principales causes de la baisse tendancielle des taux de profit et de la rentabilité du capital chez nos marxistes.

En France, la plupart des machines ne tournent pas la nuit, ni du vendredi soir au lundi matin, sans parler des fêtes et des ponts ; la plu-

part des usines sont fermées pendant tout le mois d'août, et l'activité générale très réduite en juillet. N'est-ce pas un paradoxe que les magasins ferment à 18 heures ou à 19 heures au moment où la plupart des salariés quittent leur travail et auraient le loisir de faire leurs achats ; la rentabilité du capital, considérable que représente le commerce avec ses stocks, ses installations et ses immeubles s'en trouve diminuée d'autant.

Il existe des solutions à cette utilisation anti-économique d'un capital toujours plus important, plus perfectionné et plus coûteux, et l'on voit poindre timidement certaines d'entre elles. Pour la nuit, c'est le travail en trois équipes faisant huit heures chacune qui est appliqué dans certaines usines mais qui est loin d'être généralisé. Cette solution pourrait même être étendue dans les bureaux, pendant les périodes de pointe, car les immeubles de bureaux constituent un capital important.

Pour les week-ends, c'est le travail des salariés n'intervenant que les vendredis, samedis et dimanches qui commence à se pratiquer par exemple chez Renault, au Mans, pour le seul entretien du matériel, mais qui pourrait être généralisé et étendu à la production elle-même. Pour les vacances d'été, ce sont des systèmes d'étalement des vacances et de roulement du personnel qui devraient permettre aux usines françaises de continuer à tourner à plein en août comme la plupart des usines étrangères.

En ce qui concerne le commerce, la solution est la prolongation de l'ouverture des magasins jusqu'à 10 ou 11 heures du soir en recourant à une deuxième équipe d'employés qui relayeraient ceux du jour. La SNCF fonctionne bien tout le temps, de jour comme de nuit, dimanches et fêtes. Pourquoi l'ensemble de l'activité économique n'en ferait-elle pas autant ?

Quel bénéfice à attendre de pareilles mesures ? D'abord l'embauche d'un nombre considérable de travailleurs en deuxième, troisième équipe et en travailleurs de fin de semaine, ce qui réduirait massivement le chômage sans qu'il en coûte un sou à la collectivité, bien

au contraire, puisqu'il s'agit de travail produit pour le marché. Ensuite, une augmentation de la productivité du capital et de sa rentabilité pour autant qu'il y ait des débouchés pour les produits supplémentaires ainsi fabriqués et pour autant que la rentabilité supplémentaire du capital ait été utilisée soit pour améliorer la production, soit pour augmenter le niveau de vie des salariés. Ce dispositif ne concerne pas uniquement les jeunes sans emploi, mais il contribue aussi à faire baisser les statistiques du chômage.

Cette dernière situation a des chances de se produire surtout si l'amortissement du capital représente une proportion importante du prix de revient. L'accroissement de la rentabilité du capital investi entraînerait une amélioration de la compétitivité des entreprises françaises qui leur permettrait d'étendre leurs marchés à l'étranger. Ainsi le développement des exportations des services français contribuerait à permettre à la France de poursuivre d'une expansion saine du marché intérieur.

On objectera que le capital s'usera plus vite, mais l'usure n'est pas la seule cause de la nécessité de remplacer le capital, il y a aussi l'obsolescence qui prend de plus en plus d'importance avec l'accélération du progrès technique, et la meilleure façon de lutter contre l'obsolescence, c'est d'accroître la productivité du capital dans le travail. C'est ce qu'a fait la France une riche industrieuse, et nos usines de retraites, que l'on parviendra à lutter contre le chômage et à redresser la situation économique de notre pays ruiné par la crise et les prodigalités du gouvernement socialiste première manière.

(Publié)  
CONSERVATOIRE NATIONAL  
DES ARTS ET METIERS

MARKETING et GESTION

Applications  
de l'Analyse des données  
Enseignement annuel HTO  
de 3<sup>e</sup> cycle par études de cas  
Destiné à des non-statisticiens

Renseignements :  
CNAM, Laboratoire d'Economie  
2, rue Condé, 75003 PARIS  
Tél. : 271-24-14, poste 804

Pour disposer  
des données essentielles  
sur la réalité sociale  
en France

DONNÉES  
SOCIALES  
édition 1984



rassemble,  
analyse et commente  
toute l'information  
statistique disponible  
sur la population,  
l'emploi, l'enseignement,  
les ressources, la santé,  
la consommation...

Volume broché,  
Format 21 x 29,7  
582 pages, 160 F

INFORMATION. VENTE :  
pour Paris : à l'Observatoire  
économique de Paris, Tour  
gamma A, 195, rue de Bercy  
75582 Paris Cedex 12

Pour la province :  
dans les observatoires  
économiques régionaux  
de l'INSEE  
et chez les libraires spécialisés.

INSEE  
Institut National de la Statistique  
et des Etudes Economiques.



## NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

### PIERRE GEORGE - Géopolitique des minorités.

L'insaisissable géographe, qui fait constamment le tour du monde en bien moins de quatre-vingts jours, s'attache ici à un vieux et redoutable problème, celui des minorités, parfois de caractère physique, plus souvent encore culturelle, religieuse, linguistique, etc. Il s'agit moins d'un exposé doctrinal que d'une série d'exemples, héritages de l'histoire, combien divers et souvent dramatiques.

L'Amérique du Nord retient particulièrement l'attention par la variété non seulement des peuples, mais de leurs situations sociopolitiques : Indiens, Noirs, Français du Québec et du Nouveau-Brunswick, Acadiens, hispanophones de diverses origines et conditions.

En optique inverse, si l'on peut dire, les diasporas, souvent plus dramatiques encore, des Juifs, Chinois, Arméniens, Libanais. Non cités, dans cette catégorie, les Maghrébins sont présentés, ainsi que les Turcs d'Allemagne, en tant qu'immigrés. Kurdes, Kabyles, etc., ne sont pas oubliés.

Le rassemblement des minoritaires prend souvent la forme de ghettos, le terme ayant facilement un caractère péjoratif. Quelques tableaux saisissants sur la vie des quartiers urbains.

Riches matières, sous un faible volume, c'est la marque de la maîtrise.

• PUF, Collection « Que sais-je ? » Paris 1984, 127 pages, 20,90 F.

### ALAIN GIRARD - L'Homme et le Nombre des hommes.

Que la population ignore la population et que, par suite, le monde ignore le monde, est une cruelle mais peu nouvelle constatation. Que la richesse immédiate domine les préoccupations du lendemain peut s'expliquer, mais non s'abandonner, le risque étant nul.

L'ouvrage que nous donne le célèbre sociologue résume opportunément les enseignements d'une vie de travail, largement expérimentale et qui est loin d'être achevée. C'est au-delà de la simple comptabilité d'hommes que nous sommes amenés à voir, à réfléchir, pour des résultats toujours attachants, parfois sensationnels.

Nous pouvons notamment suivre, avec fruit, les développements sur la maîtrise, redoublée entre toutes, affective et plus encore, qu'est l'enseignement (bien doué inégalités sociales, etc.). Nous y trouvons moins une doctrine que le moyen de construire la nôtre sur des bases solides.

Impossible aujourd'hui d'étudier le nombre des hommes sans faire le tour du monde. Partout, dans le tableau qui nous est présenté, nombre et liberté de jugement. Combien bouleversants, par exemple, la réaction des pays peu développés, à Bucarest, il y a dix ans, contre le paternalisme des Occidentaux.

Revenant au nombre par, sans-il condamner l'excédent ou l'insuffisance ? La

réponse dépend des cas, bien sûr, mais au moins autant des points de vue, des états d'esprit. Prudence, sous des faits, l'important ici, en toute occasion. Impossible aujourd'hui à quiconque d'ignorer la répartition par âge et le vieillissement. Mais les conséquences morales de celui-ci auraient mérité d'être dénoncées plus fortement, au vu des précédents historiques, notamment la Grèce, Rome et, toujours oubliée, Venise.

Peut-être le passage le plus bouleversant (moins dans les chiffres, relativement connus, que dans les doctrines) est-il celui qui porte sur l'évolution de la doctrine, ou, plus exactement, de l'attitude marxiste, notamment en Chine. L'expérience ne l'a emporté sur le dogme qu'à un coût élevé.

La politique de relèvement de la natalité en Europe est considérée avec le scepticisme traditionnel : il est fallu, néanmoins, rappeler la reprise de 40 % obtenue en Allemagne de l'Est, depuis dix ans, par des mesures proprement sociales.

Nous regrettons, bien sûr, de ne pas voir le bouleversement des idées exprimées, en août dernier, au Congrès mondial des Nations unies à Mexico. Ce que le calendrier n'a pas permis de retrouvera heureusement dans la nouvelle édition.

• PUF, Paris, 1984, 22 cm, 359 pages, 150 F.

### JACQUES SAPIR - Travail et travailleurs en URSS.

Longtemps ignorée, ou encombrée de préjugés, la sociologie est aujourd'hui un large champ de recherches, qui nous permettent de connaître toujours mieux l'application pratique des doctrines collectivistes.

La première partie, historique, nous ramène quelques événements en mémoire, sans toujours les dates nécessaires. La NEP de 1921 est, aujourd'hui encore, source de controverses, là-bas. La réforme libérale de Liberman, en 1965, a été suivie, en 1973, d'une reprise en main, mais des libertés de fait ont remplacé les libertés de droit.

En deuxième partie, sont précisément mis en évidence les progrès des activités « parallèles » et peut-être leur nécessité. Est cité Gopoi, non d'après le célèbre *Revisor*, mais par une phrase de *Le Ves*. « Le commissaire était un grand professeur de tout les arts et manufactures, mais il aimait par-dessus tout un bon billon de la Banque d'Etat. »

Dans la troisième partie, est abordée la question complexe du niveau de vie, défectueux dès la définition. Tout ramener à une unité commune, à la fois un caractère bien conventionnel. Le vieillissement démographique, non prévu à temps, si facile que soit le calcul, pose un problème de plus en plus sérieux : du fait de l'insuffisance de la pension, nombreux sont les vieux qui cherchent des ressources supplémentaires dans les travaux en marge des comptes et des lois.

Du fait des multiples tâches et pertes sociales, la réponse générale rencontre les mêmes difficultés que chez nous. Voici

maintenant une question fondamentale, sous deux aspects : « Quelle va être l'intensité de la lutte contre la corruption, commencée par Andropov ? »

Les charges militaires ne seraient-elles pas maintenues, en vue de justifier les contraintes ? Déjà posée aux Etats-Unis, par des spécialistes du développement, la question peut ramener à la prière classique : « Donnez-nous aujourd'hui notre ennemi quotidien. »

• Editions La Découverte, Paris 1984, 18 cm, 127 pages, 29 F.

### YVES CHAVAGNE - L'Agriculture industrielle en crise.

Si les peuples heureux manquent d'histoire, c'est rarement le cas de ceux qui nous nourrissent, les paysans. Seulement, les mécomptes, parfois dramatiques, résultent aujourd'hui, chez les Occidentaux, d'excédents, plus que de granges vides. Déjà, en 1929, André Tardieu, grand président du conseil, avait fait sensation, en « prenant », avant même la crise, l'agriculture.

Il s'agit ici surtout de l'Ouest, breton ou normand, et particulièrement des volailles, du porc, du lait et même du blé, ce qui explique, sans doute, l'absence de ressentiment à l'égard de l'entrée de l'Espagne, dans le Marché commun. La force du langage atteste, de temps à autre, la gravité des dommages subis.

Devant l'accumulation d'exemples et de calculs, le lecteur est mal placé pour contester, mais nous pouvons rappeler deux chiffres, certes « choisis » : 2 millions de francs de capital, 65 heures de travail par semaine, pour arriver à un revenu comparable au SMIC. La vivacité de ton, dans toute cette partie de l'ouvrage, atteste de graves inégalités sociales, sans être pour autant le plaidoyer le plus efficace. C'est ainsi que les vifs reproches, formulés contre le Crédit agricole, ne font pas oublier l'importance des prêts longtemps consentis par cet organisme, à très faible taux d'intérêt nominal, dans une économie fortement inflationniste.

Mal vue, l'Europe dans les champs, qui pourrait s'en étonner ? Il serait toutefois utile de connaître aussi l'avis des cultivateurs hollandais, allemands et... britanniques.

Une explication qui aurait pu trouver sa place : le basculement de la balance des échanges, a fait perdre à l'agriculture plus de 2 millions de consommateurs, notamment pour le lait. Le remède viendra-t-il de la démographie, à l'autre bout, par la diminution de la population agricole vieillissante ? Réponse bien incertaine, du fait des différences régionales.

La forêt, souvent proposée ? L'auteur n'y croit guère, mais plaide, en revanche, sur un ton plus technique cette fois, en faveur des légumineuses (en particulier, de la luzerne) capables de combattre, par leurs protéines, ces maudits soja, que nous n'avons pas encore su acclimater.

Oublions de signaler ou de voir, que, dans le fait, le loisir, si bienvenu, s'est souvent

étendu, par des canaux discrets, au détriment de la recherche.

• Editions Syros, Paris 1984, 17,5 cm, 127 pages, 29 F.

### CLAUDE MEIDINGER et divers. - La Nouvelle Économie libérale.

Elle est en vogue, cette économie, aussi bien dans le pays qui a voté Mitterrand, en 1981, que dans celui où R. Reagan a été investi du pouvoir, la même année. Elle a, certes, pris le titre de « nouvelle », pour ne pas être qualifiée de réactionnaire, mais n'en fait pas moins appel à des ressorts jugés, un moment, périmés.

Sans apologie, faiblesse, ni facilité, huit enseignants français de diverses universités ou centres analysent les mécanismes naturels, les interactions des agents, d'une façon qui ne rappelle que de loin Adam Smith et même von Hayek. Le terme « économie » doit s'entendre plus dans le sens de théorie et d'enchaînements que dans celui de corps en mouvement, car l'expérience ne tient, une fois de plus, qu'une place bien modeste, encore affaiblie par l'emploi du terme « empirisme », quelque peu péjoratif.

La langue est volontaire, ardue, chargée d'expressions fortes, souvent dérivées directement de l'anglais. C'est ainsi que Claude Meidinger met en scène les « impeccables maximisateurs » et évoque le programme de recherches sur « la rationalité omnisciente ». Les anglicismes sont d'ailleurs fréquents et donnent à regretter la perte de clarté que subit notre langue, à ce jeu. C'est, d'ailleurs, de l'économie américaine et des économistes du même pays qu'il est question, sans trace de ce qui se passe en Italie ou en Belgique, ni de ce que pensent A. Graziani ou F. Hahn.

En dépit de la houle, le monétarisme de Friedman conserve une large place, mais il faut regretter le manque d'exemples, à l'appui des raisonnements serrés. Quelques très rares points d'humour, cependant, tel Arrow, posant ingénument la question : « Quel est l'individu chargé [c'est nous qui le soulignons] d'équilibrer l'offre et la demande ? »

Attire fatalement l'attention l'article de O. Favreau, sur le chômage volontaire, mais ce terme trop absolu et la façon dont il est abordé conduisent, peut-être, plus d'un observateur à lui préférer un bon sondage sur le degré de sacrifice, éventuellement accepté par le chômeur, sur le salaire, le lieu de travail ou la nature de la tâche.

Une large bouffée d'oxygène nous vient de Christian Bordes (université de Limoges), qui présente les enseignements de la si volontariste politique de M. Thatcher. Figurent, en particulier, de précieuses indications sur les délais qui séparent la cause de l'effet, par exemple la création monétaire d'une hausse de la production ou des prix. Le terme d'« élasticité » ne semble pas avoir droit de cité. Du reste, ces « moments d'inertie » ne vont-ils

pas varier, du fait même de l'expérience acquise ? Imprudent, donc, l'emploi de l'indicatif présent de préférence au passé.

Le but essentiel de l'économie restant, semble-t-il, la prévision, nous pouvons nous estimer loin de la satisfaction au vu des mécomptes enregistrés, ces dernières années, aux Etats-Unis, notamment pour les récentes prévisions émises par le prophète M. Friedman. Les économistes seraient-ils, comme les hommes politiques, jugés sur leurs dires plus que sur leurs résultats ?

• Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris décembre 1983, 22 cm, 280 pages, 150 F.

### YVES BAROU et BERNARD KEIZER - Les Grandes Economies.

Deux jeunes chercheurs polytechniciens, spécialistes, l'un de l'économie britannique, l'autre de l'allemande (de l'Ouest), présentent ici les six principaux pays capitalistes, passés au peigne fin des statistiques, en vue de l'interprétation profonde. Pour chacun d'eux, un historique, assez bien ramassé (sauf peut-être pour la France), permet de s'attacher au mouvement et, par là, aux lendemains.

D'une façon générale, il faut regretter, tout en l'excusant, l'interprétation simpliste, arithmétique, si courante, des mécanismes de l'emploi. C'est ainsi que la décision du plan Marshall aurait été inspirée par le manque de débouchés, alors que les pénuries restaient alors vives aux Etats-Unis ; dans le même esprit, bien frustes les jugements sur la durée du travail. En aucun cas ne sont pris en considération les besoins publics et privés.

Plus digne d'attention, la description du passage historique de Keynes à Laffer et à d'autres monétarismes, entachés toutefois par l'insuffisance des explications sur la reprise 1982-1984.

La France est, rapprochement inattendu, comparée au Japon, que d'autres placeraient volontiers à l'opposé, mais une autre comparaison, peut-être plus justifiée, rapproche ce pays de l'Italie. Maître ou bon élève, le grand pays d'Asie ? Des réserves sont formulées. Le vieillissement de la population y est bien indiqué, mais un peu oublié dans la suite.

Pour l'Allemagne, bien décrite est l'hésitation entre la politique ouverte à l'extérieur et la politique propre, mais le grand relèvement des années 50, faiblement analysé, reste encore un « miracle ».

Bien marqué, le désir de ne pas trop charger les syndicats, mais non moins nette l'attention portée sur ceux de la RFA, plus réalistes que les nôtres.

Pour la si turbulente Italie, une image bien frappée : la tour de Pise, toujours inclinée et jamais en état de chute, une souplesse politique exceptionnelle compense en ce pays, tant bien que mal, les rigueurs économiques. Bibliographies.

• Seuil, Paris 1984, 20,5 cm, 318 pages, 120 F.

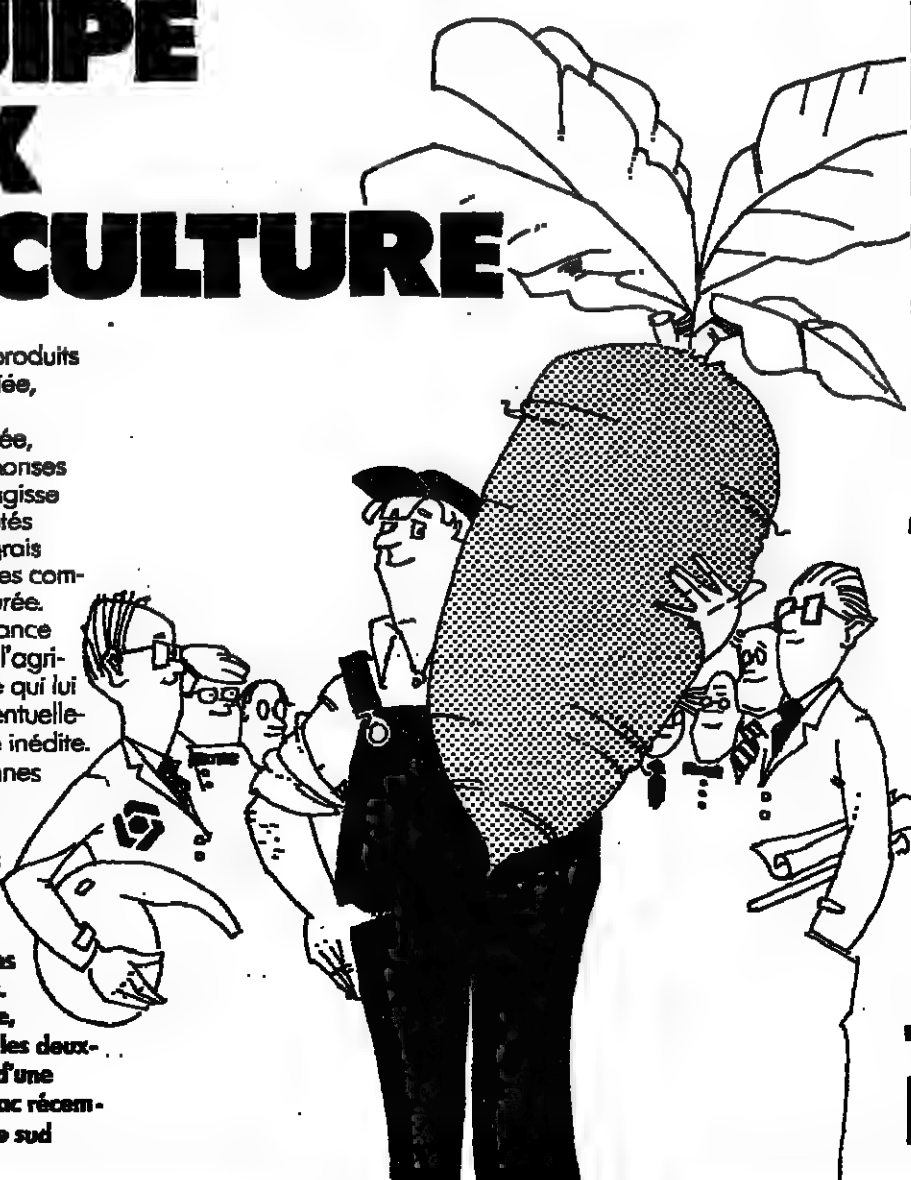
DSM dans le match de l'innovation :

# LES "PROS" DE LA CHIMIE FONT EQUIPE AVEC CEUX DE L'AGRICULTURE

Vous n'ignorez pas que DSM - plus de 60 milliards de F de chiffre d'affaires annuel - dispose dans son secteur "Chimie" d'équipes de recherche créatives et d'importants sites industriels, en Europe et dans le monde, où s'implantent, année après année, de nouveaux laboratoires, de nouvelles usines. Mais avez-vous conscience qu'une partie de ces établissements travaillent pour vous ? Pour vous, consommateurs, puisque leur activité est largement orientée vers l'agriculture. Les exploitants agricoles nous connaissent par les trois lettres UKF, sigle de la filiale à 100 % du groupe DSM ayant en charge les engrais. Implanté en France, au centre du "grenier à grains" de l'Europe, UKF coopère étroitement avec les professionnels dans les divers domaines spécialisés de l'agriculture.

Aussi la gamme des produits UKF extrêmement variée, largement distribuée, constamment améliorée, apporte-t-elle des réponses satisfaisantes, qu'il s'agisse d'engrais simples azotés ou phosphatés, d'engrais composés aux multiples combinaisons, ou bien d'urée. Mieux encore, l'assistance directe de UKF guide l'agriculteur vers la gamme qui lui convient le mieux, éventuellement vers une formule inédite. Avec 6 millions de tonnes d'engrais par an, le groupe DSM est l'un des deux ou trois plus importants producteurs mondiaux.

Son avenir s'inscrit dans de nouvelles capacités. C'est ainsi par exemple, que UKF s'est réservé les deux tiers de la production d'une super-usine d'ammoniac récemment implantée dans le sud des Pays-Bas.



## CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houlleries d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en :

SEPT GRANDS SECTEURS :	
Engrais :	ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
Plastiques :	éthylène, polyéthylène hd et hd, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
Résines :	pour peintures, plastiques, textiles, etc.
Energie :	gaz naturel, pétrole, charbon.
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 28 000 employés dont les 2/3 au Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 22 milliards de florins.

## DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques
- les engrais
- les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information :  
DSM-FRANCE  
immeuble Périssud  
5 rue Lejeune  
92120 MONTROUGE



UNE EQUIPE DE "PROS" DE LA CHIMIE



	Le logo	Le logo TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	108,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

## ANNONCES CLASSEES

	Le logo	Le logo TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

\* Dégressifs selon surface ou nombre de pages.



# BURGER KING

Pour toute candidature à ces postes, adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à BURGER KING Service Recrutement - 8, avenue Hoche 75008 PARIS.

4000 RESTAURANTS DANS LE MONDE  
ET DÉJÀ 7 RESTAURANTS A PARIS.  
BURGER KING, DANS LE CADRE DE SON EXPANSION.

### RECHERCHE SON DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous êtes âgé d'environ 30-35 ans, de formation supérieure technique : Ingénieur Arts et Métiers, Industries Alimentaires ou équivalent. Vous serez chargé - de réaliser la construction des nouveaux restaurants en coopération avec les bureaux d'étude, les architectes et les corps de métiers concernés - de tous les problèmes d'équipements techniques concernant l'ensemble des établissements - de l'organisation et de la gestion du système d'entretien - de

contrôle permanent de la qualité. Ce poste est à Paris et s'adresse à un ingénieur ayant déjà quelques années d'expérience, ayant le goût des contacts et désireux de s'intégrer dans une Société en pleine expansion. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable et un stage de formation à l'étranger permettra au candidat sélectionné de se familiariser avec tous les aspects techniques de l'entreprise.

### SES FUTURS DIRECTEURS DE RESTAURANTS

Vous êtes âgé de 25-30 ans, dynamique, homme de terrain, organisé et meneur d'hommes. De formation supérieure commerciale vous pouvez déjà, de préférence, justifier de quelques années d'expérience professionnelle réussie, et vous souhaitez faire carrière dans une Entreprise en rapide développement.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### High-Tech/Informatique

Leader (US) mondial en CAO, notre progression annuelle est de 60%. En France (50 pers.) et pour l'Europe du Sud que nous supervisons de Bagnole, nos objectifs sont plus ambitieux. Pour conforter notre développement et gérer notre expansion, nous recherchons pour la France (réf. 3721) un jeune et vif

### Directeur financier et comptable France

à fort potentiel,  
et pour l'Europe du Sud (réf. 1731), un

### Business operations administrator

Southern Europe  
Issu des secteurs informatique/technologies de pointe.

Formation commerciale supérieure + DECS dans un cas, Ingénieur + Gestion dans l'autre, anglais courant, connaissance/pratique de la comptabilité anglo-saxonne, bon sens organisé, mobilité, esprit d'équipe et commercial : nous saurons cultiver et récompenser vos talents.

Nous vous remercions d'écrire sous référence indiquée à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui épuisera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

### GROUPE FINANCIER PRIVÉ EN FORT DÉVELOPPEMENT

recherche son

### DIRECTEUR COMPTABLE

Le GROUPE comprend plusieurs Sociétés Holdings, des Sociétés Immobilières (locatives et de promotion-vente) et un IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER spécialisé dans les valeurs mobilières.

Le CANDIDAT recherché devra, par son expérience confirmée dans un cadre similaire, et par son niveau universitaire (expertise), maîtriser parfaitement l'ensemble des disciplines comptables, juridiques et fiscales, nécessaires pour assumer complètement la responsabilité des comptes du GROUPE, de leur fonctionnement quotidien, jusqu'à l'établissement des bilans et des comptes consolidés.

Ayant de bonnes connaissances financières, une partie essentielle de sa fonction consistera à fournir les études diverses relatives aux opérations du GROUPE (opérations de fusions, augmentations de capital, restructurations...).

Il assurera les contacts relatifs à sa fonction avec les commissaires aux comptes, les divers administrations et les autorités de tutelle (COB, CCB).

Il est entouré d'une équipe de comptables compétents et confirmés, utilisant un outil informatique adapté.

Le développement et la dynamique du GROUPE, sa taille humaine, ses méthodes de travail offrent un cadre d'épanouissement unique.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo s/réf. 3 730 à DELORME, 96, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

### Directeur commercial banque

Crédit Maritime Mutuel Paris  
recherche pour sa Société Centrale un

### Responsable du développement

De formation universitaire et possédant une expérience bancaire d'un minimum de 10 ans dans l'exploitation et l'entretien d'un groupe d'agences.

Il sera chargé, à un niveau national, d'élaborer le réseau commercial par les Caisses Régionales et de promouvoir les Produits d'Epargne et de Crédit adaptés à la clientèle spécifique de ce réseau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo et pré. s/réf. 1006, à D. Francoise, garant d'une discrétion absolue - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - ALGER - MARSEILLE - NANTES - ANGERS - BORDEAUX - BRUXELLES - GENEVE - LUXEMBOURG - STRASBOURG

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'AÉRONAUTIQUE RÉGION PARISIENNE

### DIRECTEUR DE GESTION

rattaché directement au P-D.G.

Ingénieur grande école avec complément gestion ou droit.

Expérience minimum 5 ans dans l'aéronautique ou administration en rapport avec ces branches. Anglais indisp.

350 000 à 400 000 F.

Boire sous réf. 363 à SWEETS Publicité, 9, rue de la Harpe, 75009 PARIS, qui transmettra.

### Directeur du Personnel

Réunissant des unités complémentaires, notre groupe crée une nouvelle société de fabrication et de commercialisation de biens d'équipements : 600 personnes, 650 millions de CA, 2 unités de production. Parallèlement le Directeur Général crée son équipe et souhaite confier immédiatement la Direction du Personnel à un candidat dont l'esprit d'entreprise est valorisé par la qualité de réflexion que devraient apporter des études supérieures et une expérience de 5 ans environ. Une bonne connaissance des aspects essentiels de la fonction, une personnalité affirmée et douée pour les relations humaines, une attitude psychologique constructive lui permettront de participer activement, en tant que membre du Comité de Direction, à la mise sur pied d'une organisation efficace et à la définition d'une politique sociale tenant compte des aspirations des hommes et des objectifs de l'entreprise. Il prendra en charge directement ou supervisera la totalité des missions classiques d'une Direction du Personnel et orientera l'activité du Chef du Personnel de la plus importante des unités de production (450 personnes). Ceci implique une mobilité suffisante et une expérience des réalités du monde industriel. Dans un premier temps, le poste sera basé à Orléans, mais une installation définitive de l'ensemble de la Direction Générale est prévue à Paris ultérieurement. ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 410318/M.

38 rue du Rocher 75008 Paris

ORION  
Humain et l'entreprise

### Directeur des Ventes France

### Produits Blancs

340.000 + Paris

Rattaché à un groupe industriel dynamique, nous détenons près de 50% du marché pour lequel nous concevons et fabriquons des matériels particulièrement performants.

Notre réputation est aussi bien établie en France qu'à l'étranger.

En collaboration étroite avec le D.C., notre Directeur des Ventes négociera aux plus hauts niveaux les contrats importants. Homme d'action et de terrain, il dirigera 60 technico-commerciaux répartis sur plusieurs agences régionales.

Entrepreneur concret, capable de dépasser les acquis pour gérer nos projets de développements, il devra avoir l'expérience de l'animation par un management participatif.

Le candidat aura une excellente connaissance des canaux de distribution pour des produits proches des nôtres (sanitaire, électro-ménager, chauffage, etc.) et la pratique de négociations des marchés auprès des clients directs tels que Directeurs Techniques de H.L.M.

Michel DUSSAULT vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence 749 et vous garantit une totale confidentialité.

KEY MEN  
10, rue de Rome 75008 Paris

### emploi/ internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### emploi/ internationaux

(et départements d'Outre Mer)

CREATION DE POSTE MAROC

### THOMSON SEMI-CONDUCTEURS

### contrôleur de gestion

La croissance de la demande commerciale et de notre production, nous conduit à étoffer les moyens de notre Unité dans plusieurs domaines et, en particulier, dans celui du Contrôle de Gestion.

Nous sommes disposés à accorder sa chance à un jeune collaborateur désireux d'accompagner cette croissance.

Diplômé (sans exclusive) et quelques années d'expérience à orientation industrielle soit en France, soit au Maroc, sont indispensables ainsi que l'aptitude à manier l'informatique.

Anglais courant très souhaité.

La fiabilité, l'efficacité et le bon potentiel du candidat choisiront dans l'éventail des possibilités futures une possibilité d'évolution certaine.

Nous rencontrerons les candidats ayant un réel désir de s'expatrier ainsi que ceux d'origine et de nationalité marocaines.

Cabinet  
Leconte

Lieu de travail : Casablanca.

4, rue Amiral Courbet  
75118 PARIS

Réf. 50149

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN DE FLORENCE

### ADMINISTRATEUR POUR LA RECHERCHE (research officer)

(Durée du contrat : 1 à 3 ans.)

Nature des fonctions : participation à l'élaboration, à la supervision et à l'évaluation de projets de recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales, et accompagnement des tâches administratives correspondantes.

#### LE CANDIDAT DOIT :

- être ressortissant d'un des pays contractants (Belgique, Danemark, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni) ;
- être diplômé de l'enseignement supérieur ou posséder une expérience professionnelle équivalente ;
- posséder une expérience pratique d'un mois cinq années dans le domaine en question, notamment en matière de gestion de la recherche ;
- avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Institut (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et une connaissance satisfaisante d'une seconde. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Le salaire mensuel net d'impôt ne situe entre 2.200.000 et 2.800.000 liras, selon l'expérience professionnelle du candidat. S'y ajoutent, le cas échéant, une indemnité de déplacement (environ 16 % du traitement) et des allocations familiales.

Les dossiers de candidatures, comportant tous documents utiles, doivent être envoyés avant le 10 novembre 1984 (date de la poste) à :

Service Administration et Personnel  
Institut Universitaire Européen  
Belle Fioresse - Via dei Baccellati  
I-50016 SAN DOMENICO DI FIESOLE (FI) - (Italie)





**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

CIBA-GEIGY cherche pour son siège de Bâle

## un médecin

chargé d'assumer la responsabilité du service de traduction vers le français de l'information médicale et pharmaceutique destinée au corps médical, aux autorités et au public.

Le poste conviendrait à une personne disposant d'excellentes connaissances d'anglais et d'allemand et ayant du goût pour la rédaction. Les textes vont de la monographie de haut niveau au prospectus d'emballage destiné au patient. L'activité rédactionnelle comprend aussi les travaux liés à l'impression, correction des épreuves, contrôle des illustrations, etc.

Les intéressé(e)s sont prié(e)s d'adresser une offre détaillée au Dr U. Speet, CIBA-GEIGY S.A., Service du personnel, boîte postale CH-4002 Bâle.

# CIBA-GEIGY



## CONSEILS EN DÉVELOPPEMENT d'Organisations et d'Équipes Dirigeantes

Notre vocation est d'intervenir au niveau des directions pour favoriser l'efficacité de l'organisation. Nous contribuons à réaliser un équilibre optimal entre la Mission Stratégique de l'Entreprise, ses Systèmes et Structures Logistiques et l'Utilisation de ses Ressources Humaines.

Nos contacts s'établissent au niveau des directions générales soit aux États-Unis, soit en Europe. En Europe, nous avons une équipe de neuf psychologues (Londres 4, Bruxelles 5) que nous désirons compléter avec un

## CONSULTANT PSYCHOLOGUE

Maîtrise ou Doctorat Basé à Bruxelles

Il sera chargé d'assumer, avec une large autonomie, mais un professionnalisme rigoureux, des Missions de Conseil dans une clientèle exigeante et à développer. Une réelle compréhension d'une entreprise est nécessaire. Le bilinguisme Anglais-Français s'impose pour pouvoir travailler dans plusieurs pays européens.

Une période d'intégration de deux ans permet la transition vers un système de partenariat.

Merci d'écrire à Hugo Nys, Directeur, ROHRER, HIBLER & REPOGLE INTL  
124, rue du Commerce, Bte 3, B-1040 BRUXELLES (Belgique).  
Tél : 32-2-230.65.80.



Wir sind der führende Frottierwarenhersteller in Europa.

Modische Aktualität, marktgerechtes Design sowie ein ausgezeichneter Qualitätsstandard sind die Basis für unseren Erfolg.

Wir wollen unseren Export weiter ausbauen und suchen den

## Exportleiter

der mehr kann, als « nur » verkaufen. Das « Mehr » sehen wir vor allem darin unsere Grosskunden zu betreuen, Marketingstrategien zu entwickeln und die Exportkollektion entsprechend den Länderinteressen zu gestalten. Unser Exportleiter ist für die Planung, Organisation und das Ergebnis unserer ausländischen Niederlassungen ebenso verantwortlich, wie für die Abwicklung und den internen Service im Hause. Er führt und motiviert die Innen- und Aussen dienstmitarbeiter durch Überzeugung, Training und eigene vorbildliche Aufgabenerfüllung im Sinne unserer Führungsrichtlinien.

Wir erwarten den Bewerber mit mehrjähriger Verkaufserfahrung im Export, auch wenn er z. Zt. noch im zweiten Glied steht, aber mehr erreichen will. Gefühl für modische Akzente und deren Marktcharakter setzen wir ebenso voraus, wie Verhandlungsgeschick, Initiative und ein hohes Mass an Einsatzbereitschaft. Verhandlungssichere Kenntnisse der englischen Sprache sind erforderlich.

Wenn dieses attraktive Angebot in Ihrer beruflichen Zielrichtung liegt und Sie eine langfristige Aufgabe suchen, richten Sie bitte Ihre ausführliche Bewerbung mit Lichtbild und Angaben über Einkommensvorstellung und Eintrittstermin an unseren Personalleiter, Herrn Norbert Riedel. Sie können aber auch jederzeit telefonisch Kontakt mit Herrn Riedel aufnehmen.

Frottierweberei Vossen GmbH  
Postfach 3154

D-483 c Gütersloh 1  
DEUTSCHLAND

Tel. 1949-5241/501239.



## UN CHALLENGE EXCEPTIONNEL!

Puissant groupe se plaçant parmi les premières entreprises françaises et champion de l'export (88,2% du C.A. hors du territoire national) plus de 5000 personnes travaillent directement ou indirectement pour notre groupe en France.

Après la conquête des grands pays industrialisés nous préparons une deuxième génération d'exportation avec la création de microfiliales dans les départements ou pays suivants : Guadeloupe, Martinique, Ile Maurice, Curacao, Luxembourg, Bahamas, Haïti, Nouvelle Papouasie...

Dans ce cadre nous recherchons :

### HEC OU ECOLE DE COMMERCE

**Votre mission :** Créer et développer une de ces microfiliales dont vous en serez "le patron" avec une autonomie totale de la gestion et du commercial.

**Autre possibilité :** Vous aurez la responsabilité de mettre en place la dynamique commerciale de notre groupe chez nos distributeurs dans certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud.

**Votre formation :** Nous assurons une formation de 6 mois en France, (3 mois de vente, 3 mois de gestion)

Ce défi s'adresse aux jeunes entrepreneurs ayant un réel esprit pionnier et conquérant.

Maintenant la balle est dans votre camp... A vous de jouer!

**Téléphonez nous vite!** Tél. : (1) 277-05-17.

M D GABS-Kis Agence de Paris 17 Bd Henri IV



## emplois régionaux

## ingénieur / chimiste

VALBONNE  
(06)

PEINTURES BATIMENT  
ET GRAND PUBLIC

Société Américaine de premier plan (2 milliards de dollars de C.A.), nous élaborons et fabriquons des produits CHIMIQUES pour l'industrie et l'agriculture. Nos profits (108e au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos Laboratoires de "Recherche et d'Application", pour l'Europe, sont installés en France à Sophia-Antipolis (06).

La recherche reste une des raisons incontestables du succès de notre développement.

Pour renforcer son équipe, notre responsable du Laboratoire Peintures recherche un ingénieur ou un chimiste.

C'est une relation étroite avec les filiales européennes, avec les usines et les autres Centres de Recherche du groupe (notamment le Centre de Recherche U.S.) ainsi qu'avec certains clients, que vous aurez à bâtir pour être un **SUPPORT TECHNIQUE** efficace et compétent.

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Ecole d'Ingénieurs. Vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans la formulation et la mise au point des peintures en émulsion aqueuse.

La parfaite maîtrise de l'ANGLAIS est **INDISPENSABLE**.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence EW 20 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

**COCEPLAN**

Tour de Lyon  
185, rue de Bercy - 75012 PARIS

ASSOCIATION NATIONALE  
DE PREVENTION  
DE L'ALCOOLISME

MAINTIEN DE LA CHAÎNE SYNDICALE  
DES COUVES EN RECRUTEMENT

**DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX**

(Lorraine et Rhône-Alpes)  
chargés d'une fonction de conseil (administratif, financier) et de coordination auprès des établissements départementaux, 30 ans minimum, bac + 3 + 1<sup>er</sup> exp. profess. de préférence dans secteur social. Rém. brute de départ 7.890 F. Ecrire lettre manuscrite avec C.V. à C.N.D.C.A., 20, rue Saint-Pierre, 75002 PARIS.

ASSOCIATION s'occupe d'adolescents délinquants, caractériels et cas sociaux, cherche

**ÉDUCATEUR(TRICE)**

diplômée pour poste de prépondérance et de semi-liberté.

Adr. lettre de candidature avec C.V. détaillé comportant entre autres le nom et l'adresse des employeurs précédents, recommandations et ref. à : ANDM, LE LOIS, 74370 ARGONAY.

**BUREAU D'ÉTUDES GÉNIE CIVIL**

Bourgoigne du Sud recherche

**INGÉNIEUR**

d'études béton armé 30 ans environ.

situation d'avant pour homme compétent et motivé.

C.V. manuscrit et photo à RÉGIE-PRESSE

sous n° T 068.505 M, 7, rue de Montesson, Paris-20.

PM LABINAL  
7500 personnes - 20 usines  
C.A. : 2 Milliards de Francs, recherche pour sa filiale



**SOFRANCE**

spécialisée dans la fabrication de titres de haute technicité implantée près de LIMOGES, un

## CHEF COMPTABLE

Formation : DECS ou équivalent. Assisté de 3 personnes et sous la responsabilité du Directeur Administratif il lui sera confiée la responsabilité : - de la comptabilité, de la fiscalité et de la trésorerie - de la mise en place puis du suivi de la comptabilité analytique.

Nous recherchons pour cette fonction un candidat d'environ 35 ans familiarisé avec l'utilisation de moyens informatiques (IBM 36) possédant une solide expérience d'un poste similaire acquise dans un secteur industriel.

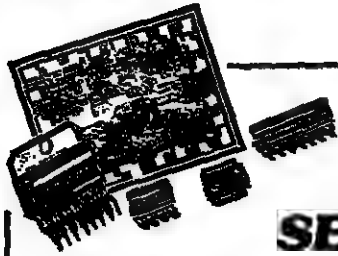
Pour un premier entretien, veuillez adresser votre CV en précisant le salaire souhaité à PM LABINAL, Direction des Affaires Sociales - 5, avenue Newton - B.P. 64 - 78390 BOIS D'ARCY.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



# THOMSON SEMICONDUCTEURS Division CIRCUITS INTÉGRÉS BIPOLAIRES GRENOBLE

**INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES  
(X, MINES, CENTRALE, TÉLÉCOM...)**

**CHEF DE PROJET INFORMATIQUE**

La croissance importante de notre activité nous conduit à mettre en œuvre un plan informatique ambitieux axé sur la GESTION DE PRODUCTION. Nous recherchons un INGENIEUR de haut niveau, ayant quelques années d'expérience dans ce domaine, pour prendre en charge un des projets de ce plan. La mise en œuvre de ces projets implique des contacts internationaux avec nos CENTRES de PRODUCTION et RESEAUX de VENTE à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous réf. 90109/M & R. GRECO-D.C.I. BIPOLAIRES - B.P. 54 - 38120 SAINT-EGREVE



BRANCHE COMPOSANTS

Littoral Méditerranéen

## Jeunes Diplômés NF

**Grande Ecole de Gestion Option Finance/Comptabilité**

Une des plus importantes entreprises françaises de la Chimie vous propose un poste d'Adjoint au Chef de Service Comptable

dans l'un de ses établissements.

Votre période d'intégration et de formation fera l'objet d'une attention toute particulière. Perspectives d'évolution à court terme avec possibilités ultérieures d'ouverture de carrières vers les services financiers, contrôle de gestion, etc... Adresser lettre man. et CV détaillé, réf. 72028/M, à JP LE MASSON, Sels-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92518 BOULOGNE Cedex.

**Sels  
CEGOS**

**TELEMATIQUE  
et  
BORD DE MER**

Filiale en pleine expansion d'un important Groupe français réputé pour sa production télématique, nous recrutons en Bretagne 1 700 personnes entre le Siège et les quatre Etablissements. Nous créons le poste de

## Chef de personnel du siège et conseil en droit social de la société

Nous vous confierons la gestion du personnel de notre Siège (180 personnes). Cette mission comporte les aspects classiques de la fonction.

Vous serez surtout le conseil en droit social pour l'ensemble de nos établissements et le coordinateur de l'Administration du Personnel (bilan social, procédures, coûts salariaux, politique salariale, études diverses etc...).

De formation juridique, vous avez acquis une première expérience de la fonction personnel, de préférence en milieu industriel, et souhaitez vous intégrer dans une Société en fort développement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. H/CPO/M, à notre conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFICOREM 888



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ROUEN

**GRANADA  
FRANCE**  
recherche

## Jeune diplômé débutant (SUP. DE CO. OU EQUIVALENT)

Pour être le Responsable Commercial d'un de nos établissements secondaires. Jeune diplômé, libéré des obligations militaires, vous êtes particulièrement dynamique et intéressé par la fonction commerciale. Vous aurez à relever un défi: Doubler le chiffre d'affaires du centre de profit que nous sollicitons vous confier.

Notre groupe croît de 25 % par an, nous pourrions vous offrir des possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9272, à Média-System, 104 rue Récamier 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.



## Le métro de Lyon, un grand projet pour un jeune ingénieur télécom

La SEMIV, Société d'études et de réalisation pour le métro de Lyon, recherche un spécialiste des techniques de transmission pour participer au projet de réalisation du Poste de Commandes Centralisées.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire il fait une analyse critique des différents matériels de transmission proposés, argumente les choix techniques, il participe aux études, assure le suivi de la réalisation des matériels chez les constructeurs et de l'installation sur le site.

Ce poste qui exige des connaissances approfondies en techniques de transmission (RLI, RNIS) ainsi qu'une capacité à travailler en équipe intéresse un ingénieur Grande Ecole ENST, ESE, SUP-AERO. Les candidatures débutantes seront considérées. Merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV, photo et salaire à Joëlle Khuat Duy sous réf. 583.

**HAY Manager** 94 rue Servient 69003 Lyon

ENTREPRISE INDUSTRIELLE  
ROUEN recherche

## un jeune contrôleur de gestion

De dimension moyenne mais très connue au plan national, cette entreprise est en place un outil de contrôle sophistiqué. Dans ce cadre, elle recherche un jeune Contrôleur spécialiste des prix industriels.

Le poste intéresse un cadre jeune (env. 30 ans) très affirmé au plan personnel et ayant une expérience probante de la fabrication industrielle.

De bonne formation générale il aura fait des études comptables spécialisées au moins par un D.E.C.S.

Adresser votre candidature s/réf. CT 543/95 à FRANCE CADRES 22, rue St Augustin 75002 Paris qui vous garantit le plus strict anonymat.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE FRANCE

recherche

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES (30-40 ANS)

Pour actions de prospection et coordination dans le domaine de l'ingénierie des aménagements hydro-agricoles à l'étranger.

Poste à pourvoir au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + rémunération souhaitée à n° 8474, LE MONDE Pub. Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

## Gestion des ressources humaines

Prendre en charge le développement de la fonction emplois/carières tout au plan politique et conception qu'à celui des moyens et outils à mettre en œuvre; assurer un rôle de conseil auprès des hiérarchiques et développer les missions et les rôles des responsables de personnel d'établissements, dans le cadre d'une politique définie; initier et développer l'ensemble des projets liés à la gestion des carrières et à l'évaluation des hommes en liaison avec la direction de la formation; assurer la représentation de l'entreprise à l'extérieur.

C'est la mission que vous propose cette importante société du secteur tertiaire, basée dans l'Ouest de la France, pour sa direction du personnel.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez à environ 35 ans, d'une expérience comparable acquise en entreprise ou en cabinet conseil. Les résultats que vous avez obtenus, les outils que vous avez mis en œuvre aux niveaux emploi, formation, évaluation des hommes, sont le reflet de vos conceptions de la fonction personnel dans l'entreprise. Nous en parlerons ensemble.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M.145 B, à Olivier Chassagnat, OC conseil, 15 rue Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

**OC conseil**  
Ressources humaines

AFICOREM 888

## CHALLENGE pour un Vétérinaire

Vétérinaire gros animaux, ou Commercial de haut niveau méritant bien le milieu vétérinaire.

Notre importante Société (5000 personnes, 12 milliards de C.A.), leader sur son marché crée le poste de Chef de marché vétérinaire. Basé en Normandie, répondant au Directeur de la Société, vous serez pour mission: la mise en place d'une unité de distribution de produits vétérinaires.

Après avoir fait les études de Marché utiles, vous définirez les gammes et le plan de commercialisation des produits.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous réf. 1912 à notre Agence Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui vous garantit l'entière confidentialité.

VILLE DE ROUEN organise un concours  
Prestations polyvalentes nautiques et  
pêcheuses. 1<sup>er</sup> cycle et 2<sup>ème</sup> cycle pour  
le département Art de l'école  
régionale des beaux-arts.  
Adresser dossier à:  
Monsieur le Maire de Rouen  
(76). Jusqu'au 16 oct. 1984.

## RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT SYSTEMES ET PERI-TELEPHONIE

La fonction proposée est une création de poste. Notre entreprise, spécialisée dans les technologies ELECTRONIQUES avancées concernant les TERMINAUX et SYSTEMES TELEPHONIQUES occupe une position forte sur le marché mondial. Nous recherchons un CHEF DE DEPARTEMENT de formation INGENIEUR grande école ayant déjà l'expérience de la direction de centre de recherche ou d'innovation et à qui sera confiée la responsabilité des développements à COURT TERME.

**SYSTEMES Intercom. - P.A. S.X. et PERI-TELEPHONIE**

Ce spécialiste animera pour cette mission une structure souple, flexible, disposant des moyens nécessaires permettant de réagir rapidement en fonction des idées, des développements souhaités ainsi que des demandes ou besoins du marché.

Il participera directement à l'élaboration de la stratégie de la société, au delà de la définition des produits dont il aura la charge.

Le poste est à pourvoir en province, dans une région de lacs et de montagnes permettant une grande qualité de vie.

Les conditions proposées seront à la hauteur des ambitions d'une personne de valeur désirant s'exprimer librement au sein d'une jeune équipe dirigeante.

Ecrire s/réf. 14650 à CONTESSÉ PUBLICITE 74, rue Bachivert 69365 LYON Cedex 07 qui transmettra.

## RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

30 ans minimum

IMPORTANT GROUPE AERO-ALIMENTAIRE

(4 unités de production) recherche pour sa principale unité un gestionnaire, homme de terrain, rompu aux contacts à tous niveaux. Rattaché directement au Directeur de l'Etablissement et en liaison fonctionnelle avec le Directeur des Relations Sociales du Groupe, il aura la responsabilité de l'ensemble des services du Personnel de l'usine; en outre il coordonnera les Services Généralistes.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction Personnel, ayant de sérieuses connaissances en Droit du Travail et le sens du dialogue.

Le poste est à pourvoir dans une ville agréable à 100 km au Nord-Est de Paris. La rémunération est stimulante.

Votre candidature restera confidentielle.

Veuillez adresser votre dossier avec niveau situation actuelle sous réf. 1954 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Division autonome d'un groupe international  
280 personnes - 170 MF de C.A.  
recherche

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché directement au Directeur Général de la division, il animera avec la souplesse d'une PME et en bénéficiant du savoir-faire d'un groupe international les services comptabilité, informatique et personnel.

Il aura en charge la comptabilité générale et analytique, les budgets et le contrôle de gestion.

Dans le domaine administratif, il animera plus particulièrement la politique sociale et humaine et coordonnera l'évolution de l'informatique au sein de la division.

Ce poste polyvalent conviendrait à un candidat ayant une formation supérieure et une expérience similaire de quelques années. Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer votre dossier de candidature sous référence 5949 à Sud-Est Média, BP 931, 28003 Valence Cedex qui transmettra.

مكتبة من الكتب



مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 9 octobre 1984 - Page 31



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



1 000 personnes - 7 usines - 4 filiales à l'étranger

## Comment optimiser la rentabilité ?

Vaste programme, et qui ne peut concerner qu'un généraliste rôlé à la vie d'une entreprise industrielle et commerciale.

En liaison avec le PDG, vous serez concerné par l'ensemble des aspects techniques, humains, comptables, organisationnels, mais aussi commerciaux. A vous de détecter tout ce qui peut constituer une anomalie ou une non optimisation dans une organisation ou un système, de mettre en place les outils de contrôle de gestion, de proposer des actions concrètes, de suivre leur réalisation sur le terrain.

Vous assurez également les liaisons avec la maison mère (reporting, budget, plan de trésorerie, tableau de bord général, contrôle des procédures).

Cette fonction est celle d'un « controller » (au sens américain du terme) et l'efficacité repose essentiellement sur l'acuité de jugement, la perspicacité, l'esprit de synthèse, la créativité.

L'importance de cette mission, l'impact des décisions que vous êtes amené à faire prendre, justifient une forte maturité (plus de 30 ans), une formation supérieure (gestion ou comptabilité). Une expérience dans un cabinet d'audit ou dans un groupe industriel international sera appréciée.

Votre candidature sera traitée confidentiellement. Merci de l'adresser à Danielle COUPE sous la réf. 1562/LM.



DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT

517, av. de la République - B.P. 319 - 59701 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél. : (20) 31.24.80

AFCDREH 1984



Débutez ou poursuivez votre carrière dans les relations humaines

## DIPLOMES GRANDES ECOLES

Telle est l'opportunité qui vous est offerte par ESSO CHIMIE (1 200 personnes dont plus de 300 cadres), filiale française du plus important groupe mondial.

Au sein d'une équipe performante et polyvalente, à vous sera confié des missions spécifiques dans le domaine de la gestion du personnel sous ses aspects humains (recrutement, communication...) et économiques (gestion de la masse salariale, analyse des coûts sociaux). Vous serez amené à utiliser des outils informatiques. A moyen terme, vous pourrez poursuivre une carrière dans l'entreprise en France ou en Europe.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés des Grandes Ecoles Commerciales ou de gestion (HEC, ESCP, ESSEC, IEP) possédant déjà une première expérience (relations humaines) ou des débutants attirés par la fonction personnel.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable pour le présent et pour votre avenir dans le Groupe.

Le poste est basé dans le complexe pétrochimique de Notre Dame de Guesvenchon, entre ROUEN et LE HAVRE.

Merci d'adresser dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11507 AC, à :

EGOR INDUSTRIE

8, rue de Bani 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



TOULOUSE - LILLE - BORDEAUX - PARIS

## Ingénieurs commerciaux juniors

« Les meilleures idées sont celles qui aident les hommes » : cette phrase est le fondement du rôle social du groupe ITT, agent de la communication (CA : 21.000 M\$), les exploitant ces idées par des moyens et une course technologique liés à une tradition innovatrice.

Chez ITT Data Systems, la filiale française informatique, nous offrons aux hommes une structure à taille humaine et des opportunités professionnelles liées à l'avenir des réseaux de télécommunications.

De formation supérieure - grandes écoles de commerce -, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de systèmes informatiques. Motivés par l'aspect grand compte, vous commercialisez des solutions complètes réseaux faisant intervenir tous les produits de la gamme. Vous serez chargé du développement de la clientèle sur

notre région, prendrez la responsabilité de sa gestion et vous préparerez à l'encadrement de jeunes ingénieurs diplômés, éléments nécessaires à l'accroissement de notre pénétration. Des équipes hautement qualifiées, l'intérêt de l'entreprise pour le développement des carrières, l'image porteuse d'un grand groupe sont autant d'avantages dont vous pourrez bénéficier pour réussir chez nous. Nos offres concernent les régions de Toulouse, Paris, Lille et Bordeaux pour nos besoins immédiats.

Déclaré Vandamme vous remercie d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. COUPE 2, ITT Data Systems, Tour Maine - Montparnasse, 33 avenue du Maine, BP 148, 75755 Paris Cedex 15.

ITT Data Systems  
Entre vous et nous : le dialogue.



Société de distribution instruments scientifiques (microscopie, appareils de mesure et de contrôle industriels) recherche

## 2 TECHNICO-COMMERCEUX

pour proposition, vente, assistance technique dans laboratoires de recherche industrielle.

Vendeurs confirmés, bon niveau technique en physique et électronique appliquée. Anglais indispensable.

Régions Rhône-Alpes et Sud-Ouest. Rémunération : fixe + intéressement + frais.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prêt, à Contesse Publicité, 1, rue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

OFFRE 22

Festival du cinéma français recherche sur Paris pour novembre et décembre

POST-ÉLECTIONS de films français inédits, produits depuis décembre 83.

Focus et courts métrages. Le candidat devra être introduit dans les milieux de la production et de la réalisation.

Envoyer C.V. et prétentions à Festival du cinéma français, 3 A, rue Solignac-Jay, 28000 GRENOBLE.

Ouest-Atlantique

## JEUNE CHEF DU PERSONNEL

Dans cette entreprise industrielle (2 000 salariés : 900 millions de CA), spécialisée dans la conception et la fabrication de biens de consommation durables, la fonction « Personnel » est considérée comme l'une des fonctions stratégiques. Nous recherchons l'animateur de cette fonction pour l'une de ses unités de production, d'un effectif de 500 personnes.

Rattaché au Responsable de l'unité, il aura pour missions principales l'animation de la communication sociale (information, concertation, participation, conseils d'atelier, C.H.S.C.T., etc.), la gestion qualitative et quantitative des effectifs (recrutement, formation, affectation, ...), la paie et l'administration du personnel, etc. Il sera en outre le correspondant de la Direction du Personnel pour tout ce qui concerne le développement de la culture d'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un homme ou une femme d'action, âgé(e) de 25 ans au moins, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (écoles de Commerce, IEP, droit, gestion, ...), et possédant une première expérience de la fonction « Personnel », de une à trois années, acquise de préférence en milieu industriel. Sa personnalité affirmée, ses capacités tant d'analyse que d'intervention, son éthique personnelle, son talent pédagogique, son sens du dialogue et son esprit participatif faciliteront son intégration. Après 3 ou 5 ans d'expérience positive dans cette entreprise, il (elle) se verra proposer d'autres responsabilités au sein du Groupe englobant plus de 100 000 personnes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 1/1006 E, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE

15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



## Organisation industrielle

200.000 F

Cosmétiques - Filiale d'un groupe multinational, cette société française fabrique et commercialise des produits cosmétiques de grande notoriété. Elle recherche, pour succéder le directeur de l'établissement de production de Chartres, un collaborateur en organisation industrielle. Intervenant quasiment en qualité de consultant interne, il sera plus particulièrement chargé de mettre en place et de suivre le PERT des projets de développement de produits, de participer à l'élaboration informatique des procédures administratives et d'optimiser la gestion des stocks et des services de l'usine (achats, export...). Il devra animer les actions de recherches d'économies et il participera à l'établissement des budgets. Ce poste conviendrait à un candidat ayant une première expérience en organisation et gestion de production. Le sens de l'innovation et la qualité relationnelle seront des atouts clés pour tenir cette fonction. La rémunération annuelle, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2569M.



3, rue des Garviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANTE SOCIALE NATIONALE recherche

## 1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR

(BTS ou DUT) pour son unité de production d'anticorps monoclonaux.

Ce poste exige une expérience confirmée dans les domaines de la culture cellulaire et de la purification des protéines. Section recherche (1)

## 1 TECHNICIEN BAC F7

pour un poste fabrication de produits pour l'analyse médicale.

Section production (2)

## 1 PHARMACIEN OPTION

INDUSTRIE ou INGÉNIEUR CHIMISTE

pour un poste d'assistant de responsable de production de réactifs pour analyse médicale. Il sera chargé de la mise en place du GMP (dossiers d'autorisations de mise sur le marché).

Expérience souhaitée en production ou GMP ou contrôle de qualité de réactifs biologiques. Section production (2)

## 1 INGÉNIEUR NIVEAU

DOCTORAT 3<sup>e</sup> CYCLE

et/ou diplôme d'ingénieur ayant une solide formation en biochimie et immunologie (expérience souhaitée dans le domaine de l'immunoanalyse). Poste proposé : responsable du développement d'une ligne de produits en immuno-diagnostic. Section développement (3)

Lieu de travail : MARCOULE (GARD)

Adresser les C.V. à CEN/VALRHOD - MORIS/LAPAM

Section (1) ou (2) ou (3). B.P. 171

30000 BAGNOL-SUB-CEZE.

USINE DE PRODUCTION

située en Basse-Normandie

Effectif : 200 personnes

recherche pour succéder

LE CHEF DE PRODUCTION

## INGENIEUR GENERALISTE MECANICIEN

A & M ou INSA

5 années d'expérience

en mécanique et chaudronnerie.

Appétit au travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite en indiquant prétentions avec C.V. et photo récente sous réf. 2042 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE

recherche

## CHEF COMPTABLE

Sous l'autorité du Directeur Financier, il anime et coordonne les activités d'une petite équipe ayant la responsabilité de :

- la comptabilité générale et déclarations fiscales
- la comptabilité Fournisseur
- la comptabilité Clients
- la trésorerie
- la paie

De formation BTS Comptable/DECS, vous avez acquis une expérience des diverses fonctions comptables.

Notre appartenance à une Société Multinationale vous permettra de mettre en pratique votre connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et de la gestion informatisée sur mini ordinateur.

Ce poste nécessite la pratique de la langue anglaise (écrite et lue).

Adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel - MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE

8, Boulevard C. Debriche - 49000 ANGERS.



ingénieur de développement

Vous êtes un INGENIEUR confirmé et expérimenté dans les domaines ANALOGIQUES propres à la conception de TERMINAUX principalement téléphoniques.

Vous connaissez sûrement notre entreprise, son expérience, ses innovations en téléphonie : S63, P63, poste SYMBOLE, systèmes d'intercommunication, systèmes de mesures.

Notre association avec de grands groupes français et étrangers, nos réalisations et programmes dans le domaine des technologies électroniques de pointe, nous permettant d'accroître notre place sur le marché national et export.

Votre candidature au poste d'

ingénieur de développement nous intéressera particulièrement.

De notre côté, nous saurons vous proposer des conditions et perspectives attrayantes dans une entreprise située dans une région de montagnes et de lacs à proximité de Genève et dans une ville particulièrement bien nommée.

Ecrire à : H.P.F. - Direction du Personnel BP 29 - 74130 BONNEVILLE (Haute-Savoie).

Il aura les fonctions suivantes :

- analyse et contrôle des stocks
- participation à l'élaboration des budgets et des plans à court et moyen terme de la société avec utilisation de modèles de simulation
- réalisation d'études économiques et financières (investissements, rentabilité etc ...).

Ce poste constituerait une excellente opportunité pour un jeune DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES EN ECONOMIE, GESTION ou COMPTABILITE (maîtrise d'économie, ESC, etc ...) qui serait déchargé des obligations militaires et souhaiterait acquérir une bonne connaissance des techniques comptables et financières anglo-saxonnes. La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à INMONT S.A. Service du Personnel B.P. 26 - 60602 CLERMONT Cedex.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## venez conjuguer électronique et informatique de pointe (Paris, banlieue Nord-Ouest)

Un grand de l'électronique française vous offre de rejoindre des équipes à taille humaine pour concevoir et réaliser des applications télécoms de pointe.

Ingénieur diplômé, devenez chez nous :

### ingénieur hard-soft micro

(réf. 4541 LM)

si vous voulez vivre votre première expérience d'ingénieur en "construisant votre application" tout en complétant votre formation sur microprocesseurs (8080/88000) et en vous appuyant sur des moyens puissants (VAX 780),

### ingénieur logiciel télécoms

(réf. 4543 LM)

si vous vous sentez "plus soft que hard" et si 2 à 3 ans d'expérience ou une formation bien orientée vous ont donné une bonne maîtrise des configurations multi-micros ou minis comme des langages de haut niveau (LTR, PASCAL),

notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante.



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
Carrières de l'informatique  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

## GERANTS DE PORTEFEUILLE

### NOTRE ENVIRONNEMENT EST INTERNATIONAL

Aujourd'hui âgé(e) d'environ 30 ans, vous avez acquis une expérience de quatre à cinq ans dans le service d'études financières d'une Banque ou d'un établissement financier.

Nous vous proposons de nous rejoindre pour gérer des portefeuilles boursiers diversifiés dans un environnement international. Vous êtes bien sûr diplômé(e) de l'enseignement supérieur et maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), sous référence GS 153 M à

Banque Indosuez,  
Service recrutement, carrières, formation,  
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

**BANQUE INDOSUEZ**  
Un monde d'opportunités

## emplois régionaux emplois régionaux

### ENERTEC

recherche pour son usine de fabrication de matériel électronique (230 personnes) basée à Pont-Audemer (Eure).

### Material Manager

De formation d'ingénieur complétée par une première expérience dans un poste similaire. Rattaché au Directeur d'établissement, il prendra en charge la coordination du service achats (120 M.F./an) et la gestion de production (gestion, planning, magasin, réception/expédition). Pour réaliser ses objectifs il aura la responsabilité de 26 personnes. Le suivi des relations humaines en milieu industriel, le sens du commandement, des connaissances informatiques sont nécessaires. La connaissance de l'anglais est indispensable et de larges possibilités sont ouvertes au sein du groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser CV, photo et références à M. DARGNIES, ENERTEC SCHLUMBERGER, 21, Saint-Ulfran 27500 Pont-Audemer.

ENERTEC

Schlumberger

### INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECURITE

recrute pour NANCY

### MECANICIEN DES FLUIDES

Ingénieur ou universitaire de haut niveau, pour conduire des études de modélisation de la diffusion et du transport des polluants dans les locaux (études théoriques et mise au point des codes de calcul).

Très bonne formation de base en mathématiques appliquées.

Bonnes connaissances en mécanique des fluides statistiques (turbulence). Expérience de la recherche dans le domaine indispensable.

Envoyer lettre de candidature avec CV et photo à C.A. LEMAITRE, I.N.R.S. Service du Personnel, avenue de Bourgogne 54500 VANDOEUVRE.

Nous sommes une entreprise de services réalisant plus de 2 Milliards de C.A., leaders dans notre secteur d'activité. Pour faire face à notre croissance, nous créons le poste de :

### CADRE METHODES ET ORGANISATION

En liaison directe avec la direction d'exploitation centrale, votre mission consistera à évaluer et optimiser les procédures existantes, participer à la conception et la mise en place de nouvelles procédures, ceci en étroite collaboration avec les utilisateurs dans nos unités décentralisées.

Ce poste basé en PROVENCE, s'adresse à un candidat à fort potentiel capable de s'imposer par sa compétence et son esprit de synthèse et qui souhaite, après quelques années d'expérience acquise dans un cabinet d'organisation ou un service des méthodes, contribuer au développement d'une grande entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 910 / 84 à :

**IS CONSEIL**  
34, cours Goullé  
13286 MARSEILLE Cedex  
**IS CONSEIL PARIS-LYON-MARSEILLE**

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



### MINISTÈRE DES P.T.T.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Dans le cadre de sa mission de tutelle du secteur informatique, la Direction des Affaires Industrielles et Internationales (D.A.I.I.) recherche pour son Service de l'Industrie :

### DEUX INGÉNIEURS CONTRACTUELS DE HAUT NIVEAU

chargés de mission pour les programmes industriels en informatique (négociations avec des industriels, études sectorielles...)

**PROFIL RECHERCHÉ :** connaissances en informatique (grands systèmes et logiciels, réseaux) acquises chez un constructeur ou un utilisateur. Expérience industrielle ou de gestion souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et prétentions à :  
D.A.I.I./S.I./P.I.I. - 7, boulevard Romain-Rolland,  
92128 MONTROUX CEDEX.

POUR RENFORCER SON ÉQUIPE

AGENT DE CHANGE

recherche

### SPÉCIALISTE OBLIGATAIRE

- Formation d'actuaire appréciée.
- Très bon sens commercial.
- Importante rémunération.
- Possibilité d'expansion.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite s/n° 8459, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Notre société (3 500 personnes) jouit, dans le domaine des techniques avancées, d'une notoriété internationale.

Nous recherchons un

### Adjoint à la direction commerciale

Ingénieur de formation (MINES, CENTRALE ou équivalent), il se verra confier dans un premier temps des actions précises qui lui permettront de se former à nos techniques, d'appréhender nos méthodes et de se familiariser avec notre organisation. Progressivement, il devra déléguer une autonomie de plus en plus large et mettre en valeur un sens des relations, de l'animation et de la communication.

Ce poste, qui est proposé à un jeune diplômé ayant quelques années d'expérience Technico-Commerciale, procure des satisfactions intellectuelles et matérielles certaines.

Il permettra au titulaire de se construire parmi nous un avenir de tout premier plan. Une très bonne pratique de l'anglais est souhaitable.

La base de travail se situe en proche banlieue Nord-Ouest de Paris. Merci d'adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence M/173, à notre Conseil.

**PHB conseil**  
Equation  
PARIS-LYON

71, bd de Sébastopol - 75002 PARIS

Spécialistes de l'ingénierie micro-informatique temps réel en milieu industriel, nous sommes en train d'élargir notre activité en région parisienne et recherchons :

### Ingénieurs de développement

Ayant si possible une expérience des processeurs 8085 et 6800 pour travailler dans le secteur aéronautique.

### Jeunes programmeurs

De formation BTS ou DUT, électroniciens ou informaticiens ayant une première expérience du temps réel sur matériels PDP 11, MICROS 8 ou 16 BITS.

Dans un contexte stimulant et dynamique, nous vous offrons la perspective d'une évolution de carrière rapide et d'un enrichissement continu de votre potentiel technique.

Des formations complémentaires aux nouvelles techniques micro-informatiques sont prévues.

Ecrire sous réf. B1 à Marie-France BURQ - EUROSOFT  
38 bd. Henri Sellier - 92150 SURESNES.

**EUROSOFT MICRO-INFORMATIQUE**

Nous sommes une importante société de STOCKAGE DE PÉTROLE ET DE PRODUITS CHIMIQUES LIQUIDES spécialisée dans le déchargement de navires pétroliers.

Le stockage de produits et leur acheminement vers les raffineries. Nous souhaitons intégrer à Paris, au sein de notre Direction Technique :

### UN INGENIEUR DIPLOME H/F

Vous serez chargé(e) de :  
• conduire les études, les réalisations et la mise en place d'installations industrielles en relation avec les responsables d'exploitation et d'entretien.  
• négocier avec les entreprises extérieures et les collectivités publiques  
• consulter les fournisseurs et mener des actions de prix  
• passer et suivre les commandes.

Environ 35 ans, vous maîtrisez les problèmes liés aux implantations d'infrastructures industrielles dans le gisement pétrolier ou chimique et devez posséder, de plus, une expérience récente d'électronicien et d'automatisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et prêt sous réf. 1777 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



recrute pour son

## SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

### LA FONCTION

- Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens nécessaires à l'amélioration de leur compétitivité.
- Ces responsables qui sont de véritables généralistes de l'Entreprise évalueront les situations avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.

### LE PROFIL

- Formation Grande École d'ingénieur ou commerciale et ayant deux ou trois ans d'expérience.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et une autre langue étrangère souhaitable.
- Les candidats démontreront de véritables dispositions pour les relations humaines.

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux techniques d'analyse et de gestion pratique des Entreprises est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du Groupe. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 8010

**BAILLY CONSEIL**  
128, bd Hausmann  
75008 PARIS



Société américaine (maison mère dans la Silicon Valley en Californie), emploie aujourd'hui 28 000 personnes dans le monde, et occupe une place de leader sur le marché de la micro-informatique. Son développement a toujours été associé à la pratique d'une politique avancée en matière de gestion de ressources humaines, développée conjointement par des équipes de spécialistes basées aux U.S.A. et dans les 10 filiales européennes.

A leur actif, la gestion prévisionnelle des carrières, un système de rémunération individualisée, une stratégie de communication structurée favorisant la dynamique sociale. Pour aller plus loin dans cette voie, la filiale française renforce son potentiel en créant le poste d'

## Adjoint au directeur des ressources humaines HF

Il secondera le Directeur du département dans tous les domaines et particulièrement dans la gestion sociale du nouveau centre de Recherche et Développement, basé à Saint-Quentin-en-Yvelines. De formation supérieure, il disposera d'une première expérience de la fonction personnel, pratiques un anglais courant. Son rôle exigera des qualités de dialogue et de rigueur. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo) sous la référence FG/LM à notre Conseil INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75008 PARIS qui la traitera en toute confidentialité.

MEMBRE DE SYNTHEC

Vous êtes fraîchement diplômé de l'enseignement supérieur.

## Vous recherchez un métier passionnant, varié et exigeant

Vous êtes un battant, un réalisateur entrepreneur, un imaginaire impatient de concevoir. Vous souhaitez intégrer une grande entreprise internationale, au projet ambitieux, leader sur la plupart de ses marchés.

## Avez-vous songé au marketing ?

Fonction vitale de l'entreprise, elle contribue au développement des affaires par une gestion optimale des différents éléments qui concourent à la vie des produits : analyse des marchés, positionnement, formule, présentation, prix, publicité et promotion.

Si vous êtes prêt à relever ce défi, même si vos études supérieures ne vous préparent pas à ce métier, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite) à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cédex 02, sous réf. 9278.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

**COLGATE-PALMOLIVE**

(CA 3 milliards de francs, 3 000 personnes) principale filiale d'un groupe international leader sur plusieurs marchés de produits d'hygiène et d'entretien (Colgate, Tendre, Palmolive, Tongencyl, Colgate, Axon, Garni, Soupline...)

recherche pour son siège social de Courbevoie-La Défense

## Assistant commercial HF

dynamique et entrepreneurial

- Vous voulez valoriser votre formation supérieure commerciale.
- Vous avez un esprit d'initiative développé, une bonne maîtrise de la communication (écrite et orale), le sens des contacts et des responsabilités. Vous avez le goût du concret et vous acceptez des déplacements sur le terrain.
- Nous vous confierons au sein de notre département ventes une fonction «chamrière» entre la force de vente et les différents services du siège (Marketing, Informatique...). Cette première étape vous permettra d'acquies une vue générale de l'entreprise et de prendre progressivement des responsabilités dans la gestion commerciale

des produits et des équipes de vente.

• Votre valeur personnelle vous permettra d'évoluer rapidement au sein de la fonction commerciale de notre entreprise.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 9270, à Colgate-Palmolive Service Central de l'Emploi et des Carrières, 55, bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.



**COLGATE-PALMOLIVE**

## Audit Opérationnel

LE GROUPE BSN - 1<sup>er</sup> groupe alimentaire français, 25 Mds de F de C.A. dont 30% réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés - recherche un auditeur confirmé pour son **SERVICE CENTRAL D'AUDIT**.

Il sera responsable de missions d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe tant en France qu'à l'étranger. Interlocuteur des Directions de filiales, il contribuera à l'amélioration de leur gestion et de leur organisation. Il aura un rôle d'animation et de formation de jeunes auditeurs.

En abordant toutes les fonctions de l'entreprise dans des sociétés différentes par leur taille, leur structure, leur marché, il diversifiera ses compétences et acquerra une connaissance approfondie du groupe et de ses hommes. Cette expérience privilégiée lui permettra d'accéder dans 2 ans à des responsabilités opérationnelles de haut niveau.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience de 2 à 4 ans d'audit, et souhaitant faire évoluer sa carrière au sein d'un des tout premiers groupes français. Des connaissances en allemand et/ou en espagnol seront appréciées.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M25 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Thérèse - 75361 Paris Cedex 08.



**BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS**  
Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs - 173 agences

Nous disposons d'un centre informatique équipé de deux systèmes I.B.M. 30XX sous MVS et d'un réseau de 1 000 terminaux sous CICS-DL1 répartis dans nos agences. Pour participer à la réalisation de nos développements informatiques nous recherchons

## UN ANALYSTE ORGANISATEUR

**Mission :** nous vous proposons de conduire, en liaison avec les utilisateurs et les informaticiens, des actions d'organisation depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la mise en place des systèmes préconisés.

**Formation :** Diplômé d'études supérieures, vous possédez, après quelques années d'expérience, une bonne culture informatique tant au niveau de la conception des applications que sur le plan des techniques avancées.

Nous vous remercions d'adresser vos lettres de candidature (C.V. + photo) sous réf. 9033 à la Direction de l'Informatique et de l'Organisation

**BRED**  
93-95 avenue  
du Général  
de Gaulle  
94018 Créteil  
Cedex

**CGEE ALSTHOM**

INNOVER ET ENTREPRENDRE

## Notre dynamique passe par RED

Voir en page 35

Société française filiale d'un grand groupe industriel recherche plusieurs

## INGENIEURS

(SUP'AERO, ESE, ECP, ENSTA ou équivalent, débutants ou première expérience)

Pour l'analyse et la modélisation de systèmes aéronautiques complexes et la réalisation de programmes de simulation en temps réel. Des connaissances en aéronautique, en matériel Gould/SEL 32 et/ou en micro-informatique seraient appréciées, mais ne sont pas indispensables.

Ces postes offrent à des candidats de valeur des perspectives d'évolution vers des fonctions de responsable logiciel ou de chef de projet.

Lieu de travail : PARIS OUEST

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 29916 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

## Responsable administratif et comptable

Paris

Nous sommes l'un des tout premiers groupes européens de conseil et de services en informatique. Nous recherchons le responsable administratif et comptable de l'une de nos principales filiales.

Rattaché au directeur général, il participera au comité de direction et assurera l'ensemble des tâches administratives et financières. Il coordonnera tous les services administratifs (facturation, comptabilité, personnel, secrétariat) et apportera une assistance sur le plan juridique, fiscal et social en utilisant les services centraux du groupe.

De formation supérieure (HEC, Sup de Co, ESSEC...) le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération à Rolande Mandon. Réf. 900.

**KEYMEN**  
2 rue Childebert 69002 Lyon

**SONY**

Si vous êtes intéressé par cette proposition, adressez votre candidature manuscrite, avec CV, photo et prétentions, sous référence ASM au Service Recrutement de SONY FRANCE - 19, rue Madame-de-Sanzillon - 92110 CLICHY.

## analyste senior

Leader sur notre marché, nous poursuivons notre développement. Des techniques de pointe, un matériel performant et un personnel de qualité au service constant de nos clients, nous ont permis d'acquies une position prédominante dans les domaines audio et vidéo grand public et professionnel. Pour faire face à cette expansion, nous adaptons et améliorons nos procédures informatiques et nos systèmes d'information. C'est pourquoi nous recherchons un

Rattaché directement au Responsable des études, vous prendrez en charge, dans un premier temps, la totalité des applications pour l'une de nos divisions commerciales (réalisation des analyses fonctionnelles avec les utilisateurs, participation à l'analyse organique et à la programmation) sur matériel IBM 4381 (DOS/CICS sous VM).

Vous participerez ensuite, en liaison avec une équipe de professionnels japonais, à la mise en place d'un système de base de données (DL1).

De formation universitaire, MAGE ou équivalent, vous avez une expérience réussie de 4 ans environ. Vous êtes avant tout un homme de dialogue et avez de bonnes qualités d'analyse, et, bien sûr, vous maîtrisez la langue anglaise.







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## AUDITEURS INTERNES

**Formation :**  
HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP (+ DECS), INGÉNIEURS (+ Formation Gestion), ou équivalent.  
Anglais ou allemand courant.

**Expérience :**  
3 à 5 ans dans un service d'audit interne ou dans un cabinet international.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités de carrière dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.

Prière d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Direction du Contrôle Interne, 173, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

THOMSON

**MAIRIE DE PARTIS HAUT DE GARNE**  
filiale d'un très important groupe français, recherche

## Chef du Service Approvisionnement/Achats

35 ans minimum, gestionnaire rigoureux, utilisateur de l'informatique, ayant une expérience confirmée et prouvée en gestion des approvisionnements/stocks - achats.

Il sera responsable de la politique de gestion production et achats de la société et de la logistique.

Une expérience du développement des emballages et des achats de matières premières est nécessaire.

Il devra posséder : bon sens, méthode, disponibilité, initiative et autorité.

**LIEU DE TRAVAIL :** PARIS. Déplacements fréquents de la journée.

La rémunération motivante et évolutive sera fonction de l'expérience acquise.

Adresser lettre manuscrite, c.v., salaire actuel et photo s/réf. 8145 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui tr.

**UNION CARBIDE FRANCE**  
Filiale Française du Groupe International recherche

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX INGENIEURS DE FABRICATION

Niveau grandes écoles.  
Anglais indispensable.

### RUNGIS - DIVISION CHIMIE - INGENIEUR DE VENTES

Si vous avez une formation supérieure en chimie, une expérience de quelques années dans la vente ou l'assistance technique, éventuellement la connaissance des industries de peintures, encres, résines.

### RHONE-ALPES - DIVISION REVETEMENT - INGENIEUR DE VENTES ET INGENIEUR DE FABRICATION

Si vous avez une formation supérieure en mécanique, métallurgie, une expérience de quelques années dans un poste technique et dans un poste de vente ; si vous êtes désireux de vous former à nos techniques modernes de revêtements métalliques de surface.

### RUNGIS - DIVISION GRAPHITE - INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE

Si vous avez une formation supérieure en mécanique, électrotechnique, de bonnes bases en allemand, une expérience même courte dans l'industrie lourde.

### CALAIS - DIVISION GRAPHITE - INGENIEUR DE FABRICATION

Si vous avez une formation Arts et Métiers, ICAM, Mécanique de Nantes ou l'équivalent, si vous avez une expérience dans l'industrie lourde ; si vous êtes désireux de vous former à nos propres techniques de fabrication du graphite.

Nous pouvons vous offrir de réelles possibilités d'évolution dans notre Groupe, dans chacune de ces spécialités.



Envoyer CV, photo et prétentions à :  
Monsieur le Directeur du Personnel  
UNION CARBIDE FRANCE  
4, place des Etats-Unis  
SILIC 214 - 94518 RUNGIS CEDEX

# Chef de produits

L'ORÉAL

Vous avez 28 ans environ et depuis 4 ans vous êtes entré dans la vie professionnelle. Après des études supérieures vous avez acquis maintenant une solide expérience pratique dans le domaine du marketing, de la publicité, ou de la promotion des ventes. Vous avez ainsi appris à bien connaître les problèmes de la conception, la communication et la commercialisation des produits de consommation largement distribués. Vous avez maintenant pris la mesure de vos capacités et de votre potentiel.

L'Oréal vous offre aujourd'hui la possibilité de rejoindre son équipe marketing afin de participer à son fort développement tant en France qu'à l'étranger.

Rapidement vous y prendrez des fonctions de CHEF DE PRODUIT SENIOR ou CHEF DE GROUPE et trouverez ainsi l'opportunité de promouvoir votre carrière en élevant le niveau de vos responsabilités.

L'Oréal est une grande entreprise française leader dans sa spécialité, fortement implantée sur la plupart des grands marchés étrangers. Elle se caractérise par un désir permanent d'innover, appuyé sur d'importants moyens de recherche et par un souci constant d'adapter son organisation à l'évolution des marchés de cosmétiques et de parfumerie.

Engagé après une sélection rigoureuse, vous serez affecté à un poste opérationnel. Votre intégration fera alors l'objet d'un suivi attentif afin que vos compétences soient très vite reconnues. Par la suite, vous pourrez mettre à profit les diverses opportunités qui s'offriront à vous selon vos performances et votre engagement personnel.

Vous pouvez écrire à la Direction des Ressources Humaines sous référence M810 à L'Oréal, 41, rue Martre 92117 Clichy Cédex qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

L'ORÉAL, LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE

## INGENIEURS



confirmés  
et débutants

X, Centrale, Supélec, INPG...

## Programme : le contrôle industriel. Objectif : 168 pays.

Accès : la recherche et le développement.  
Energie, Industrie, Tertiaire :  
l'innovation est dans tous les domaines.

### Ingénieurs du logiciel « temps réel »

Pour l'étude et la réalisation d'automatismes industriels, les régulations d'ensemble pour les processus industriels, le génie logiciel (VAX/SOLAR) et le CAO.

### Ingénieurs électroniciens « courants forts »

Pour les études, les essais et les mises en service d'équipements, tant matériel que logiciel et les automatismes industriels.

Si vos objectifs concordent avec les nôtres, écrivez à Fabienne DUCRET CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92308 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

CGEE ALSTHOM

INNOVER ET ENTREPRENDRE

## INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA

Département Formation de  
**CONTROL DATA**

PARIS 13<sup>e</sup>

pour son centre

**D'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR**  
recherche

## 2 ANIMATEURS DE FORMATION en techniques de programmation

essentiellement chargés :  
• de l'assistance pédagogique et technique des étudiants,  
• de l'animation périodique de séminaires de formation pour les entreprises,  
• du développement de nouveaux cours,  
utilisant l'enseignement assisté par ordinateur, une méthode originale de formation individualisée.

Vous êtes attirés par ce métier et pourrez ainsi exercer votre goût des contacts humains. D'un bon niveau de formation, DUT avec une expérience de 2 ans en analyse programmation de gestion ou une licence/maitrise informatique, vous connaissez le Cobol et/ou l'Assembleur et si possible CICS et DL1. Une bonne pratique de l'anglais technique est un atout supplémentaire.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement par le Service Recrutement de CONTROL DATA, B.P. 138, 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.



## Déjà chef de fabrication

Tout de suite, dès la fin de vos études d'ingénieur, vous avez fait de la fabrication. Et vous entendez bien continuer après quelques 3-4 ans passés dans des ateliers de grandes séries (par exemple sous-traitant auto, pièces pour l'électro-ménager). Bien sûr, maintenant vous avez des exigences et vous voulez de vraies responsabilités et un traitement stimulant.

Que pensez-vous de l'opportunité d'épauler un jeune responsable de production qui vous confierait d'emblée 100 opérateurs dirigés par 3 très bons chefs d'équipes ? Deux administratifs vous permettent de piloter la gestion de vos ateliers de montage de petites pièces (de l'ordre du million par jour !). Dans une proche banlieue agréable de Paris. Dans la filiale d'un groupe anglais qui travaille pour le cosmétique, la parfumerie, les produits ménagers, autrement dit des secteurs qui vont bien.

Il est évident que si on vous propose pareil poste, c'est pour encore progresser : nouvelles méthodes de travail liées à l'informatique, zéro délai (ou presque), zéro défaut (bien sûr) et accompagnement du progrès social. Alors, vous écrivez à SIRCA ? N'oubliez pas la référence 224 452M et comptez sur notre discrétion.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# QUESTIONS SUR MA FUTURE ENTREPRISE.

“Une check-list utile pour les jeunes diplômés (e) s d'écoles scientifiques ou de commerce intéressé (e) s par la vente et l'informatique.”

- Se trouve-t-elle dans un secteur en expansion?
- Est-elle à la pointe de son secteur?
- Dispose-t-elle d'une technologie avancée?
- Ses produits et services jouissent-ils d'une bonne réputation?
- A-t-elle des résultats financiers appréciables?
- Est-elle prête à me donner assez tôt des responsabilités importantes?
- M'assure-t-elle une formation de départ, et continue tout au long de ma carrière?
- Suit-elle une politique de promotion interne?
- Tient-elle compte du mérite personnel?
- Offre-t-elle d'intéressants avantages sociaux?
- Me mettra-t-elle dans de très bonnes conditions de travail?
- Respecte-t-elle chaque employé en tant qu'individu?
- Dans mon travail, serai-je entouré (e) de personnes compétentes?
- M'apporte-t-elle la possibilité d'y faire carrière en renouvelant périodiquement mon expérience professionnelle?

Si vous avez de bonnes connaissances en anglais, si vos réponses correspondent à vos exigences prioritaires, nous serons heureux de recevoir votre candidature + CV détaillé: IBM France, département Recrutement-Orientations-Conseils, 2, rue de Marengo 75001 Paris - Référence ICM - 9/10

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose, et nous vous rembourserons vos frais de déplacement.

**IBM France**  
Le bon départ

## MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

Nous sommes une compagnie de tout premier plan sur le marché français des peintures industrielles et grand public. Notre objectif commercial est très ambitieux. Pour le soutenir, et avec l'appui du groupe multinational I.C.I. dont nous sommes filiale, nous mettons en place un plan de modernisation, d'expansion et d'équipements industriels très importants.

Nous recherchons à cet effet:

### INGENIEUR TRAVAUX NEUFS ET MAINTENANCE H/F (A.M., E.C.A.M., I.C.A.M., I.D.N.,...)

Ingenieur mécanicien et/ou électricien, à 35 ans vous faites preuve d'une expérience réussie dans cette fonction, ainsi que d'un réel tempérament de réalisateur, d'organisateur et de gestionnaire. Familiarisé aux problèmes que posent la fabrication de séries, la mécanisation et l'automatisation, vous prendrez sous la responsabilité du directeur technique de la compagnie la responsabilité de:

- conduire les projets d'investissements (en particulier sur l'usine de Rouen).

Le poste proposé constitue un challenge valable pour un candidat dynamique, désireux de s'affirmer au travers de réalisations intéressantes permettant de donner accès à un développement de carrière vers des responsabilités élargies.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à: COMPAGNIE DES VERNIS VALENTINE - Direction des Services du Personnel - 185, avenue des Grésillons - 92250 GENNEVILLIERS.

**VALENTINE**

## “Controller” dans l'industrie informatique

Filiale d'un groupe japonais, notre société connaît sur son marché une forte croissance. En France, nous réalisons un chiffre d'affaires de 250 millions de francs et nous suivons le développement des activités de nos filiales en Italie, en Espagne et au Portugal.

Notre marché: les équipements périphériques et les composants pour l'industrie informatique.

Notre expansion nous conduit à créer aujourd'hui un poste de “Controller”.

Vos responsabilités:

- la définition et la mise en place de procédures et de systèmes comptables (généraliste et analytique),

- le reporting et le suivi des résultats de nos implantations en Europe,
- le contrôle des investissements,
- et bien sûr, la supervision des services comptables et financiers.

A 35 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce et de Gestion, avec une formation comptable supérieure, vous avez acquis une expérience professionnelle qui vous a donné une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne, si possible dans une entreprise industrielle. Vous parlez couramment anglais, et vous souhaitez à la fois élargir vos responsabilités et faire évoluer votre carrière dans une société en développement. Nous vous offrons cette opportunité.

**COFROR**  
Tous Fiat-Cedat 16-1800 Paris la Défense

COFROR, notre conseil en recrutement, s'adresse à vous: dossier de candidature en toute confidentialité et vous remerciera de l'adresser à Catherine ROIZOT, sous réf. 547/32M.

## ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH  
- équipements automobile  
- appareils ménages  
- radio-téléphones  
- caméras et projecteurs BAUER  
recherche

### CADRE ORGANISATION-INFORMATIQUE

Au sein du département contrôle de gestion vous participerez au développement d'un outil efficace de simplification et de modernisation des méthodes de travail (infocentre).

De formation supérieure type économique vous devez être capable de comprendre et maîtriser les problèmes informatiques liés au contrôle de gestion et à l'organisation.

Une première expérience est vivement souhaitée.

La connaissance de la langue allemande est un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir rapidement au siège de notre société: ST OZEN (93).

**BOSCH**

Merci d'adresser C.V., photo et présentations au Département Gestion de Personnel 32, avenue Michelet - 93404 SAINT OZEN.

TELECOMMUNICATIONS



Centre National d'Etudes des Télécommunications

### MINISTRE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION

recherchent pour

ISSY-LES-MOULINEAUX

### ingénieurs grandes écoles

(E.N.S.T., E.S.E., I.N.S.A. ou Équivalent)

- un premier poste conviendrait à une candidate débutante ou ayant quelques années d'expérience pour conduire l'étude et le développement de SYSTÈMES DE MESURE en TELECOMMUNICATIONS
- le second poste s'adresse à une candidate débutante ou ayant quelques années d'expérience en TELEINFORMATIQUE pour participer à l'étude d'un RÉSEAU D'EXPLOITATION pour les TELECOMMUNICATIONS.

Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, adressez CV détaillé avec prétentions à:

M. DESPORTES ou à M. CROCHOT  
Division O.G.E. - Centre Paris A  
Centre National d'Etudes des Télécommunications  
38-40 rue du Général-Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

enet

### Conseil et Informatique

La division Informatique de Bernard Krief Consultants connaît un très fort développement.

Nous recherchons aujourd'hui à enrichir notre équipe d'un

### CONSULTANT SENIOR

Celui-ci prendra en charge des missions de recherche de cadres et dirigeants dans les secteurs de l'informatique et de l'électronique.

Il sera, en outre, responsable d'un portefeuille de clientèle qu'il devra développer.

Se réunissant pour l'instant rapidement à des responsabilités importantes dans notre Cabinet.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 478 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 PARIS

### ORGANISATION INTERNATIONALE, siège en France, recrute son responsable de l'administration du personnel HF

(240 personnes).

Rattaché au responsable de l'administration générale, le candidat recruté sera responsable de l'ensemble de la fonction personnel. Il aura notamment pour tâche de participer activement à l'élaboration et à la mise en application d'un statut du personnel adapté à l'organisation.

Il est demandé:

- Une formation supérieure (Droit, Sciences Humaines, Grandes Ecoles...) et de solides connaissances en droit international, législation sociale et droit du travail français.
- Une expérience de plusieurs années dans la fonction, acquise de préférence dans le secteur public international.
- Age: 35 - 45 ans environ.
- Grandes qualités humaines et capacité de contact à tous les niveaux.
- Très bonne connaissance du français et de l'anglais.

Adressez lettre, C.V., photo et présentations à:  
INTER PA - s / réf. 3885  
BP 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LOTUS DEVELOPMENT, 700 personnes,  
plus d'un milliard de francs de CA dans le monde, solidement établie depuis 1982 aux USA,  
a acquis une position de leader sur le marché des logiciels de gestion.  
Le programme 1-2-3 de Lotus célèbre dans le monde entier  
s'est déjà vendu à plus de 500.000 exemplaires.  
Notre dernier né Symphony, logiciel polyvalent,  
est le résultat de notre savoir-faire et de notre dynamisme.

## Ingénieurs commerciaux

Rattaché au Directeur des ventes vous mettez en œuvre la politique de distribution et de promotion des logiciels LOTUS 1-2-3 et Symphony auprès d'un réseau de revendeurs et des utilisateurs en entreprise. Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure valorisée par une expérience de 3 à 5 ans de la vente dans le domaine informatique. Vous maîtrisez de préférence l'approche grands comptes et pratiquez nécessairement l'anglais. Réf. M 5628 A

## Ingénieurs support

Après une formation complémentaire à nos produits vous serez chargé en véritable expert technique de toutes les opérations d'assistance à la vente. Vous participerez à la mise en place des logiciels chez nos clients et définirez les politiques de maintenance et de formation à leur utilisation jusqu'à leur stabilisation. De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience similaire réussie et vous connaissez l'anglais. Réf. M 5628 B

## responsable crédit

Confirmé

Vous assurerez la totalité de la gestion des comptes clients, tant sur le plan comptable (saisie de règlements, analyse des comptes) que sur celui de la facturation et du recouvrement. Réf. M 5628 C

## responsable comptabilité générale

Confirmé

En collaboration avec le contrôleur de gestion vous serez le garant de la conformité des procédures comptables, administratives et fiscales pour notre filiale française. Réf. M 5628 D

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation comptable supérieure, connaissant la comptabilité anglo-saxonne et familiers à la micro-informatique.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie sur l'enveloppe, à SIAMINA, 22 rue Auguste Vacquerie 75116 Paris.

**Lotus**

### ... message aux professionnelles du secrétariat de direction ...

BELIN et JEAN DUCOURTIEUX (FRANCE FEUILLETS) ont décidé de s'associer pour intensifier leurs efforts. Ils recherchent pour leurs bureaux d'ÉVRY, une **SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS**.

... De formation BTS ... 10 ans d'expérience dans un secrétariat de direction ... Gâtée d'une forte personnalité ... Prompte à décider et à agir ... Sans des relations ... prochainement bilingue anglais ... attirée par les chiffres ... tel doit être son profil ...

... assistance auprès du Directeur Général de Division ... missions d'animation et de contrôle des activités de la division en étroite collaboration avec son patron ... secrétariat traditionnel ... tel sera son rôle au sein d'un groupe en perpétuelle évolution.

A vous de jouer ... et que la meilleure gagne !

Merci de nous adresser lettre, C.V., photo et présentations (ou lettre accusé) à : F. KACHMARZK - Recrutement BELIN R.P. 98 - 91008 ÉVRY Cedex.

## AUDITEUR INTERNATIONAL SENIOR

Diplôme de l'enseignement supérieur de gestion (Grande École ou Master) en DECS et maîtrisant l'anglais, vous travaillez depuis plus de 3 ans dans un cabinet d'Audit international ou au sein du Département audit interne d'un groupe multinational.

Important groupe du tertiaire disposant de nombreuses filiales et délégations dans 18 pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique, nous souhaitons intégrer à notre équipe Audit un "senior" à qui nous confierons des missions complètes tant en audit opérationnel que comptable.

La fonction portera exclusivement sur nos activités internationales, des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser cette manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitées à : 1613 à CONTESSÉ P. BLOITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société leader des systèmes avancés de Télécommunication recherche :

## TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Bonne connaissance des signaux vidéo-analogiques (5 ans) pour étude, développement et réalisation de prototypes de télécommunication.

Ad. lettre, C.V. et photo à :

**VISIONTRONIC**, Mlle ROUGET, 10, rue Pergolotti, 75116 PARIS.

L.E.P. EUGÈNE-NAPOLÉON recherche :

1 PROF. DE SECRÉTARIAT 1 PROF. D'INFORMATIQUE

Ad. lettre manuscrite, et C.V. à :

L.E.P. EUGÈNE-NAPOLÉON, 284, rue Pp-St-Antoine, 75012 PARIS.

Important groupe de services recherche :

**INGÉNIEURS**

- MITRA NIMITZ.

- PORTMAN ASSEMBLER, propres installations.

- NOVA.

- VAC.

Pour Paris, province, étranger. Excellente rémunération + intéressement.

Si vous êtes libre, répondez nous le 093-83-08

Sei Expertes Comptable et Comptabiliser aux Comptes doivent développer ses services juridiques, recherche :

**JURISTE**

- D.E.A. ou D.E.S. droit des affaires ou équivalent.

- Expérience récente souhaitée chez Control ou Service Juridique.

- Aptitude à organiser et à prendre en charge la suite des dossiers du Cabinet sous leur aspect juridique (droit des sociétés, droit commercial, etc.).

- Poste attractif et rémunération élevée sous l'autorité d'un directeur des départements.

Env. avec C.V. et présent. sous référence G.S. à n° 4.190. Publications Réunies 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Important groupe scientifique et industriel secteur public recherche :

**JEUNE INGÉNIEUR** débutant

Ayant une formation en électronique et informatique qui sera chargée de la gestion et du développement d'une installation de mesure et de surveillance de différents systèmes de sécurité.

Env. avec C.V. sous réf. 2.067, CONTESSÉ P. BLOITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

## BANQUE INTERNATIONALE

### ADJOINT DU RESPONSABLE CONTRÔLE DE GESTION

- Niveau DECS et/ou Ecole de Commerce.
- Expérience bancaire ou de cabinet d'audit/compt.
- Ouverture à l'informatique.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : **B.A.I.I.** 12, place Vendôme, 75001 PARIS.

## URGENT

Organisme social à caractère national recherche :

pour son secteur « VACANCES »

### un (e) COLLABORATEUR (trice)

diplômé (e) B.E.C. ou B.E.C.A.E.

ayant le goût des contacts et de la vente

Age minimum 25 ans.

Rémunération selon formation et expérience.

Revue sous n° 8.946 le Monde pub. services AVANCÉES CLASSEES

6, rue des Italiens, 75008 PARIS.

La Filiale Française d'un groupe international spécialisé en composants hydrauliques rech. pour Vincennes (94) au (e)

## RESPONSABLE DE LA GESTION COMMERCIALE

L'INTERESSÉ(E) OCCUPERA :

- du traitement et de la gestion des commandes ;
- du contact avec la clientèle ;
- de la liaison avec le siège européen à Luxembourg ;
- de l'administration d'une agence commerciale.

Evolution à 2/3 ans vers un poste d'ingénieur des ventes.

IL/ELLE REMPLIRA LES CONDITIONS SUIVANTES :

- âgé(e) de 25 à 30 ans ;
- formation technique et expérience professionnelle ;
- connaissance en hydraulique (composants, circuits) ;
- contact facile, ouverture d'esprit et disponibilité ;
- connaissance de l'anglais indispensable ;
- libre immédiatement.

Envoyer votre lettre de candidature, votre curriculum vitae et vos présentations à :

**COMMERCIAL HYDRAULICS FRANCE**

M. FRANÇOIS PERGNEAU 2, RUE CHARLES-PATHÉ F - 94006 VINCENNES.

## Banque internationale en forte croissance

recherche :

- PERSONNE EXPERIMENTÉE EN CRÉDIT DOCUMENTAIRE, jeune dynamique, bilingue anglais/français, pour développer le service.
- EXPLORANT(E) ENTREPRISE, d'environ 30 ans, maîtrisant l'anglais, motivé(e) par une activité commerciale dynamique, pour développer un portefeuille d'entreprises tournées vers l'exportation.
- JEUNES DIPLOMÉS(ES) GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE, ayant une grande capacité d'adaptation, pratiques, ouvert(e)s pour rejoindre après une période de stage le service développement marketing pour la zone franc/les services opérationnels.

Env. c.v. lettre manuscrite et présent. à : **RÈGIE-PRESSE** sous n° T 68.537 M 7, rue de Montigny, 75007 PARIS.

## Spécialiste engagements banque

Crédit Maritime Mutuel Paris recherche pour sa Société Centrale un

## Chargé d'études engagements

Mission :

- Contrôle des engagements à priori et a posteriori des Caisses Régionales.
- Études financières spécifiques.
- Assistance technique au réseau.

Notre candidat doit avoir une expérience bancaire et en particulier engagement de 5 ans au moins. Études universitaires souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo et prêt. s/réf. 1005 à D. FRANCOISE, garant d'une discrétion absolue - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

**CAPFOR**

PARIS - LYON - ACQUAINTABLE - MARSEILLE - ANGERS - NANTES - NIMES - BORDEAUX - NANTES - NANTES - NANTES

## ORGANISME SOCIAL A STATUT PRIVÉ

recherche pour son activité de contrôle informatique

## UN INGÉNIEUR SYSTÈME

possédant une large expérience des systèmes informatiques temps réel et bases de données distribuées par BULL et IBM. FORMATION INGÉNIEUR OU ÉQUIVALENT. POSTE A FOURVOIR A PARIS. DÉPLACEMENTS EN PROVINCE.

Transmettre C.V. man. photo et souhait de rémunération à : 8435, LE MONDE Pub. Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

## IMPORTANTE INSTITUTION FINANCIÈRE A VOCATION SOCIALE

recherche

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE SES ACTIVITÉS

## UN COLLABORATEUR (H. ou F.)

CHARGÉ DE CRÉER ET D'ÉCRIRE UN SERVICE DE CONSEIL ET DE DÉVELOPPEMENT

LE CANDIDAT, âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, devra justifier d'une bonne connaissance et d'une expertise de :

L'ASSURANCE VIE-CAPITALISATION et de la PRÉVOYANCE COLLECTIVE

Envoyer c.v. photo et présentations à :

PEABRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

Sous référence 1874.

## SOCIÉTÉ MULTIDISCIPLINAIRE DE CONSEIL

recherche pour interventions en MOYENNES et GRANDES ENTREPRISES plusieurs :

## CONSULTANTS - 250/280.000 F

Les candidats âgés de 32 ans environ, ayant une formation supérieure du type HEC, ESC, auront une expérience professionnelle de 5 ans au moins en entreprise et/ou dans un cabinet de conseil, dans le domaine de :

## DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Ils seront amenés à réaliser des missions de diagnostic et des interventions au sein de la fonction marketing et commerciale des entreprises. Ils seront familiarisés aux techniques de structures commerciales, systèmes de rémunération, systèmes de dynamique commerciale, formation-action, tableaux de bords commerciaux, marketing opérationnel.

Le mode des interventions réalisées permettra une évolution rapide des niveaux de rémunération.

Ecrire avec C.V. sous référence -DT à ORACOM, 43, rue Vineuse, 75016 PARIS.



مكتبة النهر

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 9 octobre 1984 - Page 39

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### COLGATE-PALMOLIVE

(en France : 3 établissements, 3 000 personnes, 3 milliards de CA)  
Principale filiale d'un important groupe international leader sur de nombreux marchés de produits de grande consommation : AXON, GAMA, SOUPLINE, AJAX, CAUNES, TENDRESSE, PALMOLIVE, TONICENTYL, ULTRASBRITE, etc., recherche actuellement pour son unité de production de Compagne

#### Un Chef de groupe confirmé en organisation industrielle de formation grande école scientifique : CENTRALE, A. et M., etc.

##### Sa mission :

- Développer au sein du service organisation industrielle (10 ingénieurs), les études et réalisations permettant d'optimiser le fonctionnement des ateliers de production.
- Promouvoir les méthodes modernes d'organisation en coordination avec les responsables opérationnels.
- Animer un groupe d'ingénieurs.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions), sous référence LM 8, à Colgate Palmolive - Service Central de l'Emploi et des Carrières - 55 bd de la Mission Merchaud 92401 Courbevoie Cedex.

##### Son profil :

- Justifiant impérativement d'une expérience de l'organisation en site industriel, ainsi qu'en informatique.
- Particulière maîtrise des techniques d'organisation.
- Réalisme, enthousiasme, tempérament de réalisateur.
- Bonne connaissance de l'anglais indispensable.



COLGATE-PALMOLIVE

### FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE PARIS-8<sup>e</sup> recherche

#### COLLABORATEUR DECS COMPLET

3 ans d'expérience min.

Travail très intéressant.

Env. C.V., photo et prêt. à

COFARAC

42, rue de la Suffisance

75009 PARIS.

Société d'expertise comptable

recherche

COLLABORATEURS

DECS ou équivalent + maîtrise

en droit, première expérience

souhaitée.

Ad. C.V. + prétentions à Fidu-

caire George V, 166, rue du

Fg-St-Honoré, 75008 PARIS.

BANQUE PRIVEE  
spécialisée dans les services aux PME  
recherche

### AUDITEUR INSPECTEUR INTERNE HF

Ce poste basé à Paris implique des déplacements fréquents, mais de courte durée en Province.

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure et d'une expérience approfondie de la fonction, si possible en milieu bancaire. Le niveau de rémunération et la classification hiérarchique seront en rapport.

Adresser votre C.V., photo et niveau actuel de rémunération s/réf. 8111 à AXIAL Publicité - 27, rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmettra.

Société de services et d'ingénierie informatique  
(780 personnes - C.A. 280 MF)

Partenaire d'un groupe industriel de taille internationale  
recherche

pour son Agence de MARSEILLE

### INGÉNIEURS INFORMATIQUES

##### Compétences :

- BULL DPS-8 (Gecac 8 - Prote - Cobol - Socrate/Clio).
- Temps réels (Solar 80/86).
- 68000 et 68030 (LTR - Pascal).
- Digital (Vax).

GROUPE SYSECA

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2058 à GROUPE SYSECA, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

### EUREST

Filiale française d'une  
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
(C.A. 1,2 MILLIARD DE F.)  
550 ÉTABLISSEMENTS EN FRANCE  
recherche dans le cadre de la mise en place de son  
PLAN INFORMATIQUE

### ANALYSTE CONFIRMÉ

Pour participer au développement de son

NOUVEAU PRODUIT LOGICIEL  
«FINANCES ET CONTRÔLE»

Le candidat doit avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le développement de produits informatiques de gestion sur mini ordinateurs et de solides connaissances comptables et financières.

Langage demandé COBOL.

Posez-vous à PARIS (9ème)

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à  
EUREST - Services Recrutement  
14, rue d'Athènes 75009 PARIS.

Important Organisme Professionnel  
proche gare St Lazare recrute  
pour son service d'études :

### jeune cadre chargé d'études économiques

sur pays étrangers.  
Pour sélectionner, niveau maîtrise de sciences économiques.

Allemand courant exigé,  
anglais souhaité.

Adresser CV et prêt. sous réf. 9108 à  
CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra  
75040 Paris Cedex 01, qui tr.

Société française fabriquant des produits chimiques  
pour l'industrie, leader dans son secteur et rattachée à  
un important groupe américain recherche pour son  
secteur automobile :

### AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Sa formation de base technique, ses qualités humaines, sa première expérience doivent lui permettre d'assurer l'assistance technique auprès d'une clientèle exigeante.

Basé en Région Parisienne Sud, il effectuera de nombreux déplacements.  
Anglais exigé.

Envoyer CV, prêt. sous réf. 1929 à  
Comesse Publicité 20, av. Opéra  
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion,  
Société de services SSU Paris,  
recherche

### 2 Analystes- Programmeurs

##### EXPERIENCE EXIGEE

Vous avez au moins une année d'expérience d'analyse et de programmation COBOL sur matériel WANG VS.  
La connaissance des outils VS est indispensable. Nous vous offrons une ambiance de travail et une rémunération motivantes.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 29743 sur enveloppe à  
JEAN REGNIER Publicité  
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

LA FILIALE IMMOBILIERE D'UNE  
IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE  
Paris 8ème recherche pour son département  
CREDITACQUEUR

### le jeune responsable de la RELATION AVEC LES PRESCRIPTEURS

Agé d'un minimum 28 ans, il aura quelques années d'expérience acquise EN BANQUE ou dans un ÉTABLISSEMENT FINANCIER SPECIALISE.

Le poste peut être évolutif et la rémunération fixe pour l'essentiel comportera une partie liée aux résultats.

Adresser votre CV sous référence  
CT 543/94, à  
FRANCE CADRES  
22, rue St Augustin 75002 Paris  
qui vous garantira le plus strict anonymat.

### Message à des CONSULTANTS à fort potentiel

Vous souhaitez intégrer un grand groupe et travailler dans l'ambiance indépendante d'une petite équipe de conseil. Nos clients sont très diversifiés et font appel à nous pour la qualité de nos études et notre compétence dans le domaine

### logistique et transports

nous recherchons :

#### 1 chef de projets

Vous êtes un consultant confirmé, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, capable de devenir rapidement chef de plusieurs projets pour lesquels vous serez l'interlocuteur du client et le manager d'ingénieurs d'affaires. Votre expérience (minimum 3 ans) a été acquise dans un service organisation ou logistique d'une entreprise ou en cabinet d'organisation.

Merci d'adresser un C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 80491 M à :  
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel  
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

### DE FORMATION SCIENTIFIQUE SUPÉRIEURE EN PHYSIQUE, CHIMIE, SCIENCES DE L'INGÉNIEUR

##### Vous avez :

- de solides connaissances de base dans ces disciplines,
- une large approche des techniques pratiquées dans l'industrie, acquise soit par l'enseignement ou la rédaction d'articles scientifiques, soit par l'expérience professionnelle directe,
- le goût de diffuser ces connaissances auprès du grand public.

##### Nous vous proposons un poste de :

### RESPONSABLE DE RÉDACTION

dans une entreprise de l'édition de notoriété internationale, pour rédiger, faire rédiger et concevoir des textes scientifiques et techniques.

Assuré d'une absolue discrétion, votre dossier de candidature est à adresser, sous référence MILO M.R.H. à notre Conseil MILO M.R.H. - 43 bis, boulevard Victor-Hugo - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

MILO M.R.H.

secrétaires

secrétaires

secrétaires

SOCIÉTÉ PARIS-8<sup>e</sup>

cherche

### SECRÉTAIRE

confirmée anglais-français. Prêt. avec exp. bilingue ou française. Ecr. s/réf. 8.484 à la Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES, 4, rue des Battoirs, 75005 Paris.

### MEMOREX

Filiale du deuxième constructeur mondial de l'informatique recherche le

### SECRÉTAIRE

de son

P.D.G.

Parfaitement bilingue français-anglais, maîtrisant sténo et dactylo dans les deux langues, vous avez toutes les qualités indispensables à une assistante de très haut niveau : disponibilité, initiative, sens aigu de la communication, excellente présentation et disponibilité horaire.

Vos capacités rédactionnelles et votre sens de l'organisation vous permettront d'assurer de façon totalement autonome tout le secrétariat de Présidents, pour son courrier comme pour son agenda.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à :  
MEMOREX, Département des Relations Industrielles, 3 à 5, rue Maurice-Ravel, 92350 LEVALLOIS.

ANNONCES CLASSEES  
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

### SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

La Société des CEMENTS FRANÇAIS, au premier rang des producteurs nationaux et mondiaux, recherche

pour sa Division Internationale au siège de Paris-La Défense

### Secrétaire bilingue portugais ou brésilien + pratique de l'anglais

Elle assistera un Chef de Département pour toutes les questions administratives liées à la gestion des contrats d'assistance technique, en particulier au Brésil dont il assure la responsabilité l'organisation de voyages - relations avec les directions du siège et les usines - problèmes particuliers relatifs aux équipes détachées et à leur famille...

Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire d'avoir le sens de l'organisation, le goût des responsabilités, la capacité à faire face à des imprévus, 1 à 2 ans d'expérience professionnelle. Formation BTS. Frappe 45 % sur machine à traitement de texte (formation assurée si nécessaire). Restaurant d'entreprise.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

séle  
CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73734 M à  
SELE CEGOS Tour Chénouaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne Billancourt Cedex.

### ASSISTANTE DE DIRECTION

SOCIÉTÉ DE COMMERCE  
INTERNATIONAL PARIS 8<sup>e</sup>

PARFAITEMENT  
BILINGUE ANGLAIS

130 000 +

NOUS ORGANISONS ET DÉVELOPPONS DES PROJETS INDUSTRIELS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER.

CONTACTS DE HAUT NIVEAU, SUM DES PROJETS, GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL (7 P) SECRETARIAT CLASSIQUE (DACTYLO LE CAS ÉCHEANT) : TELLE SERA VOTRE MISSION.

EFFICACITÉ, SOUPLESSE, LARGE OUVERTURE D'ESPRIT ET DIPLOMATIE : VOICI LES QUALITÉS JUGÉES INDISPENSABLES, INDÉPENDamment DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES.

VEUILLEZ ADRESSER VOTRE CANDIDATURE (LETRE MANUSCRITE, CV, PHOTO, RÉMUNÉRATION ACTUELLE) SOUS REF. 4720 A L'AGENCE DESSEIN, 69 RUE DE PROVENCE, 75009 PARIS.

IMPORTANT CABINET DE CONSEIL  
recherche

### JURISTE

Ayant expérience du financement des entreprises pour service spécialisé dans le traitement des entreprises en difficulté. Quelques années d'expérience souhaitées.

Poste de responsabilité et évolutif.  
Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 2966 M à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75003 PARIS qui transmettra.







## CONJONCTURE

## LE BUDGET DE LA CONSTRUCTION POUR 1985

## L'OFFENSIVE DES YENS

## En deux ans le nombre des investissements japonais en France a été multiplié par cinq

1984 sera pour la France l'année où les Japonais auront fait une entrée par la grande porte. Tout le monde a en tête le rachat d'une partie des activités de Dunlop par Sumitomo, mais les investissements industriels japonais ne prennent pas tous cette tournure spectaculaire. Ce qui n'empêche qu'ils sont de plus en plus nombreux. Et ce n'est qu'un début...

En deux ans, le nombre des investissements japonais en France a été multiplié par cinq. Quand arrivera le fin de l'année, on dénombre, si l'on prend en compte les projets qui sont en instance devant le comité des investissements étrangers et pour lesquels l'autorisation ou le refus n'a pas été donné, vingt-cinq à vingt-huit usines ou centres de production. 1984 sera, et de loin, la meilleure année pour l'accueil des investissements japonais. Ce qui a un impact non négligeable en termes d'aménagement du territoire, d'emploi, de transferts de technologies et aussi de redressement de la balance commerciale.

On sait, de ce dernier point de vue, que le déficit de la France vis-à-vis du Japon a accusé un chiffre considérable de 12,6 milliards de francs en 1983. La RFA et la Grande-Bretagne, même si ce n'est pas une corrélation, connaissent une situation comparable.

En deux ans, la courbe des emplois déjà créés ou décidés par des industriels japonais a connu une progression rapide : 1 260 à la fin de 1982, environ 7 500 créés ou sauvés (le peut-être 7 500 à deux projets importants débouchent prochainement) à la fin de 1984. Ces chiffres incluent le rachat de Dunlop France par Sumitomo, qui ne correspond évidemment pas à la construction d'une nouvelle usine mais, tout de même, à la « non-disparition » de quelque 3 000 postes de travail.

Ces résultats, qui illustrent une politique officielle beaucoup plus ouverte et libérale à l'égard des investisseurs japonais, et le dynamisme du bureau de la DATAR à Tokyo (1) placent la France au troisième rang en Europe en termes d'emplois créés, derrière l'Espagne (13 000 créations, dont 8 700 pour l'usine Nissan de Barcelone), la Grande-Bretagne

(12 000, dont 2 200 par Hitachi, qui fait des postes de télévision en couleurs), la Belgique (6 300), la RFA (4 700), la Grèce...

Une dizaine de dossiers japonais auront été acceptés par les autorités françaises cette année, ce qui devrait entraîner la création ou le sauvetage de 4 600 emplois et placer le Japon à peu près au même niveau que les États-Unis dans la hiérarchie des investisseurs étrangers.

Voilà qui va relancer le débat — que ne manquent pas d'alimenter certaines entreprises françaises en mal d'innovation et de développement, et aussi certains fonctionnaires féroces — sur « le loup dans la bergerie ». Mais la question essentielle est de savoir s'il ne vaut pas mieux construire sur notre sol des produits modernes et très demandés par les consommateurs, plutôt que les importer. Les usines des plus récentes doivent même être avant tout des têtes de pont pour toute l'Europe. Ainsi Sony, dont l'usine de Dax vient d'être inaugurée, devrait exporter 80 % de sa production de cassettes. Canon (autoradios), situé à Pompey (Meurthe-et-Moselle), exporte 80 % à 70 % de ses fabrications qui n'incorporent pas plus de 50 % de composants venus du Japon.

On souligne aussi, dans les milieux proches de Matignon, que la France n'a pas à rougir de ce qui a été fait vis-à-vis des investissements japonais depuis trois ans, et que les projets ont toujours été regardés à la loupe pour ne pas mettre en péril d'éventuels investissements français concurrents.

Dans certains cas d'associations, par exemple entre ELF, Pechiney et Toray, près de Pau, pour la fabrication de fibres de carbone, les partenaires investissent dans une technologie de très haut niveau (ce sera la seule usine de ce type en Europe) et permettent en aval la création d'activités industrielles locales. Le groupe Daiwa Seiko a en effet décidé d'installer à Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, une usine de câbles à pêche préfabriqués à base de fibres de carbone (120 emplois) ; une usine, qui elle aussi, devrait

exporter la majeure partie de sa production.

La direction du Trésor, au ministère des finances, met la dernière main à deux projets nouveaux dont on attend l'annonce publique. Bien qu'on reste d'une très grande discrétion à la DATAR sur la question, il est probable que Canon, qui vient d'annoncer à grand fracas publicitaire la sortie de son premier photocopieur dans l'usine de Liffé, en Ille-et-Vilaine, se lance dans la fabrication d'un autre produit et construit une nouvelle usine sur le même site, où il dispose de 10 hectares.

L'autre investissement attendu concerne la région de Honfleur, où est déjà installé Akai et où pourraient être montés des magnétoscopes. Une affaire qui avait été longtemps évoquée par M. Fabius, alors ministre de l'Industrie, lorsqu'il était allé au Japon au début du mois de juillet.

C'est dans ce contexte que M<sup>me</sup> Edith Cresson, part le 10 octobre, pour un voyage d'une semaine au Japon. Un déplacement qui a deux objectifs : favoriser les exportations de biens de consommation vers ce pays à l'occasion de l'exposition « Tokyo 84 » où seront présentes, à travers quatre cents entreprises, vingt et une régions françaises ; inciter les industriels japonais à multiplier leurs implantations en France dans un esprit de coopération et d'échanges réciproques de technologies.

Le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur aura deux séries de chiffres en tête. De 1979 à 1983, les investissements japonais au Japon sont passés de 54 à 107 millions de francs, selon la Banque de France, tandis qu'en sens inverse ils faisaient un bond de 116 à 604 millions de francs. Et la France n'a, à ce jour, accueilli encore que 1,3 % de l'ensemble des investissements japonais dans le monde...

FRANÇOIS GROBICHARD.

(1) La DATAR, dont le rôle est d'attirer des investissements étrangers, essentiellement dans les zones prioritaires et notamment dans les quinze pôles de conversion, vient d'ouvrir son second bureau de prospection à Orléans.

## Moins de crédits, autant de logements ?

Les budgets du logement et des transports, à nouveau réunis sous l'autorité d'un unique ministre, M. Paul Quilès, constituent, on le sait, un des ensembles les plus dépressifs des finances publiques, avec la défense et l'éducation nationale : plus de 17 % (soit 170,4 milliards de francs de dépenses ordinaires et de crédits de paiement) des 995,3 milliards de francs que l'État aura à distribuer en 1985. Une progression globale de 7,8 % par rapport à 1984 (158 milliards de francs), qui permet d'assurer correctement le règlement des dépenses engagées et de maintenir le volume des investissements décidés les années précédentes, puisque l'on table en 1984 sur un rythme d'inflation de 7,6 %.

En revanche si l'on considère les dépenses ordinaires et les autorisations de programme (101,5 mil-

liards de francs contre 100,4 milliards en 1984) on observe une stagnation (+ 1,1 %), qui équivaut à un réel désengagement en volume. En effet, si les dépenses ordinaires (fonctionnement et intervention) progressent de 7,4 %, en passant de 67,4 milliards de francs à 72,4 milliards, si les crédits de paiement augmentent de 8,14 %, en passant de 90,7 milliards de francs à 98 milliards de francs, les autorisations de programme chutent, en francs courants, de 11,2 %, en tombant de 33 milliards de francs à 29,1 milliards de francs.

Quant au personnel de cet important ministère, il enregistre une baisse de 1 239 emplois (- 1,1 %), les effectifs de l'urbanisme et du logement étant ramenés de 96 959 à 95 883, et ceux des transports de 18 239 à 18 076.

Il y a toujours une façon optimiste et une façon pessimiste de voir les choses. Et le logement, pièce maîtresse de l'équipement du pays, n'échappe pas à la règle.

La façon optimiste, c'est celle du ministère de l'économie et des finances, qui annonce pour l'urbanisme et le logement 45 milliards de dépenses publiques, en progression de 13,5 % sur 1984 (39,6 milliards de francs).

La vue pessimiste, c'est celle qui consiste à prendre en compte non plus les engagements que l'État doit remplir, mais les ambitions que le gouvernement lui assigne, puisque, par définition, la construction d'immeubles — même s'il s'agit de maisons individuelles — s'effectue sur plusieurs exercices. Or le budget de l'urbanisme et du logement, si l'on considère les dépenses ordinaires (26,9 milliards de francs) et les autorisations de programme (qui étaient de 23,2 milliards de francs en 1984), chute de 11,6 % en francs constants, c'est-à-dire beaucoup plus si l'on tient compte de l'inflation.

Pourtant, le programme physique de logements favorisés par l'aide à la pierre reste inchangé. L'État aide, comme cette année, à se mettre en place, 70 000 prêts localisés aidés (PLA) et 150 prêts à l'accession à la propriété (PAP). Cela ne peut être possible que grâce à la baisse du coût de la ressource financière (baisse du taux d'intérêt versé aux livrets A des caisses d'épargne, notamment).

En ce qui concerne les PLA, essentiellement utilisés par les HLM, qui doute que ces orga-

nismes ne soient confrontés, de lourdes difficultés financières, ne cherchent à obtenir en conséquence une baisse du taux d'intérêt qu'ils versent (6,59 %).

Il est vrai que les logements localisés les plus tributaires des aides à la pierre sont extrêmement coûteux pour la collectivité. Les crédits de paiement atteignent 8,2 milliards de francs, en progression de 51,5 % sur les dotations de 1984. Quant aux autorisations de programme, elles baissent de 14,8 %, de 9,4 milliards de francs à 8,1 milliards.

Pour les PAP, les crédits de paiement augmentent de 27,7 % (de 5,7 milliards à 7,2), tandis que les autorisations de programme baissent de 7,8 % (de 10,4 milliards à 9,6). Les subventions pour surcharges foncières dans les centres de ville baissent tant en crédits de paiement (- 24,1 %) qu'en autorisations de programme (- 10 %) ; celles-ci s'établissent à 121,7 millions de francs.

De même pour la PALULOS (prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale), dont les crédits de paiement baissent de 24,1 % et les autorisations de programme de 19,2 % (un peu plus de 1 milliard de francs contre 1,3 milliard pour 1984). Il est vrai que l'appel au Fonds spécial de grands travaux permet de répondre à la demande des organismes sociaux, désireux d'améliorer leur patrimoine.

Enfin, en ce qui concerne les aides à la personne, les crédits destinés à l'aide personnalisée au logement (APL) passent de 5,8 milliards à 6,3 milliards de francs (+ 11,8 %), tandis que ceux destinés à l'allocation de logement social (l'allocation de logement

social) baissent de 1,1 % (de 1,1 milliard à 1,09 milliard de francs). Les crédits de paiement atteignent 8,2 milliards de francs, en progression de 51,5 % sur les dotations de 1984. Quant aux autorisations de programme, elles baissent de 14,8 %, de 9,4 milliards de francs à 8,1 milliards.

Quant au personnel de cet important ministère, il enregistre une baisse de 1 239 emplois (- 1,1 %), les effectifs de l'urbanisme et du logement étant ramenés de 96 959 à 95 883, et ceux des transports de 18 239 à 18 076.

Il y a toujours une façon optimiste et une façon pessimiste de voir les choses. Et le logement, pièce maîtresse de l'équipement du pays, n'échappe pas à la règle.

La façon optimiste, c'est celle du ministère de l'économie et des finances, qui annonce pour l'urbanisme et le logement 45 milliards de dépenses publiques, en progression de 13,5 % sur 1984 (39,6 milliards de francs).

La vue pessimiste, c'est celle qui consiste à prendre en compte non plus les engagements que l'État doit remplir, mais les ambitions que le gouvernement lui assigne, puisque, par définition, la construction d'immeubles — même s'il s'agit de maisons individuelles — s'effectue sur plusieurs exercices. Or le budget de l'urbanisme et du logement, si l'on considère les dépenses ordinaires (26,9 milliards de francs) et les autorisations de programme (qui étaient de 23,2 milliards de francs en 1984), chute de 11,6 % en francs constants, c'est-à-dire beaucoup plus si l'on tient compte de l'inflation.

Pourtant, le programme physique de logements favorisés par l'aide à la pierre reste inchangé. L'État aide, comme cette année, à se mettre en place, 70 000 prêts localisés aidés (PLA) et 150 prêts à l'accession à la propriété (PAP). Cela ne peut être possible que grâce à la baisse du coût de la ressource financière (baisse du taux d'intérêt versé aux livrets A des caisses d'épargne, notamment).

Enfin, en ce qui concerne les aides à la personne, les crédits destinés à l'aide personnalisée au logement (APL) passent de 5,8 milliards à 6,3 milliards de francs (+ 11,8 %), tandis que ceux destinés à l'allocation de logement social (l'allocation de logement

## Les effets de la décentralisation

Côté direction de l'urbanisme et des paysages, les crédits subissent le contre-coup de la rigueur des temps avec une baisse de 5,1 % des crédits de paiement (de 515 à 488,7 millions de francs), et de 5,3 % des autorisations de programme (de 395 à 374 millions de francs). Il est vrai que la décentralisation change la distribution des cartes et décharge le ministère d'une partie de ses tâches.

La direction de l'architecture connaît de la même façon une baisse de 13,3 % de ses crédits de paiement (de 42,3 à 36,7 millions de francs), et une baisse de 5 % de ses autorisations de programme (de 18 à 17 millions de francs). En revanche, l'enseignement de l'architecture connaît une évolution positive de ses crédits : ses dépenses ordinaires doivent augmenter de 11,9 % pour atteindre 266 millions de francs, tandis que, pour ses investissements, les autorisations de programme progressent de 4,2 % (29,4 millions) et les crédits de paiement de 32,9 % (28,3 millions de francs).

Encore une fois budget de crise, budget serré, probablement budget raisonnable. Mais budget qui, par prudence, prouve à l'évidence que, pour l'avenir, la relance par le bâtiment n'est pas pour demain.

JOSEF DOYERE.

## LA CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

## Il n'y a pas de modèle Renault

(Suite de la première page.)

Le gouvernement Fabius et M. Hanoon, le patron de Renault, pensent qu'il vaut mieux former les jeunes-pour-compte de l'automobile, leur apprendre à apprendre, ne serait-ce que parce que, comme aime à le souligner le président de Renault, « le tiers des métiers de l'automobile dans dix ans ne sont pas connus aujourd'hui ». A automatisation croissante et machines plus sophistiquées doit correspondre une main-d'œuvre plus évoluée, ces bacheliers de Toyota qui ont l'admiration du premier ministre.

Mais cela ne pourra être fait qu'avec un financement public. Car l'autre volet du rapport Dalle est clair : les deux groupes automobiles français sont surendettés par rapport à leurs concurrents japonais, améri-

cains, mais même européens (fin 1984, ont endetté le global des constructeurs dépassera 90 milliards de francs), ce qui amoindrit leur capacité d'autofinancement. Et il ne faut pas promettre ce que l'on ne peut tenir. Une meilleure formation, l'acceptation d'une plus grande mobilité professionnelle comme géographique de la part des travailleurs permettront certes de limiter les effets de la baisse tendancielle des effectifs dans l'automobile. Mais affirmer que toute formation débouchera sur un emploi dans un pays qui perd plus de 130 000 emplois industriels par an, c'est dangereux. De là à dire que les pouvoirs publics et la Régie cherchent surtout à gagner du temps...

BRUNO DETHOMAS.

## AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

## M. Calvet reconnaît que le rachat des filiales européennes de Chrysler a été une erreur

« Peut-être aurait-il mieux valu ne pas faire l'opération de 1979 » (le rachat par Peugeot des filiales européennes de Chrysler). Pour la première fois au « Club de la presse » d'Europe 1, le 7 octobre, un dirigeant de Peugeot — et même le principal d'entre eux, M. Jacques Calvet — reconnaît cette « erreur » provoquée par une mauvaise appréciation de la taille nécessaire dans l'automobile.

Mais qui ne commet pas d'erreur ? », ajoute le nouveau président du directeur de Peugeot SA (qui n'était pas dans le secteur

automobile au moment des faits), précisant encore que sans l'effet des grèves de 1982, le passage de quarante heures à trente-huit heures trente minutes de la semaine de travail, sans la cinquième semaine de congés payés et le blocage des prix, l'automobile française, et notamment Peugeot, se porterait mieux...

A en croire son président, la firme est cependant sur la bonne voie : les pertes en 1984 seront « nettement inférieures » aux 2,6 milliards de francs de l'année précédente.

## SELON LES PRÉVISIONS DE L'IISI AU CONGRÈS DE CHICAGO

## Le marché mondial de l'acier va stagner durant toute la décennie

La reprise observée sur le marché mondial de l'acier en 1984 va s'essouffier en 1985. L'International Iron and Steel Institute (IISI), organisme qui regroupe tous les maîtres des forges du monde, bornis les pays de l'Est, table pour l'an prochain sur « un ralentissement de la vigoureuse reprise de 1984. La consommation dans les pays industrialisés atteindra 337 millions de tonnes d'acier et dans les pays en développement 104 millions de tonnes, soit un total de 441 millions de tonnes, ce qui représente une progression de 3 millions de tonnes seulement par rapport aux chiffres attendus pour 1984 ».

Donnés par M. Holschul, secrétaire général de l'IISI, à Chicago, le 8 octobre, au cours du congrès annuel qui réunit cette industrie, ces perspectives permettent de penser que 1985 sera certes « une bonne année pour l'acier en comparaison avec la crise qu'a connue la sidérurgie en 1982 et 1983 ». Mais en ce qui concerne les seuls pays développés, on s'attend à « une quasi-stagnation ou même à une légère chute de la demande ». Les raisons en sont les perspectives des problèmes que connaissent les économies nationales : « La consolidation

de la reprise de 1983 et 1984 dépendra du contrôle des taux d'intérêt américains et du dollar », note l'IISI.

Analysant les perspectives à plus long terme l'IISI prévoit que la consommation mondiale d'acier va stagner au cours de cette décennie (719 millions de tonnes) en 1985 à 722 millions de tonnes en 1990) pour s'améliorer très légèrement ensuite (745 millions de tonnes en 1995). La croissance sera d'ailleurs limitée aux pays comme la Chine et la Corée du Nord, « les pays industrialisés se stabilisant au niveau actuel » avec en particulier une consommation dans la CEE en légère décroissance de 94 millions de tonnes en 1984 à 91 millions en 1990 et à 90 millions en 1995.

En conséquence, l'IISI estime que les capacités actuelles de production seront « bien suffisantes », précisant : « Dans les régions industrialisées, les réductions de capacités devront être poursuivies ». Mais, parallèlement, on assistera à un développement technologique « impressionnant » dans les hauts-fourneaux et les laminoirs avec l'utilisation des coulées continues et des ordinateurs.

Le Monde  
dossiers et documents

OCTOBRE 1984

## LES IMMIGRÉS EN FRANCE

NUMÉRO SPÉCIAL - 16 PAGES  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 10 F

willy  
hairline COIFFURE MIXTE  
10, rue des Pyramides  
75001 Paris.  
Tél. : 260.63.68.  
Du lundi  
au samedi  
de 10 h  
à 19 h  
30, rue Feydeau  
75002 Paris.  
Tél. : 236.33.57.

## Hausse des prix de détail en août : + 0,5 %

	des 12 derniers mois (août 83/août 84)	des 6 derniers mois (août 84/août 84)	des 3 derniers mois (août 84/août 84)	du dernier mois (août 84)
● ENSEMBLE	+ 7,4	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,5
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 8,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 0,6
Produits à base de céréales	+ 3,6	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,6
Vianes de boucherie	+ 4,8	+ 1,6	+ 1,1	+ 0,1
Pois et charcuterie	+ 8,3	+ 6,3	+ 5,3	+ 0,9
Viandes, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 8,3	+ 6,0	+ 1,0	+ 0,1
Produits de la pêche	+ 6,9	+ 4,6	+ 1,9	+ 0,6
Lait, fromages	+ 7,4	+ 3,8	+ 2,3	+ 0,4
Oufs	+ 4,6	+ 3,4	+ 2,5	+ 0,4
Corps gras et beurres	+ 16,9	+ 4,8	+ 2,5	+ 1,4
Légumes et fruits	+ 16,8	+ 6,2	+ 2,6	+ 0,7
Autres produits alimentaires	+ 8,6	+ 4,5	+ 1,9	+ 0,6
Boissons alcoolisées	+ 4,5	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,2
Boissons non alcoolisées	+ 13,3	+ 7,1	+ 2,5	+ 0,6
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 7,1	+ 3,3	+ 1,4	+ 0,5
1) Habillement et textiles	+ 9,9	+ 4,1	+ 1,1	+ 0,3
Vêtements de dames	+ 9,3	+ 4,1	+ 0,7	+ 0,1
Autres vêtements et accessoires	+ 10,7	+ 4,3	+ 1,3	+ 0,4
Articles chaussants	+ 12,1	+ 4,8	+ 1,1	+ 0,5
Autres articles textiles	+ 18,6	+ 4,8	+ 1,7	+ 0,5
2) Autres produits manufacturés	+ 6,4	+ 3,0	+ 1,4	+ 0,5
Mobilier et tapis	+ 5,9	+ 3,1	+ 1,1	+ 0,3
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 5,0	+ 2,1	+ 0,7	+ 0,1
Autres articles d'équipement du ménage	+ 8,6	+ 4,3	+ 1,8	+ 0,6
Savons de ménage, produits d'entretien et produits d'entretien	+ 6,1	+ 3,4	+ 1,8	+ 0,7
Articles de toilette et de soins	+ 5,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 0,6
Véhicules	+ 6,9	+ 4,6	+ 1,9	+ 0,2
Papeterie, librairie, journaux	+ 7,4	+ 3,3	+ 1,3	+ 0,2
Photos, optiques, électro-acoustique	+ 2,8	+ 1,5	+ 0,4	+ 0,1
Autres articles de loisir	+ 7,2	+ 3,3	+ 1,2	+ 0,4
Cosmétiques, parfums	+ 8,9	+ 4,2	+ 3,4	+ 1,5
Tobacs	+ 3,5	+ 1,2	+ 0,8	+ 0,9
divers	+ 3,5	+ 1,2	+ 0,8	+ 0,9
● SERVICES	+ 6,9	+ 3,9	+ 2,2	+ 0,6
Services relatifs au logement	+ 7,9	+ 3,5	+ 1,6	+ 0,3
dont : loyers	+ 7,7	+ 3,3	+ 1,6	+ 0,3
Soins personnels, soins d'habillement (1)	+ 6,7	+ 3,1	+ 1,0	+ 0,2
Services de santé	+ 3,6	+ 3,6	+ 2,5	+ 0,9
Transports publics	+ 6,1	+ 3,6	+ 1,4	+ 0,2
Services d'entretien de véhicules privés (2)	+ 5,8	+ 3,8	+ 1,9	+ 0,3
Hôtels, cafés, restaurants, casinos	+ 7,8	+ 3,9	+ 2,3	+ 0,6
Autres services (3)	+ 9,5	+ 5,7	+ 3,8	+ 2,1

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en août 1984 à 148,8, contre 148 en juillet, sur la base 100 en 1980 (une erreur nous avait fait indiquer, sous le tableau publié dans le Monde du 6 septembre, l'indice 149,8 pour juillet 1984 et 148,8 pour juin).

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redondance TV, etc.



# SOCIAL

## LA FÊTE DE FO AU BOIS DE VINCENNES

### M. Bergeron « superstar »

Pour la quatrième année consécutive, Force ouvrière a organisé les 6 et 7 octobre sur la pelouse de Reuilly au bois de Vincennes sa Fête de l'amitié. Sans prétendre encore à l'affluence de la Fête de l'Humanité (cinq cent soixante-quatorze mille visiteurs en 1984), ce rassemblement populaire a groupé, selon les organisateurs, un peu plus de deux cent mille personnes contre deux cent cinquante mille en 1983 et deux cent mille en 1982.

Des stands des unions départementales au crois organisé avec l'Union des sports travaillistes en passant par une exposition sur cent ans de syndicalisme et un spectacle quasi permanent de variétés allant des enfants du rock à Marie-Paule Belle, Pierre Bachelet, Philippe Lavi, Michèle Torr et Annie Cordy, il y avait pour tous les goûts. La diversité dont se réclame Force ouvrière était au rendez-vous. Mais la vedette de cette fête était incontestablement, et de nouveau, M. Bergeron. Décidément « superstar », à l'aise avec « son » public.

Le secrétaire général de FO, entouré sur l'estrade par une quinzaine de mineurs, a pris la parole le 6 octobre pendant une heure sous un chapiteau où s'étaient rassemblées environ huit mille personnes promptes à l'applaudir. En lever de rideau, MM. Ewa Kubesiewicz et François Baluka (lisant un message de M. Andrzej Gwiazda, un des responsables de Solidarité) ont soulevé l'émotion - et les applaudissements - de l'assistance en évoquant le combat des syndicalistes polonais. Puis M. André Bergeron, le verbe haut et fort, a commencé son discours par une note d'humour : « J'ai passé ma nuit à prier sainte Hortense... ». Hortense n'a pas gâché la fête.

Lisant son discours (en en sautant quelques passages et en rajoutant d'autres), le secrétaire général de FO a repris ses thèmes habituels :

« Si nous le voulons, et je sais que vous le voulez, nous pouvons atteindre l'objectif que nous nous étions fixé lors des heures difficiles, mais exaltantes, de décembre 1983 : reprendre la place qui, historiquement, nous revient, c'est-à-dire la première. » Devant une salle qui, contrairement à 1983, s'est bien gardée de huer ou de siffler des notes de responsables gouvernementaux, M. Bergeron a estimé que « la dégradation de l'emploi est, en particulier - au moins dans l'immédiat - une des conséquences de la dégradation du rôle de la politique du gouvernement ». Demandant de nouveau l'engagement de grands travaux d'infrastructure et de communications, il a ajouté : « Quelle que soit la nature des arguments que nous nous opposons, il faut stopper le processus de dégradation du pouvoir d'achat. »

M. Bergeron a recueilli les applaudissements les plus nourris lorsqu'il a constaté qu'il y a beaucoup de différence entre ce que les partis disent lorsqu'ils sont dans l'opposition et la politique qu'ils appliquent lorsqu'ils sont au pouvoir - comme lorsqu'il a estimé qu'« en allant trop loin, - et je crois qu'on va trop loin - on risque de voir naître une médecine des riches et une médecine des pauvres ».

L'applaudissement a cependant enregistré des records quand M. Bergeron a évoqué l'air de la laïcité et rappelé la conception de l'école de FO (un projet de résolution est en préparation pour le quinquagésime congrès confédéral en novembre).

« On m'a demandé, a-t-il poursuivi, si notre entreprise était une agression à l'égard de la Fédération de l'éducation nationale. J'ai déjà dit - et je veux le répéter - que nous n'entendons aggraver personne. Mais je ne vois pas en vertu de quoi nous interdirions à ceux qui le désirent de nous rejoindre. Nous ne nous sommes jamais résignés à voir les enseignants organisés en dehors du mouvement syndical confédéré. »

Le secrétaire général de FO a évité pour l'essentiel la polémique - notamment avec la CFDT ou la CGC - mais il ne s'est pas privé d'attaquer ni le Parti communiste ni la CGT. Avant que les Concerts Colonne et les Chœurs de France entonnent solennellement l'Internationale - qui avait été « oubliée » il y a un an, à quelques jours des élections à la Sécurité sociale, - M. Bergeron a évoqué la tolérance : « Notre engagement de respecter les opinions politiques ou religieuses de nos adhérents a été scrupuleusement tenu. En échange vous n'avez pas cherché à introduire dans nos syndicats des consignes ou mots d'ordre venant de l'extérieur. Chacun sait, d'ailleurs, que nous ne le tolérons pas ». Et, a-t-il conclu, « dites à vos camarades de travail que la pire des choses serait de se désolidariser de l'action collective ». M. Krasucki, lui, dit : « Mettez le paquet... » A chacun son style.

**le M.B.A. c'est évident se prépare USA**

Importante organisation US propose, dans une grande université de Californie ou Floride, une formule unique cours (à la fois université, séminaire, stage, retraite) en anglais, français, espagnol, italien, japonais, russe, chinois, allemand, grec, hébreu, sanskrit, etc.

**DEPART JANVIER. Documentation contre cinq livres. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.**

U.S.A.-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

## Les syndicats de Technip contestent la gestion de la direction et demandent un gel des licenciements

Les salariés du groupe Technip, première entreprise française d'ingénierie, en difficulté, devaient manifester le 8 octobre à Paris, à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT et CGC, pour soutenir leurs représentants, qui doivent examiner les perspectives de l'entreprise avec la direction du groupe et les pouvoirs publics, dans le cadre d'une réunion tripartite organisée le même jour au ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Les syndicats qui s'opposent au plan de licenciements conjoncturels de 27,8 % du personnel (760 personnes sur 2 753 salariés), annoncé le 20 juillet par la direction, souhaitent un examen global des difficultés et des perspectives du groupe.

Le gouvernement récent du plan de charge, qui atteint actuellement l'équivalent de neuf mois de travail, soit un niveau « normal », grâce à la signature de trois contrats importants (une raffinerie en Irak, une usine d'engrais au Maroc et le visco-

réducteur de Donges, près de Nantes), justifie, selon les syndicats, le « gel », pendant trois mois au moins des licenciements. « Si la direction maintient son plan, elle se voit dans l'incapacité de réaliser les affaires en cours », a assuré vendredi 5 octobre, M. Jean-Baptiste Milleli, secrétaire du comité central d'entreprise de Technip.

Sans nier la nécessité d'adapter les structures de l'entreprise à l'évolution du marché, afin de lui permettre notamment de se placer sur les petits et moyens contrats et pas seulement sur les très gros, les syndicats contestent les prévisions de plan de charge de la direction et, plus généralement, la gestion du groupe.

Les difficultés de Technip ne sont pas de nature conjoncturelle, liées uniquement à la baisse de l'activité, estiment les salariés, mais aussi et surtout d'ordre financier, du fait d'une mauvaise gestion. « La struc-

ture financière est très mauvaise et plus grave que la déclare la direction », a assuré M. Milleli. Aux pertes subies en 1983 (224 millions de francs) devraient s'ajouter, en 1984, des pertes de 250 millions de francs (contre 90 prévus par la direction), un reliquat de déficits importants (de l'ordre de 500 millions) restant à enregistrer au cours des années suivantes, alors que les dirigeants prévoient un retour à l'équilibre dès 1985.

Ces pertes, dues à la faiblesse des capitaux propres, aux insuffisances, voire aux « incompréhensions », notées dans la gestion financière et aux mauvaises conditions dans lesquelles ont été pris plusieurs gros marchés (pertes de change), imposent un nouvel apport de capitaux en sus de l'augmentation de capital de 250 millions de francs prévue cette année.

V. M.

## FAITS ET CHIFFRES

« La fonction publique en Lorraine ». Le Syndicat national de la fonction publique décentralisée (CGC) vient de publier en Lorraine, où son siège est installé, Harmoniser les statuts des fonctionnaires régionaux et départementaux et veiller à leur totale indépendance envers les élus, tels sont les deux premiers objectifs de ce nouveau syndicat rattaché à la Fédération nationale de la fonction publique CGC. Le rassemblement de ces personnels de cinq régions (Lorraine, Alsace, Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Centre). Sa création intervient dans le cadre de la décentralisation, a expliqué son fondateur, M. Philippe Dague, chargé de mission à la région Lorraine. (Corresp.)

« La CGT demande à M. Fabius une allocation pour tous les chômeurs non indemnisés ». Dans une lettre adressée au premier ministre, et rendue publique le 6 octobre,

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, demande que les chômeurs privés de toutes ressources reçoivent une indemnité de 40 francs par jour, jusqu'à l'obtention d'un nouvel emploi. Estimant à un million cent trente mille chômeurs le nombre des personnes concernées, la CGT considère que « cette revendication n'a rien d'excessif » et ajoute : « Cette mesure exige des moyens, mais dans un pays comme la France d'aujourd'hui ces moyens existent. »

« Neuf cents licenciements chez Pan Am ». La compagnie américaine Pan American World Airways a annoncé, le 5 octobre, qu'elle licencierait neuf cents employés supplémentaires pour réduire ses coûts et tenter de diminuer son déficit. Pan Am, dont les effectifs s'élevaient actuellement à vingt-sept mille quatre cents employés, poursuit ainsi un mouvement de réduction des effectifs entamé il y a plusieurs mois, qui « reflète la réduction de la taille de la compagnie », a indiqué un porte-parole de celle-ci. Les pertes de Pan Am se sont élevées, en 1983, à 74,4 millions de dollars et, en 1982, à 49,4 millions de dollars.

« Menace de grève dans les compagnies aériennes françaises ». Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), le Syndicat national des personnels navigants de l'aviation civile et le Syndicat national des officiers mécaniciens ont décidé, vendredi 5 octobre, le principe d'un arrêt de travail par solidarité avec les navigants d'Air Afrique, en grève depuis le 11 septembre. Ils veulent ainsi contraindre les compagnies aériennes et le gouvernement français à faire pression sur la direction d'Air Afrique, pour que cette dernière revienne sur les sanctions prises à l'encontre d'une partie de son personnel et respecte l'exercice du droit syndical des personnels navigants.

« Intermarco-Farmer devient Publicis International ». Le réseau d'agences étrangères de Publicis, situées dans trente-deux villes (douze pays), prendra le 10 octobre le nom de Publicis International. Le groupe a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 530 millions de dollars, ce qui le classe au sixième rang des groupes d'agences européennes.

## KINGDOM OF LESOTHO MINISTRY OF WATER, ENERGY AND MINING AVIS DE PRESELECTION

Le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Mines du Royaume du Lesotho lance un appel d'offres auprès des Constructeurs français d'équipements mécaniques et électriques en vue de la construction de trois aménagements hydroélectriques de petite puissance qui fonctionneront sur des réseaux séparés. La fourniture sera financée par un protocole financier entre la France et le Royaume du Lesotho.

L'ensemble de la fourniture formera un lot qui fera l'objet d'un appel d'offres dans le courant du mois de novembre 1984. Le lot comportera les équipements suivants : 1. Turbines, vannes papillon, régulateurs, 2. Alternateurs, équipement électrique, 3. Vannes plates, conduites forcées, organes de manutention et auxiliaires, 4. Lignes de transmission.

Le constructeur devra soumissionner pour la totalité du lot et sera responsable de la fourniture, du transport et du montage de tous les équipements. Les constructeurs intéressés à faire acte de candidature sont invités à retirer ou obtenir par envoi postal sur demande le dossier de présélection à l'adresse suivante : SOGREAH - BP 172 X - 38042 GRENOBLE CEDEX.

Les dossiers de candidature dûment remplis devront parvenir au plus tard le 20 octobre 1984 à 17 h 00 GMT à l'adresse suivante : MINISTRY OF WATER, ENERGY AND MINING - P.O. Box 772 - MASERU (LESOTHO) et copie à SOGREAH GRENOBLE.

## REPUBLIQUE TURQUE ET MINISTRE DE L'ECONOMIE NATIONALE COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAZI PAS APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NP3654 ENGIN D'ESSAI

La Compagnie des Phosphates de Gazi lance un appel d'offres international en vue d'acquiescer :

1. (une) camionnette de 75 t US ; 2. (une) camionnette de 120 t US ; 3. (une) camionnette de 17 t ; 4. (une) camionnette de 17 t ; 5. (une) camionnette de 17 t ; 6. (une) camionnette de 17 t ; 7. (une) camionnette de 17 t ; 8. (une) camionnette de 17 t ; 9. (une) camionnette de 17 t ; 10. (une) camionnette de 17 t ; 11. (une) camionnette de 17 t ; 12. (une) camionnette de 17 t ; 13. (une) camionnette de 17 t ; 14. (une) camionnette de 17 t ; 15. (une) camionnette de 17 t ; 16. (une) camionnette de 17 t ; 17. (une) camionnette de 17 t ; 18. (une) camionnette de 17 t ; 19. (une) camionnette de 17 t ; 20. (une) camionnette de 17 t ; 21. (une) camionnette de 17 t ; 22. (une) camionnette de 17 t ; 23. (une) camionnette de 17 t ; 24. (une) camionnette de 17 t ; 25. (une) camionnette de 17 t ; 26. (une) camionnette de 17 t ; 27. (une) camionnette de 17 t ; 28. (une) camionnette de 17 t ; 29. (une) camionnette de 17 t ; 30. (une) camionnette de 17 t ; 31. (une) camionnette de 17 t ; 32. (une) camionnette de 17 t ; 33. (une) camionnette de 17 t ; 34. (une) camionnette de 17 t ; 35. (une) camionnette de 17 t ; 36. (une) camionnette de 17 t ; 37. (une) camionnette de 17 t ; 38. (une) camionnette de 17 t ; 39. (une) camionnette de 17 t ; 40. (une) camionnette de 17 t ; 41. (une) camionnette de 17 t ; 42. (une) camionnette de 17 t ; 43. (une) camionnette de 17 t ; 44. (une) camionnette de 17 t ; 45. (une) camionnette de 17 t ; 46. (une) camionnette de 17 t ; 47. (une) camionnette de 17 t ; 48. (une) camionnette de 17 t ; 49. (une) camionnette de 17 t ; 50. (une) camionnette de 17 t ; 51. (une) camionnette de 17 t ; 52. (une) camionnette de 17 t ; 53. (une) camionnette de 17 t ; 54. (une) camionnette de 17 t ; 55. (une) camionnette de 17 t ; 56. (une) camionnette de 17 t ; 57. (une) camionnette de 17 t ; 58. (une) camionnette de 17 t ; 59. (une) camionnette de 17 t ; 60. (une) camionnette de 17 t ; 61. (une) camionnette de 17 t ; 62. (une) camionnette de 17 t ; 63. (une) camionnette de 17 t ; 64. (une) camionnette de 17 t ; 65. (une) camionnette de 17 t ; 66. (une) camionnette de 17 t ; 67. (une) camionnette de 17 t ; 68. (une) camionnette de 17 t ; 69. (une) camionnette de 17 t ; 70. (une) camionnette de 17 t ; 71. (une) camionnette de 17 t ; 72. (une) camionnette de 17 t ; 73. (une) camionnette de 17 t ; 74. (une) camionnette de 17 t ; 75. (une) camionnette de 17 t ; 76. (une) camionnette de 17 t ; 77. (une) camionnette de 17 t ; 78. (une) camionnette de 17 t ; 79. (une) camionnette de 17 t ; 80. (une) camionnette de 17 t ; 81. (une) camionnette de 17 t ; 82. (une) camionnette de 17 t ; 83. (une) camionnette de 17 t ; 84. (une) camionnette de 17 t ; 85. (une) camionnette de 17 t ; 86. (une) camionnette de 17 t ; 87. (une) camionnette de 17 t ; 88. (une) camionnette de 17 t ; 89. (une) camionnette de 17 t ; 90. (une) camionnette de 17 t ; 91. (une) camionnette de 17 t ; 92. (une) camionnette de 17 t ; 93. (une) camionnette de 17 t ; 94. (une) camionnette de 17 t ; 95. (une) camionnette de 17 t ; 96. (une) camionnette de 17 t ; 97. (une) camionnette de 17 t ; 98. (une) camionnette de 17 t ; 99. (une) camionnette de 17 t ; 100. (une) camionnette de 17 t ; 101. (une) camionnette de 17 t ; 102. (une) camionnette de 17 t ; 103. (une) camionnette de 17 t ; 104. (une) camionnette de 17 t ; 105. (une) camionnette de 17 t ; 106. (une) camionnette de 17 t ; 107. (une) camionnette de 17 t ; 108. (une) camionnette de 17 t ; 109. (une) camionnette de 17 t ; 110. (une) camionnette de 17 t ; 111. (une) camionnette de 17 t ; 112. (une) camionnette de 17 t ; 113. (une) camionnette de 17 t ; 114. (une) camionnette de 17 t ; 115. (une) camionnette de 17 t ; 116. (une) camionnette de 17 t ; 117. (une) camionnette de 17 t ; 118. (une) camionnette de 17 t ; 119. (une) camionnette de 17 t ; 120. (une) camionnette de 17 t ; 121. (une) camionnette de 17 t ; 122. (une) camionnette de 17 t ; 123. (une) camionnette de 17 t ; 124. (une) camionnette de 17 t ; 125. (une) camionnette de 17 t ; 126. (une) camionnette de 17 t ; 127. (une) camionnette de 17 t ; 128. (une) camionnette de 17 t ; 129. (une) camionnette de 17 t ; 130. (une) camionnette de 17 t ; 131. (une) camionnette de 17 t ; 132. (une) camionnette de 17 t ; 133. (une) camionnette de 17 t ; 134. (une) camionnette de 17 t ; 135. (une) camionnette de 17 t ; 136. (une) camionnette de 17 t ; 137. (une) camionnette de 17 t ; 138. (une) camionnette de 17 t ; 139. (une) camionnette de 17 t ; 140. (une) camionnette de 17 t ; 141. (une) camionnette de 17 t ; 142. (une) camionnette de 17 t ; 143. (une) camionnette de 17 t ; 144. (une) camionnette de 17 t ; 145. (une) camionnette de 17 t ; 146. (une) camionnette de 17 t ; 147. (une) camionnette de 17 t ; 148. (une) camionnette de 17 t ; 149. (une) camionnette de 17 t ; 150. (une) camionnette de 17 t ; 151. (une) camionnette de 17 t ; 152. (une) camionnette de 17 t ; 153. (une) camionnette de 17 t ; 154. (une) camionnette de 17 t ; 155. (une) camionnette de 17 t ; 156. (une) camionnette de 17 t ; 157. (une) camionnette de 17 t ; 158. (une) camionnette de 17 t ; 159. (une) camionnette de 17 t ; 160. (une) camionnette de 17 t ; 161. (une) camionnette de 17 t ; 162. (une) camionnette de 17 t ; 163. (une) camionnette de 17 t ; 164. (une) camionnette de 17 t ; 165. (une) camionnette de 17 t ; 166. (une) camionnette de 17 t ; 167. (une) camionnette de 17 t ; 168. (une) camionnette de 17 t ; 169. (une) camionnette de 17 t ; 170. (une) camionnette de 17 t ; 171. (une) camionnette de 17 t ; 172. (une) camionnette de 17 t ; 173. (une) camionnette de 17 t ; 174. (une) camionnette de 17 t ; 175. (une) camionnette de 17 t ; 176. (une) camionnette de 17 t ; 177. (une) camionnette de 17 t ; 178. (une) camionnette de 17 t ; 179. (une) camionnette de 17 t ; 180. (une) camionnette de 17 t ; 181. (une) camionnette de 17 t ; 182. (une) camionnette de 17 t ; 183. (une) camionnette de 17 t ; 184. (une) camionnette de 17 t ; 185. (une) camionnette de 17 t ; 186. (une) camionnette de 17 t ; 187. (une) camionnette de 17 t ; 188. (une) camionnette de 17 t ; 189. (une) camionnette de 17 t ; 190. (une) camionnette de 17 t ; 191. (une) camionnette de 17 t ; 192. (une) camionnette de 17 t ; 193. (une) camionnette de 17 t ; 194. (une) camionnette de 17 t ; 195. (une) camionnette de 17 t ; 196. (une) camionnette de 17 t ; 197. (une) camionnette de 17 t ; 198. (une) camionnette de 17 t ; 199. (une) camionnette de 17 t ; 200. (une) camionnette de 17 t ; 201. (une) camionnette de 17 t ; 202. (une) camionnette de 17 t ; 203. (une) camionnette de 17 t ; 204. (une) camionnette de 17 t ; 205. (une) camionnette de 17 t ; 206. (une) camionnette de 17 t ; 207. (une) camionnette de 17 t ; 208. (une) camionnette de 17 t ; 209. (une) camionnette de 17 t ; 210. (une) camionnette de 17 t ; 211. (une) camionnette de 17 t ; 212. (une) camionnette de 17 t ; 213. (une) camionnette de 17 t ; 214. (une) camionnette de 17 t ; 215. (une) camionnette de 17 t ; 216. (une) camionnette de 17 t ; 217. (une) camionnette de 17 t ; 218. (une) camionnette de 17 t ; 219. (une) camionnette de 17 t ; 220. (une) camionnette de 17 t ; 221. (une) camionnette de 17 t ; 222. (une) camionnette de 17 t ; 223. (une) camionnette de 17 t ; 224. (une) camionnette de 17 t ; 225. (une) camionnette de 17 t ; 226. (une) camionnette de 17 t ; 227. (une) camionnette de 17 t ; 228. (une) camionnette de 17 t ; 229. (une) camionnette de 17 t ; 230. (une) camionnette de 17 t ; 231. (une) camionnette de 17 t ; 232. (une) camionnette de 17 t ; 233. (une) camionnette de 17 t ; 234. (une) camionnette de 17 t ; 235. (une) camionnette de 17 t ; 236. (une) camionnette de 17 t ; 237. (une) camionnette de 17 t ; 238. (une) camionnette de 17 t ; 239. (une) camionnette de 17 t ; 240. (une) camionnette de 17 t ; 241. (une) camionnette de 17 t ; 242. (une) camionnette de 17 t ; 243. (une) camionnette de 17 t ; 244. (une) camionnette de 17 t ; 245. (une) camionnette de 17 t ; 246. (une) camionnette de 17 t ; 247. (une) camionnette de 17 t ; 248. (une) camionnette de 17 t ; 249. (une) camionnette de 17 t ; 250. (une) camionnette de 17 t ; 251. (une) camionnette de 17 t ; 252. (une) camionnette de 17 t ; 253. (une) camionnette de 17 t ; 254. (une) camionnette de 17 t ; 255. (une) camionnette de 17 t ; 256. (une) camionnette de 17 t ; 257. (une) camionnette de 17 t ; 258. (une) camionnette de 17 t ; 259. (une) camionnette de 17 t ; 260. (une) camionnette de 17 t ; 261. (une) camionnette de 17 t ; 262. (une) camionnette de 17 t ; 263. (une) camionnette de 17 t ; 264. (une) camionnette de 17 t ; 265. (une) camionnette de 17 t ; 266. (une) camionnette de 17 t ; 267. (une) camionnette de 17 t ; 268. (une) camionnette de 17 t ; 269. (une) camionnette de 17 t ; 270. (une) camionnette de 17 t ; 271. (une) camionnette de 17 t ; 272. (une) camionnette de 17 t ; 273. (une) camionnette de 17 t ; 274. (une) camionnette de 17 t ; 275. (une) camionnette de 17 t ; 276. (une) camionnette de 17 t ; 277. (une) camionnette de 17 t ; 278. (une) camionnette de 17 t ; 279. (une) camionnette de 17 t ; 280. (une) camionnette de 17 t ; 281. (une) camionnette de 17 t ; 282. (une) camionnette de 17 t ; 283. (une) camionnette de 17 t ; 284. (une) camionnette de 17 t ; 285. (une) camionnette de 17 t ; 286. (une) camionnette de 17 t ; 287. (une) camionnette de 17 t ; 288. (une) camionnette de 17 t ; 289. (une) camionnette de 17 t ; 290. (une) camionnette de 17 t ; 291. (une) camionnette de 17 t ; 292. (une) camionnette de 17 t ; 293. (une) camionnette de 17 t ; 294. (une) camionnette de 17 t ; 295. (une) camionnette de 17 t ; 296. (une) camionnette de 17 t ; 297. (une) camionnette de 17 t ; 298. (une) camionnette de 17 t ; 299. (une) camionnette de 17 t ; 300. (une) camionnette de 17 t ; 301. (une) camionnette de 17 t ; 302. (une) camionnette de 17 t ; 303. (une) camionnette de 17 t ; 304. (une) camionnette de 17 t ; 305. (une) camionnette de 17 t ; 306. (une) camionnette de 17 t ; 307. (une) camionnette de 17 t ; 308. (une) camionnette de 17 t ; 309. (une) camionnette de 17 t ; 310. (une) camionnette de 17 t ; 311. (une) camionnette de 17 t ; 312. (une) camionnette de 17 t ; 313. (une) camionnette de 17 t ; 314. (une) camionnette de 17 t ; 315. (une) camionnette de 17 t ; 316. (une) camionnette de 17 t ; 317. (une) camionnette de 17 t ; 318. (une) camionnette de 17 t ; 319. (une) camionnette de 17 t ; 320. (une) camionnette de 17 t ; 321. (une) camionnette de 17 t ; 322. (une) camionnette de 17 t ; 323. (une) camionnette de 17 t ; 324. (une) camionnette de 17 t ; 325. (une) camionnette de 17 t ; 326. (une) camionnette de 17 t ; 327. (une) camionnette de 17 t ; 328. (une) camionnette de 17 t ; 329. (une) camionnette de 17 t ; 330. (une) camionnette de 17 t ; 331. (une) camionnette de 17 t ; 332. (une) camionnette de 17 t ; 333. (une) camionnette de 17 t ; 334. (une) camionnette de 17 t ; 335. (une) camionnette de 17 t ; 336. (une) camionnette de 17 t ; 337. (une) camionnette de 17 t ; 338. (une) camionnette de 17 t ; 339. (une) camionnette de 17 t ; 340. (une) camionnette de 17 t ; 341. (une) camionnette de 17 t ; 342. (une) camionnette de 17 t ; 343. (une) camionnette de 17 t ; 344. (une) camionnette de 17 t ; 345. (une) camionnette de 17 t ; 346. (une) camionnette de 17 t ; 347. (une) camionnette de 17 t ; 348. (une) camionnette de 17 t ; 349. (une) camionnette de 17 t ; 350. (une) camionnette de 17 t ; 351. (une) camionnette de 17 t ; 352. (une) camionnette de 17 t ; 353. (une) camionnette de 17 t ; 354. (une) camionnette de 17 t ; 355. (une) camionnette de 17 t ; 356. (une) camionnette de 17 t ; 357. (une) camionnette de 17 t ; 358. (une) camionnette de 17 t ; 359. (une) camionnette de 17 t ; 360. (une) camionnette de 17 t ; 361. (une) camionnette de 17 t ; 362. (une) camionnette de 17 t ; 363. (une) camionnette de 17 t ; 364. (une) camionnette de 17 t ; 365. (une) camionnette de 17 t ; 366. (une) camionnette de 17 t ; 367. (une) camionnette de 17 t ; 368. (une) camionnette de 17 t ; 369. (une) camionnette de 17 t ; 370. (une) camionnette de 17 t ; 371. (une) camionnette de 17 t ; 372. (une) camionnette de 17 t ; 373. (une) camionnette de 17 t ; 374. (une) camionnette de 17 t ; 375. (une) camionnette de 17 t ; 376. (une) camionnette de 17 t ; 377. (une) camionnette de 17 t ; 378. (une) camionnette de 17 t ; 379. (une) camionnette de 17 t ; 380. (une) camionnette de 17 t ; 381. (une) camionnette de 17 t ; 382. (une) camionnette de 17 t ; 383. (une) camionnette de 17 t ; 384. (une) camionnette de 17 t ; 385. (une) camionnette de 17 t ; 386. (une) camionnette de 17 t ; 387. (une) camionnette de 17 t ; 388. (une) camionnette de 17 t ; 389. (une) camionnette de 17 t ; 390. (une) camionnette de 17 t ; 391. (une) camionnette de 17 t ; 392. (une) camionnette de 17 t ; 393. (une) camionnette de 17 t ; 394. (une) camionnette de 17 t ; 395. (une) camionnette de 17 t ; 396. (une) camionnette de 17 t ; 397. (une) camionnette de 17 t ; 398. (une) camionnette de 17 t ; 399. (une) camionnette de 17 t ; 400. (une) camionnette de 17 t ; 401. (une) camionnette de 17 t ; 402. (une) camionnette de 17 t ; 403. (une) camionnette de 17 t ; 404. (une) camionnette de 17 t ; 405. (une) camionnette de 17 t ; 406. (une) camionnette de 17 t ; 407. (une) camionnette de 17 t ; 408. (une) camionnette de 17 t ; 409. (une) camionnette de 17 t ; 410. (une) camionnette de 17 t ; 411. (une) camionnette de 17 t ; 412. (une) camionnette de 17 t ; 413. (une) camionnette de 17 t ; 414. (une) camionnette de 17 t ; 415. (une) camionnette de 17 t ; 416. (une) camionnette de 17 t ; 417. (une) camionnette de 17 t ; 418. (une) camionnette de 17 t ; 419. (une) camionnette de 17 t ; 420. (une) camionnette de 17 t ; 421. (une) camionnette de 17 t ; 422. (une) camionnette de 17 t ; 423. (une) camionnette de 17 t ; 424. (une) camionnette de 17 t ; 425. (une) camionnette de 17 t ; 426. (une) camionnette de 17 t ; 427. (une) camionnette de 17 t ; 428. (une) camionnette de 17 t ; 429. (une) camionnette de 17 t ; 430. (une) camionnette de 17 t ; 431. (une) camionnette de 17 t ; 432. (une) camionnette de 17 t ; 433. (une) camionnette de 17 t ; 434. (une) camionnette de 17 t ; 435. (une) camionnette de 17 t ; 436. (une) camionnette de 17 t ; 437. (une) camionnette de 17 t ; 438. (une) camionnette de 17 t ; 439. (une) camionnette de 17 t ; 440. (une) camionnette de 17 t ; 441. (une) camionnette de 17 t ; 442. (une) camionnette de 17 t ; 443. (une) camionnette de 17 t ; 444. (une) camionnette de 17 t ; 445. (une) camionnette de 17 t ; 446. (une) camionnette de 17 t ; 447. (une) camionnette de 17 t ; 448. (une) camionnette de 17 t ; 449. (une) camionnette de 17 t ; 450. (une) camionnette de 17 t ; 451. (une) camionnette de 17 t ; 452. (une) camionnette de 17 t ; 453. (une) camionnette de 17 t ; 454. (une) camionnette de 17 t ; 455. (une) camionnette de 17 t ; 456. (une) camionnette de 17 t ; 457. (une) camionnette de 17 t ; 458. (une) camionnette de 17 t ; 459. (une) camionnette de 17 t ; 460. (une) camionnette de 17 t ; 461. (une) camionnette de 17 t ; 462. (une) camionnette de 17 t ; 463. (une) camionnette de 17 t ; 464. (une) camionnette de 17 t ; 465. (une) camionnette de 17 t ; 466. (une) camionnette de 17 t ; 467. (une) camionnette de 17 t ; 468. (une) camionnette de 17 t ; 469. (une) camionnette de 17 t ; 470. (une) camionnette de 17 t ; 471. (une) camionnette de 17 t ; 472. (une) camionnette de 17 t ; 473. (une) camionnette de 17 t ; 474. (une) camionnette de 17 t ; 475. (une) camionnette de 17 t ; 476. (une) camionnette de 17 t ; 477. (une) camionnette de 17 t ; 478. (une) camionnette de 17 t ; 479. (une) camionnette de 17 t ; 480. (une) camionnette de 17 t ; 481. (une) camionnette de 17 t ; 482. (une) camionnette de 17 t ; 483. (une) camionnette de 17 t ; 484. (une) camionnette de 17 t ; 485. (une) camionnette de 17 t ; 486. (une) camionnette de 17 t ; 487. (une) camionnette de 17 t ; 488. (une) camionnette de 17 t ; 489. (une) camionnette de 17 t ; 490. (une) camionnette de 17 t ; 491. (une) camionnette de 17 t ; 492. (une) camionnette de 17 t ; 493. (une) camionnette de 17 t ; 494. (une) camionnette de 17 t ; 495. (une) camionnette de 17 t ; 496. (une)



## TRANSPORTS

### LES PROJETS DE M. PAUL QUILÈS

- Des détecteurs de danger montés en série sur les automobiles
- Un permis de conduire probatoire de deux ans pour les jeunes conducteurs

Voici le texte de l'entretien que nous a accordé M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

« Vous avez reçu, en plus de l'urbanisme et du logement, la responsabilité des transports. Pourtant, M. Jean Auroux a été nommé, à vos côtés, secrétaire d'Etat aux transports. Cette structure ministérielle n'est-elle pas redondante ?

— Lorsque j'ai été nommé ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, je me suis trouvé à la tête d'un ensemble tellement vaste qu'il n'aurait pas été raisonnable de le gérer en direct. C'est pourquoi il a été proposé à Jean Auroux de prendre en charge les transports.

« J'ai donc choisi de m'occuper plus particulièrement des routes et de la sécurité routière. En effet, les cent dix mille fonctionnaires des directions départementales et de l'équipement, qui sont en charge de l'urbanisme et du logement, travaillent à 60 % pour les routes, on l'oublie trop souvent. Il aurait été illogique que cette administration se trouve soumise à une double tutelle.

« Mais mon ministère est fondé sur une autre cohérence : celle de l'exportation. Lorsque je me rends par exemple au Venezuela pour soutenir le métro français, je ne m'intéresse pas seulement au savoir-faire de l'ingénierie, mais aussi au génie civil et au matériel roulant.

« Je vois une troisième cohérence dans la structure ministérielle qui a été mise en place : celle de l'aménagement de l'espace. Nous assistons à un phénomène de « rurbanisation », terme barbare qui désigne l'urbanisation de la lisière rurale des villes. Il nous faut réfléchir aux types de transports adaptés à cette évolution. Souvenons-nous des difficultés des villes nouvelles. L'insuffisance des infrastructures de transport a souvent retardé leur développement. Or ces infrastructures comptent au-

jourd'hui à en faire des villes à part entière.

« Les Français comprennent bien que le logement et les transports conditionnent la qualité de leur vie quotidienne. Ces deux postes de dépenses ne représentent-ils pas un tiers du budget total des ménages ? Une de nos missions principales dans ce secteur proche de la vie quotidienne consiste notamment à préparer l'avenir.

« C'est sur ces bases que Jean Auroux et moi-même avons élaboré une conception commune de nos responsabilités.

« Quelle est cette conception commune ?

— Dans la construction comme dans les transports, nous nous trouvons en présence de quelques grandes entreprises nationales et d'un secteur privé qui comporte beaucoup de PME.

« Nous nous sommes mis à l'écoute des professionnels pour comprendre leurs besoins, leurs réactions et leurs projets. Ce qui ne veut pas dire accepter automatiquement toutes les revendications de tel ou tel groupe de pression. Avec les entreprises nationales, nous irons dans le sens d'une plus grande autonomie de gestion grâce au système du contrat de plan.

« Enfin, la décentralisation est l'occasion rêvée pour réussir la symbiose entre l'urbanisme, le logement et les transports. Ainsi le Languedoc-Roussillon vient-il de financer deux des douze motrices qui amélioreront les dessertes ferroviaires régionales. Ainsi les transports sociaux sont-ils, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, subventionnés et encouragés au niveau local. Dans ce domaine, plus que dans d'autres, l'Etat ne fait plus tout lui-même ; il donne aux collectivités locales les moyens de s'organiser.

« Pourquoi vous êtes-vous passionné pour la sécurité routière ?

— Douze mille personnes meurent chaque année sur les routes. Depuis la fin de la dernière guerre, l'insécurité routière a causé la disparition de l'équivalent de la population de Nantes. Ajoutez à cela les dizaines de milliers de personnes handicapées à vie, et vous comprendrez que le gouvernement ne peut se contenter d'aligner des statistiques.

« Il est important de faire saisir à l'opinion publique l'ampleur du problème. Déjà, selon le sondage que nous venons de réaliser, 77,3 % des Français interrogés pensent que la limitation de vitesse est indispensable pour réduire le nombre des accidents. Et 67,3 % réclament un renforcement des contrôles de police pour faire respecter la limitation de vitesse.

« A l'évidence, les Français ont peur de la route. Ils la classent au deuxième rang des facteurs d'insécurité, derrière la maladie, mais devant l'agression sur la voie publique. Le gouvernement, lui, doit se préoccuper des trois facteurs qui peuvent être la cause d'accidents : la route, le véhicule et le conducteur.

« La route a été bien améliorée, en particulier grâce à la construction du réseau autoroutier. Un effort à poursuivre. Il faut aussi résorber les « points noirs » et perfectionner la signalisation. J'ai proposé au maire de Paris, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres villes de France, de signer une convention aux termes de laquelle l'Etat apportera une aide financière importante si le nombre des accidents dans la capitale chute de 10 % en un an.

« En ce qui concerne les véhicules, l'Etat doit favoriser la recherche en matière d'équipements électroniques de sécurité. D'ici la fin de l'année, je lancerai un appel d'offres auprès des constructeurs pour qu'ils proposent des équipements de série à des prix compétitifs : système anti-collision, détecteur de route glissante, récepteur de balise, détecteur de fatigue. Là encore, l'indus-

trie française peut être à l'avant-garde et se tailler une part du marché international.

« Et le conducteur ?

— Il faut d'abord mieux l'informer. Nous menons déjà des campagnes en ce sens. Mais il faut également lui permettre d'être plus attentif. Prenons un exemple : en ville, les passages cloutés ont été remplacés par des bandes blanches parallèles au sens de la circulation. Or certains spécialistes ont constaté que ce signal n'était pas clairement perçu par les conducteurs. Ne serait-il pas plus efficace de disposer des bandes perpendiculaires à l'axe de la chaussée ?

« Il s'agit surtout de mieux former l'automobiliste.

#### Conduite « surveillée »

« Dans le cadre du nouveau permis probatoire ?

— C'est cela. Il faut que les jeunes conducteurs obtiennent une expérience pratique et pas seulement des connaissances théoriques. Le but est de les aider à adopter un comportement social au volant.

« La réforme que nous envisageons — et qui est soumise à une large concertation — est la suivante : à partir de seize ans, l'apprenti conducteur se mettrait au volant aux côtés d'un adulte expérimenté, tout en bénéficiant de la capacité pédagogique des auto-écoles. C'est la conduite « accompagnée » qui débouchera, à dix-huit ans, sur le permis définitif. Les débutants de plus de dix-huit ans obtiendraient, eux, un permis probatoire après un examen allégé. Pendant deux ans, ils seraient tenus de noter sur un livret d'apprentissage le kilométrage parcouru et les accidents éventuels. Au terme de cet apprentissage, il faudra vérifier les conditions dans lesquelles le jeune conducteur peut être définitivement libéré sur les routes.

« Cette méthode de conduite « surveillée » est souple. Elle n'est pas privative de liberté et elle ne coûtera pas plus cher que le système actuel.

« Etes-vous partisan de renforcer la sanction des infractions routières ?

— La répression ne règle pas tout, mais il ne faut pas la négliger. En matière de lutte contre l'alcoolisme au volant, le nouvel éthylomètre sera bientôt disponible, et, en 1985, les forces de l'ordre pourront vérifier efficacement le taux d'alcoolémie des conducteurs. Je sais que le ministre de l'intérieur est très vigilant sur les contrôles de vitesse et que le garde des sceaux tient à ce que la justice soit particulièrement sévère avec les contrevenants.

« J'ai aussi l'intention de faire installer, l'an prochain, des panneaux informant sur les accidents graves. C'est peut-être une autre manière de sensibiliser les automobilistes.

« Le budget 1985 des transports s'annonce difficile. On parle d'une croissance des crédits limitée à 3,9 %, soit nettement moins que celle de l'inflation. Votre prédécesseur, Charles Fiterman, s'en était tenu. Avez-vous les moyens d'une politique ?

— Je ne vois pas les choses sous cet angle. D'ailleurs, en deux mois, nous avons pu améliorer les hypothèses initiales. Le Fonds spécial des grands travaux a vu sa dotation passer de 4 à 6 milliards de francs, dont une partie sera affectée aux transports, le reste allant au bâtiment, aux travaux publics et aux économies d'énergie dans l'industrie.

« En fait, le Fonds spécial des grands travaux et le budget général nous permettront de réaliser, en 1985, les engagements pris. C'est-à-dire les contrats Etat-région pour les routes qui se verront affecter 2 milliards de francs. Les plans routiers

de Bretagne, du Massif central et du Sud-Ouest seront poursuivis, grâce à une dotation de 1 milliard de francs. Les objectifs du IX<sup>e</sup> Plan seront respectés : 200 millions de francs iront à la sécurité routière et le rythme de construction des autoroutes sera en augmentation notable. Nous continuerons les chantiers des métros de Lille et de Lyon, celui du tramway de Grenoble et les études des transports urbains de Toulouse et de Strasbourg.

« Les concours financiers de l'Etat aux sociétés nationales ne devraient-ils pas diminuer ?

— C'est probablement le déficit de la SNCF que vous visez. La société nationale n'a pas de fonds propres et elle accumule les frais financiers. Malgré cette situation structurellement défavorable, elle réduit année après année son déficit. Il était de 8 milliards de francs en 1983, il est estimé entre 5 et 5,5 milliards pour l'année en cours. En 1985, il devrait encore se réduire.

« Nous travaillons sur un contrat de plan qui sera mis au point avant la fin de l'année. Il nous faut trouver l'équilibre entre, d'une part, la résorption du déficit — par la modernisation et l'accroissement de la productivité — et, d'autre part, une politique de progrès social et l'amélioration du service public. En tout cas, il est clair que le redressement de la SNCF ne se fera qu'avec l'adhésion et la mobilisation de tous ses agents.

« A l'effort de modernisation dont je viens de parler pour le rail doit correspondre une mobilisation similaire des transporteurs routiers. Je connais leur dynamisme. Je n'ignore pas leurs difficultés. Reste à unir nos efforts. Etat, collectivités locales et secteur privé, pour mieux conforter cet important secteur économique qui correspond à une préoccupation quotidienne des Français.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.



## EN 25 ANS, DU PONT S'EST FAIT UN NOM EN FRANCE.

1959. Le groupe Du Pont de Nemours ouvrait un bureau en France. Depuis 25 ans, nous avons parcouru beaucoup de chemin en contribuant à de grandes réalisations dans les secteurs de pointe de l'industrie française : électronique, santé, communication, agro-alimentaire, transports.

Aujourd'hui, à travers ses matières plastiques, films d'emballage, fibres textiles, produits électroniques, systèmes photographiques, produits phytosanitaires et pharmaceutiques, peintures et revêtements, et de nombreuses spécialités chimiques, Du Pont de Nemours est entré dans la vie quotidienne des Français.

Nous employons plus de 1000 personnes réparties dans nos usines et nos différents centres techniques. Notre chiffre d'affaires atteint maintenant 3 milliards de francs et plus d'un tiers de nos ventes sont destinées aux marchés extérieurs.

Ainsi, en 25 ans, nous avons su nous faire un nom tout en nous appelant Du Pont.

Du Pont de Nemours (France) S.A.  
9, rue de Vienne - 75008 Paris - Tél. : 294.34.56





# UN DES GRANDS TALENTS DE LA FRANCE TIENT ENTRE LE POUCE ET L'INDEX.

Aéronautique, télécommunications, énergie nucléaire, grands travaux... Tous les Français sont fiers de la réputation mondiale acquise par la France dans ces secteurs de pointe.

L'industrie pharmaceutique fait aussi partie de ce peloton de tête des champions de la technologie et de l'économie françaises. De tous temps, la santé a été un champ d'application du génie français.

C'est encore plus vrai à l'ère industrielle. L'industrie pharmaceutique, en France, est aujourd'hui le quatrième producteur de médicaments du monde.

Elle en est le troisième exportateur mondial. En exportant 20% de sa production, elle rapporte tous les ans à la France plus de 7 milliards de francs.

Elle a été, au cours des 20 dernières années, le deuxième découvreur de médicaments du monde, immédiatement après les Etats-Unis.

L'industrie pharmaceutique, en France, doit ces résultats : à un considérable effort de recherche et de développement auquel elle consacre 17,5% de son chiffre d'affaires; à un effort d'investissement qui a toujours été, en moyenne, supérieur à celui de toutes les autres industries françaises; et surtout aux 65 000 personnes qu'elle emploie et qui lui apportent leur valeur scientifique, leur compétence technologique, la rigueur de leur gestion et la qualité de leur travail. Pour que notre industrie pharmaceutique garde sa place dans le monde, ce dynamisme ne doit pas s'arrêter.

**L'industrie pharmaceutique, un des grands talents de la France.**

SNIP SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE 88 RUE DE LA FAISANDERIE 75116 PARIS. TÉL. 503.21.01.

## MARCHE

BLAN HESDOMADANE  
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux comptes de la Banque de France

ACTIF	Passif
1. Bilan de la Banque de France	1. Bilan de la Banque de France
2. Bilan des établissements de crédit	2. Bilan des établissements de crédit
3. Bilan des sociétés de crédit	3. Bilan des sociétés de crédit
4. Bilan des sociétés de crédit	4. Bilan des sociétés de crédit
5. Bilan des sociétés de crédit	5. Bilan des sociétés de crédit
6. Bilan des sociétés de crédit	6. Bilan des sociétés de crédit
7. Bilan des sociétés de crédit	7. Bilan des sociétés de crédit
8. Bilan des sociétés de crédit	8. Bilan des sociétés de crédit
9. Bilan des sociétés de crédit	9. Bilan des sociétés de crédit
10. Bilan des sociétés de crédit	10. Bilan des sociétés de crédit

## LA VIE

INDICES	INDICES
1. Indice des prix à la consommation	1. Indice des prix à la consommation
2. Indice des prix à la consommation	2. Indice des prix à la consommation
3. Indice des prix à la consommation	3. Indice des prix à la consommation
4. Indice des prix à la consommation	4. Indice des prix à la consommation
5. Indice des prix à la consommation	5. Indice des prix à la consommation
6. Indice des prix à la consommation	6. Indice des prix à la consommation
7. Indice des prix à la consommation	7. Indice des prix à la consommation
8. Indice des prix à la consommation	8. Indice des prix à la consommation
9. Indice des prix à la consommation	9. Indice des prix à la consommation
10. Indice des prix à la consommation	10. Indice des prix à la consommation

INDICES	INDICES
1. Indice des prix à la consommation	1. Indice des prix à la consommation
2. Indice des prix à la consommation	2. Indice des prix à la consommation
3. Indice des prix à la consommation	3. Indice des prix à la consommation
4. Indice des prix à la consommation	4. Indice des prix à la consommation
5. Indice des prix à la consommation	5. Indice des prix à la consommation
6. Indice des prix à la consommation	6. Indice des prix à la consommation
7. Indice des prix à la consommation	7. Indice des prix à la consommation
8. Indice des prix à la consommation	8. Indice des prix à la consommation
9. Indice des prix à la consommation	9. Indice des prix à la consommation
10. Indice des prix à la consommation	10. Indice des prix à la consommation

INDICES	INDICES
1. Indice des prix à la consommation	1. Indice des prix à la consommation
2. Indice des prix à la consommation	2. Indice des prix à la consommation
3. Indice des prix à la consommation	3. Indice des prix à la consommation
4. Indice des prix à la consommation	4. Indice des prix à la consommation
5. Indice des prix à la consommation	5. Indice des prix à la consommation
6. Indice des prix à la consommation	6. Indice des prix à la consommation
7. Indice des prix à la consommation	7. Indice des prix à la consommation
8. Indice des prix à la consommation	8. Indice des prix à la consommation
9. Indice des prix à la consommation	9. Indice des prix à la consommation
10. Indice des prix à la consommation	10. Indice des prix à la consommation

INDICES	INDICES
1. Indice des prix à la consommation	1. Indice des prix à la consommation
2. Indice des prix à la consommation	2. Indice des prix à la consommation
3. Indice des prix à la consommation	3. Indice des prix à la consommation
4. Indice des prix à la consommation	4. Indice des prix à la consommation
5. Indice des prix à la consommation	5. Indice des prix à la consommation
6. Indice des prix à la consommation	6. Indice des prix à la consommation
7. Indice des prix à la consommation	7. Indice des prix à la consommation
8. Indice des prix à la consommation	8. Indice des prix à la consommation
9. Indice des prix à la consommation	9. Indice des prix à la consommation
10. Indice des prix à la consommation	10. Indice des prix à la consommation

INDICES	INDICES
1. Indice des prix à la consommation	1. Indice des prix à la consommation
2. Indice des prix à la consommation	2. Indice des prix à la consommation
3. Indice des prix à la consommation	3. Indice des prix à la consommation
4. Indice des prix à la consommation	4. Indice des prix à la consommation
5. Indice des prix à la consommation	5. Indice des prix à la consommation
6. Indice des prix à la consommation	6. Indice des prix à la consommation
7. Indice des prix à la consommation	7. Indice des prix à la consommation
8. Indice des prix à la consommation	8. Indice des prix à la consommation
9. Indice des prix à la consommation	9. Indice des prix à la consommation
10. Indice des prix à la consommation	10. Indice des prix à la consommation

مكتبة من الكتب



T LINE

# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS Comptant

5 OCTOBRE

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes sujet à variation (en millions de francs)

ACTIF Au 27-9-1984

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	405 408
Or	258 098
Disponibilités à vue à l'étranger	56 324
ESU	76 606
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 770
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 160
Concomitant Trésor public	11 640
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	201 864
Effets escomptés	89 015
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉDÉRAL	76 324
5) DIVERS	9 286
Total	710 044

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	182 162
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	13 385
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	32 728
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	82 970
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution des réserves	16 417
ESU À LIVRER AU FÉDÉRAL	76 606
5) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR	302 914
6) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 917
7) DIVERS	7 981
Total	710 044

### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

Indice général de base 100 en 1949

VALEURS	% du total	% de coupon	VALEURS	préc.	cours	VALEURS	préc.	cours
3 %	25 70	0 041	Edenrock	683	658	Smalls Mabeuge	179	179
4 %	41 51	0 383	Edenrock	28	28 30	Suez M.A.	179	171
5 %	71	0 542	Edenrock	380	371	St. Pierre M.A.	29	29
5 % amort. 45-54			Edenrock	1256	1266	St. Pierre, Vah.	29	29
5 % 7/10/73	9108		Edenrock	107	107	Suez	36 75	34 30
5 % 7/10/75	118 50	3 279	Edenrock	110	110	Suez	281	286
5 % 7/10/76	94 05	2 308	Edenrock	118	118 60	Suez	54 40	54 40
5 % 7/10/78	96 80	7 189	Edenrock	320	319	Suez	133	132
5 % 7/10/80	98 20	0 947	Edenrock	1000	1000	Suez	132	132
5 % 7/10/82	108 20	4 838	Edenrock	245	245	Suez	136	136
5 % 7/10/84	108 20	13 423	Edenrock	1064	1064	Suez	136	136
5 % 7/10/86	108 20	13 423	Edenrock	1780	1780	Suez	136	136
5 % 7/10/88	114 20	13 423	Edenrock	180	182	Suez	136	136
5 % 7/10/90	118 10	11 811	Edenrock	1185	1185	Suez	136	136
5 % 7/10/92	118 10	5 216	Edenrock	47	48 90	Suez	226 90	228 30
5 % 7/10/94	140 80	10 796	Edenrock	111	111 10	Suez	85	87 20
5 % 7/10/96	140 80	4 848	Edenrock	680	680	Suez	586	620 d
5 % 7/10/98	135 70	0 433	Edenrock	771	771	Suez	100	100
5 % 7/10/00	103 50	3 433	Edenrock	970	990	Suez	320	321
5 % 7/10/02	103 50	3 433	Edenrock	420	402 30	Suez	185	185
5 % 7/10/04	103 50	3 433	Edenrock	800	810	Suez	262	262
5 % 7/10/06	103 50	3 433	Edenrock	1294	1294	Suez	116	116
5 % 7/10/08	103 50	3 433	Edenrock	1326	1326	Suez	50	48 0
5 % 7/10/10	103 50	3 433	Edenrock	480	480	Suez	82	82



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE PONS DES ARMES : « La survie du peuple français », par le général Pierre Billotte ; « Défense et technologie », par Henri Froment-Maurice.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
4. AFRIQUE
5. PROCHE-ORIENT
6. EUROPE
7. DIPLOMATIE
8. ASIE

### POLITIQUE

9. Le PCF dresse un bilan négatif des nationalisations.
10. Le débat sur la cohabitation.
11. Les élections cantonales.

### SOCIÉTÉ

12. En 1985, le budget de la santé progressera légèrement moins que l'ensemble des dépenses de l'État.
13. Faits divers : un chasseur sechant sur.
14. EDUCATION.

### SPORTS

15. AUTOMOBILISME : Prost-Lauda : finale portugaise.

### CULTURE

16. MUSIQUE : Pierre Boulez à Metz.
17. COMMUNICATION.
18. LETTRES.
19. ECHOS.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

20. IMMIGRATION CLANDESTINE : les Tunisiens, réfugiés tunisiens.
- 21-24. LE FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS.
25. PLUS D'UN MILLIARD DE CHINOIS : la difficile maîtrise de la population.
26. L'EMPLOI DES JEUNES : Québec : l'influence de M. Schwartz ; Belgique : l'apprentissage industriel ; Point de vue : « Un remède contre le chômage : élargir la durée d'utilisation du capital », par Philippe Robert.
27. Noies de lecture, par Alfred Sauvy.

### ÉCONOMIE

40. AFFAIRES : les investissements japonais en France.
41. SOCIAL : la fête de l'ouvrier.
42. TRANSPORTS : les projets de M. Quilès.

### RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS « SERVICES » (22)

Troisième âge : « Journal officiel », Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés ; Annonces classées (28 à 40) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (18) ; Marchés financiers (45).

## M. Le Garrec annonce une augmentation des traitements des fonctionnaires de 2 % au 1<sup>er</sup> novembre

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, a annoncé le 8 octobre au matin, en recevant les sept fédérations syndicales de fonctionnaires, une augmentation en niveau des traitements de 2 % au 1<sup>er</sup> novembre. Une précédente augmentation des traitements des fonctionnaires, de 1 %, avait eu lieu au 1<sup>er</sup> avril. Ce qui donnera au total 3 % pour l'année 1984 alors que le glissement des prix jusqu'à la fin août était déjà de 4,9 % (le Monde du 19 septembre).

M. Le Garrec a donc choisi de faire un geste minimal qui lui permet de rester dans l'enveloppe prévue pour l'évolution de la masse salariale 1984 sans pour autant procéder à la mise à niveau qui satisfait les organisations syndicales. Il se donne ainsi une marge de

manœuvre pour 1985 - où l'évolution des traitements en niveau ne devrait pas dépasser 4,5 % - mais s'interdit par là même tout accord salarial pour 1984, replaçant la fonction publique dans une situation analogue à celle qu'elle avait connue en 1977. FO avait averti que « si des réponses positives relatives à la remise à niveau des salaires ne leur sont pas apportées, les instances Force ouvrière se réuniront en vue du déclenchement de l'action ». La CGT a également menacé de recourir à la grève s'il n'y avait pas de retour à niveau, tandis que la FEN entendait tenir un langage très ferme sans écarter également une action. M. Le Garrec entendait aboutir rapidement à l'engagement de négociations pour 1985 mais l'opposition des syndicats à la décision annoncée le 8 octobre risque de constituer un sérieux obstacle.

### A Lyon

## PRISE D'OTAGES POUR 100 KILOS D'OR FIN

(De notre correspondant régional.)

Lyon. - En arrivant tard dans la nuit de samedi 6 à dimanche 7 octobre chez ses parents, à Charbonnières, dans la banlieue de Lyon, Nathalie Rey-Coquais, dix-sept ans, et ses deux cousins sont menacés par six hommes masqués et armés. C'est le début d'un scénario préparé depuis plusieurs mois, au dire des malfaiteurs eux-mêmes. Les agresseurs peuvent ainsi pénétrer sans effraction avec leurs trois otages dans la maison familiale de Nathalie.

Ils veulent obtenir, par le chantage sur toute la famille l'ouverture des coffres de la Société d'affinage et d'apprêt des métaux précieux (SAAMP) dont M. Rey-Coquais est directeur. A l'intérieur de la maison se trouvent M. et Mme Rey-Coquais et un de leurs enfants. Les six otages devront attendre toute la nuit jusqu'à l'ouverture de la société sous la menace des armes.

A 7 heures, M. Rey-Coquais est enlevé par quatre des agresseurs au siège de son entreprise protégée par une société de gardiennage. Ils commencent le tour de passe qui permet de neutraliser les systèmes sophistiqués d'alarme. Ils entrent dans l'entreprise et ouvrent quatre coffres contenant une centaine de kilos d'or fin. Le butin est estimé à environ 10,3 millions de francs. Les six hommes ont pu prendre la fuite, laissant M. Rey-Coquais sur place, les autres membres de la famille se sont libérés seuls de leurs liens

### LA MORT D'OLIVIER ANGLADE

Le jeune leucémique n'a pu bénéficier d'une greffe de moelle provenant de son frère

Olivier Anglade, un adolescent de quatorze ans, atteint d'une leucémie, sur qui avait été pratiquée, à la fin du mois d'août, une auto-greffe de moelle osseuse, en l'absence d'un donneur familial compatible, est mort le 6 octobre au CHU de Nantes.

Une greffe pratiquée à partir de la moelle de son frère, Thierry, porté déserteur de la marine depuis trois ans, aurait pu accroître ses chances de guérison (le Monde du 10 juillet 1984). Mais ce dernier ne s'est jamais manifesté, malgré des appels lancés par ses parents à plusieurs reprises par l'intermédiaire des médias.

## MORT DE JEAN-CHARLES PAYEN SPÉCIALISTE D'HISTOIRE MÉDIÉVALE

Jean-Charles Payen, professeur de littérature médiévale à l'université de Caen, est mort vendredi 5 octobre à Caen des suites d'une longue maladie.

[Né le 17 octobre 1931 à Paris, Jean-Charles Payen, ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégé de grammaire, docteur en lettres, a fait une carrière universitaire, de 1960, où il est devenu assistant à la faculté des lettres de Paris, à sa nomination en 1969 comme professeur à l'université de Caen. Il a également eu pendant longtemps des activités syndicales. Il fut notamment secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) (1963-1964). Il avait renoncé à cet engagement syndical depuis de nombreuses années.

Grand spécialiste de littérature médiévale, Jean-Charles Payen a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Le Repentir dans la littérature française médiévale des origines à 1250*, un thèse de doctorat (1968), *Le Repentir dictionnaire, les Valeurs humaines de Chrétiens de Troyes*, une édition du *Libre de philosophie et de morale d'Alard de Combrail* (1970), *Le Rite et l'Utopie* (1977), *Le Prince d'Aquitaine* (1980). Jean-Charles Payen a aussi collaboré à plusieurs livres d'histoire de la littérature ainsi qu'à diverses éditions de textes et traductions. Il avait reçu un prix de l'Académie française en 1968.]

### En Australie

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES LE 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a annoncé lundi 8 octobre que des élections législatives auraient lieu le 1<sup>er</sup> décembre prochain. Le premier ministre travailliste a mis fin ainsi à des semaines de spéculations sur l'éventualité d'élections anticipées, en partie pour renforcer la position du Labour et profiter de sa popularité chez les électeurs.

Le Parti travailliste dispose déjà d'une majorité de vingt-cinq sièges sur le Parti libéral et les autres petites formations, après les élections de mars 1983. Dans deux mois, les Australiens éliront leurs représentants aux deux Chambres du Parlement. L'opposition est majoritaire à la Chambre haute. - (Reuter.)

### En Espagne

## LE TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL VA REPRIRE LE DOSSIER RUMASA

Madrid (AFP). - Le Tribunal constitutionnel espagnol (chargé de veiller au respect de la Constitution) devra se saisir une nouvelle fois de l'affaire du holding Rumasa, le plus gros groupe privé d'Espagne avant son expropriation, le 23 février 1983, par le gouvernement socialiste, a-t-on appris samedi 6 octobre.

Un juge de Madrid, M. Jose Maria Gil Suarez, a décidé de poser dans un arrêt la question de la constitutionnalité de la loi du 29 juin 1983, votée au Parlement espagnol, qui légalisait l'expropriation de Rumasa, un groupe concourant pour 1,8 % du produit intérieur brut espagnol.

Le 2 décembre 1983, le Tribunal constitutionnel avait déjà estimé dans un premier arrêt que le décret gouvernemental d'expropriation était conforme à la Constitution. Le Tribunal devra cette fois se prononcer sur la loi d'expropriation votée au Parlement.

La réouverture du dossier pourrait avoir d'importantes conséquences politiques et économiques. La décision du Tribunal constitutionnel de décembre 1983 sur le décret du gouvernement avait été, rappelle-t-on, très serrée : six magistrats avaient voté pour sa constitutionnalité et six autres contre. C'est finalement le vote du président du Tribunal qui avait fait pencher la balance en faveur du gouvernement.

## UN SUPER-PÉTROLIER LIBÉRIEN ATTAQUÉ DANS LE GOLFE 6 morts, 6 blessés

Londres (AFP). - Six personnes ont été tuées et six autres grièvement blessées lors de l'attaque d'un super-pétrolier libérien à une centaine de kilomètres au sud-ouest du terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg, dans le Golfe, a annoncé, le lundi 8 octobre, le service de renseignements des armées britanniques. Le *World Knight* a été touché par une bombe qui a provoqué un incendie. Le navire se trouvait par 28°30' de latitude nord et 50°25' de longitude est.

## Les sommaires d'octobre

### • LE MONDE DIPLOMATIQUE : Deux pas vers le goulag

Pendant que le gouvernement français concentrait toute son attention sur les difficultés économiques, la droite l'attaquait sur le front des libertés, première opération d'une vaste offensive contre l'État accusé d'entraîner le pays vers un goulag occidental. Claude Julien poursuit son analyse par un examen des concessions que le gauchisme fait au néolibéralisme qui s'est installé dans la presse, les discours politiques et de nombreux livres.

Trois articles de Louis Puisseux, Dominique Firon et Michel de Perot s'interrogent sur le bien-fondé de la stratégie nucléaire française. Au moment où Marguerite Yourcenar publie son livre *Blues et Gospels*, un dossier de quatre pages fait le

point sur la culture noire aux États-Unis. Sous le titre « Fuite en avant du Zimbabwe », un autre dossier expose les difficultés politiques, économiques et culturelles auxquelles se heurte le régime de M. Mugabe. Dorcas Valayer expose l'attitude du Conseil économique des Églises à l'égard de l'Afrique du Sud.

La même rubrique contient des articles sur l'utilisation de la presse par le président Reagan, sur la résistance dans le sud du Liban et le rôle d'Israël en Amérique centrale, un long essai du nouveau roman de Yacine Kemal, *Salman le solitaire*, et un texte de Jean Goytelle intitulé *Mourir chaussettes aux pieds*.

★ Le numéro : 11 F.

### • LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Être bon élève

Les cracks du système scolaire, les vedettes des classes préparatoires et des concours, sont toujours là. Qui sont-ils, ces « bossés », ces champions, qui font la joie des professeurs et la fierté des familles ? Comment le devient-on ? Le Monde de l'éducation ne donne pas de recettes, mais analyse et décrit leur situation.

L'image du bon élève, parfaitement adaptée au moule, gestionnaire attentif de sa carrière scolaire, est-elle aujourd'hui différente de ce qu'elle fut hier ? Dans le primaire et le secondaire, de nouveaux profils s'ébauchent. En revanche, dans les classes préparatoires, aux grandes écoles, où l'on façonne avec

amour les futures élites, la tradition se perpétue. Le Monde de l'éducation présente aussi une enquête sur les professeurs de collège. Ils sont quatre-vingt mille. De la classe à la troisième, un professeur sur deux, le enseignant deux matières. Ils sont méconnus et mal considérés. Injustement.

Également au sommaire de ce numéro : la maîtrise des bibliothèques universitaires ; où en sera l'université de demain ? Une enquête sur l'une des causes du retard scientifique français : l'absence d'une politique de documentation universitaire. Et une interview de la psychologue Bianca Zazzo sur l'entrée à la maternité à deux ans.

★ Le numéro : 11 F.

### • DOSSIERS ET DOCUMENTS : Les immigrés en France

Il se sont en France plus de 4 millions et, contrairement aux vagues polonaises, espagnoles ou italiennes du passé, ils ne viennent pas d'Europe mais d'Afrique, ce qui crée un choc culturel plus aisé. Leur présence fait l'objet d'une intense exploitation politique, et il est vrai qu'il est intéressant de les voir évoluer, tout en sachant que leur présence est un fait clair et public sur un sujet qui engage pourtant son avenir.

Ce numéro spécial de 16 pages, illustré par Saladin, Pessin, Slim et Piana, tente de

faire le point sur les multiples facettes d'un problème qui touche à la fois à l'économie, au social, au culturel et au politique. Résumant les méfaits et les espoirs, les problèmes, les articles sont rassemblés, organisés par Olivier Mèze et Jean-Claude Grimal, professeur de sciences économiques, avec les concours du service Sociétés et de la documentation du Monde, et présentés par Robert Solé.

★ Le numéro : 10 F.

### • LE MONDE DE LA MUSIQUE : La Salomé de Strauss raconte les années 40

Martine Dietrich façon diva, Lydie Weillach est cette grande dame de l'art lyrique dont Richard Strauss, à quatre-vingt ans, aimait la voix. D'un timbre virginal à l'âge de dix ans, elle incarnait à Vienne en 1944 puis à New-York en 1948, le personnage de Salomé. Ce rôle de femme-enfant en fit une idole. Elle a aujourd'hui soixante-dix ans, elle vit toujours à Vienne et

elle a raconté au correspondant du Monde de la Musique l'histoire musicale des années 40 : « Patates et chou, chou et patates ».

Autres têtes d'affiche de ce numéro : Patrice Chéreau, Jean-Claude Killy, Scott Ross, Henri Pousseur, Ornette Coleman, musicien du jazz, Keith Jarrett, virtuose du piano, et Bartok, et six autres au banc d'essai.

★ Le numéro : 18 F.



UNE MÉTHODE D'ACTION SÉRIEUSE  
Garantie par MAURICE OGIER

comment maîtriser la

## TIMIDITÉ

et acquérir une bonne aisance

### LA VÉRITÉ SUR LA TIMIDITÉ

Le Centre d'études de la Timidité, pour la 1<sup>re</sup> fois en France, s'est livré à une étude scientifique approfondie de ce problème : à partir de milliers de lettres et questionnaires confidentiels, d'années d'observations en stages et ont collaboré médecins, psychologues, universitaires, sociologues etc.

La timidité n'est pas une maladie. C'est une forme d'ANXIÉTÉ sociale. Tous les hommes et toutes les femmes sont atteints à l'approche de certaines situations (prises de parole p. ex.) ou en présence de certaines personnes (supérieurs ou inconnus). La plus connue est le trac. Tous nos interventions, si haut placées soient-elles, nous ont déclaré subit, à un moment ou un autre, une forme de gêne.

La méthode Aïsing sérieuse et efficace est née de ces travaux au cours de plusieurs années de réflexion et d'expérimentation. C'est la 1<sup>re</sup> méthode exclusivement consacrée aux solutions pratiques qui posent les problèmes de timidité : elle est totalement différente de tout ce qui a été proposé jusqu'ici.

### CENTRE ANTI-TIMIDITÉ

Institut Français de la Communication, service 912, 6 rue de la Plaine, 75020 Paris, France.

Le lecteur recevra gratuitement le livre de Maurice Ogier « Comment surmonter la timidité et avoir une bonne aisance », ainsi que toutes les informations concernant votre nouvelle méthode et vos conseils personnels, sans aucun engagement ni démarchage, par poste ou par téléphone. Une mon adresse permanente : CM Timidité, Paris.

Age : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_

### CENTRE ANTI-TIMIDITÉ

Institut Français de la Communication, service 912, 6 rue de la Plaine 75020 Paris, France. Pour l'Afrique, joindre 2 coupons-réponse.

### DOLLAR STABLE : 9,32 F

Sur les marchés des changes, assez calmes, les cours du dollar n'ont guère varié, lundi 8 octobre, par rapport à ceux du vendredi 5 : 9,34 DM et 9,32 F. On a, toutefois, signalé des ventes en provenance d'Extrême-Orient, à la suite du duel titrésté de dollar.

### CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique/permanence télé

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

### BIBLIOTHÈQUE A COLONNADES

170 combinaisons différentes

Demandez notre documentation LM gratuite

modèles déposés

200 modèles de sièges cuir

Fauteuil POLY-GONE de bureau ou de repos, confort total

10 modèles de rebords

PARIS : 121, rue du Cherche-Midi (angle bd Montparnasse), 75006 Paris tel : (1) 222 22 08

PARIS : 12, rue de la Chaise 75007 - (1) 544 10 44

### NOUVELLES BRÈVES

• *Creusot-Loire* : M. Sainjon se dit prêt à rencontrer dans les plus brefs délais M. Cresson. - Dans une lettre adressée au ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, le secrétaire général de la Fédération de la métallur-

gie CGT affirme que son organisation « ne peut accepter de s'engager avec son syndicat dans une négociation qui viserait au licenciement de milliers de travailleurs ». Il demande donc au gouvernement de faire preuve « d'imagination », d'engager « une véritable négociation » et se déclare prêt à rencontrer le ministre dans « les plus brefs délais ».

D'autre part, la section SNJ (Syndicat national des journalistes) de Saône-et-Loire a estimé, le 6 octobre, que la « retenue » d'un journaliste de FR3-Bourgogne à la mairie du Creusot par des ouvriers de Creusot-Loire constituait « une pression intolérable, qui discrédite ses auteurs ainsi que les responsables syndicaux, qui n'ont su empêcher pareille atteinte aux libertés ».

• *Attentat à Alfortville*. - Une explosion d'origine criminelle, qui n'a pas fait de blessés, a partiellement détruit une conduite de gaz, le 8 octobre à 1 heure du matin, à Alfortville (Val-de-Marne). L'explosion a causé d'importants dégâts à une des huit conduites de gaz qui enjambent la Seine sur un parapet en béton. Selon la police, une charge creusée de mine antichars serait à l'origine de cet attentat qui n'était pas revendiqué le 8 octobre en fin de matinée.

Le numéro de « Monde » daté 7-8 octobre 1984 a été tiré à 419814 exemplaires

### LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS À DROITE EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES

RODIN

TISSUS COUTURE L'ORIGINALITÉ ET L'ESPRIT DE LA MODE

RODIN

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G H

مكتبة الأهل